



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

JUIN 2018

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	03
----------	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

<i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i>	10
Séance du mardi et mercredi 05 et 06 juin 2018	11
Séance du mercredi et jeudi 20 et 21 juin 2018	607
<i>Arrêts du Président de l'Assemblée</i>	988

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS JUIN – 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU MARDI ET MERCREDI 05 ET 06 JUIN 2018

N° 18-120-1 – PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 19 ET 20 DÉCEMBRE 2017

11

N° 18-121-1 – PORTANT CREATION ET COMPOSITION DES COMMISSIONS CONSULTATIVES PARITAIRES AU SEIN DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

13

N° 18-122-1 – PORTANT COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DU CT ET CHSCT ET ORGANISATION DES ELECTIONS PROFESSIONNELLES

15

N° 18-123-1 – PORTANT APPROBATION DE LA CONVENTION DE COOPÉRATION ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM), L'INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL (INA) ET LE CENTRE NATIONAL DU CINÉMA (CNC)

17

N° 18-124-1 – PORTANT DÉNOMINATION DU COLLÈGE DES TROIS ILETS EN COLLÈGE « SUZANNE ROUSSE CÉSAIRE »

26

N° 18-125-1 – PORTANT DÉNOMINATION DU LYCÉE PROFESSIONNEL DE DILLON EN LYCÉE PROFESSIONNEL « MARIUS CULTIER »

28

N° 18-126-1 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION DE RELOGEMENT DE LA CITÉ SCOLAIRE DE SAINTE-MARIE- VOLET ÉTAT

30

N° 18-126-2 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION DE RELOGEMENT DE LA CITÉ SCOLAIRE DE SAINTE-MARIE - VOLET UNION EUROPÉENNE

32

N° 18-127-1 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES TRAVAUX DE DÉMOLITION ET DE CONSTRUCTION DU BÂTIMENT G DU LYCÉE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET TECHNOLOGIQUE « LA JETÉE » DE LA VILLE DU FRANÇOIS

34

N° 18-128-1 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION DE RENFORCEMENT PARASISMIQUE DE LA CITÉ SCOLAIRE BEAUSÉJOUR- FRANTZ FANON SUR LA COMMUNE DE TRINITÉ - VOLET ÉTAT

36

N° 18-128-2 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION DE RENFORCEMENT PARASISMIQUE DE LA CITÉ SCOLAIRE BEAUSÉJOUR- FRANTZ FANON SUR LA COMMUNE DE TRINITÉ - VOLET UNION EUROPÉENNE

38

N° 18-129-1 – PORTANT APPROBATION DE L'ENVELOPPE PRÉVISIONNELLE DES TRAVAUX À FINANCER POUR L'OPÉRATION DE CONSTRUCTION DU LYCÉE SCHOELCHER - VOLET ÉTAT

40

N° 18-129-2 – PORTANT APPROBATION DE L'ENVELOPPE PRÉVISIONNELLE DES TRAVAUX À FINANCER POUR L'OPÉRATION DE CONSTRUCTION DU LYCÉE SCHOELCHER - VOLET UNION EUROPÉENNE

42

N° 18-130-1 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL CONCERNANT L'OPÉRATION SUR L'AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE PARTIELLE DE 12 LYCÉES

44

N° 18-131-1 – PORTANT CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIF ET DE MOYENS DE MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF DES SERVICES D'AIDE À DOMICILE (SAAD)

46

N° 18-132-1 – PORTANT ATIRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DES CLUBS DES AINÉS DE LA VILLE DE FORT DE FRANCE

55

N° 18-133-1 – PORTANT ATIRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT À L'ASSOCIATION D'ACTION SOCIALE DE MARTINIQUE (A.A.S.M) EN VUE DE LA CONSTRUCTION DES VESTIAIRES ANNEXES À LA CUISINE DE L'ESAT DE RIVIERE L'OR

57

N° 18-134-1 – PORTANT ATIRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION «LA MAISON DE LA SOLIDARITÉ (M.S.M)» POUR LA MISE EN PLACE DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2016

67

N° 18-135-1 – PORTANT ATIRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À LA SMHLM POUR LA PRISE EN COMPTE DES FONDATIONS SPÉCIALES DE L'OPÉRATION DE 26 ILS «COUR MARINE 3 » À FORT-DE-FRANCE

76

N° 18-136-1 – PORTANT LEVÉE DE DÉCHÉANCE QUADRIENNALE DE LA DECISION DU DOSSIER D'AIDE À LA CONSTRUCTION DURABLE DE MADAME

80

N° 18-137-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION «LA RUCHE» DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION DES JOURNÉES DE RÉFLEXION INTITULÉES SUR LE THÈME « DE L'ERRANCE DES JEUNES À LA RADICALISATION »

82

N° 18-138-1 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION DE PROTECTION CONTRE LA HOULE DE LA RN2 SUR LA COMMUNE DU CARBET

93

N° 18-139-1 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION DE PROTECTION CONTRE LA HOULE DE LA RD10 ENTRE LES COMMUNES DE SAINT-PIERRE ET LE PRÊCHEUR

95

N° 18-140-1 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL PORTANT SUR L'OPÉRATION DE PROTECTION DES ROUTES DE LA MARTINIQUE CONTRE LES CHUTES DE BLOCS

97

N° 18-141-1 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DANS LE CADRE DE LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA PLAINE DE RIVIÈRE-SALÉE - VOLET ÉTAT ET AUTRES PARTENAIRES

99

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS JUIN – 2018

N° 18-141-2 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DANS LE CADRE DE LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA PLAINE DE RIVIÈRE-SALÉE - VOLET UNION EUROPÉENNE 101

N° 18-142-1 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL SUR L'OPÉRATION DE PROTECTION CONTRE LES CHUTES DE BLOCS ET ÉLARGISSEMENT DE LA RD10 PR33+150 À 33+500 À L'ENTRÉE DE GRAND-RIVIÈRE 103

N° 18-143-1 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION DE CONSTRUCTION D'UN AÉRODROME SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE BASSE-POINTE 105

N° 18-144-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION PLURIANNUELLE ENTRE LA SOCIÉTÉ IRSTEA ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE PORTANT SUR DES TRAVAUX DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT, AINSI QUE SUR UNE EXPERTISE POUR LA SURVEILLANCE DU BARRAGE DE LA MANZO 107

N° 18-145-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC LA SOCIÉTÉ ORANGE SA POUR DES PRESTATIONS DE FOURNITURE ET MISE EN OEUVRE D'UN RÉSEAU HAUT DÉBIT AVEC ACCÈS À INTERNET 118

N° 18-146-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC L'ENTREPRISE DE TRANSPORTS SCOLAIRES SARL TRANSPORT BONIFACE POUR LA RÉALISATION DE PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES NON PRÉVUE AUX MARCHÉS 141497/2 ; 141501/1 ET 10060 129

N° 18-146-2 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC L'ENTREPRISE DE TRANSPORTS SCOLAIRES TRANSTOUR CARAIBES SARL POUR LA RÉALISATION DE PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES NON PRÉVUES AU MARCHÉ 141529/4 134

N° 18-146-3 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC L'ENTREPRISE DE TRANSPORTS SCOLAIRES SERTRANS SARL POUR LA RÉALISATION DE PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES NON PRÉVUES AU MARCHÉ 1411510/0 139

N° 18-147-1 – PORTANT TRANSACTION ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT POUR LE RÈGLEMENT DU SOLDE DE CONVENTIONS INACTIVES 144

N° 18-148-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION OU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES 151

N° 18-149-1 – PORTANT CONVENTION FINANCIÈRE ENTRE L'ÉTAT ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE RELATIVE À L'AMORÇAGE DU « PLAN D'INVESTISSEMENT DANS LES COMPÉTENCES » EN 2018 153

N° 18-150-1 – PORTANT PARTENARIAT ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LE FONDS PARITAIRE DE SÉCURISATION DES PARCOURS PROFESSIONNELS (FPSPP) CONVENTION 2018 161

N° 18-151-1 – PORTANT OCTROI D'UNE DOTATION À L'ÉCOLE DE LA 2ÈME CHANCE CENTRE MARTINIQUE AU TITRE DE LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIVITÉS POUR L'EXERCICE 2018 181

N° 18-151-2 – PORTANT OCTROI D'UNE DOTATION À L'ASSOCIATION POUR LA FORMATION, LE DÉVELOPPEMENT ET L'INSERTION DES JEUNES, L'ÉCOLE DE LA 2ÈME CHANCE SUD MARTINIQUE (AFDIJ-E2C SUD) AU TITRE DE LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIVITÉS POUR L'EXERCICE 2018 197

N° 18-152-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°16-335-26 PORTANT ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA VILLE DE SAINT-PIERRE AU TITRE DU PROGRAMME D'AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE AUX COMMUNES (A.C.T.C) 213

N° 18-153-1 – PORTANT MODIFICATION DES ARTICLES 4 ET 5 DE LA CONVENTION ACRC N°14-1788-33/29-04 CONCLUE ENTRE LA RÉGION MARTINIQUE ET LA VILLE DE SAINTE-MARIE POUR LA RÉALISATION D'ÉTUDES DE FAISABILITÉ ET DE CONCEPTION POUR LA RÉFECTION DE LA VOIRIE COMMUNALE 215

N° 18-154-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE SAINTE-MARIE POUR L'OPÉRATION « TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE LA RUE DES ÉTAGES » 217

N° 18-155-1 – PORTANT LEVÉE DE LA DÉCHÉANCE QUADRIENNALE AFFECTANT LA SUBVENTION ALLOUÉE À LA VILLE DU ROBERT POUR L'OPÉRATION A.C.T.C « ACQUISITION D'UNE PARCELLE DE TERRAIN M. 252 APPARTENANT AUX HÉRITIERS » 219

N° 18-156-1 – PORTANT ADOPTION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AUX CONTRATS DE MILIEUX 221

N° 18-156-2 – PORTANT AUTORISATION DE SIGNER LE CONTRAT DE RIVIÈRE DU GALION 223

N° 18-157-1 – PORTANT AUTORISATION DE SIGNATURE DU CONTRAT DE PROGRÈS D'ODYSSI ET DE PARTICIPATION AU GUICHET UNIQUE DU PLAN EAU DOM 225

N° 18-158-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA CACEM POUR L'ANIMATION DU CONTRAT DE LA BAIE DE FORT-DE-FRANCE 2016-2017 227

N° 18-159-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ANIMATION 2018 DU CONTRAT DE LA BAIE DE FORT-DE-FRANCE 229

N° 18-160-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA CACEM POUR L'ÉVALUATION DU CONTRAT DE LA BAIE DE FORT-DE-FRANCE 231

N° 18-161-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SEPANMAR POUR LA RÉALISATION DE SES INTERVENTIONS PÉDAGOGIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT À LA MARTINIQUE, POUR LES ANNÉES 2017 ET 2018 233

N° 18-162-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SEPANMAR POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME 2016 DE SUIVI DES CÉTACÉS "PELAGOS 972" SUR SON PROGRAMME 2018 235

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS JUIN – 2018

N° 18-163-1 – PORTANT CRÉATION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE D'ÉLABORATION ET DE SUIVI (CCES) DU PLAN DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS DE MARTINIQUE (PPGDM) 237

N° 18-164-1 – PORTANT PARTICIPATION AUX ASSISES ANTILLO-GUYANAISES DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF PAR IDEAL CONNAISSANCES 240

N° 18-165-1 – PORTANT AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION N°14-929-2 RELATIVE À LA MODERNISATION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES VÉHICULES HORS D'USAGE PAR CENTRALE CASS'AUTO 251

N° 18-166-1 – PORTANT APPROBATION DU CONTRAT DE PROJET FORÊT D'EXCEPTION 2018-2023 POUR LA FORÊT DES VOLCANS 262

N° 18-167-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE POUR L'ÉTUDE ET LA PROTECTION DES MAMMIFÈRES (SFPM) POUR LA POURSUITE DE SON PROGRAMME D'ÉTUDE SUR LES CHAUVES-SOURIS EN MARTINIQUE 277

N° 18-168-1 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPÉRATION PORTANT SUR DES AMÉNAGEMENTS DE SUPERSTRUCTURES SUR L'AMÉNAGEMENT POUR LA PÊCHE D'INTÉRÊT TERRITORIAL (APIT) DU FRANÇOIS - VOLET ÉTAT 279

N° 18-168-2 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPÉRATION PORTANT SUR DES AMÉNAGEMENTS DE SUPERSTRUCTURES SUR L'AMÉNAGEMENT POUR LA PÊCHE D'INTÉRÊT TERRITORIAL (APIT) DU FRANÇOIS - VOLET UNION EUROPÉENNE 281

N° 18-169-1 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION PORTANT SUR DES AMÉNAGEMENTS DE SUPERSTRUCTURES SUR LE PORT DE PÊCHE TERRITORIAL DU MARIN - VOLET ÉTAT 283

N° 18-169-2 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION PORTANT SUR DES AMÉNAGEMENTS DE SUPERSTRUCTURES SUR LE PORT DE PÊCHE TERRITORIAL DU MARIN - VOLET UNION EUROPÉENNE 285

N° 18-170-1 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPÉRATION PORTANT SUR DES AMÉNAGEMENTS DE SUPERSTRUCTURES SUR LE PORT DE PÊCHE TERRITORIAL DE GRAND-RIVIÈRE - VOLET ÉTAT 287

N° 18-170-2 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPÉRATION PORTANT SUR DES AMÉNAGEMENTS DE SUPERSTRUCTURES SUR LE PORT DE PÊCHE TERRITORIAL DE GRAND-RIVIÈRE - VOLET UNION EUROPÉENNE 289

N° 18-171-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU PRÊCHEUR POUR L'ACQUISITION D'UNE MACHINE À GLACE 291

N° 18-172-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU COMITÉ RÉGIONAL DES PÊCHES MARITIMES ET DES ÉLEVAGES MARINS POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS 2017 293

N° 18-173-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION ZAGAYAK POUR L'ORGANISATION DE LA 12ÈME ÉDITION DE SON CONCOURS DE PÊCHE 299

N° 18-174-1 – PORTANT AUGMENTATION DE LA PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU COMPLÉMENT DE PRIX DE LA TONNE DE CANNE LIVRÉE À L'USINE DU GALION 301

N° 18-175-1 – PORTANT POURSUITE DU PLAN D'ACTIONS ET DES ACTIONS DE COMMUNICATION EN 2018, CONCERNANT L'EAU DE LA RETENUE DE LA MANZO ET LA QUALITÉ DE L'EAU DU PISE AU TRAVERS DU PLAN MANZO 2018 303

N° 18-176-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DE L'ANNÉE 2017 À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT FONCIER ET D'ÉTABLISSEMENT RURAL (SAFER) 305

N° 18-177-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA LIGUE DE FOOTBALL DE MARTINIQUE POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS 2017-2018 311

N° 18-177-2 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU COMITÉ RÉGIONAL CYCLISTE DE MARTINIQUE POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS 2017-2018 313

N° 18-178-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION CARAÏBE SURF PROJECT À TITRE DE CONTRIBUTION À L'ORGANISATION DE LA MARTINIQUE SURF PRO 2018 315

N° 18-179-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N° 17-483-1 PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR HARRY TANIC POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2017 DE SON FILS CRAIG TANIC 320

N° 18-180-1 – PORTANT REMISE GRACIEUSE DE DETTE POUR PRÊTS ÉTUDIANTS AU BÉNÉFICE DE MADAME 322

N° 18-181-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE LOI PORTANT ÉVOLUTION DU LOGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET DU NUMÉRIQUE 324

N° 18-182-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET PORTANT ADAPTATION AUX DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER ET CERTAINES COLLECTIVITÉS D'OUTRE-MER MENTIONNÉES AU LIVRE V DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES (PARTIE RÉGLEMENTAIRE) DES DISPOSITIONS RELATIVES AU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'AUTONOMIE 327

N° 18-183-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONDITIONNALITÉ DES AIDES DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE 329

N° 18-184-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AUX ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS, AUX ASSOCIATIONS D'ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS ET AUX GROUPEMENTS DE PRODUCTEURS 331

N° 18-185-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX POUR LA PÉRIODE DU 16 MARS AU 27 AVRIL 2018 333

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS JUIN – 2018

N° 18-186-1 – PORTANT FIXATION DE L'OBJECTIF ANNUEL D'ÉVOLUTION DES DÉPENSES (O.A.E.D) DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX POUR 2018

335

N° 18-187-1 – PORTANT DÉFINITION DU CADRE D'INTERVENTION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DANS L'HABITAT ET LE LOGEMENT SOCIAL

338

N° 18-188-1 – PORTANT SURSIS À STATUER SUR LA DEMANDE DE SUBVENTION DE L'ASSOCIATION MADIN'JEUNES AMBITION POUR LA CAMPAGNE 2017 DE «LA CARAVANE DE LA NON-VIOLENCE»

352

N° 18-189-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION OBJECTIF PRÉVENTION MARTINIQUE (OPM) POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS 2017

354

N° 18-190-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION LA MAISON ROUGE : MAISON DES ARTS POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2017

356

N° 18-191-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION «CE CEDILLE» DANS LE CADRE DES 20 ANS DE LA STRUCTURE ET POUR L'ORGANISATION D'UN FORUM DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

367

N° 18-192-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MADIN'KITAB DANS LE CADRE DE LA 6ÈME ÉDITION DU FESTIVAL MADISOLID

369

N° 18-193-1 – PORTANT ANNULATION DE LA DELIBERATION DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE N°17-53-1 DU 9 FEVRIER 2017 ACCORDANT LA GARANTIE DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE A LA SOCIETE D'HLM OZANAM A HAUTEUR DE 40 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 3 187 270,00 €, DESTINE A LA CONSTRUCTION DE 47 LOGEMENTS SOCIAUX (32 LLS ET 15 LLTS) SITUES RUE DE LA GLACIERE A FAUBOURG LA CAMILLE QUARTIER SAINTE-THERESE A FORT DE FRANCE NOUVELLE GARANTIE D'EMPRUNT

371

N° 18-194-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE A LA SOCIETE MARTINICAISE D'HLM (SMHLM) A HAUTEUR DE 40% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 096 450,00 € DESTINE A LA CONSTRUCTION DE 15 LOGEMENTS SOCIAUX (8 LLTS ET 7 PLS) RAVINE-VILAINE A FORT-DE-FRANCE

401

N° 18-195-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE A LA SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE (SIMAR) A HAUTEUR DE 100% D'UN PRÊT DE HAUT DE BILAN BONIFIE D'UN MONTANT TOTAL DE 2 455 759,00 € DESTINE AUX TRAVAUX DE CONFORTEMENT PARASISMIQUE DU PARC ANCIEN DE LOGEMENTS SOCIAUX

430

N° 18-196-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE A LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM A HAUTEUR DE 100% D'UN PRÊT DE HAUT DE BILAN BONIFIE D'UN MONTANT TOTAL DE 330 000,00 € DESTINE AUX TRAVAUX DE REHABILITATION ET DE CONFORTEMENT SISMIQUE DU PARC ANCIEN DE LOGEMENTS SOCIAUX

458

N° 18-197-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SARL PAQUEMAR- PLANTATION DE VITROPLANTS 2017- DRAINAGE- RMAR040117DA0970086»

486

N° 18-198-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA «SARL HABITATION GRAND SUD - INSTALLATION IRRIGATION SUR 33 HA, RÉALISATION DE DRAINAGE ET DE TRACES POUR 2014 - RMAR040116DA0970031»

489

N° 18-199-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À L'« EARL LAUDAMAR - PLANTATION DE CANNE ET ACQUISITION DE MATÉRIELS 2017 - RMAR040116DA0970328 »

492

N° 18-200-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SARL EXPLOITATION PETIT MORNE IRRIGATION GOUTTES (40 HA), INSTALLATION DE 3 HELIOSECS – 2014 - RMAR040116DA0970175 »

495

N° 18-201-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION NO17-270-1 DU 27 JUILLET 2017 PORTANT ATTRIBUTION D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SAS HÉRITIERS CRASSOUS DE MEDEUILPLANTATION DE 19,24 HA DE BANANES, 9,75 HA DE CANNES ET L'ACQUISITION D'UN APPAREIL DE TRAITEMENT - RMAR040116DA0970249 »

498

N° 18-202-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À « SARL SOCIÉTÉ NOUVELLE DES PLANTATIONS CONCORDE - AMÉNAGEMENT DE HANGAR, RÉALISATION DE 6000 ML TRACES ET PLANTATIONS DE BANANES (2017) - RMAR040117DA0970053»

501

N° 18-203-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SARL CHAMPIMAR- RÉALISATION D'UNE UNITÉ DE PRODUCTION DE CHAMPIGNONS DE PARIS (2016) - RMAR040116DA970023 »

504

N° 18-204-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SAS MARTINIQUE AVICULTURE AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ DE MARTINIQUE AVICULTURE POUR LA PRODUCTION D'OEUFs LOCAUX (2017) - RMAR040218DA0970001 »

507

N° 18-205-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À L'« EARL EXPLOITATION AGRICOLE RIVIÈRE LA MANCHE - PLANTATION DE VITROPLANTS BANANE SUR 15 HA ET DE CANNE À SUCRE SUR 34,93 HA EN 2017- RMAR040117DA0970114 »

510

N° 18-206-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SARL HABITATION TRIANON IRRIGATION POUR LES PLANTATIONS DE 12,18 HA DE 2015 ET 1500ML DE CRÉATION DE TRACES - RMAR040116DA0970034 »

513

N° 18-207-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « S.M.P.S.J. SOCIÉTÉ MARTINICAISE DES PLANTATIONS SAINT-JAMES (EX SMCS) -INVESTISSEMENTS AGRICOLES 2014-2015 (DOSSIER 2/2: AMÉLIORATIONS FONCIÈRES-MÉCANISATION) RMAR040116DA0970203 »

516

N° 18-208-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SAS DISTILLERIES AGRICOLES DE SAINTE-LUCE - TRAVAUX DE DÉROCHAGES, MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME D'IRRIGATION EXPÉRIMENTAL SUR L'EXPLOITATION DASL EN 2014 (2ÈME PARTIE) - RMAR040116DA0970092 »

519

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS JUIN – 2018

N° 18-209-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À « LA SARL LES TIFUMES DE CLEMENT- TRANSFORMATION DES PRODUITS DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE PFEA690018CT0970002 »

522

N° 18-210-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT A LA « COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE- ASSISTANCE TECHNIQUE FEAMP 2016-2018- RÉMUNÉRATIONS - PFEA780218CT0970001 »

525

N° 18-211-1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION PUBLIQUE FEDER POUR LA SOCIETE ANTILLAISE D'EXPLOITATION DES PORTS DE PLAISANCE (SAEPP) AU TITRE DE L'OPERATION « MAITRISE DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE – MQ 0013956 »

528

N° 18-212-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SARL SOCACO (SOCIÉTÉ CARAÏBE DE COMMERCE) POUR L'OPÉRATION SYNERGIE MQ0013008 « ÉVOLUTION DES INFRASTRUCTURES DE L'HÔTEL BAMBOU »

531

N° 18-213-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SAS BELLONIE ET BOURDILLON SUCCESEURS (BBS) POUR L'OPÉRATION SYNERGIE MQ0008271 « MODERNISATION DES SITES TOURISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ BBS: DOMAINE LA MAUNY ET PLANTATION TROIS-RIVIÈRES »

534

N° 18-214-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SAPPY (SOCIÉTÉ ANTILLAISE DE PRODUCTION DE YAOURTS) POUR L'OPÉRATION SYNERGIE MQ0013097 - « RECONFIGURATION DU PROCESSUS INDUSTRIEL DE L'UNITÉ DE PRODUCTION DE LA SAPPY »

537

N° 18-216-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA SAS BIOMÉTAL COMPENSATION DES SURCOUTS DE FRET LIÉS À L'ULTRA PÉRIPHÉRIE POUR LA PÉRIODE 2016 ET 2017 - MQ0012745

540

N° 18-217-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA SAS SCIC MARTINIQUE COMPENSATION DES SURCOUTS DE FRÊT LIÉS À L'ULTRA-PÉRIPHÉRIE POUR L'ANNÉE 2017 - MQ0010178

542

N° 18-218-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA SAS PROCHIMIE INDUSTRIE COMPENSATION DES SURCOUTS DE FRÊT LIÉS À L'ULTRA-PÉRIPHÉRIE POUR L'ANNÉE 2017 - MQ0012748

545

N° 18-219-1 – MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N° 17-100-1 DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « SOCIÉTÉ AÉROPORT MARTINIQUE AIMÉ CÉSAIRE (SAMAC) - MODERNISATION ET EXTENSION DES INSTALLATIONS ET DES INFRASTRUCTURES DE L'AÉROPORT MARTINIQUE AIMÉ CÉSAIRE »-N° SYNERGIE MQ0007514 »

548

N° 18-220-1 – PORTANT RENONCIATION PAR LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) A L'ACTION EN REPETITION ET A L'INTERDICTION D'ALIENER ACCORD POUR LA CESSION DE LA PARCELLE R 128 SISE A DUCOS PAR MADAME

551

N° 18-221-1 – PORTANT ACQUISITION D'UNE BANDE DE TERRE OBJET D'EMPRISES EFFECTUÉES SUR LA PROPRIÉTÉ DE LA SMHLM JOUXTANT LA ROUTE DÉPARTEMENTALE N°S 13, 13 A ET 40 À FORT-DE-FRANCE DANS LE CADRE DE L'AMÉNAGEMENT DES GIRATOIRES DE LA MEYNARD- OUVRAGE ET SOUTÈNEMENT CESSION ET ACCEPTATION DE TERRAINS À TITRE D'ÉCHANGE

553

N° 18-221-2 – PORTANT ACQUISITION D'UNE BANDE DE TERRE OBJET D'EMPRISE EFFECTUÉE SUR LA PROPRIÉTÉ DES COPROPRIÉTAIRES DE LA FONDATION D'AUTEUIL JOUXTANT LES ROUTES DÉPARTEMENTALES NOS 13, 13A ET 40 À FORT-DE-FRANCE DANS LE CADRE DE L'AMÉNAGEMENT DES GIRATOIRES DE LA MEYNARD - OUVRAGE ET SOUTÈNEMENT

556

N° 18-222-1 – PORTANT ACQUISITION DE LA BANDE DE TERRE OBJET DE L'EMPRISE DE 97M² EFFECTUÉE SUR LA PROPRIÉTÉ DES HÉRITIERS DANS LE CADRE DE LA MISE EN SÉCURITÉ DE LA RD N°47 (PR3+500) À SAINT-JOSEPH POUR LA RÉALISATION D'UN MUR EN GABIONS - ÉTABLISSEMENT D'UNE CONVENTION D'AUTORISATION DE PASSAGE SUR LA PROPRIÉTÉ DES HÉRITIERS GRANGENOIS

558

N° 18-223-1 – PORTANT ACCEPTATION DE LA RETROCESSION PAR L'ÉTAT A LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE DE LA VILLA LES BOSQUETS (OU HOTEL DU PROCUREUR) CADASTREE SECTION BD N°104 SISE A FORT-DE-FRANCE

560

N° 18-224-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE VALORISATION DU DOMAINE DE FOND SAINT-JACQUES - MISE EN OEUVRE AVANT TRAVAUX D'UNE OPERATION DE DIAGNOSTIC ARCHEOLOGIQUE

562

N° 18-225-1 – PORTANT INDEMNISATION PÉCUNIAIRE DES USAGERS DES ROUTES DÉPARTEMENTALES ET NATIONALES VICTIMES DE DOMMAGES MATÉRIELS ET IMMATÉRIELS DE FAIBLE MONTANT ET REMBOURSEMENT DE LA FRANCHISE AU TITRE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE

579

N° 18-226-1 – PORTANT RÉFORME DES BIENS CORPORELS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

581

N° 18-227-1 – PORTANT COMMUNICATION DE L'AVIS N°2018-0040 DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES DE LA MARTINIQUE (REQUÊTE SOCIÉTÉ CIVIMEDIAS)

600

N° 18-228-1 – PORTANT FIXATION DES INDEMNITES DE FONCTION DES MEMBRES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL, DE LA CULTURE ET DE L'EDUCATION DE MARTINIQUE (CESECEM)

602

N° 18-230-1 – MOTION DE L'ASSEMBLÉE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE SUR L'ÉTAT DE CATASTROPHE NATURELLE LIÉ AUX SARGASSES

605

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS JUIN – 2018

SEANCE DU MERCREDI ET JEUDI 20 ET 21 JUIN 2018

N° 18-231-1 – PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 8 ET 9 FÉVRIER 2018

607

N° 18-232-1 – COMPTE DE GESTION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - EXERCICE 2017

609

N° 18-232-2 – COMPTE ADMINISTRATIF DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - EXERCICE 2017

611

N° 18-232-3 – AUTORISATION DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - EXERCICE 2017

613

N° 18-233-1 – AFFECTATION DES RÉSULTATS DU COMPTE ADMINISTRATIF DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2017

615

N° 18-234-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE (SI MAR) À HAUTEUR DE 50% D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 745 991,00 € DESTINÉ À LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE CONFORTEMENT SISMIQUE À LA RÉSIDENCE MANNIKOU - QUARTIER DESFARGE À RIVIÈRE PILOTE

620

N° 18-235-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE (SIMAR) À HAUTEUR DE 40% D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 120 106,00 € DESTINÉ À LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE CONFORTEMENT SISMIQUE À LA RÉSIDENCE RHIZOPHORE - QUARTIER BASSE GONDEAU AU LAMENTIN

648

N° 18-236-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 50% D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 261 843,00 € DESTINÉ À LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE CONFORTEMENT SISMIQUE À LA RÉSIDENCE ABRICOT - QUARTIER ZAC LA MARIE A DUCOS

676

N° 18-237-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 40% D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 595 479,00 € DESTINÉ À LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE CONFORTEMENT SISMIQUE À LA RÉSIDENCE LES ZETAS TR1 - QUARTIER FLORÉAL À FORT-DE-FRANCE

704

N° 18-238-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 40% D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 266 692,00 € DESTINÉ À LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE CONFORTEMENT SISMIQUE À LA RÉSIDENCE LES DAMES - QUARTIER FLORÉAL À FORT-DE-FRANCE

732

N° 18-239-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 40% D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 378 815,00 € DESTINÉ À LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE CONFORTEMENT SISMIQUE À LA RÉSIDENCE LES ZETAS TR2 - QUARTIER FLORÉAL À FORT-DE-FRANCE

760

N° 18-240-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 40% D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 484 894,00 € DESTINÉ À LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE CONFORTEMENT SISMIQUE À LA RÉSIDENCE TRÉNELLE À FORT-DE-FRANCE

788

N° 18-241-1 – PORTANT VERSEMENT D'UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE AUX TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE LA RÉSIDENCE TARTENSON

816

N° 18-242-1 – PORTANT AVENANT À LA CONVENTION FINANCIÈRE D'INDEMNISATION DE LA SCI CEJA DU COÛT DES TRAVAUX DE MISE AUX NORMES PMR ET D'AMÉNAGEMENT DES LOCAUX SIS AU 9 LOTISSEMENT BARDINET DILLON À FORT-DE-FRANCE

823

N° 18-243-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SARL DISTILLERIE LA FAVORITE - RÉNOVATION DU SYSTÈME TRADITIONNEL DE PRODUCTION DE VAPEUR DE LA DISTILLERIE FAVORITE (2017) - RMAR040217DA0970001 »

827

N° 18-244-1 – PORTANT AUGMENTATION DE LA DOTATION FINANCIÈRE DE LA SUBVENTION GLOBALE FSE AU TITRE DE L'AXE 3 « PROMOUVOIR L'INCLUSION SOCIALE ET COMBATTRE LA PAUVRETÉ » DU PO FSE ETAT POUR LA PÉRIODE 2018-2020

829

N° 18-245-1 – PORTANT REJET DE LA DEMANDE D'AIDE DE LA SARL « BELLEVUE SAINTE-MARIE POUR LA PLANTATION DE VITROPLANTS BANANE SUR 33,19 HA DE 2017 À 2019 RMAR040117 DA0970101 »

832

N° 18-246-1 – PORTANT REJET DE LA DEMANDE D'AIDE DE LA « SA USINE DU MARIN POUR LE MAINTIEN DE L'ATELIER « ÉLEVAGE BOVIN » PAR L'OPTIMISATION D'ÉQUIPEMENT EN MATÉRIEL - RMAR040117DA0970006 »

835

N° 18-249-1 – PORTANT FIXATION DU PRIX DE VENTE DU CAHIER DU PATRIMOINE N°31 INTITULÉ « LA MUSIQUE MARTINICAISE ET LA MODERNITÉ » ET DU CATALOGUE BENOIT JEANNETTE RÉALISÉ EN HOMMAGE AU PHOTOGRAPHE BENOIT JEANNETTE

837

N° 18-250-1 – PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION DU CONSEIL REGIONAL DE MARTINIQUE N° 15-1895-1 DU 20 OCTOBRE 2015 PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION AU SYNDICAT POUR LA DÉFENSE DES ARTISTES MARTINICAIS POUR SA PARTICIPATION AU MUNDIAL MONTRÉAL AU CANADA AU MOIS DE NOVEMBRE 2015

839

N° 18-251-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE D'AIDE AUX VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES GÉRÉ PAR LA CROIX ROUGE FRANÇAISE, AU TITRE DE L'ANNÉE 2017

841

N° 18-252-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT AU CENTRE HOSPITALIER DU SAINT-ESPRIT POUR LA MISE EN CONFORMITÉ ET L'AMÉNAGEMENT DE L'EHPAD « DOUCEUR D'ÂGE »

850

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS JUIN – 2018

N° 18-253-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT À L'OFFICE DES MISSIONS D'ACTION SOCIALE ET DE SANTÉ DE LA VILLE DU LAMENTIN POUR LA MISE EN CONFORMITÉ ET L'ÉQUIPEMENT DE LA CUISINE DE L'EH PAD « RÉSIDENCE HENRI BOURGEOIS »

859

N° 18-254-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION CLOWNS DOKTE DANS LE CADRE D'UNE FORMATION QUALIFIANTE DE CLOWNS EN SECTEUR HOSPITALIER, AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

868

N° 18-255-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION POUR L'INFORMATION ET LA PREVENTION DE LA DREPANOCYTOSE (APIPD)

879

N° 18-256-1 – PORTANT FINANCEMENT POUR L'ANNEE 2016 DES SERVICES MANDATAIRES À LA PROTECTION DES MAJEURS - UDAF ET LA MYRIAM

889

N° 18-257-1 – PORTANT MISE EN PLACE DE LA MESURE D'ACCOMPAGNEMENT EN ÉCONOMIE SOCIALE ET FAMILIALE (MAESF)

891

N° 18-258-1 – PORTANT ATTRIBUTION DE PRIX AUX JEUNES LAURÉATS CONFISÉS À L'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE AU TITRE DES EXAMENS DE L'ANNÉE SCOLAIRE 2017/2018 ET ORGANISATION DE LA CÉRÉMONIE DE REMISE CORRESPONDANTE

893

N° 18-259-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS (CAOM) 2018 ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'ÉTAT RELATIVE À LA MOBILISATION D'AIDES AUX POSTES EN FAVEUR DE L'INSERTION DES BÉNÉFICIAIRES DU RSA DANS LE SECTEUR NON MARCHAND

895

N° 18-260-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MADIN'JEUNES AMBITION POUR LA CAMPAGNE « LA CARAVANE DE LA NON-VIOLENCE » AU TITRE DE L'ANNEE 2017

906

N° 18-270-1 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FORMATION DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM)

908

N° 18-271-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - EXERCICE 2017

921

N° 18-272-1 – PORTANT ADOPTION DU DISPOSITIF TERRITORIAL DES AIDES À L'INNOVATION

923

N° 18-272-2 – PORTANT DISPOSITIF TERRITORIAL DES AIDES À L'INNOVATION CRÉATION DU FONDS TERRITORIAL D'INNOVATION DE MARTINIQUE (FTIM)

959

N° 18-273-1 – PORTANT CRÉATION D'UN FONDS DE FONDS JEREMIE DESTINÉ À METTRE EN ŒUVRE LES INSTRUMENTS FINANCIERS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU TITRE DU PO FEDER 2014-2020

961

N° 18-274-1 – PORTANT ADOPTION DU RÈGLEMENT TERRITORIAL DU DISPOSITIF DES BOURSES D'ÉTUDES PARAMÉDICALES, DE SAGES-FEMMES ET DE FORMATIONS EN TRAVAIL SOCIAL

963

N° 18-275-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AUX SOCIÉTÉS D'AMÉNAGEMENT FONCIER ET D'ÉTABLISSEMENT RURAL (SAFER)

976

N° 18-276-1 – PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION VISANT LE RÉAMÉNAGEMENT DU CARREFOUR MANGOT VULCIN AU LAMENTIN (RN1-RD3) POUR LE PASSAGE DU TRANSPORT COLLECTIF EN SITE PROPRE (TCSP) DE MARTINIQUE

978

N° 18-277-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES

980

N° 18-278-1 – PORTANT VALIDATION DU DISPOSITIF CADRE D'ORGANISATION DU TROPHÉE YVON LUTBERT

982

N° 18-279-1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA FÉDÉRATION DES YOLES RONDES DE MARTINIQUE POUR L'ORGANISATION DU TOUR DES YOLES RONDES ÉDITION 2018

984

N° 18-280-1 – MOTION POUR LA SAUVEGARDE DES FONDS POSÉI

986

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE

ARRÊTÉ N° 2018 - PAM - 07 - PORTANT DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DE LA COMMISSION CONSULTATIVE D'ÉLABORATION ET DE SUIVI (CCES) DU PLAN DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS DE MARTINIQUE (PPGDM)

989



DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-120-1-DE
Date de télétransmission : 23/08/2018
Date de réception préfecture : 23/08/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **23 AOÛT 2018**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-120-1

PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 19 ET 20 DÉCEMBRE 2017

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est approuvé le procès-verbal de la séance de l'Assemblée de Martinique des 19 et 20 décembre 2017, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-121-1-DE
Date de télétransmission : 06/06/2018
Date de réception préfecture : 06/06/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 6 JUIN 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-121-1

PORTANT CREATION ET COMPOSITION DES COMMISSIONS CONSULTATIVES PARITAIRES AU SEIN DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifié, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n°2014-793 du 9 juillet 2014 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016, relatif aux commissions consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Sont créées au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique les Commissions Consultatives Paritaires (CCP) pour les trois catégories hiérarchiques A, B et C.

ARTICLE 2 : Les Commissions Consultatives Paritaires (CCP) comprennent en nombre égal, des représentants de la Collectivité et des représentants du personnel. Les commissions sont composées de membres titulaires et d'un nombre égal de membres suppléants.

ARTICLE 3 : Les Commissions Consultatives Paritaires comptent un nombre de représentants titulaires du personnel déterminé en proportion de l'effectif des agents contractuels relevant de chaque catégorie apprécié au 1^{er} janvier 2018, soit pour la Collectivité Territoriale de Martinique, selon les dispositions du décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 :

- Catégorie A : 4 titulaires et 4 suppléants
- Catégorie B : 2 titulaires et 2 suppléants
- Catégorie C : 7 titulaires et 7 suppléants.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour fixer par arrêté les modalités d'organisation des élections professionnelles et la mise en place des CCP.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes dispositions nécessaires à l'application de la présente décision et signer les actes et documents inhérents à cette affaire.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.



Pour le Président et par délégation
Le Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-122-1-DE
Date de télétransmission : 06/06/2018
Date de réception préfecture : 06/06/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 6 JUIN 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-122-1

PORTANT COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DU CT ET CHSCT ET ORGANISATION DES ELECTIONS PROFESSIONNELLES

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA (procuration à Raphaël MARTINE), Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifié, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2014-793 de juillet 2014 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Considérant la consultation qui a été faite auprès des organisations syndicales ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est maintenue la parité numérique entre les deux collèges au sein du Comité Technique (CT) et du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) de la Collectivité Territoriale de Martinique .

ARTICLE 2 : Est maintenu le nombre de représentants titulaires du personnel et le nombre de représentants titulaires de la Collectivité au Comité Technique actuellement fixé à 12 et un nombre égal de suppléants.

ARTICLE 3 : Est maintenu le nombre de représentants titulaires du personnel et le nombre de représentants titulaires de la Collectivité au CHSCT actuellement fixé à 10 et un nombre égal de suppléants.


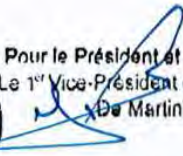
ARTICLE 4 : L'avis des représentants de la Collectivité est recueilli dans chacune des deux instances mentionnés à l'article 1.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à fixer par arrêté les modalités d'organisation des élections professionnelles.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes dispositions nécessaires à l'application de la présente décision et signer les actes et documents inhérents à cette affaire.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

 Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
de Martinique

YANN MONPLAISIR



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-123-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-123-1

PORTANT APPROBATION DE LA CONVENTION DE COOPÉRATION ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM), L'INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL (INA) ET LE CENTRE NATIONAL DU CINÉMA (CNC)

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;

Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine, le 28 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission des finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 29 mai 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Sont approuvés les termes de la convention de coopération à conclure en vue de l'installation aux Archives de deux postes de consultation multimédia, pour permettre à la Collectivité Territoriale de Martinique l'accès à distance aux collections numérisées de l'Institut National de l'Audiovisuel, ainsi qu'à celles du Centre National du Cinéma.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-123-1

Convention de coopération

entre

**La Collectivité territoriale de Martinique,
l'Institut National de l'Audiovisuel et le Centre National du Cinéma**

La Collectivité territoriale de Martinique, dont le siège social est situé à l'hôtel de la collectivité territoriale de Martinique, CS 30-107, 97201 Fort de France Cedex,
Représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, en sa qualité du Président du Conseil exécutif, dûment habilité par délibération n° de l'Assemblée de Martinique, en date du

Ci-après dénommée « LA CTM »

D'une part,

ET

L'Institut national de l'audiovisuel, établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial dont le siège social est situé 4, avenue de l'Europe 94366 Bry-sur-Marne Cedex, inscrit au registre du commerce de Créteil sous le numéro 302 421 193 B, représenté par Monsieur _____, Président-directeur général,

Ci-après dénommé « INA »,

D'autre part,

Ci-après dénommés collectivement « Parties » et individuellement « Partie »,

En présence du Centre national du cinéma et de l'image animée, établissement public administratif, dont le siège est situé au 12, rue de Lübeck, Paris 75016, représenté par Madame _____, en sa qualité de Présidente,

Ci-après dénommé « CNC »

PRÉAMBULE

Dans le cadre de sa politique de préservation et de mise en valeur du patrimoine martiniquais, la CTM, à travers sa direction des Archives a constitué, depuis 1949, date de la mise en place des archives à la Martinique, un fonds patrimonial composé de documents et objets de natures diverses et d'époques différentes.

Ce fonds, conservé et restauré en cas de besoin, est au cœur de la politique archivistique

qu'entend mener la CTM en vue de sa valorisation. A cette fin, la CTM a mis en place, courant 2010, une banque Numérique des Patrimoines Martiniquais (BNPM). Ce site (www.patrimoines-martinique.org) offre aux chercheurs et au grand public la possibilité d'accéder à la richesse et à la diversité des productions scientifiques, artistiques ou culturelles du patrimoine culturel et historique de la Martinique.

L'Ina créé par la loi du 7 août 1974 est notamment chargé de conserver et exploiter le patrimoine de la radio et de la télévision nationales et de gérer le dépôt légal des médias audiovisuels – radio, TV, web – dans le cadre des articles L.131-1 à L.133-1 du Code du Patrimoine. Au sein de l'Ina, la Direction déléguée aux Collections est ainsi chargée de la collecte, de la conservation et de la communication à des fins de recherche, des œuvres et des documents de la radio et de la télévision et des sites français des médias audiovisuels. Ces sources sont mises à la disposition d'un public accrédité d'étudiants, d'enseignants-chercheurs, et d'une manière générale de toute personne justifiant d'un projet de recherche sur ces médias, dans les emprises de l'Ina à la BnF et dans les 6 délégations régionales de l'Ina.

Le 18 mars 2014, l'Ina a signé une convention de coopération avec le CNC (Centre national du cinéma et de l'image animée), établissement public notamment chargé de collecter, conserver, restaurer et valoriser le patrimoine cinématographique. En application de cette convention, les collections du CNC rejoindront progressivement le dispositif de consultation déployé par l'Ina, afin d'offrir à un plus large public, défini à l'article L 122-5 8° du code de la propriété intellectuelle, et aux articles L 132-4 et suivants du code du patrimoine, un accès unique à leurs collections dématérialisées, dans de multiples centres de consultation répartis sur tout le territoire français.

Considérant :

- Que, conformément au décret n° 2011-1904 du 19 décembre 2011 relatif au dépôt légal, les ressources et collections de l'Ina complétées par celles du CNC, doivent être accessibles, au-delà des emprises de l'Ina, en région et notamment en proximité des grands pôles universitaires,
- Que la CTM, dans son établissement des Archives, a vocation à accueillir le public étudiant, chercheur professionnel et toute personne porteuse d'un projet personnel de recherche sur les médias audiovisuels,

Les deux institutions se sont rapprochées afin de proposer un service de consultation, dans les conditions conformes aux articles L 132-4 et L132-5 du Code du Patrimoine, des collections de l'Ina au sein de la salle de lecture des Archives de Martinique.

CECI ÉTANT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention a pour objet la mise en œuvre, au sein de la Direction des Archives de la CTM d'un dispositif de consultation Ina permettant d'accéder à distance aux collections de l'Ina et du CNC.

- On entend par « dispositif de consultation » : un poste de consultation multimédia individuel dont l'usage est strictement réservé aux personnes dûment accréditées constitué par un micro-ordinateur relié par réseau aux serveurs de l'Ina et disposant des logiciels de consultation des bases de données documentaires et des sites web médias, ainsi que des outils de visionnage ou d'écoute des documents audiovisuels. Aucun téléchargement ni aucune copie par quelque moyen que ce soit n'est possible sur ce poste.
- On entend par « collections » les fonds d'archives de la radio et de la télévision publiques de l'Ina, les fonds de la radio et de la télévision et les archives des sites web médias constitués dans le cadre du dépôt légal, les fonds thématiques reçus par donation et les fonds d'archives écrites numérisées, les œuvres cinématographiques mises en consultation par le CNC. Parmi l'ensemble de ces fonds, on distinguera :
 - les fonds stockés sur serveurs à l'Ina et accessibles à distance via le poste de consultation,
 - les fonds qui seront progressivement versés sur serveurs Ina et donc proposés en consultation selon leur disponibilité.
- On entend par « usager accrédité » dans le cadre des articles L132-4 du code du patrimoine, les personnes physiques attestant auprès du chef de service de la Direction des Archives en charge des accréditations d'un projet de recherche spécifique à caractère scientifique ou culturel. L'objet des recherches effectué est explicité et enregistré lors de la demande d'accréditation. Une fois l'accréditation délivrée, la consultation est individuelle et sur place

ARTICLE 2 : Engagements de l'Ina

L'Ina s'engage :

- à installer au moins deux postes de consultation multimédias et à en assurer à distance le fonctionnement et la maintenance,
- à fournir la documentation de prise en main destinée aux utilisateurs,
- à mettre en place un dispositif permettant le dialogue direct entre les usagers et l'Ina,
- à former les personnels de la direction des Archives appelés à accueillir les usagers accrédités sur ces postes,
- à mettre à la disposition de la direction des Archives tout document d'information permettant une utilisation optimum de cet équipement,
- à participer à des réunions collectives d'information en direction des publics universitaires pour présentation des outils et des services déployés localement,
- et d'une manière générale, à prendre toutes les mesures permettant d'assurer le meilleur service aux usagers dans le respect des principes d'organisation de la direction des Archives.

ARTICLE 3 : Engagements de la CTM

LA CTM s'engage :

- à réserver au sein de la salle de lecture des Archives un espace permettant l'installation d'au moins deux postes de consultation dans les meilleures conditions,
- à fournir les accès et dispositifs réseaux nécessaires à la connexion avec les bases de données et serveurs de l'Ina,
- à informer les utilisateurs, les accueillir et les accompagner dans leur prise en main du poste de consultation durant les horaires d'accueil du public,
- à accréditer les usagers ayant besoin d'accéder aux ressources de l'Ina et du CNC

- et à en informer l'Ina,
- à surveiller la consultation des documents audiovisuels étant entendu que toute reproduction intégrale ou sous forme d'extraits d'un quelconque document audiovisuel et cinématographique mis à disposition par l'Ina ou par le CNC est strictement interdite,
 - à participer à des réunions collectives d'information en direction des publics universitaires pour présentation des outils et des services déployés localement,
 - et d'une manière générale, à prendre toutes les mesures permettant d'assurer le meilleur service aux usagers dans le respect des principes d'organisation de l'Ina
 - à souscrire une assurance couvrant tout acte de détérioration des postes de consultation par les usagers ou le personnel de la direction des Archives.

ARTICLE 4 : Responsabilité

L'Ina ne pourra être tenu pour responsable en cas de dysfonctionnement, interruption temporaire des postes de consultation, des serveurs Ina permettant la connexion et l'accès aux collections Ina sur les PCM :

- (i) lié à une activité de maintenance des dits serveurs, ou à des difficultés de connexion, de réseau, ou résultant de façon générale d'un cas de force majeure au sens de la jurisprudence de la Cour de cassation.
- (ii) lié à des problèmes techniques inhérents aux installations techniques de la CTM.

L'accès aux collections pourra faire l'objet d'une interruption momentanée de ses services en cas d'opérations de maintenance, de panne de réseau ou de mise à jour par l'Ina.

Sans préjudice de la sécurisation que l'Ina veille à mettre en œuvre, la CTM accepte les contraintes, limites et risques du réseau Internet, notamment en matière de transmissions de données d'informations via les réseaux.

L'Ina ne pourra être tenu pour responsable des préjudices indirects ou imprévisibles subis par la CTM qui pourraient survenir du fait ou à l'occasion de l'exécution des présentes.

En tout état de cause, la responsabilité de l'Ina ne pourra en aucun être recherchée en cas :

- de mauvaise utilisation des PCM,
- de tout dommage qui résulterait d'une faute ou négligence de la CTM.

ARTICLE 5 : Engagements financiers

L'Ina prend en charge l'acquisition des postes de consultation, dont il demeure propriétaire, leur maintenance, les équipements terminaux réseaux côté Ina, les licences des logiciels installés.

La CTM prend en charge les raccordements réseaux côté CTM, les charges de fonctionnement afférentes et notamment l'alimentation électrique, téléphone, réseaux.

ARTICLE 6 : Mise en œuvre

Pour l'application de la présente convention de coopération, les parties conviennent de désigner des interlocuteurs permanents chargés :

- 1) de l'installation des postes de consultation au sein de la Direction des Archives, et de la prise en charge de toute disposition technique, d'assistance et de maintenance visant au bon fonctionnement du service.
- 2) du bon fonctionnement du service et notamment d'établir un bilan annuel de fonctionnement et des usages dudit service et de proposer toute mesure visant à son amélioration.

L'Ina désigne :

- Claude Mussou, cheffe du Service Ina THEQUE, chargée du fonctionnement du service
- Renaud Huerta ou Bruno Canlet, chef de projet technique

La CTM désigne :

- Jean-Marc LETI, chef du service « Support numérique
- X , responsable de la salle de lecture

ARTICLE 7 : Calendrier

L'installation des postes de consultation sera menée au cours du mois d'octobre 2018.

ARTICLE 8 : Communication

Les parties conviennent de définir et mettre en œuvre un plan de communication destiné à faire connaître le service aux usagers et notamment en direction des universités.

Tous les documents d'information élaborés à cet effet devront comporter les logos de l'Ina, du CNC et de la CTM.

Durant l'année universitaire, chacune des parties s'engage à informer régulièrement les étudiants, les enseignants – chercheurs et le personnel des Universités de l'existence de ce service de l'Ina.

ARTICLE 9 : Durée

La présente convention de coopération est conclue pour une durée de 4 (quatre) ans à compter de sa signature. Sauf dénonciation par l'une ou l'autre des Parties notifiée par lettre recommandée avec avis de réception trois mois avant son expiration, la convention se renouvellera par tacite reconduction pour des périodes de deux ans.

Aux termes de la convention, la CTM devra :

- (i) désinstaller les PCM et d'une manière générale l'accès aux collections ;
- (ii) restituer à l'Ina les postes de consultation installés dans ses emprises, les frais de transport restant à la charge de l'INA.

ARTICLE 10 : Avenant

La présente convention de coopération peut être modifiée et/ou complétée par voie d'avenant établi d'un commun accord entre les Parties, et notamment afin de préciser les actions et modalités de sa mise en œuvre.

ARTICLE 11 : Résiliation

La présente convention de coopération peut être résiliée par chacune des parties en cas de manquement d'une des Parties à ses obligations.

En cas d'inexécution par l'une des Parties de l'une de ses obligations et 30 (trente) jours après l'envoi d'une mise en demeure par Lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet, l'autre Partie se réserve le droit de considérer la présente convention de coopération comme résiliée de plein droit aux torts et griefs de la Partie défaillante, sans préjudice de toute action en dommages et intérêts complémentaires.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la Partie plaignante du fait de la résiliation anticipée de la convention.

Dans l'hypothèse où par suite d'un cas de force majeure, telle que définie par la jurisprudence française, l'une des Parties ne pourrait exécuter une de ses obligations, l'exécution de la présente convention sera suspendue de plein droit pendant toute la durée du cas de force majeure. Si toutefois, la durée du cas de force majeure était supérieure à 6 (six) mois, chacune des Parties aura la faculté de résilier de plein droit la présente convention par Lettre recommandée avec accusé de réception, sans qu'aucune indemnité ne soit due à l'autre Partie.

ARTICLE 12 : Affectio societatis

La présente convention de coopération ne saurait en aucun cas constituer entre les Parties une société, de quelque type que ce soit. L'affectio societatis en est expressément exclu. La présente convention de coopération ne donnera lieu à aucun partage de pertes ou de bénéfices entre les Parties.

ARTICLE 13 : Loi applicable - Litiges

La présente convention de coopération est soumise à la loi française. Les Parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les différends survenus lors de l'exécution de la présente convention. Si un règlement à l'amiable ne pouvait être trouvé, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Paris.

La présente convention de coopération comporte 7 pages.

Fait à Bry-sur-Marne, en trois exemplaires originaux, le

**Pour la CTM,
Le Président du Conseil exécutif
Monsieur Alfred MARIE-JEANNE**

**Pour l'Ina,
Son Président-directeur**

**Pour le CNC,
Le Directeur du Patrimoine cinématographique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-124-1-DE
Date de télétransmission : 14/06/2018
Date de réception préfecture : 14/06/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 JUIN 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-124-1

PORTANT DÉNOMINATION DU COLLÈGE DES TROIS ILETS EN COLLÈGE « SUZANNE ROUSSE CÉSAIRE »

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la décision du Conseil d'administration de l'établissement du 2 juillet 2015 ;
Vu l'avis du Maire de la Ville des Trois Ilets, commune d'implantation du collège lors du conseil municipal du 17 février 2016 ;
Vu l'avis des ayant-droits de Madame Suzanne ROUSSE CÉSAIRE par correspondance du 18 février 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Madame SAÏTHSOOTANE, conseillère exécutive, en charge de l'éducation ;
Vu l'avis de la commission culture et patrimoine le 28 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 4 juin 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la nouvelle dénomination du collège des Trois-Ilets « collège Suzanne Roussi-Césaire des Trois-Ilets. »

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-125-1-DE
Date de télétransmission : 14/06/2018
Date de réception préfecture : 14/06/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 JUIN 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-125-1

PORTANT DÉNOMINATION DU LYCÉE PROFESSIONNEL DE DILLON EN LYCÉE PROFESSIONNEL « MARIUS CULTIER »

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la décision du Conseil d'administration de l'établissement en date du 30 janvier 2018 ;
Vu l'avis du Maire de la Ville de Fort-de-France, commune d'implantation du collège lors du conseil municipal du 27 mars 2018 ;
Vu l'accord des ayant-droits de Monsieur Marius CULTIER par correspondance du 4 avril 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Madame SAÏTHSOOTHANE, conseillère exécutive, en charge de l'Éducation, le 19 avril 2018 ;
Vu l'avis de la commission culture et patrimoine le 28 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 4 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est approuvée la nouvelle dénomination du lycée professionnel de Dillon, « Lycée Professionnel Marius CULTIER ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.



Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique

Yan MONPLAISIR





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-126-1-DE
Date de télétransmission : 26/07/2018
Date de réception préfecture : 26/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-126-1

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION DE RELOGEMENT DE LA CITÉ SCOLAIRE DE SAINTE-MARIE – VOLET ÉTAT

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1^{er} juin 2018 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 4 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Dans le cadre de l'opération de relogement de la cité scolaire de Sainte-Marie, en vue de son confortement parasismique, en cofinancement avec l'Etat (FPRNM) et l'Union Européenne (FEDER), d'un montant de 15 000 000,00€ HT, est approuvé le plan de financement prévisionnel établi comme suit :

COUT DE L'OPERATION	UE (FEDER)	ETAT (FPRNM)	CTM (AUTOFINANCEMENT)
15 000 000,00€ HT	6 000 000,00€ HT	7 500 000,00€ HT	1 500 000,00€ HT
100%	40%	50%	10%

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 902 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses dont demande de paiement, rapport d'exécution, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité de Gestion des Fonds Nationaux (Etat/FPRNM).

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-126-2-DE
Date de télétransmission : 26/07/2018
Date de réception préfecture : 26/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :
26 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-126-2

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION DE RELOGEMENT DE LA CITÉ SCOLAIRE DE SAINTE-MARIE – VOLET UNION EUROPÉENNE

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1^{er} juin 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 4 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Dans le cadre de l'opération de relogement de la cité scolaire de Sainte-Marie, en vue de son confortement parasismique, en cofinancement avec l'Etat (FPRNM) et l'Union Européenne (FEDER), d'un montant de 15 000 000,00€ HT, est approuvé le plan de financement prévisionnel établi comme suit :

COUT DE L'OPERATION	UE (FEDER)	ETAT (FPRNM)	CTM (AUTOFINANCEMENT)
15 000 000,00€ HT	6 000 000,00€ HT	7 500 000,00€ HT	1 500 000,00€ HT
100%	40%	50%	10%

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 902 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses dont demande de paiement, rapport d'exécution, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité de Gestion des Fonds Européens (UE/FEDER).

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

The signature of Claude LISE is written in black ink over a circular official seal. The seal features the coat of arms of Martinique and the text "Collectivité Territoriale de Martinique".



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-127-1-DE
Date de télétransmission : 26/07/2018
Date de réception préfecture : 26/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE :
26 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-127-1

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES TRAVAUX DE DÉMOLITION ET DE CONSTRUCTION DU BÂTIMENT G DU LYCÉE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET TECHNOLOGIQUE « LA JETÉE » DE LA VILLE DU FRANÇOIS

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1er juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 4 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Dans le cadre de l'opération concernant les travaux de démolition et de construction du bâtiment G du lycée d'enseignement général et technologique « La Jetée » de la Ville du François, en vue de son confortement parasismique, en cofinancement avec l'Union Européenne (FEDER), d'un montant de 500 000,00 € HT, est approuvé le plan de financement prévisionnel établi comme suit :

COUT DE L'OPERATION	FEDER	CTM (autofinancement)
500 000,00 € HT	213 000,00 € HT	287 000,00 € HT
100%	42,60 %	57,40 %

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 902 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses dont demande de paiement, rapport d'exécution, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité de Gestion des Fonds Européens (UE/FEDER).

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-128-1-DE
Date de télétransmission : 27/07/2018
Date de réception préfecture : 27/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 JUL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-128-1

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION DE RENFORCEMENT PARASISMIQUE DE LA CITÉ SCOLAIRE BEAUSÉJOUR – FRANTZ FANON SUR LA COMMUNE DE TRINITÉ – VOLET ÉTAT

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1^{er} juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 4 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Dans le cadre de l'opération de renforcement parasismique de la cité scolaire Beauséjour-Frantz Fanon, sur le territoire de la commune de Trinité, en cofinancement avec l'Etat (PSA) et l'Union Européenne (FEDER), d'un montant de 7 261 000,00€ HT, est approuvé le plan de financement prévisionnel établi comme suit :

COUT DE L'OPERATION	UE (FEDER)	ETAT (PSA)	CTM (autofinancement)
7 261 000,00 € HT	3 093 186,00 € HT	2 921 125,00 € HT	1 246 689 € HT
100%	42,6%	40,2%	17,2%

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 902 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses dont demande de paiement, rapport d'exécution, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité de Gestion des Fonds Nationaux (Etat/PSA).

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-128-2-DE
Date de télétransmission : 27/07/2018
Date de réception préfecture : 27/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 JUL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-128-2

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION DE RENFORCEMENT PARASISMIQUE DE LA CITÉ SCOLAIRE BEAUSÉJOUR – FRANTZ FANON SUR LA COMMUNE DE TRINITÉ – VOLET UNION EUROPÉENNE

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1^{er} juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 4 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Dans le cadre de l'opération de renforcement parasismique de la cité scolaire Beauséjour-Frantz Fanon, sur le territoire la commune de Trinité, en cofinancement avec l'Etat (PSA) et l'Union Européenne (FEDER), d'un montant de 7 261 000,00€ HT, est approuvé le plan de financement prévisionnel établi comme suit :

COUT DE L'OPERATION	UE (FEDER)	ETAT (PSA)	CTM (autofinancement)
7 261 000,00 € HT	3 093 186,00 € HT	2 921 125,00 € HT	1 246 689 € HT
100%	42,6%	40,2%	17,2%

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 902 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses dont demande de paiement rapport d'exécution, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité de Gestion des Fonds Européens (UE/FEDER).

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.


ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-129-1-DE
Date de télétransmission : 27/07/2018
Date de réception préfecture : 27/07/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 27 JUL. 2018

DÉLIBÉRATION N°18-129-1

PORTANT APPROBATION DE L'ENVELOPPE PRÉVISIONNELLE DES TRAVAUX À FINANCER POUR L'OPÉRATION DE CONSTRUCTION DU LYCÉE SCHOELCHER – VOLET ETAT

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 07-1480-3 portant délégation à la Commission Permanente pour l'approbation de l'enveloppe financière prévisionnelle et validation du plan de financement au titre de la reconstruction du lycée Schoelcher ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1^{er} juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 4 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Dans le cadre des travaux de déconstruction et de reconstruction du lycée Schoelcher, en vue de son confortement parasismique, le coût global restant à financer, entre juin 2017 et la livraison du lycée, est de 66 533 308 € HT soit 72 188 639 € TTC.

Le plan de financement global est le suivant :

- UE/PO Feder/Mesure 5.3 = 18 258 360 €
- ETAT/Plan Séisme Antilles = 10 620 000 €
- CTM/Autofinancement = 37 654 948 €.

ARTICLE 2 : La base éligible co-finançable par l'État est de 60 000 000 €, répartie en 2 phases de travaux, soient respectivement 42 860 000 € et 17 140 000 €.

ARTICLE 3 : Le financement de 42 860 000 (phase 1) est le suivant :

- FEDER18 258 360 €
- PSA7 586 220 €
- CTM (autofinancement)17 015 420 €.

ARTICLE 4 : Le Financement de la phase 2 de 17 140 000 € est le suivant :

- PSA3 033 780 €
- CTM (autofinancement) 14 106 220 €.

ARTICLE 5 : La dépense correspondante est imputée au chapitre aux chapitres 900 et 902 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses dont demande de paiement, rapport d'exécution, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité de Gestion des Fonds Nationaux (Etat/PSA).

ARTICLE 7 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-129-2-DE
Date de télétransmission : 27/07/2018
Date de réception préfecture : 27/07/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 27 JUL. 2018

DÉLIBÉRATION N°18-129-2

PORTANT APPROBATION DE L'ENVELOPPE PRÉVISIONNELLE DES TRAVAUX À FINANCER POUR L'OPÉRATION DE CONSTRUCTION DU LYCÉE SCHOELCHER – VOLET UNION EUROPÉENNE

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 07-1480-3 portant délégation à la Commission Permanente pour l'approbation de l'enveloppe financière prévisionnelle et validation du plan de financement au titre de la reconstruction du lycée Schoelcher ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1^{er} juin 2018 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation
le 4 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Dans le cadre des travaux de déconstruction et de reconstruction du lycée Schoelcher, en vue de son confortement parasismique, le coût global restant à financer, entre juin 2017 et la livraison du lycée, est de 66 533 308 € HT soit 72 188 639 € TTC.

Le plan de financement global est le suivant :

- UE/PO Feder/Mesure 5.3 = 18 258 360 €
- ETAT/Plan Séisme Antilles = 10 620 000 €
- CTM/Autofinancement = 37 654 948 €.

ARTICLE 2 : La base éligible co-finançable par l'Union Européenne est de 42 860 000 € (phase 1).

Le plan de financement est le suivant :

- FEDER 18 258 360 €
- PSA 7 586 220 €
- CTM (autofinancement) 17 015 420 €.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre aux chapitres 900 et 902 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses dont demande de paiement, rapport d'exécution, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité de Gestion des Fonds Européens (UE/FEDER).

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE




RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-130-1-DE
Date de télétransmission : 27/07/2018
Date de réception préfecture : 27/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 27 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-130-1

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL CONCERNANT L'OPÉRATION SUR L'AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE PARTIELLE DE 12 LYCÉES

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1^{er} juin 2018 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 4 juin 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Dans le cadre de l'opération sur l'autonomie énergétique partielle de 12 lycées, en cofinancement avec l'Union Européenne, d'un montant de 2 968 000,00 € HT, est approuvé le plan de financement prévisionnel établi comme suit :

COUT DE L'OPERATION	UE (FEDER)	CTM (autofinancement)
2 968 000,00 € HT	1 549 296,00 € HT	1 418 704,00 € HT
100 %	52,20 %	47,80 %

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre au chapitre 902 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses dont demande de paiement, rapport d'exécution, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité de Gestion des Fonds Européens (UE/FEDER).

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-131-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-131-1

PORTANT CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIF ET DE MOYENS DE MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF DES SERVICES D'AIDE À DOMICILE (SAAD)

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'action sociale et des familles ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la circulaire N° DGCS/3A/CNSA/2017/103 du 21 mars 2017 relative aux modalités de répartition de la dotation prévue à l'article 34 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 destinée à la restructuration des services d'aide et d'accompagnement à domicile ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 24 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 28 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le contrat pluriannuel d'objectif et de moyens de mise en œuvre du dispositif des services d'aide à domicile(SAAD) à conclure entre la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), l'Agence Régionale de Santé (ARS), la Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation du Travail et de l'Emploi (DIECTE), et l'Association Départementale d'Aide aux Familles et d'Action Educative (ADAFAE).

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les conventions de mandat relatives au fond de structuration des services d'aide à domicile, ainsi que le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il aura été procédé à sa notification, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès sa publication ou son affichage, et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-131-1



Fort-de France, le 14 DEC. 2017

**CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
PLAN DE RETOUR A L'EQUILIBRE**

Entre, d'une part :

L'Agence Régionale de Santé

Désignée ci-après comme « l'ARS » et représentée par son directeur général, Monsieur

La Collectivité Territoriale de Martinique

Désignée ci-après comme « la CTM » et représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE ;

La Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi

Désignée ci-après comme « la DIECCTE » et représentée par sa directrice, Madame

Et, d'autre part :

L'Association Départementale d'Aide aux Familles et d'Action Educative, SIRET : 314 292 046 00013 dont le siège social est situé : 13 avenue Salvador Allende – Cité Dillon – 97200 FORT DE FRANCE, désignée ci-après comme « l'organisme », représentée par son Président Monsieur Francis RIFAUX.

- Vu la loi n°2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017, notamment en son article 34 ;
- Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son article L. L. 312-1 I, 1°, 6° et 7° ;
- Vu l'arrêté du 17 mars 2017 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2016 relatif au financement prévu à l'article 34 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 ;
- Vu l'instruction n°DGCS/3A/CNSA/2017/103 du 21 mars 2017 ;
- Vu la décision du comité technique en date du 05 octobre 2017 ;
- Considérant le PRE en date du 27 octobre 2017 issu des préconisations du comité technique ;
- Considérant que la situation de l'association Départementale d'Aide aux Familles et d'Action Educative justifie son éligibilité à l'aide exceptionnelle prévue à l'article 34 de la loi de finances rectificative pour 2017.

Il est convenu des dispositions suivantes :

Siège
Centre d'Affaires « AGORA »
ZAC de l'Etang Z'abricot – Pointe des Grives
B.P. 656 - 97263 FORT DE FRANCE CEDEX
Standard : 05.96.39.42.43 – Fax 05.96.60.60.12

ars-martinique-secretariat-direction@ars.sante.fr

www.ars.martinique.sante.fr/

Préambule :

La signature du présent contrat fait suite aux éléments constitutifs du dossier de demande d'attribution des crédits prévus à par l'arrêté du 17 mars 2017 relatif au financement du fonds d'appui à la définition de la stratégie territoriale dans le champ de l'aide à domicile, de soutien aux bonnes pratiques et d'aide à la restructuration des services d'aide et d'accompagnement à domicile prévu à l'article 34 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2017.

Elle fait également suite à l'instruction du dossier transmis dans ce cadre.

Article 1 : Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet de définir la nature des actions à réaliser dans le cadre du plan de retour à l'équilibre et les modalités de la participation de l'ARS à ce plan.

Le plan de retour à l'équilibre présenté par l'Association Départementale d'Aide aux Familles et d'Action Educative (ADAFAE) et accepté par l'ARS est décrit dans l'annexe n°1 qui fait partie intégrante du présent contrat.

Article 2 : Engagement de l'organisme

Les gestionnaires s'engagent à mettre en place les moyens et outils nécessaires au bon fonctionnement de l'activité.

L'organisme signataire du présent contrat s'engage à :

- mettre en œuvre la stratégie de retour à l'équilibre de ses comptes sur une durée de trois années. Cette stratégie est celle décrite dans l'annexe 1 du présent contrat ;
- respecter le calendrier de réalisation des objectifs opérationnels de retour à l'équilibre ;
- fournir à l'ARS, à la CTM et à la DIECCTE, l'ensemble des éléments nécessaires à l'évaluation de la bonne réalisation des objectifs fixés par le présent contrat tel que prévu à l'annexe 2 ;
- remettre, à l'ensemble des signataires du contrat, une synthèse du suivi des objectifs du présent contrat, sur la base d'un bilan au 31 décembre 2018 , et un bilan en fin de chaque année ainsi que les documents financiers et comptables attestant des progrès réalisés en matière de retour à l'équilibre et d'utilisation de l'aide attribuée dans le cadre du présent contrat.

Le tableau décrivant chaque objectif opérationnel permettant le retour à l'équilibre des comptes assorti d'un calendrier est annexé au présent contrat.

Article 3 : Engagements de l'ARS, de la CTM et de la DIECCTE

1) L'Agence Régionale de Santé contribue à la réalisation du plan de retour à l'équilibre pour un montant de 139 706,00 € (cent trente-neuf mille sept cent six euros) – imputé sur les crédits du compte BP8-7 SAAD, selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50% du montant de la subvention due au titre du présent contrat sera versé à l'issue de la signature de ce dernier.

- Le solde définitif sera versé dès réception d'un courrier attestant du début de la mise en œuvre des objectifs fixés incluant les indicateurs arrêtés à l'annexe 2. Ce courrier devra être transmis avant fin juin 2018.

Si les objectifs ne sont pas remplis, conformément aux modalités définies en annexe 1, un avenant au contrat sera signé afin de définir les modalités de reversement de l'aide, le cas échéant en fractionnant le montant de l'aide au prorata des objectifs atteints.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable de l'ARS.

La somme sera versée sur le compte bancaire de l'ADAFAE.

N°SIRET : 314 292 046 00013

Relevé d'identité bancaire			
Titulaire du Compte ASS D'AIDE AUX FAMILLES ET D'ACTION EDUCATIVE			
Domiciliation CCM COOPERATIVE OUVRIERE DE CREDIT			
Code Banque			
BIC CMCIFR2A			
IBAN			

Tout changement de coordonnées bancaires sera notifié à l'ARS.

2) La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage :

- pour l'ensemble des services, à tenir compte des objectifs fixés au présent contrat dans le cadre de la procédure budgétaire définie aux articles L. 314-1 à L. 314-8 et R. 314-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles ;
- pour les organismes avec lesquels il signe un CPOM en vertu de l'article L. 313-11 du code de l'action sociale et des familles, à tenir compte des objectifs fixés au présent contrat dans l'établissement du forfait global ;
- à informer l'ARS de toutes procédures de retrait de l'autorisation du SAAD de l'ADAFAE.

3) La Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi s'engage à tenir compte des objectifs fixés au présent contrat et à informer l'ARS de toutes procédures de retrait de déclaration et/ou d'agrément, justifiant que les conditions d'exercice des activités et les exigences de qualité et de sécurité (article L.7232-1) pour leur délivrance (articles R.7232-1 à R.7232-7 définies au I de l'article D.7231-1) ne répondent plus aux exigences de protection de la santé ou la sécurité des publics destinataires de ces services.

Les parties mentionnées à l'article 3 s'engagent à inscrire toute subvention versée à l'organisme dans le présent contrat.

Elles s'engagent à participer au comité de pilotage et de suivi des objectifs du contrat piloté par l'ARS.

Article 4 : Évaluation de la réalisation des objectifs

Les parties signataires s'engagent à évaluer, à l'occasion d'une réunion du comité de pilotage et de suivi du contrat, dont le rythme est au moins annuel, convoquée par le directeur général de l'ARS, la mise en œuvre et la bonne réalisation des objectifs inscrits au présent contrat. Cette évaluation aura lieu sur la base des documents mentionnés à l'article 2 et à l'annexe 1 qui doivent être fournis par l'organisme.

Cette réunion pourra avoir lieu après le dépôt du compte administratif ou comptes de résultat de l'organisme ainsi que du compte-rendu d'activité de l'organisme.

En conséquence, l'auto-évaluation des objectifs par la structure sera intégrée dans le rapport d'activité joint au compte administratif et dans le rapport budgétaire de fin d'année réalisé pour l'autorité procédant à la tarification. Il doit aider à la réalisation du dialogue budgétaire annuel.

Article 5 : Durée et prise d'effet du contrat

Le présent contrat est conclu pour une durée de trois ans et prend effet à compter de sa date de signature.

Les parties signataires s'engagent, le cas échéant, à procéder à de nouvelles négociations au moins six mois avant la date anniversaire du terme du contrat, pour définir les objectifs qui seront mis en œuvre durant les années suivantes.

Durant la période d'application du contrat, un avenant peut être conclu par les parties signataires pour prendre en compte les ajustements qui s'avèreraient nécessaires quant aux objectifs et/ou moyens financiers mis en œuvre.

La date de prise d'effet de l'avenant et, le cas échéant, les incidences sur la tarification de l'organisme (s'il est autorisé et tarifé) ou les engagements financiers, seront définies lors de la négociation entre les parties.

Article 6 : Résiliation du contrat pluriannuel

En cas de non-respect des engagements par l'une des parties, la procédure de résiliation du contrat est la suivante :

Une mise en demeure sera adressée par la partie ayant constaté un non-respect des engagements, par lettre recommandée avec avis de réception, à la partie n'ayant pas respecté ses engagements. Cette mise en demeure précisera quels sont les engagements qui n'ont pas été tenus, et fixera à la partie concernée un délai, fonction de la nature et de l'importance du ou des engagements non tenus, pour qu'elle se mette en conformité avec le présent contrat.

Si à l'issue du délai fixé la partie concernée par les engagements non tenus ne s'est toujours pas mise en conformité avec le présent contrat, ce dernier sera résilié par l'autre partie qui précisera les motifs de la résiliation.

Si pour des raisons exceptionnelles ou contextuelles, le présent contrat ne pouvait plus s'appliquer, il pourra aussi être résilié, avant son terme, d'un commun accord entre les parties.

Le présent contrat est dénoncé de plein droit par l'un des cosignataires en cas de modification des dispositions législatives ou réglementaires qui rendent impossible l'exécution des dispositions du présent contrat.

Dans tous les cas la résiliation sera notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, et prendra effet au terme d'un délai de trois mois à compter de la réception du courrier recommandé par la partie destinataire.


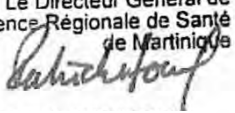
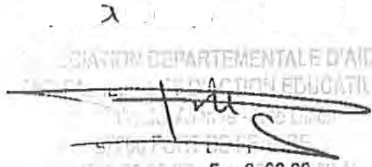
Article 7 : Règlement des différents

Si une contestation ou un différend survient, les parties s'engagent à mettre en œuvre les moyens permettant de régler la situation à l'amiable.

S'ils n'y parviennent pas, seul le tribunal administratif territorialement compétent pourra régler le litige.

Fait à Fort de France, en cinq exemplaires originaux

Le, **14 DEC. 2017**

<p>Le Directeur Général de l'ARS</p> <p>Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Martinique</p>  	<p>Le Président de l'ADAEAE</p>  <p>COMMISSION DEPARTEMENTALE D'AID ECONOMIQUE ET D'ACTION EDUCATI 15, rue de la République 97200 FORT-DE-FRANCE Tél. 05 96 68 73 44 - Fax 05 96 68 73 45</p>
<p>Le Président du Conseil Exécutif de la CTM</p>	<p>La Directrice de la DIECCTE</p>

ANNEXE n° 1

**AU CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
2017-2020**

PLAN DE RETOUR A L'EQUILIBRE ADAFAE

Les objectifs suivants devront être atteints par le gestionnaire de l'organisme dans le cadre du présent contrat :

Objectifs opérationnels	Actions à mettre en œuvre	Date de réalisation	Résultats attendus
Réduction des coûts	Mesure 1 : Réduction du personnel administratif par la fusion des deux circonscriptions du centre (Centre1 et Centre2)	2018 – 2019 - 2020	- 49 000 €
Maîtrise des coûts	Mesure 2 : Réduction des frais de structure	2018- 2019 – 2020	- 25 000 €
	Mesure 3 : Maîtrise des remplacements des départs à la retraite	2017 – 2018 - 2019	- 214 000 €
Accroissement des recettes	Mesure 4 : Accroissement de l'activité CAF sur la base de +1700 heures/an à effectif constant	2017 – 2018 – 2019	+ 255 000 €
	Mesure 5 : Développement de nouvelles activités SAP en lien avec les compétences existantes dans le service	2018 - 2019 - 2020	+ 50 000 €/an

ANNEXE n° 2
AU CONTRAT-TYPE PLURIANNUEL DE RETOUR A L'EQUILIBRE
2017 – 2020
INDICATEURS D'EVALUATION DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS

INDICATEURS D'EVALUATION ADAFAE

Intitulé de l'indicateur	Définitions et précisions	Valeurs cibles
Réduction des coûts du personnel	Réduction du personnel administratif	- 49 000 €
Maîtrise des charges de personnel	Maîtrise des remplacements des départs à la retraite	- 214 000 € sur 2 ans
Economies réalisées sur les frais de structure	Réduction des frais de structure	- 25 000 €
Nombre d'heures d'intervention	Augmentation de l'activité en faveur de la CAF	13 800 heures (+1 700h/an) +255 000 €
Nombre d'heures d'intervention sur les activités nouvelles	Diversification par la mise en place de nouvelles activités SAP (soins esthétiques, préparation et livraison de repas, soutien scolaire, accompagnement administratif, entretien ménager...)	+2 300 h/an (+50 000€/an)



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-132-1-DE
Date de télétransmission : 10/07/2018
Date de réception préfecture : 10/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 10 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-132-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DES CLUBS DES AÎNÉS DE LA VILLE DE FORT DE FRANCE

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 24 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant de six mille sept cent soixante-trois euros cinquante centimes (6 763,50 €), à l'association des Clubs des Aînés de la Ville de Fort-de-France pour l'achat de cinquante (50) thermomalettes.

ARTICLE 2 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de vingt-cinq mille euros (25 000 €), à l'association des Clubs des Aînés de la Ville de Fort-de-France pour l'embauche de deux (2) agents de convivialité et la location de deux (2) véhicules en leasing.

ARTICLE 3 : Les dépenses correspondantes aux subventions mentionnées aux articles 1 et 2 sont imputées comme suit :

- au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique pour le fonctionnement ;
- au chapitre 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'investissement.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-133-1-DE
Date de télétransmission : 10/07/2018
Date de réception préfecture : 10/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 10 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-133-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT À L'ASSOCIATION D'ACTION SOCIALE DE MARTINIQUE (A.A.S.M) EN VUE DE LA CONSTRUCTION DES VESTIAIRES ANNEXES À LA CUISINE DE L'ESAT DE RIVIERE L'OR

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'action sociale et des familles ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 24 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant de trente mille euros (30 000,00 €) à l'Association d'Action Sociale de Martinique (A.A.S.M), en vue de la construction des vestiaires annexés à la cuisine de l'ESAT de Rivière l'Or.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure, et à signer la convention ainsi que tous les actes et documents, nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-133-1



REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

L'ASSOCIATION D'ACTION SOCIALE DE MARTINIQUE
Représentée par son Président

- 2 -

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique

Hôtel de la Collectivité Territoriale

Rue Gaston Defferre

97201 FORT DE FRANCE

Représentée par le Président du Conseil Exécutif **Alfred MARIE-JEANNE** dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'Assemblée en date du 18 décembre 2015

D'une part,

ET

L'Association d'Action Sociale de Martinique

Avenue F. Fanon

97211 RIVIERE PILOTE

Représentée par son Président : **Monsieur**

N° Siren : 314 025 701

D'autre part,

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

Préambule

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 réaffirme les compétences sociales des conseils départementaux par la mise en œuvre de toute aide ou action relative à la prévention ou à la prise en charge des situations de fragilité, de développement social, l'accueil des jeunes enfants et l'autonomie des personnes.

La Collectivité Territoriale de Martinique est un acteur essentiel dans la mise en œuvre de la politique d'égalité des chances des personnes en situation de handicap.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention d'investissement allouée à l'Association d'Action Sociale de Martinique pour la réalisation de l'opération de construction des vestiaires annexés à l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) « Rivière l'Or ».

Le partenaire dispose des structures et du personnel suffisant à la réalisation de l'opération d'investissement aidée.

La subvention est versée à l'association dans le cadre de ses missions de service public.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DES PARTIES

1/L'Association d'Action Sociale de Martinique

L'Association doit :

- se conformer au formalisme et au processus de demandes d'aides de la collectivité ;
- utiliser la contribution uniquement pour la réalisation de l'opération visée et de ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres acteurs, sociétés ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- communiquer à la collectivité territoriale le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ;
- informer les services de la collectivité territoriale de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action territoriale ;
- faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation et le cas échéant, la participation financière de la collectivité territoriale ;
- faciliter le contrôle et l'évaluation, par la collectivité territoriale et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la collectivité territoriale ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

2/ La Collectivité Territoriale de Martinique

La Collectivité Territoriale de Martinique contribue à la réalisation de l'opération d'investissement par l'attribution d'une subvention à l'Association dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée maximale de **trois ans** et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (*décret n°2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi n° 2001-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques*).

ARTICLE 4 : MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir l'opération d'investissement du partenaire mentionnée à l'article 1 et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de **30 000,00 €** (*trente mille euros*).

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

La contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique sera versée selon les modalités suivantes :

- **un acompte de 50 %** sur présentation de l'attestation de démarrage des travaux, à la suite de la signature de la présente convention par les deux parties ;
- **le solde** à la demande du bénéficiaire et sur présentation des pièces justificatives.

Les pièces justificatives sont :

- un état récapitulatif des factures acquittées, pour la construction des locaux, certifié par l'expert-comptable de l'Association ;
- le rapport final de réalisation des travaux (accompagné du procès-verbal de réception des travaux) ;
- le compte rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

La contribution financière sera créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur.

La dépense sera imputée au chapitre 904 - du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

La demande de paiement du solde et les pièces précitées doivent être déposées au plus tard, aux termes de la convention.

ARTICLE 5 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, l'Association devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable, le compte administratif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre à ses obligations.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 : CONTROLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

Le compte-rendu financier, justifiant de l'utilisation de l'aide et distinct des comptes administratifs du partenaire, doit être fourni et contiendra l'analyse la plus détaillée de l'utilisation des deniers publics par le partenaire, rapportée à l'objet de la subvention tel que défini à l'article 2 de la présente convention.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

b) Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 : RESPECT DU CARACTERE D'INTERET GENERAL DES DEPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action. A cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (*cf. article 10*).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 : LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Il fait figurer le logo-type sur les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « *avec le concours financier de* ».

Les mentions relatives au soutien financier de la collectivité territoriale doivent être confirmées par l'envoi de document ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la collectivité peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la collectivité territoriale.

ARTICLE 9 : ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les pièces d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puisse conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 11 : LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

(en 2 exemplaires originaux signés par les parties)

Le Président
du Conseil Exécutif de Martinique

Le Président
de l'Association d'Action Sociale
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-134-1-DE
Date de télétransmission : 10/07/2018
Date de réception préfecture : 10/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 10 JUIL, 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-134-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION «LA MAISON DE LA SOLIDARITÉ (M.S.M)» POUR LA MISE EN PLACE DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2016

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale – gérontologie, personnes en situation de handicap le 24 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 28 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances – programmation budgétaire-et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission insertion économie sociale et solidaire le 31 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de cinq mille euros (5 000 €), à l'Association La Maison de la Solidarité (M.S.M) pour la réalisation de son programme d'actions au titre de l'année 2016.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 420 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et à signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-134-1



CONVENTION
PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION
LA MAISON DE LA SOLIDARITÉ DE LA MARTINIQUE (M.S.M)
POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS 2016

*Vu le code du travail ;
Vu le code de la Sécurité Sociale ;
Vu le code de l'Action Sociale et des Familles ;
Vu le Code général des Collectivités territoriales ;
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion » ;
Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation de la République,
Vu l'ordonnance n°2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion ;
Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
Vu le décret n°2010-1783 du 31 décembre 2010 portant extension et adaptation du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 17- du 2017 portant attribution d'une subvention à l'association « La Maison De La Solidarité De La Martinique » (M.S.M) pour la réalisation de son programme d'actions 2016.*

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ENTRE, d'une part,

La Collectivité Territoriale Martinique,
représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,
dûment habilité par la délibération susvisée,
domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité de Martinique, sise Rue Gaston DEFFERRE
CS 30137, 97 201 Fort-de-France,
Dénommé ci-après « la CTM »

ET, d'autre part,

L'Association « La Maison De La Solidarite De La Martinique » (M.S.M)
Représentée par Monsieur habilité à représenter le co-
contractant en sa qualité de Président,
ayant son siège social sis : 7.5 km route de Ravine Vilaine - 97200 Fort de France
Dénommée ci-après partenaire

PREAMBULE

L'association a pour objectif d'accompagner les personnes en situation précaire dans leurs démarches administratives, professionnelles et sociales, de créer un climat de convivialité, dans une atmosphère de solidarité d'écoute et d'aide aux démarches administratives en tout genre pour toute personne se sentant en difficulté.

L'association «La Maison de La Solidarité de La Martinique» (M.S.M), sollicite la Collectivité Territoriale de la Martinique pour la réalisation de son programme d'actions 2016.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la CTM apporte son soutien aux activités du partenaire «La Maison de La Solidarité de La Martinique» (M.S.M)

Compte tenu de l'intérêt de ces actions, la CTM a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations du partenaire

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la CTM ;
- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la CTM ;
- Communiquer à la CTM (au cours des 6 premiers mois de l'année n+1), le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la CTM de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de la stratégie territoriale;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation de la participation financière de la CTM ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la CTM et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;

- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la CTM ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la CTM.

b) Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la CTM contribue à la mise en œuvre du programme d'actions de l'association partenaire par l'attribution d'une subvention.

La CTM n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention. Elle s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est établie pour une durée de douze (12) mois. Elle prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de six (6) mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la CTM (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

ARTICLE 4 – MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la CTM s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de _____ euros (_____ €).

Lorsque l'exercice comptable du partenaire correspond à l'année civile, le solde ne pourra être versé après le 31 décembre de l'année n. Par dérogation à ce principe, le report du versement du solde de la subvention pourra être accordé au partenaire durant le délai de prorogation de 6 mois, indiqué à l'article 3.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la CTM pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention d'un montant de _____ euros (_____ €) s'effectuera en deux fois :

- le premier acompte, limité à 70% du montant global de la subvention soit _____ euros (_____ €) sera versé à compter de la signature de la présente convention, à la condition expresse de la complétude du dossier du partenaire.

-le solde de 30% soit _____ euros (_____ €) du montant total de la subvention sera versé au vu d'un compte rendu synthétique de l'action (5 pages maximum) et du bilan financier signé du Président et du trésorier.

Une proratisation du versement du solde pourra être effectuée en fonction des dépenses réalisées.

Il sera effectué selon les procédures comptables publiques en vigueur.
Le versement sera effectué sur le compte ouvert au nom de l'association «La Maison de la Solidarité de la Martinique » (M.S.M)

Auprès de la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse

Code banque	Code guichet	N°	Clé RIB
11315	00001		36

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la CTM.

ARTICLE 5 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la CTM, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultats ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou s'il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la CTM, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Il devra prévenir sans délai la CTM de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la CTM, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la CTM, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose, qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établis.

Sur demande de la CTM, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la CTM en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action. A cet effet, la CTM définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (cf. article 10 et annexe 2).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la CTM pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la CTM, elle pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8- LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la CTM. Il fait figurer les logos-types sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la CTM doivent être confirmées par l'envoi de documents justificatifs. Des contrôles sur place par des agents de la CTM peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer les logos n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la CTM.

ARTICLE 9 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR SECTEUR

Les spécificités des secteurs sont prises en compte dans les annexes de la présente convention :

- l'annexe 1 présente le projet et son contenu, sous l'angle de ses spécificités (sectorielles, formelles, etc.), en mettant notamment en valeur sa contribution à la mise en œuvre des politiques publiques portées par la CTM. Elle doit *a minima* préciser les objectifs, le ou les public(s) visé(s), la localisation et les moyens mis en œuvre ;
- l'annexe 2 décrit les critères d'évaluation de l'action menée par le partenaire (évaluation de l'activité et évaluation financière) ;
- l'annexe 3 présente les budgets de l'année n et n+1.

ARTICLE 11 - AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à

Le

En quatre exemplaires originaux.

Le Président de l'Association
La Maison de la Solidarité
de la Martinique (M.S.M)

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-135-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-135-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À LA SMHLM POUR LA PRISE EN COMPTE DES FONDATIONS SPÉCIALES DE L'OPÉRATION DE 26 LLS « COUR MARINE 3 » À FORT-DE-FRANCE

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et Fiscalité le 29 mai 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est accordée une subvention exceptionnelle de deux cent huit mille euros (208 000 €) à la Société Martiniquaise d'HLM pour la prise en compte des fondations spéciales de l'opération de construction de 26 Logements Locatifs Sociaux (LLS) « Cour Marine 3 » à Fort-de-France.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-552 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et inscrite en crédits de paiement (CP) selon l'échéancier prévisionnel suivant : 100% en 2018.

ARTICLE 3 : Le mandatement sera fait à l'attributaire selon les modalités prévues par convention.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et à signer la convention ainsi que tous les actes et documents utiles à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-135-1

Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**CONVENTION RELATIVE AU MANDATEMENT DE LA PARTICIPATION
DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
AU FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX**

DELIBERATION N°

**SMHLM : Subvention exceptionnelle pour Fondations Spéciales des 26 logements de
l'opération « Cours Marine 3 »**

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique, rue Gaston Defferre - CS 30137 - 97201 FORT-DE-FRANCE CEDEX, représenté par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif, habilité aux présentes par délibération n°15-0003 du 18 décembre 2015,
d'une part,

et

La Société Martiniquaise d'HLM (SMHLM), Immeuble Tempo - Jambette Beauséjour - Voie n°13 - CS 10597 - FORT-DE-FRANCE CEDEX, représentée par son Directeur Général M. _____
d'autre part,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1,

Il a été convenu entre les parties ce qui suit :

EXPOSE :

La Collectivité Territoriale de Martinique a décidé d'accorder à la SMHLM une subvention exceptionnelle pour les Fondations Spéciales des 26 logements de l'opération « Cours Marine 3 » à Fort-de-France, d'un montant forfaitaire de **huit mille euros (8 000 €)**, par logement.

Article 1 : La présente convention a pour objet de préciser le montant et les modalités de versement de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique en faveur de l'opération suivante :

Fondations Spéciales de 26 logements s « Cours Marine 3 » à Fort-de-France

Article 2 : Une subvention de :

Deux cent huit mille euros (208 000 €)

est allouée à la SMHLM par arrêté délibéré n° , au titre de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique au financement de cette opération.

Article 3 : Cette somme sera versée selon les modalités suivantes :

- ☛ 100 % sur présentation de :
 - du Procès-verbal de réception des travaux,
 - du tableau récapitulatif du cout de revient et du plan de financement final de l'opération,
 - d'un état des dépenses spécifiques de Fondations Spéciales et des financements spécifiques correspondants.

Article 4 : La dépense correspondante sera imputée au chapitre 905-552 article 204182 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Fort de France, le

Le Directeur Général
de la SMHLM

Le Président du
Conseil Exécutif de la CTM



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-136-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 1 8 JUL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-136-1

PORTANT LEVÉE DE DÉCHÉANCE QUADRIENNALE DE LA DECISION DU DOSSIER D'AIDE À LA CONSTRUCTION DURABLE DE MADAME

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°10-1028-13 du 10 septembre 2013 portant octroi d'une aide à la construction durable à Madame
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 31 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La déchéance quadriennale de l'aide à la construction durable accordée à Madame [REDACTED], par délibération du Conseil Régional de Martinique n°10-1028-13 susvisée, pour la construction de sa maison individuelle, est levée.

ARTICLE 2 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-137-1-DE
Date de télétransmission : 10/07/2018
Date de réception préfecture : 10/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 10 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-137-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION « LA RUCHE » DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION DES JOURNÉES DE RÉFLEXION INTITULÉES SUR LE THÈME « DE L'ERRANCE DES JEUNES À LA RADICALISATION »

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 28 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission finances – programmation budgétaire-et fiscalité le 29 mai 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement de six mille euros (6 000,00 €) à l'Association « LA RUCHE », dans le cadre de l'organisation en 2018 des journées de réflexion sur le thème « De l'errance des jeunes à la Radicalisation ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure, et à signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°13-137-1



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

Fort-de-France, le

CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

L'ASSOCIATION « LA RUCHE »

- ✓ **Vu** le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- ✓ **Vu** le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;
- ✓ **Vu** le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financières des aides octroyées par les personnes publiques,
- ✓ **Vu** la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
- ✓ **Vu** l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;
- ✓ **Vu** la demande de subvention en date du 30 novembre 2017 présentée par l'association « LA RUCHE » ;
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 2018 portant attribution d'une subvention d'un montant de **six mille euros (6 000.00 €)** à l'Association « LA RUCHE » dans le cadre de l'organisation des journées de réflexion intitulées sur le thème « De l'errance des jeunes à la Radicalisation » qui se sont tenues les 1er et 2 février 2018.

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,

Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Defferre – 97201 FORT DE FRANCE

Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

L'ASSOCIATION « LA RUCHE »

Domiciliée 114, route de Moutte – 97200 FORT DE FRANCE

Représentée par Monsieur _____ son Président, dûment habilité (e) par le conseil d'administration de l'association,

Dénommée ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE :

« LA RUCHE » est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901 qui a pour but :

- De recueillir dans le cadre de l'aide sociale des mineurs à des fins éducatives,
- D'offrir aux jeunes mères et à leurs enfants un cadre d'apprentissage à la vie familiale,
- D'offrir aux jeunes majeures un hébergement afin de favoriser leur insertion sociale et professionnelle,
- De venir en aide aux familles martiniquaises en difficulté sur toutes les formes de prise en charge et de structure qu'elle jugera adaptée.

Pour ce faire, son fonctionnement s'articule aujourd'hui autour de 5 établissements qu'elle se charge d'administrer, établissements dont les missions sont différentes mais qui aboutissent à une même finalité, à savoir la réinsertion des jeunes en difficultés (de 10 à 25 ans).

1. la Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS LA RUCHE)
2. le Foyer de Jeunes Travailleurs (FJT)
3. la Maison Maternelle (S.O.S MATERNITE)
4. le Point d'Accueil Ecoute Jeunes (PAEJ)
5. la Cellule d'Interventions Spécialisées (CIS).

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée à l'Association « LA RUCHE » dans le cadre de l'organisation des journées de réflexion intitulées sur le thème « De l'errance des jeunes ... à la Radicalisation » qui auront lieu les 1ers et 2 février 2018.

Article 2 : Coût de la prise en charge du public concerné

Le budget de l'opération s'élève à 37.500,00 €.

Article 3 : Obligations des parties

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer à l'association « LA RUCHE », une subvention d'un montant de **six mille euros (6 000.00 €)** dans le cadre de l'organisation des journées de réflexion intitulées sur le thème « De l'errance des jeunes à la Radicalisation » qui ont eu lieu les 1er et 2 février 2018.

La Collectivité Territoriale de Martinique s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée au chapitre fonctionnel 934, du budget de la Collectivité, sera versée à la notification de la convention et créditée au compte du partenaire selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du partenaire :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation, la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;

- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 4 : Modification de la convention :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

Article 5 : Durée de la convention - Résiliation :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an. Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle du partenaire s'avère significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

ARTICLE 6 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant de **six mille euros (6 000.00 €)**.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- la Collectivité Territoriale de Martinique versera la subvention d'un montant de **six mille euros (6 000.00 €)** en une seule fois.

ARTICLE 7 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 8 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établies.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 9 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 10 – LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité.

ARTICLE 11 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 12 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire

**Le Président du Conseil Exécutif
de Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-138-1-DE
Date de télétransmission : 27/07/2018
Date de réception préfecture : 27/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-138-1

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION DE PROTECTION CONTRE LA HOULE DE LA RN2 SUR LA COMMUNE DU CARBET

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1^{er} juin 2018 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Dans le cadre de l'opération de protection contre la houle de la route nationale n°2 (RN 2) sur la commune du Carbet au PR 26+549 et 27+252, en cofinancement avec l'Union Européenne (FEDER), d'un montant de 3 860 000,00 € HT, est approuvé le plan de financement prévisionnel établi comme suit :

COUT DE L'OPERATION	UE (FEDER)	CTM (autofinancement)
3 860 000,00 € HT	1 644 360,00 € HT	2 215 640,00 € HT
100%	42,60%	57,40%

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses dont demande de paiement, rapport d'exécution, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité de Gestion des Fonds Européens (UE/FEDER).

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-139-1-DE
Date de télétransmission : 27/07/2018
Date de réception préfecture : 27/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-139-1

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION DE PROTECTION CONTRE LA HOULE DE LA RD10 ENTRE LES COMMUNES DE SAINT-PIERRE ET LE PRÊCHEUR

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres,
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1^{er} juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Dans le cadre de l'opération de protection contre la houle de la route départementale n°10 (RD10) entre les communes de Saint-Pierre et le Prêcheur, en cofinancement avec l'Union Européenne (FEDER), d'un montant de 2 000 000,00 € HT, est approuvé le plan de financement prévisionnel établi comme suit :

COUT DE L'OPERATION	UE (FEDER)	CTM (autofinancement)
2 000 000,00€ HT	852 000,00€ HT	1 148 000,00€ HT
100%	42,60%	57,40%

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses dont demande de paiement, rapport d'exécution, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité de Gestion des Fonds Européens (UE/FEDER).

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE




RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-140-1-DE
Date de télétransmission : 27/07/2018
Date de réception préfecture : 27/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

27 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-140-1

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL PORTANT SUR L'OPÉRATION DE PROTECTION DES ROUTES DE LA MARTINIQUE CONTRE LES CHUTES DE BLOCS

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et des réseaux numériques et la formation professionnelle et porte-parole du Conseil Exécutif ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1^{er} juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Dans le cadre de l'opération de protection du réseau routier contre les chutes de blocs, en cofinancement avec l'Union Européenne (FEDER), d'un montant de 10 532 000,00 € HT, est approuvé le plan de financement prévisionnel établi comme suit :

COUT DE L'OPERATION	UE (FEDER)	CTM (AUTOFINANCEMENT)
10 532 000€ HT	4 486 632,00€ HT	6 045 368,00€ HT
100%	42,60%	57,40%

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses dont demande de paiement, rapport d'exécution, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité de Gestion des Fonds Européens (UE/FEDER).

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-141-1-DE
Date de télétransmission : 27/07/2018
Date de réception préfecture : 27/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

AFFICHAGE LE : 27 JUL. 2018

DÉLIBÉRATION N°18-141-1

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DANS LE CADRE DE LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA PLAINE DE RIVIÈRE-SALÉE - VOLET ÉTAT ET AUTRES PARTENAIRES

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1er juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est décidée la réalisation, en cofinancement avec l'Union Européenne (FEDER), l'Etat (FPRNM), l'Office départemental de l'eau (ODE), le Contrat de Baie de Fort-de-France, la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud de la Martinique (CAESM), et la Ville de Rivière-Salée, les travaux de protection contre les inondations de la plaine de Rivière-Salée, pour un montant de 5.000.000 € HT.

ARTICLE 2 : Est approuvé le plan de financement prévisionnel établi comme suit :

Cout de l'opération en € HT	Plan de financement prévisionnel		
	Partenaires	Taux	€ HT
5 000 000	UE - (FEDER)	34%	1 700 000,00
	ETAT - (FPRNM)	50%	2 500 000,00
	ODE	1,50%	75 000,00
	CONTRAT DE BAIE DE FORT- DE-FRANCE	2%	100 000,00
	CAESM	2%	100 000,00
	VILLE DE RIVIERE SALEE	1%	50 000,00
	CTM	9,5%	475 000,00
	TOTAUX	100%	5 000 000,00

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses dont demande de paiement, rapport d'exécution, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Etat (FPRNM), l'Office départemental de l'eau (ODE), le Contrat de Baie de Fort-de-France, la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud de la Martinique (CAESM) et la Ville de Rivière-Salée.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-141-2-DE
Date de télétransmission : 27/07/2018
Date de réception préfecture : 27/07/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 27 JUIL. 2018

DÉLIBÉRATION N°18-141-2

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DANS LE CADRE DE LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA PLAINE DE RIVIÈRE-SALÉE - VOLET UNION EUROPÉENNE

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1er juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est décidée la réalisation, en cofinancement avec l'Union Européenne (FEDER), l'Etat (FPRNM), l'Office départemental de l'eau (ODE), le Contrat de Baie de Fort-de-France, la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud de la Martinique (CAESM), et la Ville de Rivière-Salée, les travaux de protection contre les inondations de la plaine de Rivière-Salée, pour un montant de 5.000.000 € HT.

ARTICLE 2 : Est approuvé le plan de financement prévisionnel établi comme suit :

Cout de l'opération en € HT	Plan de financement prévisionnel		
	Partenaires	Taux	€ HT
5 000 000	UE - (FEDER)	34%	1 700 000,00
	ETAT - (FPRNM)	50%	2 500 000,00
	ODE	1,50%	75 000,00
	CONTRAT DE BAIE DE FORT- DE-FRANCE	2%	100 000,00
	CAESM	2%	100 000,00
	VILLE DE RIVIERE SALEE	1%	50 000,00
	CTM	9,5%	475 000,00
	TOTAUX	100%	5 000 000,00

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses dont demande de paiement, rapport d'exécution, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité de Gestion des Fonds Européens (UE/FEDER).

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-142-1-DE
Date de télétransmission : 27/07/2018
Date de réception préfecture : 27/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-142-1

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL SUR L'OPÉRATION DE PROTECTION CONTRE LES CHUTES DE BLOCS ET ÉLARGISSEMENT DE LA RD10 PR33+150 À 33+500 À L'ENTRÉE DE GRAND-RIVIÈRE

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2009/04 portant déclaration d'utilité publique sur la RD 10 du PR33 +150 au PR33 + 500 au lieudit « Porte d'enfer » sur le territoire de la commune de Grand-Rivière ;
Vu la délibération du Conseil général de Martinique n° CP/76-08 du 24 janvier 2008 portant approbation du dossier d'enquête publique relatif à la mise en sécurité de la RD10 entre les PR33 +150 au PR33 + 500 au lieudit « Porte d'enfer » sur la commune de Grand-Rivière et autorisant le lancement d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de cette opération ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu la délibération de la commune de Grand-Rivière du 09 octobre 2008 portant avis du conseil municipal sur le projet de travaux sur la RD10 au lieudit « Porte d'enfer » ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1^{er} juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Dans le cadre de l'opération de protection contre les chutes de blocs et l'élargissement de la route départementale n°10 (RD10) à l'entrée de Grand-Rivière, en cofinancement avec l'Union Européenne (FEDER), d'un montant de 5 275 000,00 € HT, est approuvé le plan de financement prévisionnel établi comme suit :

COUT DE L'OPÉRATION	UE (FEDER)	CTM (AUTOFINANCEMENT)
5 275 000 ,00€ HT	2 247 150,00€ HT	3 027 850,00€ HT
100%	42,60%	57,40%

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses dont demande de paiement, rapport d'exécution, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité de Gestion des Fonds Européens (UE/FEDER).

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-143-1-DE
Date de télétransmission : 27/07/2018
Date de réception préfecture : 27/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 JUL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-143-1

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION DE CONSTRUCTION D'UN AÉRODROME SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE BASSE-POINTE

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-461-1 du 15 décembre 2016 portant approbation de principe d'un projet d'aménagement d'un aérodrome dans la Commune de Basse-Pointe ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1^{er} juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Dans le cadre des études relatives à l'opération de construction de l'aérodrome de Basse-Pointe, en cofinancement avec l'Union Européenne (FEDER), d'un montant de 725 00,00 € HT, est approuvé le plan de financement prévisionnel établi comme suit :

COUT DE L'OPÉRATION	UE (FEDER)	CTM (AUTOFINANCEMENT)
725 000,00€ HT	319 00,00€ HT	406 000,00€ HT
100%	44,00%	56,00%

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses dont demande de paiement, rapport d'exécution, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité de Gestion des Fonds Européens (UE/FEDER).

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-144-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-144-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION PLURIANNUELLE ENTRE LA SOCIÉTÉ IRSTEAD ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE PORTANT SUR DES TRAVAUX DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT, AINSI QUE SUR UNE EXPERTISE POUR LA SURVEILLANCE DU BARRAGE DE LA MANZO

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n° 2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives à l'outre-mer, notamment son article 37 ;

Vu le décret n°2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 29 février 2008 fixant des prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire, et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1^{er} juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention entre l'Institut national de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture (IRSTEA) et la Collectivité Territoriale de Martinique pour la réalisation de travaux de recherche et de développement, ainsi qu'une expertise pour la surveillance du barrage de la Manzo.

ARTICLE 2 : Le montant total de la dépense s'élève à cinquante trois mille sept cent sept euros et cinquante centimes toutes taxes comprises (53 707,50 € TTC), ce qui correspond à un montant annuel de dix mille sept cent quarante et un euros cinq centimes toutes taxes comprises (soit 10 741, 05 € TTC) pendant 5 ans.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget annexe du Périmètre Irrigué du Sud-Est (PISE).

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention mentionnée à l'article 1, ainsi que tous actes ou documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique


Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-144-1



**CONVENTION DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT
ET D'EXPERTISE POUR LA SURVEILLANCE
DU BARRAGE DE LA MANZO**

Entre,

La Collectivité Territoriale de la Martinique (CTM), ayant son siège rue Gaston Defferre Cluny, 97200 Fort-de-France, représenté par M. Alfred MARIE-JEANNE en sa qualité de Président du Conseil Exécutif;

Et,

Irstea, Institut national de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture, Etablissement Public à Caractère Scientifique et Technologique (EPST), ayant son siège 1 rue Pierre-Gilles de Gennes, 92160 Antony, représenté par M. B en sa qualité de Directeur Régional du Centre d'Aix en Provence.

PREAMBULE

Il doit être précisé que :

Le corpus réglementaire relatif à la sécurité des ouvrages hydraulique précise, via l'arrêté du 29 février 2008 (article 5 alinéa 7), que le rapport d'auscultation « *analyse les mesures afin notamment de mettre en évidence les anomalies, les discontinuités et les évolutions à long terme. L'analyse prend en compte les évolutions antérieures et fournit un avis sur le comportement de l'ouvrage et sur les éventuelles mesures à prendre pour améliorer la sécurité. Il indique les modifications souhaitables du dispositif d'auscultation. Lorsque le nombre de données le permet, l'analyse tente de séparer les effets réversibles des effets irréversibles.* »

La démarche adoptée pour répondre à cet objectif consiste classiquement en l'utilisation de méthodes statistiques d'analyse des mesures d'auscultation de barrages de type Hydrostatic-Season-Time, ou "HST" élaborées à partir des années 1960. Le modèle HST est basé sur trois effets :

- le niveau du plan d'eau, dont l'effet hydrostatique est noté "H";
- la date dans l'année, d'effet saisonnier inter-annuel "S";
- le facteur temps "T".

Irstea a développé dans les années 1980 un outil de surveillance des barrages (logiciel SURVEY), basé sur la méthode HST. Il comporte de plus un effet pluie "P" (modèle HST-P) qui permet de prendre en compte l'effet de la pluviométrie dans les mesures d'auscultation, effet qui peut être significatif pour les ouvrages en remblai.

Irstea souhaite prolonger ses efforts de recherche et développement du logiciel SURVEY en intégrant une meilleure ergonomie du code, une interface graphique plus performante, la prise en compte des effets retards et de l'effet de la température parmi les paramètres explicatifs utilisés dans l'analyse statistique.

La CTM propriétaire du barrage de la Manzo souhaite participer à cette action de recherche et développement afin de bénéficier pour l'analyse des mesures d'auscultation de son ouvrage, des évolutions envisagées du logiciel et de la méthode d'analyse. Pour cela, les données d'auscultation du barrage de la Manzo constituent un support de grand intérêt pour tester les modèles. Cette démarche sera complétée en outre par la rédaction de rapport d'analyse des mesures d'auscultation et de rapport périodique des visites techniques approfondies.

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - Objet de la convention

La CTM confie à Irstea qui accepte, l'interprétation des mesures d'auscultation et la réalisation des visites techniques approfondies, relatives au barrage de la Manzo.

Cette mission découle notamment des termes des décrets n°2007-1735 du 11 décembre 2007 et n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatifs à la sécurité des ouvrages hydrauliques et de l'arrêté du 29 février 2008 fixant des prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques.

Irstea utilisera les données d'auscultation du barrage de la Manzo à des fins de recherche et développement. Il mettra à disposition de la CTM les résultats issus des améliorations du logiciel SURVEY.

ARTICLE 2 - Consistance des travaux de recherche et développement du logiciel Survey

A./Utilisation des données brutes

Irstea utilisera les données d'auscultation du barrage de la Manzo dans ces travaux de recherche et développement, de manière à apporter des améliorations sur les modèles statistiques développés et de manière à améliorer l'outil informatique SURVEY.

Ces travaux de recherche et développement pourront déboucher sur des modèles statistiques complémentaires au modèle HST-P. Ils pourront également conduire à des versions nouvelles du logiciel SURVEY.

B./Utilisation des développements

La CTM bénéficiera des développements produits par Irstea pour le suivi d'auscultation du barrage de la Manzo. Ils viseront en particulier à aboutir à terme à une analyse plus fine du comportement du barrage.

ARTICLE 3 - Consistance et déroulement de la mission d'expertise de surveillance du barrage de Manzo

A./Traitement des données brutes d'auscultation

A chaque réception de nouvelles mesures, Irstea procède à un traitement des données dans le meilleur délai, afin de déceler rapidement toute anomalie.

Ce travail est réalisé par un ingénieur aguerri à ces prestations : cette prestation consiste à saisir les données dans le logiciel informatique SURVEY, à contrôler les valeurs de chaque donnée individuelle avec les données précédentes du même instrument afin de déceler d'éventuels changements anormaux. Une expertise supplémentaire des données est également mise en œuvre si un changement anormal est constaté.

B./ Visite technique approfondie

Irstea participe chaque année aux visites détaillées du barrage. Cette mission annuelle se fait sur deux jours et demi compris dans la prestation :

- le premier jour en présence des services de la CTM exploitant du barrage: il s'agit de la visite technique approfondie au sens du décret du 11 décembre 2007. Cette visite est l'occasion de discussions techniques approfondies avec le personnel du barrage, de conseils personnalisés pour l'exploitation, d'un point complet sur tous les instruments d'auscultation, de l'analyse des données mesurées sur la période présentant des interrogations qu'il s'agit de lever, etc. ;
- le deuxième jour en présence du service de contrôle (la DEAL 972) : lors de cette visite, Irstea joue auprès de la CTM le rôle de Conseil ; il peut répondre ainsi aux questions techniques soulevées par l'Administration et son service d'appui technique (le BETCGB) et guider les décisions importantes sur le suivi de l'ouvrage ;
- la dernière demi-journée est consacrée à une réunion en salle avec les services de la CTM exploitant du barrage. Il s'agit de produire une restitution du comportement du barrage et des éventuelles mesures à envisager.

Les visites techniques du barrage de la Manzo sont réalisées par un ingénieur expert et scientifique confirmé d'IRSTEA.

La VTA sera réalisée entre novembre et décembre. La VTA pourra être déclenchée en cas d'évènement ou d'évolution susceptible de mettre en cause la sécurité des personnes et des biens et susceptible de provoquer un endommagement de l'ouvrage.

Lors de la VTA annuelle et à la demande de la CTM, Irstea pourra transmettre auprès des personnels techniques de la CTM toutes les informations utiles sur des procédures réglementaires relatives à la sécurité des ouvrages hydrauliques, donner des conseils ou des avis techniques et technologies relatifs à la gestion, l'auscultation et la maintenance du barrage et de ses équipements. Ces actions peuvent prendre la forme de formations de courte durée organisées dans le cadre de la VTA.

C./ Rapport d'auscultation

Irstea remet, après chaque période annuelle, un rapport d'auscultation comportant, sous forme de graphique, les résultats de mesures transmises, leur interprétation et une conclusion générale sur le comportement du barrage. Les données considérées sont celles qui existent depuis le début des mesures.

Ce rapport comportera chaque année une analyse statistique approfondie de l'évolution du comportement de l'ouvrage, mettant en évidence les phénomènes irréversibles ou évolutifs.

Ce travail d'analyse statistique des données d'auscultation est mis en œuvre à partir du Logiciel SURVEY développé par Irstea. Les principes scientifiques mis en œuvre dans le logiciel SURVEY sont détaillés en annexe. Ce logiciel d'analyse des données d'auscultation met en œuvre un modèle de type HST : qui permet d'analyser l'influence du niveau de la retenue, de l'effet saisonnier et de la température sur les mesures.

Par rapport aux autres logiciels de bureaux d'études concurrents, le logiciel SURVEY développé par Irstea comporte une analyse complète des effets de la pluviométrie sur les

données d'auscultation : cet élément est particulièrement fondamental pour les données du barrage de la Manzo, site où la pluviométrie est très importante et où les instruments tels que les drains et les piézomètres sont influencés sensiblement par l'effet pluie. Actuellement, seul le logiciel SURVEY autorise l'analyse de la pluviométrie dans l'analyse statistique HST. Rappelons que la CTM bénéficie depuis l'origine de l'analyse HST incluant la pluviométrie dans les rapports d'analyse des données d'auscultation.

Le rapport d'auscultation, outre l'étude statistique des données d'auscultation, comporte une analyse experte du comportement du barrage, au niveau hydraulique, piézométrique, déformation/déplacement, et sismicité.

Le rapport d'auscultation comporte également une analyse détaillée des équipements du barrage, des organes de sécurité (vidange, prise d'eau, vannes, dispositif contrôle-commande, évacuateur de crues, etc.), des instruments de suivi d'auscultation. Il propose des améliorations des équipements si nécessaire et propose un cahier des charges pour les opérations jugées nécessaire à engager.

Dans le processus qualité d'Irstea, le rapport d'auscultation est systématiquement établi par deux ingénieurs confirmés (Huguette Félix et Laurent Peyras), puis relu par un ingénieur sénior (Paul Royet).

D. / Traitement d'urgence

En cas d'anomalie constatée à partir des mesures d'auscultation ou en cas d'incident sur le barrage, Irstea interviendra sans délai, se rendra éventuellement sur place et proposera à la CTM, sous une forme adaptée à l'urgence de la situation - téléphonique, courriel, rapport écrit ou autres formes -, toute mesure appropriée à la situation rencontrée.

En cas d'anomalie, les ingénieurs d'Irstea sont disponibles pour assister la CTM dans la gestion d'une situation délicate ou de crise. Cette disponibilité vaut 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.

E. / Assistance sur les projets et les travaux de maintenances courantes et de grosses maintenances

Irstea porte assistance technique aux services de la CTM sur toutes les opérations de maintenance et de grosses maintenances réalisées dans le cadre de l'exploitation du barrage. Cette assistance comporte des avis et/ou une expertise des opérations à engager, des dossiers techniques de consultation ou des propositions des entreprises.

Les délais de rendu par Irstea sont adaptés aux délais nécessités par le projet en examen et sont fixés par la CTM.

Irstea met ainsi à disposition de la CTM son expertise technique riche de plusieurs dizaines d'années d'expérience sur les ouvrages hydrauliques.

ARTICLE 4 – Documents à remettre

Les remarques éventuelles concernant les mesures seront envoyées par Irstea à la CTM dans un délai de 15 jours après réception des données brutes.

Le rapport de visite technique approfondie sera transmis tous les ans en trois exemplaires papier et une version électronique. Il sera remis au plus tard 2 mois après la réalisation de la visite.

Le rapport d'auscultation détaillé sera transmis tous les ans en trois exemplaires papier et une version électronique. Il sera remis au plus tard 3 mois après la réception des mesures d'auscultation de l'année civile précédente.

ARTICLE 5 – Personnes chargées du suivi et de l'exécution des prestations prévues à la convention

Côté Irstea, le Directeur de l'Unité de Recherche RECOVER du Centre d'Aix en Provence est chargé de suivre l'exécution de la présente convention.

Pour la surveillance du barrage de la Manzo, Irstea missionne des ingénieurs spécialistes des barrages et disposant d'une forte expérience. Plus particulièrement, seront affectés à la surveillance du barrage de la Manzo dans le cadre de cette prestation :

- Laurent PEYRAS, ingénieur en chef des Ponts, Docteur en Génie Civil ;
- Huguette FELIX, ingénieur d'étude, spécialisé dans l'analyse statistique des données d'auscultation et co-développeur du logiciel SURVEY ;
- Paul ROYET, ingénieur général des Ponts, membre du CTPBOH.

Côté CTM, le Bureau de Gestion du Périmètre Irrigué du Sud Est (BGPISE) est chargé de suivre l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 6 – Durée de la convention

La durée de la convention est de cinq ans. Elle prendra effet à compter de sa notification.

ARTICLE 7 – Montant de la convention

Le programme de recherche et développement de la présente convention s'élève à un montant de 56 500 € hors taxe. Le détail forfaitaire de la prise en compte du programme est le suivant (tarification 2018) :

- | | |
|-----------------------------------|------------------|
| - Traitement des données brutes : | 1600 € / an |
| - Visite technique approfondie : | 4800 € / an |
| - Rapport d'auscultation : | 4900 € / rapport |

La prise en charge du programme de recherche et développement entre la CTM et Irstea est réalisée selon l'échéancier et les montants forfaitaires suivants :

Année	2018	2019	2020	2021	2022	Total
CTM	9 900 €	9 900 €	9 900 €	9 900 €	9 900 €	49 500 €
IRSTEA	1 400 €	1 400 €	1 400 €	1 400 €	1 400 €	7 000 €
Total	11 300 €	11 300 €	11 300 €	11 300 €	11 300 €	56 500€

Ces montants forfaitaires sont fermes, non révisables ni actualisables pour la durée de la convention.

Toute prestation concernant la présente opération non prévue à l'article 3 et toute visite éventuelle en cas d'anomalie, à la demande de la CTM ou en accord avec l'article précité sont facturés en sus, en application de la tarification de Irstea en vigueur dans l'année en cours. A titre indicatif, la tarification proposée pour 2018 est la suivante :

- journée ingénieur confirmé 1 194,78 € HT
- journée d'ingénieur niveau 1 610,90 € HT
- forfait déplacement 1 journée 2 000 € HT

Les études complémentaires éventuelles liées aux examens techniques complets ne sont pas incluses dans cette convention, et feront, le cas échéant, l'objet de conventions particulières.

Le paiement sera effectué sur présentation d'une facture d'Irstea à la réception du rapport annuel de visite technique approfondie, par règlement à l'Agent Comptable de Irstea, sur le compte DDFIP Hauts de Seine, code établissement 10071, code guichet 92000, n° de compte 00001000313, clé RIB 27.

ARTICLE 8 – Secret – Publication

A. / Confidentialité

Chaque Partie s'engage à ne publier ou ne divulguer de quelque façon que ce soit les informations – ci-après « Informations Confidentielles » - scientifiques ou techniques exploitées par les Parties (données, modèles, etc.), appartenant à l'une des autres Parties et/ou échangées entre les Parties dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente Convention.

Chacune des Parties s'abstiendra de révéler toute information Confidentielle et de l'utiliser, sauf avec le consentement préalable et écrit des autres Parties. Aucune Partie n'entreprendra quoi que ce soit qui dépasse le champ des droits conférés par la Convention.

Chaque Partie n'utilisera les Informations Confidentielles que pour les besoins de la Convention et, en général, elle exercera ses meilleurs efforts pour ne pas amoindrir de quelque façon que ce soit les droits de l'autre Partie sur les Informations Confidentielles.

Les dispositions de la clause ci-dessus cesseront de s'appliquer à toute information qu'une Partie prouverait avoir possédée antérieurement à sa communication à l'autre Partie, ou qui serait dans le domaine public, ou qui y entrerait ultérieurement, sans faute de la Partie qui la reçoit, ou qu'une Partie viendrait à acquérir d'un tiers, de bonne foi, sans restriction sur sa divulgation ou son usage.

B. / Publication

Toute publication par l'une des parties sera soumise par écrit à l'accord des autres Parties pendant la durée de la Convention.

Ces publications devront mentionner le concours apporté par chacune des parties à la réalisation de l'étude.

C. / Exploitation des études et des développements à des fins de recherche

Irstea disposera d'un droit d'usage non exclusif, non transférable, illimité et gratuit de l'ensemble des Résultats de la Convention pour ses activités propres de recherche et d'enseignement, dans le strict respect des dispositions de confidentialité.

ARTICLE 9 – Propriété des études et des développements

Chacune des Parties conserve la propriété de ses Connaissances Antérieures, à savoir les connaissances, droits de propriété intellectuelle et savoir-faire obtenus par chacune des Parties, antérieurement à la Convention.

La CTM est propriétaire exclusif des études obtenues dans le cadre de la Convention et des droits de propriété intellectuelle y afférents.

Irstea est propriétaire exclusif de l'ensemble des connaissances nouvelles développées autour des méthodes statistiques ou physiques d'analyse des données d'auscultation et des développements logiciels associés, sous toutes formes, qu'ils soient brevetables ou non, obtenus dans le cadre de la Convention et les droits de propriété intellectuelle y afférents. Dans le cadre d'études similaires réalisées en dehors de la présente convention, tant pour le compte d'autres partenaires que pour ses besoins propres, la méthodologie ou le savoir-faire mis en œuvre dans le cadre de ce contrat pourra être utilisé par Irstea. En tout état de cause, Irstea reste le propriétaire de la méthode ou du savoir-faire utilisé qui n'est pas cédé à l'occasion du présent contrat.

Les éventuels brevets issus de la Convention seront déposés tant en France qu'à l'étranger au nom exclusif de Irstea. Il est entendu que la gestion et le suivi des éventuels brevets déposés conjointement seront confiés dans leur totalité à Irstea. Ainsi, Irstea a seul qualité pour décider et agir et prend à sa charge les frais de dépôt, de délivrance, de maintien en vigueur et éventuellement d'extension à l'étranger des brevets déposés.

ARTICLE 10 - Résiliation

La convention peut être résiliée d'un commun accord entre les parties.
La CTM ne peut résilier la convention qu'après versement à Irstea des sommes dues pour les prestations déjà pourvues et des sommes engagées en prévision de leur exécution.

ARTICLE 11 - Modification

Toute modification des termes de la présente convention se fera par voie d'avenant.

ARTICLE 12 - Litiges

En cas de désaccord persistant entre les parties, les litiges pourront être portés devant le Tribunal Administratif de Martinique. Toutefois les contractants s'efforceront de parvenir à une conciliation en recourant, le cas échéant, à un expert désigné par eux.

Fait au Tholonet, le 6/12/2017

Le Directeur du Centre
d'Aix en Provence d'Irstea

Institut national de recherche en sciences et technologies
pour l'environnement et le territoire

Le Président du Conseil Exécutif de la
Collectivité Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-145-1-DE
Date de télétransmission : 29/06/2018
Date de réception préfecture : 29/06/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 29 JUIN 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-145-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC LA SOCIÉTÉ ORANGE SA POUR DES PRESTATIONS DE FOURNITURE ET MISE EN OEUVRE D'UN RÉSEAU HAUT DÉBIT AVEC ACCÈS À INTERNET

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code civil ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 11 avril 2018 ;

Considérant les prestations hors marché réalisées par la société ORANGE SA ;

Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à la société ORANGE SA de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec la société ORANGE SA ayant pour objet, le dédommagement des prestations de fourniture et de mise en oeuvre d'un réseau haut débit avec accès à Internet.

ARTICLE 2 : La Société ORANGE SA percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de cinq cent quarante quatre mille quatre cent trente neuf euros et vingt trois centimes (544 439,23 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de la Martinique pour signer la convention transactionnelle, ainsi que tous les actes ou documents nécessaires à cette indemnisation.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-145-1

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



CONVENTION TRANSACTIONNELLE

ENTRE

*La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE représentée par le Président du Conseil exécutif, Alfred MARIE-JEANNE, et désignée ci-après par le terme :
« La CTM » ou la « Collectivité »*

d'une part,

ET

*La Société ORANGE SA représentée par la Directrice de l'Agence Entreprises Caraïbes, Mme
»*

d'autre part,

Ci-après dénommées individuellement la « Partie » et collectivement les « Parties ».

Vu l'avis de Commission d'Appel d'Offre en date du 11 avril 2018,
Vu l'avis du Conseil Exécutif en date du 3 mai 2018,

Vu la délibération n° de l'Assemblée Plénière en date du autorisant le Président du Conseil à signer une convention de transaction

Vu le Code Civil et notamment ses articles 1300 et 2044 à 2052, la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle ayant abrogé les articles 2047 et 2053 à 2058.

Vu les factures d'un montant global de 544 439,23 € TTC présentées par la Société ORANGE SA.

IL A ÉTÉ PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La Collectivité Départementale avait contracté auprès de ORANGE SA, 4 marchés (n°11-011, 11-012, 11-013 et 12-147) dès l'exercice 2011, dans l'optique de fournir les services de réseau haut débit et accès à internet depuis les sites du Conseil Général de Martinique.

Ces marchés avaient expiré fin 2015 et une consultation a été lancée en février 2016, suite à la constitution de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM).

Il s'agissait d'une part, de régulariser les prestations de services de télécommunications et d'accès à internet des sites de la Collectivité, dans le respect du Code des marchés publics. D'autre part, de moderniser les liaisons par des supports et des débits performants permettant d'offrir des services de meilleure qualité et à valeur ajoutée.

Ainsi, 2 nouveaux marchés ont été notifiés en août 2016, à 2 autres opérateurs, pour assurer les «services et accès internet centralisés» et l'«interconnexion très haut débit (THD) de sites de la CTM».

Les inévitables opérations de migration entre opérateurs et les travaux associés sur les bâtiments de la CTM (diagnostic d'amiante sur près de 200 sites) ont conduit au maintien des prestations assurées par ORANGE SA jusqu'au 12 avril 2018, afin de garantir la continuité du service public.

Les mesures prévues afin de régulariser la situation sont de deux ordres :

- Parvenir à un règlement amiable par une convention transactionnelle avec ORANGE SA, afin de régler les factures impayées jusqu'au 11 avril 2018 et dont le montant s'élève à 544 439,23€ TTC (extrait de compte joint en annexe 1).
- Passer un marché négocié avec ORANGE SA, d'une durée de 6 mois, afin de couvrir contractuellement les locaux encore interconnectés par ORANGE SA, avant migration vers le nouvel opérateur. Ce marché a été notifié le 12 avril 2018.

Les Parties ont convenu de transiger et se sont accordées sur le montant d'une indemnité d'un montant total de 544 439,23€, dans le cadre de la présente convention transactionnelle, en vue du règlement des factures en cause.

ARTICLE 1 : Concessions réciproques :

Concession de la Collectivité Territoriale de Martinique à ORANGE SA

Sur présentation des justificatifs de l'opérateur ORANGE SA et sur la base du prix moyen constaté sur les coûts d'interconnexion très haut débit des sites distants, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser une indemnité globale forfaitaire et définitive de **544 439,23 €**. Cette indemnisation est versée en remboursement des dépenses utiles et nécessaires faites par la Société pour assurer les prestations de services d'interconnexion très haut débit des sites distants jusqu'au 11 avril 2018.

Concession de la Société ORANGE SA

En contrepartie de ces règlements qui constituent un solde de tous comptes, la Société renonce irrévocablement à toutes demandes complémentaires au titre des prestations effectuées concernant ces services d'interconnexion très haut débit des sites distants, notamment à tous intérêts et au remboursement de frais financiers.

Le total de l'indemnité globale forfaitaire et définitive due par la Collectivité à ORANGE SA en raison de l'enrichissement sans cause de la Collectivité s'élève à **544 439,23 €**.

ARTICLE 2 : Modalités de règlement de l'indemnité

La CTM s'engage à mandater le paiement de la somme visée à l'article 2 au plus tard trente jours après que la présente convention de transaction sera devenue exécutoire au sens des articles L4141-1 et L7231-1 du code général des collectivités territoriales, autrement dit après notification au cocontractant et transmission au préfet pour l'exercice de son contrôle de légalité de la délibération approuvant la passation de la transaction.

Ce versement devra s'effectuer sur le compte dont les informations figurent sur le RIB en annexe 2.

ARTICLE 3 : Renonciation

En contrepartie de ce règlement qui constitue un solde de tous comptes, la Société renonce irrévocablement à toutes demandes complémentaires au titre de ses prestations.

Les Parties reconnaissent avoir entièrement et définitivement réglé à titre transactionnel le Différend. Par conséquent, les Parties renoncent définitivement et irrévocablement l'une envers l'autre à toutes instances, actions, réclamations et prétentions de quelque nature, en cours ou à venir, devant de quelconques juridictions, relatives audit Différend.

ARTICLE 4 : Retard de paiement de l'indemnité

Au cas où la CTM ne procèderait pas au mandatement de la somme de 544 439,23 euros dans le délai prévu à l'article 2, ladite somme portera intérêts moratoires au taux légal. S'agissant du calcul des intérêts moratoires, ils commencent à courir le lendemain de l'expiration du délai de paiement et jusqu'à la date de mise en paiement incluse.

Le rejet du mandat opéré par le payeur territorial, agissant dans le cadre des contrôles qui lui incombent en matière de dépenses en application du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, n'est pas assimilable à un défaut de mandatement et s'oppose donc à l'application des intérêts moratoires susmentionnés.

ARTICLE 5 : Effets de la transaction

La transaction fait obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet en application de la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle.

Moyennant la bonne exécution des présentes par la CTM, la Société se déclare intégralement remplie de ses droits et renonce expressément à toutes autres actions, prétentions, réclamations ou contestations ultérieures.

En conséquence, les Parties reconnaissent que leur litige est vidé de toute substance. Dès lors, elles se désistent mutuellement de toute instance et s'interdisent réciproquement d'introduire ou de poursuivre aucun recours ou action en justice pour les causes énoncées ci-dessus ou ayant pour objet les prestations réalisées réglées par la présente transaction.

ARTICLE 6 : Droit applicable et attribution de juridiction

6.1 La présente Transaction est soumise au droit français. Tout litige relatif à la présente Transaction relèvera de la compétence exclusive du tribunal administratif de Martinique.

6.2 Les représentants des Parties, signataires de la présente Transaction, déclarent qu'ils ont tout pouvoir et pleine capacité à l'effet de conclure la présente Transaction au nom et pour le compte des Parties.

La Directrice de l'Agence
Entreprises Caraïbes
Orange Business Services

Le Président du
Conseil exécutif de la CTM

M. Alfred MARIE-JEANNE
Dûment habilité par délibération
N°.....

CONVENTION TRANSACTIONNELLE ORANGE SA
LISTE DES FACTURES ANNEES 2016 à 2018

Numéro compte	PERIODE	Montant facture	Suite Résiliation	Mt Convention	Date facture	Date échéance facture	Marchés
2920400	M -M+1	4 491,9000	4 345,4700	4 345,4700	03/01/2017	15/03/2017	Equant IP VPN - 11012
	M -M+1	4 491,9000	4 491,9000	4 491,9000	02/03/2017	15/05/2017	
	M -M+1	4 491,9000	4 491,9000	4 491,9000	02/05/2017	15/07/2017	
	M -M+1	4 491,9000	4 491,9000	4 491,9000	03/07/2017	15/09/2017	
	M -M+1	4 491,9000	4 491,9000	4 491,9000	01/09/2017	15/11/2017	
	M -M+1	4 491,9000	4 491,9000	4 491,9000	02/11/2017	15/01/2018	
	M -M+1	4 491,9000	4 491,9000	4 491,9000	03/01/2018	15/03/2018	
	M -M+1	4 491,9000	4 491,9000	3 092,7836	02/03/2018	15/05/2018	
Total 2920400.....				34 389,6536			
2920401	M -M+1	3 175,1400	3 175,1400	3 175,1400	03/01/2017	16/02/2017	BI CISCO - 11012
	M -M+1	3 175,1400	3 175,1400	3 175,1400	02/03/2017	15/04/2017	
	M -M+1	3 175,1400	3 175,1400	3 175,1400	02/05/2017	15/06/2017	
	M -M+1	3 175,1400	3 175,1400	3 175,1400	03/07/2017	16/08/2017	
	M -M+1	3 175,1400	3 175,1400	3 175,1400	01/09/2017	15/10/2017	
	M -M+1	3 175,1400	3 175,1400	3 175,1400	02/11/2017	16/12/2017	
	M -M+1	3 175,1400	3 175,1400	3 175,1400	03/01/2018	16/02/2018	
	M -M+1	3 175,1400	3 175,1400	2 186,1620	02/03/2018	15/04/2018	
Total 2920401.....				24 412,1420			
2920410	M -M+1	3 175,1400	3 175,1400	3 175,1400	03/01/2017	16/02/2017	BI CISCO - 11013
	M -M+1	3 175,1400	3 175,1400	3 175,1400	02/03/2017	15/04/2017	
	M -M+1	3 175,1400	3 175,1400	3 175,1400	02/05/2017	15/06/2017	
	M -M+1	3 175,1400	3 175,1400	3 175,1400	03/07/2017	16/08/2017	
	M -M+1	476,2700	476,2700	476,2700	01/09/2017	15/10/2017	
Total 2920410.....				13 176,8300			

6314656	M -M+1	1 579,9800	1 579,9800	1 579,9800	03/01/2017	01/02/2017	BUSINESS INTERNET OFFICE - 11013
	M -M+1	1 579,9800	1 579,9800	1 579,9800	02/03/2017	01/04/2017	
	M -M+1	1 579,9800	1 579,9800	1 579,9800	02/05/2017	31/05/2017	
	M -M+1	1 579,9800	1 579,9800	1 579,9800	03/07/2017	01/08/2017	
	M -M+1	1 579,9800	1 579,9800	1 579,9800	01/09/2017	30/09/2017	
	M -M+1	1 579,9800	1 579,9800	1 579,9800	02/11/2017	01/12/2017	
	M -M+1	1 579,9800	1 579,9800	1 579,9800	03/01/2018	01/02/2018	
	M -M+1	1 579,9800	1 579,9800	1 087,8551	02/03/2018	31/03/2018	
Total 6314656.....				12 147,7151			
801926893	M -M+1	50 697,1900	41 920,4600	41 920,4600	05/01/2017	19/02/2017	INTRACITES - MARCHE 11011
	M -M+1	50 697,1900	50 697,1900	50 697,1900	06/03/2017	20/04/2017	
	M -M+1	50 697,1900	50 697,1900	50 697,1900	09/05/2017	23/06/2017	
	M -M+1	44 496,4100	44 496,4100	44 496,4100	06/07/2017	20/08/2017	
	M -M+1	47 941,2900	47 941,2900	47 941,2900	07/09/2017	22/10/2017	
	M -M+1	41 716,7200	41 716,7200	41 716,7200	13/11/2017	28/12/2017	
	M -M+1	24 717,2700	24 717,2700	15 007,2500	08/01/2018	22/02/2018	
	M -M+1	38 935,7900	38 935,7900	17 251,9957	06/03/2018	20/04/2018	
Total 801926893.....				309 728,5057			
803064689	M -M+1	11 921,9800	11 241,2300	11 241,2300	05/01/2017	09/02/2017	INTRACITES - MARCHE 11011
	M -M+1	11 921,9800	11 921,9800	11 921,9800	06/03/2017	10/04/2017	
	M -M+1	9 822,5000	9 822,5000	9 822,5000	06/07/2017	10/08/2017	
	M -M+1	10 988,8800	10 988,8800	10 988,8800	07/09/2017	12/10/2017	
	M -M+1	4 457,4000	4 457,4000	4 457,4000	13/11/2017	18/12/2017	
	M -M+1	8 196,0900	8 196,0900	8 196,0900	08/01/2018	12/02/2018	
	M -M+1	8 196,0900	8 196,0900	5 643,2095	06/03/2018	10/04/2018	
Total 803064689.....				62 271,2895			
9694400	M -M+1	4 938,9200	4 938,9200	4 938,9200	03/01/2017	16/02/2017	EQUANT IP VPN - 11012
	M -M+1	4 938,9200	4 938,9200	4 938,9200	02/03/2017	15/04/2017	
	M -M+1	4 938,9200	4 938,9200	4 938,9200	02/05/2017	15/06/2017	
	M -M+1	4 938,9200	4 938,9200	4 938,9200	03/07/2017	16/08/2017	
	M -M+1	4 938,9200	4 938,9200	4 938,9200	02/09/2017	16/10/2017	
	M -M+1	4 938,9200	4 938,9200	4 938,9200	02/11/2017	16/12/2017	
	M -M+1	4 938,9200	4 938,9200	4 938,9200	03/01/2018	16/02/2018	

	M -M+1	4 938,9200	4 938,9200	3 400,5679	02/03/2018	15/04/2018	
Total 9694400.....				37 973,0079			
804213598	M	1 102,2100	1 102,2100	1 102,2100	03/08/2017	07/09/2017	INTERNET PRO SOLO - 11-012
	M	42,4800	42,4800	42,4800	05/09/2017	10/10/2017	
	M	90,8100	90,8100	90,8100	04/10/2017	08/11/2017	
	M	90,8100	90,8100	90,8100	06/11/2017	11/12/2017	
	M	90,8100	90,8100	90,8100	05/12/2017	09/01/2018	
	M	90,8100	49,7990	49,8000	05/01/2018	09/02/2018	
	M	90,8100	0,0000		05/02/2018	12/03/2018	
	M	90,8100	0,0000		05/03/2018	09/04/2018	
Total 804213598.....				1 466,9200			
804213622	M	137,1900	137,1900	137,1900	15/06/2017	20/07/2017	INTERNET PRO SOLO - 11-012
	M	61,1100	61,1100	61,1100	06/07/2017	10/08/2017	
	M	102,1700	102,1700	102,1700	04/08/2017	08/09/2017	
	M	102,1700	102,1700	102,1700	07/09/2017	12/10/2017	
	M	102,1700	102,1700	102,1700	04/10/2017	08/11/2017	
	M	102,1700	102,1700	102,1700	06/11/2017	11/12/2017	
	M	102,1700	102,1700	102,1700	05/12/2017	09/01/2018	
	M	102,1700	56,0287	56,0300	05/01/2018	09/02/2018	
	M	102,1700	0,0000	0,0000	05/02/2018	12/03/2018	
	M	102,1700	0,0000	0,0000	05/03/2018	09/04/2018	
Total 804213622.....				765,1800			
804213209	M	64,0100	64,0000	64,0000	03/08/2017	07/09/2017	INTERNET PRO SOLO - 11-012
Total 804213209.....				64,0000			
9529200	M -M+1	8 281,6000	8 281,6000	8 281,6000	03/01/2017	16/02/2017	BI CISCO - ??
	M -M+1	7 663,5700	7 663,5700	7 663,5700	02/03/2017	15/04/2017	
	M -M+1	7 663,5700	7 663,5700	7 663,5700	02/05/2017	15/06/2017	
	M -M+1	7 663,5700	7 663,5700	7 663,5700	03/07/2017	16/08/2017	
	M -M+1	1 149,5400	1 149,5400	1 149,5400	01/09/2017	15/10/2017	
Total 9529200.....				32 421,8500			
	M -M+1	1 881,3900	1 881,3900	1 881,3900	10/02/2017	20/02/2017	
	M -M+1	1 881,3900	1 881,3900	1 881,3900	12/04/2017	22/04/2017	
	M -M+1	1 881,3900	1 881,3900	1 881,3900	12/06/2017	22/06/2017	

14273936	M -M+1	1 881,3900	1 881,3900	1 881,3900	11/08/2017	21/08/2017	LIAISONS LOUEES (MARCHÉ 12-147)
	M -M+1	1 881,3900	1 881,3900	1 881,3900	11/10/2017	21/10/2017	
	M -M+1	1 881,3900	1 881,3900	1 881,3900	12/12/2017	22/12/2017	
	M -M+1	1 881,3900	1 881,3900	1 881,3900	12/02/2018	22/02/2018	
	M -M+1	1 881,3900	1 881,3900	339,2670	11/04/2018	21/04/2018	
Total 14273936.....				13 508,9970			
37400336	M		73,2400	73,2400	12/07/2016	22/07/2016	INTERNET PRO SOLO - 11-012
	M		48,8300	48,8300	11/08/2016	21/08/2016	
	M		48,8300	48,8300	12/09/2016	22/09/2016	
	M		48,8300	48,8300	12/10/2016	22/10/2016	
	M		48,8300	48,8300	14/11/2016	24/11/2016	
	M		48,8300	48,8300	12/12/2016	22/12/2016	
	M		48,8300	48,8300	11/01/2017	21/01/2017	
	M		48,8300	48,8300	10/02/2017	20/02/2017	
	M		48,8300	48,8300	10/03/2017	20/03/2017	
	M		48,8300	48,8300	12/04/2017	22/04/2017	
	M		48,8300	48,8300	12/05/2017	22/05/2017	
	M		48,8300	48,8300	12/06/2017	22/06/2017	
	M		48,8300	48,8300	12/07/2017	22/07/2017	
	M		48,8300	48,8300	11/08/2017	21/08/2017	
	M		48,8300	48,8300	12/09/2017	22/09/2017	
	M		48,8300	48,8300	11/10/2017	21/10/2017	
	M		48,8300	48,8300	10/11/2017	20/11/2017	
	M		48,8300	48,8300	12/12/2017	22/12/2017	
	M		48,8300	48,8300	11/01/2018	21/01/2018	
	M		48,8300	48,8300	12/02/2018	22/02/2018	
Total 37400336.....				1 001,0100			
	M		81,3800	81,3800	12/07/2016	22/07/2016	
	M		54,2500	54,2500	11/08/2016	21/08/2016	
	M		54,2500	54,2500	12/09/2016	22/09/2016	
	M		54,2500	54,2500	12/10/2016	22/10/2016	
	M		54,2500	54,2500	14/11/2016	24/11/2016	
	M		54,2500	54,2500	12/12/2016	22/12/2016	

37400436	M		54,2500	54,2500	11/01/2017	21/01/2017	INTERNET PRO SOLO - 11-012
	M		54,2500	54,2500	10/02/2017	20/02/2017	
	M		54,2500	54,2500	10/03/2017	20/03/2017	
	M		54,2500	54,2500	12/04/2017	22/04/2017	
	M		54,2500	54,2500	12/05/2017	22/05/2017	
	M		54,2500	54,2500	12/06/2017	22/06/2017	
	M		54,2500	54,2500	12/07/2017	22/07/2017	
	M		54,2500	54,2500	11/08/2017	21/08/2017	
	M		54,2500	54,2500	12/09/2017	22/09/2017	
	M		54,2500	54,2500	11/10/2017	21/10/2017	
	M		54,2500	54,2500	10/11/2017	20/11/2017	
	M		54,2500	54,2500	12/12/2017	22/12/2017	
	M		54,2500	54,2500	11/01/2018	21/01/2018	
	M		54,2500	54,2500	12/02/2018	22/02/2018	
Total 37400436.....			1 112,1300				
Total général			544 439,2308				



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-146-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 1 8 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-146-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC L'ENTREPRISE DE TRANSPORTS SCOLAIRES SARL TRANSPORT BONIFACE POUR LA RÉALISATION DE PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES NON PRÉVUES AUX MARCHÉS 141497/2 ; 141501/1 ET 10060

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code civil ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 24 janvier 2018 ;

Considérant les prestations supplémentaires réalisées par l'entreprise Sarl TRANSPORT BONIFACE dans le cadre du transport scolaire assuré au LPO Saint-James de Saint-Pierre ;
Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à l'entreprise Sarl TRANSPORT BONIFACE de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission transports le 31 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec l'entreprise Sarl TRANSPORT BONIFACE, ayant pour objet le dédommagement des prestations supplémentaires réalisées, non prévues aux marchés 141497/2, 141501/1 et 10060.

ARTICLE 2 : L'entreprise Sarl TRANSPORT BONIFACE percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de quarante-huit mille deux cent quatre-vingt-un euros toutes taxes comprises soit (48 281,00 € TTC) :

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 938 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention transactionnelle, ainsi que tous les actes ou documents nécessaires à cette indemnisation.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-146-1

1

REPUBLIQUE FRANÇAISE



COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

CONVENTION DE TRANSACTION

ENTRE

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE représentée par le Président du conseil exécutif, M. Alfred MARIE-JEANNE, désignée ci-après par le terme :

"La CTM"

d'une part,

ET

L'entreprise Sarl TRANSPORT BONIFACE représentée par son Directeur M. J
, habilité à cet effet et désignée ci-après par le terme :

"La société"

d'autre part,

Vu le Code Civil et notamment les articles 1371, 2044 à 2058,

Vu la loi 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des Transports Interurbains (LOTI),

Vu le marché n°141497/2 relatif au service de transport "Morne-Vert / Collège Carbet - SEGPA & LP Saint-James Saint-Pierre",

Vu le marché n°141501/1 relatif au service de transport "Lorrain - Basse-Pointe - Ajoupa-Bouillon - Morne-Rouge / LP & SEGPA Saint-James Saint-Pierre",

Vu le marché n°10060 relatif au service de transport "Bellefontaine / Collège Carbet - Lycée & SEGPA Saint-Pierre",

Vu la délibération n° 18-....., en date du de la Collectivité Territoriale de Martinique

IL A ÉTÉ PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La Sarl TRANSPORT BONIFACE est titulaire des marchés de transport scolaire suivants:

- n° 141497/2 (lot 42) "Morne-Vert / Collège Carbet - SEGPA & LP Saint-James Saint-Pierre",
- n° 141501/1 (lot 61) "Lorrain - Basse-Pointe - Ajoupa-Bouillon - Morne-Rouge / LP & SEGPA Saint-James Saint-Pierre",
- n° 10060 (lot 10-117) "Bellefontaine / Collège Carbet - Lycée & SEGPA Saint-Pierre".

Dans le cadre du marché n° 141501/01 (lot 61), la société a été amenée à prendre en charge le lundi matin et le vendredi soir, 14 élèves internes du LPO Saint-James de Saint-Pierre, originaires des communes du Robert, de Trinité, de Sainte-Marie et du Marigot.

Cette prise en charge a entraîné une extension de son circuit, non prévue au marché, de 39 km aller/retour par semaine, représentant un surcoût de 17 308 € tout compris pour la période du 14 octobre 2015 au 18 mai 2017.

De plus, dans le cadre des marchés n° 141497/2 (lot 42), n° 141501/1 (lot 61) et n° 10060 (lot 10-117), la société a dû effectuer une rotation supplémentaire le mercredi après-midi, afin de s'adapter à une modification des horaires de fonctionnement du LPO Saint-James durant l'année scolaire 2015-2016.

Cette prestation supplémentaire a représenté un surcoût pour l'ensemble des trois marchés fixé à 30 973 € toutes taxes comprises.

L'instruction de ce dossier a montré :

- que les prestations ont bien été réalisées.

Soucieuses de parvenir à un règlement amiable de cette affaire, les parties se sont rapprochées et ont convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Versement d'un montant total d'indemnité à l'entreprise Sarl TRANSPORT BONIFACE

La CTM s'engage à verser à la société Sarl TRANSPORT BONIFACE, qui renonce à tous intérêts, une indemnité correspondant aux prestations effectivement réalisées.

Cette indemnité a été fixée à quarante-huit mille deux cent quatre-vingt-un euros toutes taxes comprises (soit 48 281 € TTC) et sera versée dans un délai de 30 jours suivant la notification de la présente transaction à la société.

ARTICLE 2 : Condition résolutoire

La présente convention transactionnelle sera résolue de plein droit et considérée comme nulle et non avenue, sans aucune formalité, pour le cas où la CTM ne procéderait pas, dans les délais prévus, au versement de la somme énoncée à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 3 : Effets de la transaction

Cette transaction est soumise aux dispositions des articles 2044 à 2058 du Code civil, avec toutes conséquences de droit.

La Société s'engage donc, contre l'exécution de la présente convention par la CTM, à renoncer à tous autres droits, actions et prétentions et par conséquent, à n'introduire aucune instance ou action ayant pour objet le paiement des prestations réalisées.

Fait à Fort-de-France; le
(en 2 exemplaires originaux qui doivent être signés par les 2 parties)

La société Sarl TRANSPORT BONIFACE

Le Président du Conseil Exécutif

M.

M. Alfred MARIE-JEANNE
dûment habilité par délibération n°16-.....du
..... de l'Assemblée de Martinique

Reçu notification, le
Le titulaire



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-146-2-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-146-2

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC L'ENTREPRISE DE TRANSPORTS SCOLAIRES TRANSTOUR CARAIBES SARL POUR LA RÉALISATION DE PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES NON PRÉVUES AU MARCHÉ 141529/4

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code civil ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 24 janvier 2018 ;

Considérant les prestations supplémentaires réalisées par l'entreprise TRANSTOUR CARAIBES Sarl dans le cadre du transport scolaire assuré au LPO Saint-James de Saint-Pierre ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à l'entreprise TRANSTOUR CARAIBES Sarl de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission transports le 31 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec l'entreprise TRANSTOUR CARAIBES Sarl, ayant pour objet le dédommagement des prestations supplémentaires réalisées, non prévues marché 141529/4.

ARTICLE 2 : L'entreprise TRANSTOUR CARAIBES Sarl percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de quarante trois mille quatre cent soixante euros toutes taxes comprises (43 460,00 € TTC).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 938 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention transactionnelle, ainsi que tous les actes ou documents nécessaires à cette indemnisation.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-146-2

1

REPUBLIQUE FRANÇAISE



COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

CONVENTION DE TRANSACTION

ENTRE

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE représentée par le Président du conseil exécutif, M. Alfred MARIE-JÉANNE, désignée ci-après par le terme :

« La CTM »

d'une part,

ET

L'entreprise TRANSTOUR CARAIBES Sarl représentée par son Directeur M. habilité à cet effet et désignée ci-après par le terme :

« La société »

d'autre part,

Vu le Code Civil et notamment les articles 1371, 2044 à 2058,

Vu la loi 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des Transports Interurbains (LOTI),

Vu le marché n°141529/4 relatif au service de transport « Vauclin - François / Lycées & LP du Lamentin et de Fort de France »,

Vu le courrier de l'entreprise TRANSTOUR CARAIBES Sarl en date du 22 septembre 2014,

Vu la délibération n° 17-.....en date du de la Collectivité Territoriale de Martinique

IL A ÉTÉ PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La société TRANSTOUR CARAIBES Sarl est titulaire du marché n°141529/4 relatif au service de transport « Vauclin - François / Lycées & LP du Lamentin et de Fort de France ».

Par courrier en date du 22 septembre 2014, la société informait la collectivité :

- du dépassement de son effectif contractuel de 68 élèves, à la rentrée de septembre 2014,
- de la mise en ligne deux véhicules de capacité supérieure à ceux prévus initialement à son marché.

Cette nouvelle organisation a généré pour l'entreprise un surcoût pour l'année scolaire 2014-2015 et la période de septembre 2015 à mai 2017, d'un montant de 43 460 € TTC.

L'instruction de ce dossier a montré :

- que les prestations ont bien été réalisées.

Soucieuses de parvenir à un règlement amiable de cette affaire, les parties se sont rapprochées et ont convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Versement d'un montant total d'indemnité à l'entreprise TRANSTOUR CARAIBES Sarl

La CTM s'engage à verser à la société TRANSTOUR CARAIBES Sarl, qui renonce à tous intérêts, une indemnité correspondant aux prestations effectivement réalisées.

Cette indemnité s'élève à quarante-trois mille quatre cent soixante euros toutes taxes comprises (soit **43 460 € TTC**) et sera versée dans un délai de 30 jours suivant la notification de la présente transaction à la société.

ARTICLE 2 : Condition résolutoire

La présente convention transactionnelle sera résolue de plein droit et considérée comme nulle et non avenue, sans aucune formalité, pour le cas où la CTM ne procéderait pas, dans les délais prévus, au versement de la somme énoncée à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 3 : Effets de la transaction

Cette transaction est soumise aux dispositions des articles 2044 à 2058 du Code civil, avec toutes conséquences de droit.

La Société s'engage donc, contre l'exécution de la présente convention par la CTM, à renoncer à tous autres droits, actions et prétentions et par conséquent, à n'introduire aucune instance ou action ayant pour objet le paiement des prestations réalisées.

3

Fait à Fort-de-France, le
(en 2 exemplaires originaux qui doivent être signés par les 2 parties)

La société TRANSTOUR CARAIBES Sarl
Exécutif

Le Président du Conseil

M. E

M. Alfred MARIE-JEANNE
dûment habilité par délibération n°16-.....du
..... de l'Assemblée de Martinique

Reçu notification, le
Le titulaire



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-146-3-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-146-3

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE AVEC L'ENTREPRISE DE TRANSPORTS SCOLAIRES SERTRANS SARL POUR LA RÉALISATION DE PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES NON PRÉVUES AU MARCHÉ 1411510/0

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code civil ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 24 janvier 2018 ;

Considérant les prestations supplémentaires réalisées par l'entreprise SERTRANS Sarl dans le cadre du transport scolaire assuré au LPO Saint-James de Saint-Pierre ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à l'entreprise SERTRANS Sarl de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission transports le 31 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec l'entreprise SERTRANS Sarl, ayant pour objet le dédommagement des prestations supplémentaires réalisées, non prévues au marché 141510/0.

ARTICLE 2 : L'entreprise SERTRANS Sarl percevra, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de trente trois mille vingt-trois euros toutes taxes comprises (33 023,00 € TTC).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 938 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention transactionnelle, ainsi que tous les actes ou documents nécessaires à cette indemnisation.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-146-3

1

REPUBLIQUE FRANÇAISE



COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

CONVENTION DE TRANSACTION

ENTRE

La COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE représentée par le Président du conseil exécutif,
M. Alfred MARIE-JEANNE, désignée ci-après par le terme :

"La CTM"

d'une part,

ET

L'entreprise SERTRANS Sarl représentée par son Directeur M.
désignée ci-après par le terme :

habilité à cet effet et

"La société"

d'autre part,

Vu le Code Civil et notamment les articles 1371, 2044 à 2058,

Vu la loi 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des Transports Interurbains (LOTI),

Vu le marché n°141510/0 relatif au service de transport "F-de-F - Schoelcher - Case-Pilote - Carbet / SEGPA & LP Saint-Pierre",

Vu la télécopie de l'entreprise SERTRANS Sarl en date du 16 mars 2015,

Vu la délibération n° 17-.....en date du de la Collectivité Territoriale de Martinique

IL A ÉTÉ PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La société SERTRANS Sarl est titulaire du marché n°141510/0 relatif au service de transport "F-de-F - Schoelcher - Case-Pilote - Carbet / SEGPA & LP Saint-Pierre".

Par télécopie en date du 16 mars 2015, la société informait la collectivité :

- de la mise en place d'une rotation supplémentaire le mercredi après-midi afin de s'adapter à une modification des horaires de fonctionnement du LPO Saint-James durant l'année scolaire 2015-2016. Cette prestation supplémentaire a représenté un surcoût pour l'entreprise d'un montant fixé à 10 304 € toutes taxes comprises.
- de l'augmentation du nombre d'élèves transportés par rapport à son effectif contractuel du marché n°141510/0, nécessitant la mise en circulation d'un véhicule supplémentaire d'une capacité de 34 places, pour la période de septembre 2015 au 17 mai 2017, occasionnant un surcoût fixé à 22 719 € toutes taxes comprises.

Cette nouvelle organisation a généré pour l'entreprise un surcoût total d'un montant fixé à 33 023 € toutes taxes comprises.

L'instruction de ce dossier a montré :

- que les prestations ont bien été réalisées.

Soucieuses de parvenir à un règlement amiable de cette affaire, les parties se sont rapprochées et ont convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Versement d'un montant total d'indemnité à l'entreprise SERTRANS Sarl

La CTM s'engage à verser à la société SERTRANS Sarl, qui renonce à tous intérêts, une indemnité correspondant aux prestations effectivement réalisées.

Cette indemnité a été fixée à trente-trois mille vingt-trois euros toutes taxes comprises (soit 33 023 € TTC) et sera versée dans un délai de 30 jours suivant la notification de la présente transaction à la société.

ARTICLE 2 : Condition résolutoire

La présente convention transactionnelle sera résolue de plein droit et considérée comme nulle et non avenue, sans aucune formalité, pour le cas où la CTM ne procéderait pas, dans les délais prévus, au versement de la somme énoncée à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 3 : Effets de la transaction

Cette transaction est soumise aux dispositions des articles 2044 à 2058 du Code civil, avec toutes conséquences de droit.

La Société s'engage donc, contre l'exécution de la présente convention par la CTM, à renoncer à tous autres droits, actions et prétentions et par conséquent, à n'introduire aucune instance ou action ayant pour objet le paiement des prestations réalisées.

Fait à Fort-de-France, le
(en 2 exemplaires originaux qui doivent être signés par les 2 parties)

La société SERTRANS Sarl

Le Président du Conseil Exécutif

M. .

M. Alfred MARIE-JEANNE
dûment habilité par délibération n°16-.....du
..... de l'Assemblée de Martinique

Reçu notification, le
Le titulaire



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 24 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-147-1

PORTANT TRANSACTION ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT POUR LE RÈGLEMENT DU SOLDE DE CONVENTIONS INACTIVES

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code Civil et notamment ses articles 1300 et 2044 à 2052 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-8-1 du 25 février 2016 portant délégation générale de pouvoirs de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 adoptant le budget de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-254-1 du 26 juin 2017 portant passation d'une convention transactionnelle entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Agence de Services et de Paiement pour le règlement du solde de conventions inactives ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Accusé de réception en préfecture
072-200055507-20180605-18-147-1-DE
Date de télétransmission : 24/07/2018
Date de réception préfecture : 24/07/2018

Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 30 Mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-254-1 du 26 juin 2017 portant passation d'une convention transactionnelle entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Agence de Services et de Paiement pour le règlement du solde de conventions inactives est modifiée comme suit :

« Est autorisé le règlement par transaction du solde de trésorerie des conventions inactives entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Agence de Services et de Paiement sur divers dispositifs, et s'élevant à un solde global positif de un million sept cent vingt et un mille six cent cinquante et un euros et soixante et un centimes (1 721 651,61 €) en faveur de la Collectivité. »

ARTICLE 2 : Les autres dispositions de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-254-1 du 26 juin 2017 demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer le protocole de transaction ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





PROTOCOLE DE TRANSACTION

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE, ci-après dénommée la CTM
représentée par son Président,

d'une part,

ET

L'AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT ci-après dénommée l'ASP
représentée par son Président Directeur Général,

d'autre part,

Vu le Code Civil et notamment les articles 2044 et suivants,

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le code rural et notamment ses articles L 313-1 et D 313-13 et suivants relatifs à l'ASP,

VU la délibération n° 18-147-1 du 5 juin 2018 de la plénière de la Collectivité Territoriale de Martinique portant transaction entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Agence de Services et de Paiement, pour le règlement du solde de conventions inactives,

Il est rappelé ce qui suit :

L'ex Conseil Régional a décidé de confier à l'Agence de services et de Paiement (ASP) - ex CNASEA, soit de gré à gré soit au terme d'une procédure d'appel d'offres, la mise en œuvre de plusieurs politiques publiques régionales parmi lesquelles il convient de citer les Contrats Emploi Jeunes, l'indemnité aux employeurs d'apprenti, les Emplois d'Avenir, les TOS et la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle.

En contrepartie, la collectivité régionale mettait à disposition de l'ASP les crédits nécessaires à la mise en œuvre de ces dispositifs.

Bien qu'aujourd'hui inactives, ces conventions n'avaient pas fait l'objet jusqu'alors d'un arrêté des comptes dans une approche globale et partagée entre les parties.

A ce jour, deux titres ont été émis en 2014 par l'ex-Conseil Régional se rapportant aux conventions relatives à la rémunération des stagiaires et à l'indemnité aux employeurs d'apprentis. Ces titres ont été contestés par l'ASP (voir annexe) d'une part quant à leur montant et d'autre part quant au fait qu'ils ne procédaient pas d'une approche globale et ne tenaient pas compte des soldes de trésorerie négatifs pour d'autres dispositifs.

Depuis décembre 2016, animés par une volonté partagée de régulariser cette situation, la CTM et l'ASP ont mené un travail important de réconciliation des données financières.

Le rapprochement a ainsi pu être établi entre les crédits versés par l'ex collectivité régionale et les dépenses réellement réalisées par l'ASP dans le cadre de ces dispositifs, ce qui a permis d'établir une situation précise de trésorerie pour chacune des conventions, telle que précisée dans le tableau en annexe.

Il convient désormais, afin de clôturer définitivement ces conventions, que la CTM procède à l'émission de titres et mandats pour chacune des conventions. Cependant, si la quasi-totalité des supports juridiques ont pu être réunis, l'absence des délibérations et arrêtés pris par l'ex conseil régional dans le cadre de la convention de 2002 relative à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, non retrouvés en raison de leur ancienneté, ne permet pas à la CTM d'émettre le titre correspondant.

Aussi, soucieuses de parvenir à un règlement amiable de cette affaire, les parties se sont rapprochées et sont convenues de transiger, par la signature, d'un protocole de transaction.

Les parties ont ainsi convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : L'instruction du dossier a permis de déterminer :

- que les prestations, selon les indications de l'ex Conseil régional ont bien été réalisées,
- pour chacune des conventions de gestion ou marché, un solde de trésorerie positif ou négatif

conformément au tableau présenté ci-dessous. :

SITUATION DE TRESORERIE au 30/06/2017 CONVENTIONS SIGNEES AVEC LE CONSEIL REGIONAL		SOLDE DE TRESORERIE AU 30/06/2017	RESTE A RECOURER
Conventions inactives	Date signature support juridique		
EMPLOIS JEUNES			
1283 DISPOSITIF EMPLOIS JEUNES	09/08/1998	-41 738,80 €	3 664,20
REMUNERATION DES STAGIAIRES			
235 REMUNERATION DES STAGIAIRES	13/08/2002	-9 005 861,61 €	542,15
3444 CONVENTION RELATIVE A LA REMUNERATION DES STAGIAIRES	22/11/2005	5 957 745,54 €	0,00
4142 REMUNERATION DES STAGIAIRES	26/02/2008	3 431 191,75 €	0,00
6265 REMUNERATION DES STAGIAIRES 2012 - 2014	05/04/2012	936 787,22 €	678,70
TOS			
3653 CONVENTION TOS CR MARTINIQUE	19/06/2006	-96 454,63 €	0,00
APPRENTISSAGE			
4677 GESTION DES AIDES A L'APPRENTISSAGE	14/05/2009	539 982,14 €	2 570,00
TOTAL		1 721 651,61 €	7 455,05 €

La situation de trésorerie s'agissant des différentes conventions inactives concernées par le présent protocole, fait apparaître un solde global positif en faveur de la collectivité de 1 721 651,61 € arrêté au 30 juin 2017, ainsi qu'un reste à recouvrer de 7 455,05 €.

La Collectivité Territoriale de Martinique demande à l'ASP d'abandonner le recouvrement des 7 455,05 euros afin de permettre de clôturer toutes les opérations afférentes aux conventions précitées. Dans l'hypothèse où des recouvrements interviendraient sur les 7 455,05 euros, ils seraient reversés au budget général de l'établissement.

ARTICLE 2 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage, sur présentation du présent protocole à annuler les titres N° 2014-T700800000238 et 2014-700800000239 émis en 2014 par l'ex Conseil Régional dont les montants avaient été contestés par l'ASP. Les deux conventions relatives à ces titres sont reprises dans le tableau figurant à l'article 1 et feront l'objet d'un titre de recette à hauteur du solde de trésorerie de 1 721 651,61 euros arrêtés au 30 juin 2017.

Modalités de règlement :

La CTM émettra un titre de recette (cf article 2) dans un délai maximum de 30 jours suivant la signature de la présente transaction par les deux parties.

Le comptable assignataire de la Collectivité Territoriale de Martinique est Le Payeur Régional - DGFIP – route de Cluny Schoelcher – 97261 Fort de France cedex qui s'acquittera du rapprochement entre les mandats et les titres de recettes émis par la CTM.

ARTICLE 3 : Le payeur territorial s'engage à appeler les fonds à hauteur du solde à reverser soit 1 721 651,61 euros établi au 30/06/2017 tel qu'il ressort à l'article 1. L'ASP s'engage à verser cette somme de 1 721 651,61 € au titre des conventions inactives et à régulariser les situations de trésoreries pour chacun des supports juridiques précisés à l'article 1 dans la présente transaction.

La réalisation de l'ensemble des opérations prévues dans le cadre du présent protocole vaut reddition définitive des comptes au titre des conventions précitées.

ARTICLE 4 : En contrepartie de l'exécution pleine et entière du présent contrat, les différentes parties en cause renoncent à toute action devant les juridictions administratives et judiciaires, relative aux préjudices à l'origine du présent accord.

A, le

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique

Le Président Directeur Général de l'ASP

ANNEXES : COMPTES D'EMPLOI au 30/06/17



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-148-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-148-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COÛTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 05 janvier 2016, donnant délégation générale de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif de Martinique, aux fins de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la collectivité territoriale de Martinique ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte du compte-rendu de l'exercice de la délégation de Monsieur le Président du Conseil Exécutif en matière de marchés publics et d'accords-cadres portant sur la période du 06 Mars au 05 Avril 2018.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-149-1-DE
Date de télétransmission : 29/06/2018
Date de réception préfecture : 29/06/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 29 JUIN 2018

DÉLIBÉRATION N°18-149-1

PORTANT CONVENTION FINANCIÈRE ENTRE L'ÉTAT ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE RELATIVE À L'AMORÇAGE DU « PLAN D'INVESTISSEMENT DANS LES COMPÉTENCES » EN 2018

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis par la commission formation professionnelle et apprentissage le 31 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la mise en oeuvre par la Collectivité Territoriale de Martinique, du Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) qui s'inscrit dans le cadre du Grand Plan d'Investissement 2018-2022 initié par le Gouvernement.

ARTICLE 2 : Une enveloppe de sept millions quatre cent seize mille euros (7 416 000 €) est réservée pour commander les formations liées au Plan d'Investissement dans les compétences (PIC).

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à réaliser au titre du PIC, pendant l'année 2018, 1 892 entrées en formation réparties comme suit :

- 1 292 entrées en formation (chiffre socle) dont 603 pour les personnes peu ou pas qualifiées, ou pour des formations de remise à niveau, de maîtrise des savoirs de base, de remobilisation ou d'aide à l'élaboration de projet.
- 600 entrées en formation supplémentaires.

L'État participe à hauteur de 4 500 € par entrée en formation supplémentaire, soit une recette attendue pour la Collectivité Territoriale de Martinique de deux millions sept cent mille euros (2 700 000 €).

ARTICLE 4 : Les montants correspondants aux dépenses et aux recettes sont imputés au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération, notamment la convention y afférente.

ARTICLE 6 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

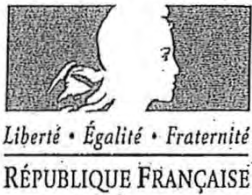
Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 18-149-1



**CONVENTION FINANCIÈRE
2018**

Amorçage du plan d'investissement dans les compétences

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

ENTRE

L'État représenté par Franck ROBINE, Préfet de la Martinique,

Ci-après désigné « l'État »,

ET

La Collectivité Territoriale de Martinique, domiciliée en l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, ci-après dénommée « la Collectivité »

Représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif, dûment habilité par la délibération de l'Assemblée de Martinique en date du

- Vu la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances modifiée,
- Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,
- Vu la loi n°2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi,
- Vu la loi n°2008-758 du 1^{er} août 2008 relative aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi,
- Vu la loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale,
- Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- Vu la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique,
- Vu le décret 2005-1429 du 18 novembre 2005 modifié relatif aux missions, à l'organisation et aux emplois de direction des services de contrôle budgétaire et comptable ministériel,
- Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 105,
- Vu le décret n°2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique,
- Vu l'arrêté du 26 décembre 2013 relatif au cadre de la gestion budgétaire et au contrôle budgétaire des ministères des affaires sociales et de la santé, du travail et de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative pris en application de l'article 105 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Vu la Délibération n°12-2023-1 du 18 décembre 2012 portant validation du rapport final du CPRDFP de la Région Martinique et de ses schémas
- Vu le Contrat de plan régional de développement de la formation professionnelle (CPRDFP) adopté par le Conseil Régional le 15 Avril 2013
- Vu la Délibération n°18-..... des 3 et 4 avril 2018 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2018 ;
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° en date du autorisant le Président du Conseil Exécutif à signer la convention entre l'Etat et la Collectivité Territoriale de Martinique relative à la mise en œuvre du Plan d'Investissement dans les Compétences,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Préambule

Présenté le 25 septembre 2017 par le Premier ministre, le Grand plan d'investissement vise l'accélération de la transformation numérique et écologique de la France. Il énonce l'objectif de construire une société des compétences et propose un Plan d'investissement dans les Compétences (PIC), en vue de former et d'accompagner un million de demandeurs d'emploi et un million de jeunes peu qualifiés et éloignés du marché du travail.

Cet effort sans précédent sera déployé en cinq années. Il permettra de financer des parcours de formation destinés à ces publics peu qualifiés (avec un objectif de meilleure fluidité du parcours et de simplification des procédures) et d'engager une profonde transformation des compétences au service de la compétitivité et de l'emploi, à travers notamment la promotion de l'innovation et de l'intégration des technologies digitales dans l'acquisition de compétences

Il a vocation à être piloté au plus près des besoins des entreprises et des territoires, et à promouvoir les expérimentations, leur évaluation et leur capitalisation et à être évalué afin de mesurer l'efficacité et l'efficience des investissements réalisés.

La présente convention amorce son engagement. Elle a pour objet la réalisation en 2018 d'entrées en formation supplémentaires au bénéfice des personnes peu ou pas qualifiées et/ou visant la maîtrise des savoirs de base, avec le concours financier de l'État, sous l'autorité de la Région ou de la Collectivité Territoriale et en articulation avec la stratégie quadripartite arrêtée sur le territoire.

À ces fins, les parties s'accordent sur trois axes :

- Maintenir un investissement important permettant l'accès à la qualification des personnes en recherche d'emploi pour sécuriser leur parcours et augmenter le capital humain de la région.
- Répondre aux besoins des entreprises de notre territoire en mobilisant tous les acteurs dans la détection des emplois disponibles et en accompagnant les entreprises dans l'expression des compétences attendues ;
- Agir ensemble pour déployer des parcours qualifiants pour les personnes en recherche d'emploi sans qualification, quels que soient leurs difficultés ou les freins à la formation ;

Par ailleurs, il est proposé, notamment pour les achats collectifs de formation, de maintenir les équilibres territoriaux et de garantir une équité d'accès à la formation pour tous les publics, et notamment pour les jeunes, particulièrement ciblés par le plan d'investissement dans les compétences.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir le cadre contractuel et les modalités financières entre l'État et la Collectivité Territoriale de Martinique pour la réalisation en 2018 d'entrées en formation supplémentaires au bénéfice des personnes peu ou pas qualifiées et/ou visant la maîtrise des savoirs de base.

L'Etat, la Collectivité Territoriale de Martinique et Pôle-Emploi s'attachent en 2018 à augmenter de **1.673** le nombre de formations accessibles aux personnes en recherche d'emploi peu ou pas qualifiées, ou bénéficiaires de formations de remise à niveau, de maîtrise des savoirs de base, de remobilisation ou d'aide à l'élaboration de projet. Les personnes peu ou pas qualifiées désignées dans la présente convention s'entendent comme de niveau de formation V, Vbis ou VI ou IV sans diplôme.

Article 2 : Engagements des parties

a) Au titre de l'année 2018, la Collectivité s'engage :

- à maintenir son effort propre de **1.292** entrées en formation à destination des personnes en recherche d'emploi en référence à son niveau d'engagement de 2015, pour un montant estimé de **4.716.000 €** euros ;
- au sein de ces **1.292** entrées en formation, à assurer une part de 46,7% d'entrées pour les personnes peu ou pas qualifiées, ou pour des formations de remise à niveau, de maîtrise des savoirs de base, de remobilisation ou d'aide à l'élaboration de projet, soit **603** entrées en formation ;
- à organiser la réalisation, pendant l'année 2018, de **600 entrées en formation supplémentaires** sur la commande de la Collectivité pour les personnes peu ou pas qualifiées, ou pour des formations de remise à niveau, de maîtrise des savoirs de base, de remobilisation ou d'aide à l'élaboration de projet. Ces 600 entrées sont évaluées au coût unitaire moyen plafond de **4.500** euros ;

Soit un total de **1.892** entrées en formation pour la Collectivité.

b) L'engagement de l'Etat est le suivant :

La réalisation des entrées supplémentaires sur la commande de la Collectivité donne lieu à compensation financière par l'Etat, sur la base d'un coût unitaire de **4.500** euros. L'effort financier de l'Etat permet de porter les financements de la commande de la Collectivité au titre de l'année 2018 à **7.416.000** euros.

Le tableau ci-dessous synthétise les engagements sur la commande de la Collectivité (estimations) :

Financier	Nombre d'entrées en formation en 2018		Montant prévisionnel en €		% financeur	Coût moyen cible en €
	Nombre total d'entrées en formation	% financeur				
Collectivité	1.292	68,29	4.716.000	4.716.000	63,60	3.650,15
dont FSE (si existe)			0			
État	600	31,71	600*4.500 = 2.700.000		36,40	4.500,00
Total	1.892	100%	7.416.000		100%	3.919,66

A titre d'information :

Pôle Emploi, pour sa part s'engage à réaliser **1.073** entrées sur la commande propre de Pôle emploi. Cet engagement fait l'objet d'une convention entre l'Etat et Pôle Emploi Martinique.

Article 3 : Modalités de versement à la Collectivité de la contribution de l'Etat

La contribution financière de l'Etat est imputée sur le programme 0103 « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi », code d'activité 010300000621 du budget du ministère chargé de l'Emploi.

Les sommes sont versées à la Collectivité selon les modalités et conditions précisées ci-après.

Les sommes seront versées au compte ouvert :

NOM du bénéficiaire : PAIERIE DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE LA MARTINIQUE
SIRET du bénéficiaire : 200 055 507 00012
Domiciliation agence : BDF PARIS BANQUE CENTRALE
IBAN : FR16 3000 1000 643J 1300 0000 025
Code établissement : 30001
Code guichet : 00064
N° de compte : 3J1300000000
Clé RIB : 25

L'ordonnateur de la dépense est le Préfet de la Martinique.

Le comptable assignataire de la dépense est le Directeur Régional des Finances Publiques de la Martinique.

Les « entrées supplémentaires » au sens de la présente convention se mesurent de la manière suivante :

- Si le nombre d'entrées en formation réalisées entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2018 sur la commande de la Région est supérieur à **1.292**

- Alors les « entrées supplémentaires » sont la différence entre,
 - o d'une part les entrées en formation pour les personnes peu ou pas qualifiées, ou pour des formations de remise à niveau, de maîtrise des savoirs de base, de remobilisation ou d'aide à l'élaboration de projet pour les autres personnes,
 - o d'autre part, les 603 entrées en formation (pour les personnes peu ou pas qualifiées, ou pour des formations de remise à niveau, de maîtrise des savoirs de base, de remobilisation ou d'aide à l'élaboration de projet) incluses dans les 1.292 entrées en formation à destination des personnes en recherche d'emploi en référence au niveau d'engagement de la Collectivité en 2015.

3.1. Premier versement à la Collectivité

La Collectivité adresse au Préfet l'extrait de son budget primitif 2018, ou une décision modificative, attestant de l'inscription de dépenses correspondant au montant engagé total figurant au tableau de l'article 2 soit 7.416.000 euros.

Sous cette condition, l'État procède à un premier versement à la Collectivité de 30 % de sa participation financière mentionnée à l'article 2 (2.700.000 euros), soit 810.000 euros.

3.2. Deuxième versement à la Collectivité

S'il y a lieu, un deuxième versement de l'État est réalisé au vu du nombre « d'entrées supplémentaires » telles qu'elles sont définies à l'article 3, mesuré par la base BREST de la DARES millésimée au 31 août 2018. La Collectivité reçoit, avant le 15 novembre 2018, le deuxième versement de l'État, calculé comme suit :

$$2^{\text{ème}} \text{ versement} = (\text{Nombre « d'entrées supplémentaires »} \times 4.500) - 810\,000 \text{ euros}$$

Le montant global au titre des premier et deuxième versements ne peut dépasser 50% du coût total, soit 1.350.000 euros.

3.3. Solde de la convention

Au plus tard le 30 septembre 2019, les signataires réalisent un bilan global du plan. Les éléments relatifs aux entrées 2018 seront analysés au regard de la base BREST de la DARES millésimée au 30 juin 2019.

La Collectivité fournit une synthèse des dépenses qu'elle aura engagées au titre des entrées en formation des personnes en recherche d'emploi entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2018. Ces dépenses sont ventilées par poste en distinguant notamment coûts pédagogiques et rémunération des stagiaires.

Le solde de paiement par l'État est constitué de la différence entre le montant du financement définitif et les sommes déjà versées au titre des articles 3.1 et 3.2. Il sera versé au plus tard le 30 octobre 2019. Toute sous-réalisation constatée au regard de la base BREST de la DARES millésimée au 30 juin 2019, impliquant une participation de l'État inférieure aux sommes déjà versées au titre des articles 3.1 et 3.2, fera l'objet d'un titre de perception.

Le montant du financement définitif au titre de la présente convention correspond au produit du nombre d'« entrées supplémentaires » mesurées par la base BREST de la DARES millésimée au 30 juin 2019 relevant du financement État (dans la limite de 600) et du coût unitaire réel (dans la limite de 4.500 euros).

Le coût unitaire réel résulte du rapport entre le montant estimatif des paiements et le nombre d'entrées en formation des personnes en recherche d'emploi entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2018.

Le montant estimatif des paiements s'établit en appliquant au montant total des engagements notifiés au titre du Programme Régional de Formation (PRF), un taux d'attrition :

- le montant total des engagements notifiés entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2018, est établi par un état récapitulatif validé par la Collectivité et transmis à l'État. Cet état récapitulatif permet de distinguer par dispositif, le montant notifié ventilé entre coûts de fonctionnement et rémunération des stagiaires, et le volume d'entrées en formation. À cet effet, la Collectivité garde notamment à disposition de l'État, l'ensemble des justificatifs permettant de reconstituer les éléments déclarés dans l'état récapitulatif.
- le taux d'attrition correspond au quotient constaté entre les paiements et les engagements, tel que produit par la Collectivité sur une année budgétaire de référence (par exemple le dernier exercice clos).

Au terme de ce processus la convention est réputée soldée.

Article 4 : Durée de la convention et entrée en vigueur

La présente convention entre en vigueur à compter de la date de signature et prend fin au 30 octobre 2019.

Articles 5 : Clause de résiliation et de révision et règlement des litiges

Toute modification de la convention fera l'objet d'un avenant conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente.

La présente convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties signataires après un préavis de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception.
En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Fort-de-France.

Fait à Fort-de-France, le
En 4 exemplaires

Le Préfet de la Martinique

Le Président du Conseil Exécutif



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-150-1-DE
Date de télétransmission : 29/06/2018
Date de réception préfecture : 29/06/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE AFFICHAGE LE : **29 JUIN 2018**

DÉLIBÉRATION N°18-150-1

**PORTANT PARTENARIAT ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
ET LE FONDS PARITAIRE DE SÉCURISATION DES PARCOURS PROFESSIONNELS (FPSP)
CONVENTION 2018**

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu l'avis favorable du COPAREF en date du 27 mars 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission formation professionnelle et apprentissage le 31 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Un avis favorable est émis pour la poursuite de la mise en oeuvre du partenariat entre la Collectivité Territoriale de Martinique et le Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels en 2018. Ce partenariat permet le cofinancement des formations éligibles au Compte Personnel de Formation pour les demandeurs d'emploi.

ARTICLE 2 : Le montant relatif à la participation financière du FPSPP dans le cadre de la convention 2018 s'élève à trois cent cinquante-sept mille cinq cent quatre euros (357 504 €) au titre des formations se déroulant sur la période s'étendant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018.

ARTICLE 3 : Les dépenses et les recettes correspondantes sont imputées au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération, notamment la convention y afférente.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018. /

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N° 18-150-1



ANNEE 2018

CONVENTION ENTRE LE FPSPP ET LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
POUR LE PAIEMENT DES HEURES DE COMPTE PERSONNEL DE FORMATION MOBILISEES PAR
UN DEMANDEUR D'EMPLOI

Entre

Le FPSPP - Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels,

Association Loi 1901 sise 11, rue Scribe - 75009 PARIS, immatriculé sous le SIRET n° 480 468 107 000
28 - Code NAF : 9499Z, représentée par
en leur qualité de Président et Vice-Président dûment habilités aux fins de signature du présent contrat,

D'une part,

Et

La Collectivité Territoriale de Martinique

Représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif,
Ci-après dénommée, « La CTM »

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Vu la loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à l'orientation et à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, précisément les dispositions relatives aux articles L.6323-21 à L.6323-23 ; L.6332-21, 1^{er} alinéa et L.6332-21, 9^{ème} et 10^{ème} alinéa du code du travail ;

Vu le décret n°2014-967 du 22 août 2014 relatif au Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels, précisément les dispositions de l'article R.6332-106 du code du travail ;

Vu le décret n°2014-1120 du 2 octobre 2014 relatif aux modalités d'alimentation et de mobilisation du compte personnel de formation, précisément les dispositions relatives à l'article R.6323-6 du code du travail ;

Vu l'accord du 7 janvier 2015 entre les organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel portant sur l'affectation des ressources du Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels, conclu en application de l'article L.6332-21 ;

Vu la Convention-cadre du 26 février 2015 entre le Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels et l'Etat conclue pour les années 2015-2017 en application de l'article L.6332-21 du code du travail ;

Vu l'avenant n°6 à la Convention-cadre entre le Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels et l'Etat (2015-2017), relatif à la prolongation et à la mise en œuvre de la Convention-cadre pour 2018 ;

Vu l'annexe financière pour 2018 à la Convention-cadre entre le FPSPP et l'Etat 2015-2017.

Vu l'avisdu CÔPAREF en date du.....

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique en date du



Article 1 : Objet

La présente convention s'inscrit dans un objectif de co-financement et soutient la volonté des parties d'accroître les efforts de formation mobilisés au profit des demandeurs d'emploi.

Elle a pour objet de définir, pour l'exercice 2018, les modalités de mise en œuvre de cet engagement à travers le financement par la CTM de formations éligibles au CPF.

La convention est soumise à l'avis du COPAREF de la Martinique.

Article 2 : Publics et formations éligibles : Sont éligibles au compte personnel de formation pour les demandeurs d'emploi :

- les formations mentionnées aux I et III de l'article L. 6323-6. La CTM s'engage à respecter les modalités de mise en œuvre du socle des compétences définies par les partenaires sociaux. Les évaluations préalables et finales réalisées dans le cadre du dispositif CléA sont éligibles à la présente convention.
- les formations financées par la CTM dans le cadre de son programme régional de formation ou le cas échéant dans le cadre d'aides individuelles qu'elle décide de mobiliser, mentionnées au II de l'article L.6323-6 qui figurent sur au moins une des listes suivantes :
 - 1° La liste arrêtée par le Comité paritaire interprofessionnel national pour l'emploi et la formation mentionnée au 2° du I de l'article L. 6323-16, et dans le respect des modalités définies par ce dernier sur la délivrance de certifications.
 - 2° La liste élaborée par le comité paritaire interprofessionnel régional pour l'emploi et la formation de la Martinique, après diagnostic et concertation au sein du bureau du comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles et consultation des commissions paritaires régionales de branche, lorsqu'elles existent.

Article 3 : Conditions d'intervention financière du FPSPP

Le FPSPP prend en charge les frais pédagogiques et les frais annexes afférents à la formation des personnes en situation de demande d'emploi qui mobilisent leur compte personnel de formation par des versements effectués selon les modalités prévues à l'article 5.

Cette prise en charge est effectuée sur la base d'un forfait de 9 €/h dans la limite du nombre d'heures inscrites sur le compte du demandeur d'emploi et/ou dans la limite du montant total programmé au 5.1.

Le FPSPP assurera également le refinancement des heures mobilisées par des demandeurs d'emploi dans le cadre des dispositions suivantes :

- l'Accord national interprofessionnel du 23 octobre 2017 portant sur l'abondement complémentaire au compte personnel de formation prévu par l'article 2, § 3 de la convention du 14 avril 2017 relative à l'assurance chômage, selon les dispositions décrites ci-dessus ;
- Décret n° 2017-1880 du 29 décembre 2017 relatif à l'abondement du compte personnel de formation des salariés licenciés suite au refus d'une modification du contrat de travail résultant de la négociation d'un accord d'entreprise ;
- les évaluations préalables et finales réalisées dans le cadre du dispositif CléA. Ces évaluations seront refinancées à hauteur du montant réel facturé par l'organisme, dans la limite du montant maximum défini par délibération du Conseil d'Administration du COPANEF (500€ pour l'évaluation préalable et de 250€ pour l'évaluation finale en janvier 2018). Les financeurs seront notifiés par courrier le cas échéant de la modification de ces plafonds.

Article 4 : Modalités de pilotage et de suivi

1. Instance régionale.

La CTM et le COPAREF mettent en place une instance régionale de suivi du dispositif qui se réunit de manière régulière et associe en tant que de besoin l'Etat et les opérateurs du CEP : Pôle Emploi, les Missions locales, les OPACIF, l'APEC, et Cap Emploi, voire les opérateurs régionaux désignés.



Le FPSPP y est invité et y participe selon les nécessités et l'ordre du jour. Ses travaux et délibérations sont communiqués au FPSPP et à Régions de France pour le suivi national prévu ci-après :

La CTM transmet avant chaque réunion de l'instance régionale et du comité de suivi national des éléments de suivi financier et qualitatif définis conjointement avec le COPAREF :

2. Comité de suivi national

Le FPSPP assurera avec la DGEFP et Régions de France un suivi qualitatif, quantitatif et financier des conventions bilatérales FPSPP/Région co-contractante.

A cette occasion, le comité de suivi national peut décider de la nécessité de conclure un avenant de modification à la présente convention. Cet avenant est soumis, avant décision, à l'avis du COPAREF.

3. SI CPF

La CTM s'engage à s'assurer de la mise à jour des comptes des bénéficiaires au sein du SI CPF (création, validation et clôture des dossiers de formation). Le SI CPF, porté par la Caisse des dépôts et consignations, permettra ainsi d'assurer le suivi et le contrôle de la mise en œuvre du CPF.

Chaque opérateur CEP qui assurera la prescription sur les formations financées par la CTM, aura en charge de saisir les dossiers dans le SI CPF jusqu'à leur validation dans le SI.

En ce qui concerne les demandeurs d'emplois inscrits ou non-inscrits qui passent par un autre opérateur du CEP ou qui s'adressent directement aux organismes de formation, la CTM définit les modalités de recueil du consentement à mobiliser le compte d'heures acquises en amont de l'entrée en formation, ainsi que les modalités de remontée des informations dans le SI CPF.

La validation du service fait reste de la responsabilité de la CTM en tant que financeur, pour les formations débutées en 2018 ainsi que les années précédentes.

Afin de suivre le niveau de validation et de clôture dans le SI CPF, la CTM se base sur les extractions transmises mensuellement par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'objectif est de :

- permettre la mise en œuvre du CPF selon le processus prévu, c'est-à-dire en effectuant l'information sur le CPF et le recueil du consentement en amont de l'entrée en formation ;
- fluidifier la saisie des formations dans le SICPF, afin de favoriser autant que possible une saisie et une clôture au fil de l'eau dans le SICPF, grâce au recueil des informations nécessaires à la saisie aux différentes étapes de mise en œuvre des formations éligibles.

Article 5 : Modalités de programmation, de paiement et de contrôle

En vue d'assurer le suivi et la traçabilité des actions refinancées, et conformément aux dispositions de l'article 3.5.1 de la Convention-cadre entre le FPSPP et l'Etat, la détermination du cadre contractuel et des outils de suivi (notamment via le SI CPF) et de contrôle permettront de fiabiliser la mise en œuvre et le paiement de celles-ci.

5.1 Programmation des crédits :

a) Montant programmé :

La dotation du FPSPP attribuée à la CTM et dédiée au financement des heures acquises (ou attribuées par abondement spécifique) et mobilisées au titre du CPF par les personnes en situation de demande d'emploi s'élève, au titre de l'année 2018, à 357.504 € (TROIS CENT CINQUANTE SEPT MILLE CINQ CENT QUATRE EUROS).

La période d'éligibilité des entrées en formation au titre de la présente convention s'étend du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018.



b) Suivi de programmation :

Le suivi de la convention sera assuré en plusieurs étapes :

- ↳ 1^{er} point de situation fin mai 2018 ;
- ↳ 2nd point de situation fin septembre 2018.
- ↳ Un dernier point de situation fin janvier 2019 permettant d'estimer l'ensemble des entrées en formation réalisées éligibles à cette convention.

L'annexe 1.3 devra être actualisée et transmise au FPSPP préalablement à ces trois échéances.

5.2 Paiement de l'avance

La CTM bénéficiera d'une avance de 30% du montant conventionné (soit 107.251,20 €) suite à la signature de la présente convention.

La CTM pourra bénéficier, sur décision du FPSPP, d'une avance complémentaire de 30% du montant conventionné (soit 107.251,20 €) suite à la transmission de l'annexe attendue fin septembre 2018 si le montant déclaré le justifie.

5.3 Paiement du solde annuel

Le solde de la convention est conditionné à la production par la CTM au 30 juin 2019 :

- ✓ D'une **demande de Solde** ;
- ✓ et d'un **bilan quantitatif, qualitatif et financier** [Annexe 3.1 et Annexe 3.2]. Ce bilan récapitulera les heures de formation éligibles au CPF réalisées par des demandeurs d'emploi au titre des entrées en formation 2018.

⇒ Contrôle d'éligibilité et de réalité :

Le FPSPP procédera à un contrôle, dit de service fait sur la base d'un échantillon statistique de bénéficiaires, des heures demandées en remboursement par la CTM au titre du CPF.

La méthodologie d'échantillonnage est communiquée en annexe.

La CTM s'engage à fournir toutes les données détaillées demandées par le FPSPP aux fins de s'assurer de la bonne exécution des opérations et des dispositions de la convention. Des pièces probantes devront attester de la présence des demandeurs d'emploi en formation pour le nombre d'heures dont la prise en charge est demandée au FPSPP, ainsi que de l'acquisition des heures DIF mobilisées.

Article 6 : Publicité

La CTM s'engage à informer les demandeurs d'emploi de la participation du FPSPP au financement de leur formation dès lors que le compte personnel formation du bénéficiaire est mobilisé.

Par ailleurs, la CTM doit s'assurer que l'offre de formation est publique et accessible à l'ensemble des demandeurs d'emploi.

Article 7: Responsabilités des parties

La CTM est responsable du respect de toutes les obligations légales et réglementaires qui lui incombent. Elle est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution des opérations.

Le FPSPP ne peut en aucun cas, ni à quelque titre que ce soit, être tenu pour responsable en cas de réclamation dans le cadre de la convention concernant tout dommage causé lors de l'exécution des opérations.

En conséquence, aucune demande d'indemnité ou de remboursement accompagnant une telle réclamation ne sera admise par le FPSPP.

Article 8 : Obligations de confidentialité

Le FPSPP et la CTM s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.



Article 9 : Durée

La présente convention prend juridiquement effet à compter du 1^{er} janvier 2018. Elle est conclue pour une durée d'un an. Elle peut faire l'objet d'un avenant de modification.

Article 10 : Pièces contractuelles annexées

Les pièces contractuelles annexées à la présente convention sont énumérées en fin de document.

Fait à Paris, le
En 2 exemplaires

**Pour le Fonds Paritaire de Sécurisation
des Parcours Professionnels (FPSPP)**

Pour la Collectivité Territoriale de Martinique

Le Président

Le Vice-Président du FPSPP



ANNEXES

- ◇ Annexe 1.3 - Tableau de suivi périodique.pdf ;
- ◇ Annexe 3.1 - Bilan d'activité qualitatif et quantitatif.pdf ;
- ◇ Annexe 3.2 - Bilan annuel.pdf ;
- ◇ Annexe 4 - Procédure échantillon CSF.pdf.



Annexe 1.3

Tableau de suivi périodique				
Entrées en formation à la date de l'enquête				
Nombre de demandeurs d'emploi	Nombre total d'heures	Nombre d'heures CPF	Montant total (coûts pédagogiques)	Montant total CPF
Pour l'enquête attendue en septembre : projection d'engagements au 31/12/2018				
Nombre de demandeurs d'emploi	Nombre total d'heures	Nombre d'heures CPF	Montant total (coûts pédagogiques)	Montant total CPF au 31/12/2018
L'objectif de cette enquête est de faire le point sur les entrées en formation, réalisées ou prévisionnelles.				



Annexe 3.1

BILAN D'ACTIVITES 2018

Convention FPSPP / Collectivité Territoriale de Martinique – CPF Demandeurs d'emploi

Les points évoqués dans ce document ne sont pas exhaustifs et peuvent être complétés par les éléments que vous jugerez pertinents.

1. Contexte régional

-Présentation du contexte régional en matière d'emploi et de formation : taux de chômage et d'accès à la formation, structuration et calendrier du PRF, budget global et part des actions du PRF éligibles au CPF, nombre de parcours de formation financés ...

2. Analyse de la mise en œuvre de la convention

a) Partenariat

- Quels sont les partenaires, leurs modalités d'intervention, les outils de coordination...
- Quelles sont les modalités utilisées pour remonter les informations relatives aux formations CPF dans le SI de la caisse des dépôts (validation et clôture) ?
- Préciser les dates et les principaux points abordés lors des Comités de pilotage régionaux organisés depuis le début de la mise en œuvre de cette convention.
 - De manière générale, la répartition des rôles entre les partenaires permet-elle une mise en œuvre efficace du dispositif ? Quels sont les axes d'amélioration ?

b) Communication sur le dispositif

- Quelles actions de communication ont été menées ?
- A destination de quels acteurs (organismes de formation, réseau de prescripteurs, grand public, partenaires ...) ?
- Selon quelles modalités, et pour quels résultats ?

c) Difficultés et opportunités rencontrées

- Quels sont les forces et faiblesses du projet, les freins et les opportunités perçus dans sa mise en œuvre ? Quels sont les axes d'amélioration ?

3. Analyse quantitative

• Les formations (sous forme de graphique, à commenter si nécessaire, pertinent)

- Types de formations (liste COPANEF ou COPAREF / CléA et VAE)
- Répartition des diplômes, titres et certificats
- Répartition par types d'actions (formations certifiantes, inscrites à l'inventaire, de VAE ou du socle de compétences)

• Les participants (sous forme de graphique, à commenter si nécessaire, pertinent)

- Répartition femmes/hommes
- Répartition par tranches d'âges
- Répartition par niveau de qualification



Données du titulaire										Données du dossier										Données à la réservation des heures (engagement)				Données à la clôture du dossier (réalisation)								
NI R du D. E.	Identifiant PE	Identifiant Régional (le cas échéant)	Nom patronymique	Nom usuel	Prénom	Date de naissance	Statut du titulaire	Département de résidence du DE	Diplôme le plus élevé obtenu	Situation à l'issue de la formation	N° de dossier CPF	Titre du dossier CPF	Code d'éligibilité CPF	Libellé de la formation	Dispositif régional de formation	N° inscrit	Date de début de formation	Date de fin de formation	SIRET de l'OF	Raison sociale de l'OF	Pour les évaluations CEA : Type d'évaluation (préalable ou finale)	Nombre d'heures totales de la formation	Coût pédagogique total	Nombre d'heures DIF mobilisées à la validation	Nombre d'heures CPF mobilisées à la validation	Nombre d'heures autres abondement le cas échéant	Nombre d'heures totales de la formation	Coût pédagogique total	Nombre d'heures DIF	Nombre d'heures CPF	Nombre d'heures autres abondement le cas échéant	Montant demandé au FPSP P (nb d'heures DIF + CPF x 9€)

Données optionnelles ayant pour
objectif de faciliter le contrôle et le
rapprochement de données.



Procédure du FPSPP **relative aux Contrôles de Service Fait**

I. Objectifs des Contrôles de Service Fait.

Le contrôle de service fait est la vérification administrative, physique et comptable d'un bilan d'exécution produit par un bénéficiaire au titre d'une opération cofinancée.

Il s'agit de :

- ✓ Vérifier l'éligibilité des dépenses déclarées par l'organisme bénéficiaire, au regard de l'appel à projet et de l'acte attributif signé entre le Commanditaire et l'organisme bénéficiaire;
- ✓ Vérifier la conformité des réalisations qualitatives, quantitatives et financières avec l'opération telles que décrites dans l'acte attributif, signées entre le FPSPP Commanditaire et l'organisme bénéficiaire;
- ✓ Vérifier le caractère réel des dépenses, déclarées par l'organisme bénéficiaire, sur la base du bilan d'exécution, d'un tableau récapitulatif des dépenses (outils de suivi par opération) et de pièces justificatives comptables et non comptables. Cette vérification portera sur les dépenses réelles ;
- ✓ Déterminer sur ces bases le montant des dépenses totales éligibles et de la participation du FPSPP due à l'organisme bénéficiaire, dans le respect des dispositions de l'acte attributif.

II. Population à contrôler

Définir la composition de la population, c'est-à-dire des dépenses déclarées par le bénéficiaire pour une année donnée. Une analyse de la nature des dépenses doit être faite afin de déterminer leur niveau d'homogénéité ou d'hétérogénéité (par nature de dépenses, par périmètre temporel, par unité...). Cette analyse permettra de déterminer des groupes de dépenses homogènes et de définir les modalités de contrôle (exhaustif ou par échantillonnage).

Les dépenses pédagogiques sont par nature homogènes. Elles peuvent être considérées comme un sous-groupe de la population et constituer la population (univers) de base pour l'élaboration d'un échantillon.

III. Modalités de Contrôles

Toutes les opérations portées par des organismes tiers feront l'objet d'un contrôle de service par le service projets ou avec l'appui d'un Prestataire externe. Les dépenses déclarées par le bénéficiaire sont contrôlées sur la base de l'intégralité des pièces justificatives comptables et non comptables listées dans le bilan d'exécution constituant la population à contrôler. Toutefois, après analyse de la population, lorsque le contrôle exhaustif des pièces justificatives comptables et non comptables de l'ensemble de la population est susceptible d'engendrer un investissement en moyens et en temps disproportionné par rapport à l'objectif recherché, le gestionnaire a la possibilité de contrôler les pièces justificatives mises à disposition par le bénéficiaire en procédant par échantillonnage selon les modalités ci-après décrites.



1. Contrôles exhaustifs des pièces justificatives comptables et non comptables.

1.1 Dépenses liées à la mise en œuvre de l'opération et dépenses pédagogiques.

Le contrôle de l'intégralité des pièces justificatives relatives aux dépenses déclarées par le bénéficiaire dans le bilan doit être privilégié. Toutefois, après analyse de l'ensemble des postes de dépenses déclarées, des sous-groupes peuvent être identifiés. Ces sous-groupes peuvent, en fonction de leur degré d'homogénéité, de l'investissement en moyens et en temps et de l'objectif recherché, donner lieu à un traitement différencié : contrôle exhaustif ou par échantillonnage.

1.2 Traitement des erreurs.

Tout écart (erreur) identifié à l'occasion de la vérification des pièces justificatives comptables et non comptables devra être corrigé. En conséquence, les dépenses déclarées par le bénéficiaire dans le bilan d'exécution et les montants dus au titre de la tranche annuelle contrôlée ou au titre du solde de l'opération devront être minorées, après la période contradictoire, des erreurs constatées.

2. Contrôles non-exhaustifs (par échantillonnage) des pièces justificatives comptables et non comptables avec extrapolation.

2.1 Les objectifs de l'échantillonnage

L'objectif des Contrôles de Service Fait est de déterminer le niveau d'erreur dans les dépenses déclarées par le bénéficiaire pour une année donnée. Un échantillonnage peut être effectué s'il n'est pas possible de réaliser un contrôle exhaustif en raison du nombre très élevé de pièces justificatives mises à disposition par le bénéficiaire. Le contrôleur doit donc systématiquement s'interroger sur la possibilité de réaliser un contrôle exhaustif en tenant compte des moyens disponibles mais aussi d'autres contraintes opérationnelles comme le temps disponible. Le recours à l'échantillonnage est donc souvent un compromis entre le degré de précision à atteindre, les ressources et le temps disponibles.

2.2 Dépenses pédagogiques.

2.2.1 Analyse de la population.

Les dépenses pédagogiques sont par nature homogènes. Elles constituent des unités physiques et financières, des modalités de justification des dépenses et des modalités de calcul des coûts différentes identiques par action de formation.

L'ensemble des dépenses pédagogiques peut donc être considéré comme une population homogène. En fonction de la présentation des dépenses pédagogiques dans le bilan (par action de formation, par participant, par facture...), des unités de contrôle différentes, par bilan, peuvent être identifiées. A titre d'exemple, lorsque le bénéficiaire présente, dans son bilan, les dépenses pédagogiques par action de formation, l'unité de contrôle est le montant déclaré en euros pour chaque action de formation prise en compte dans le bilan. Le contrôle devra donc porter sur l'ensemble des pièces justificatives comptables et non comptables prises en compte dans le bilan permettant de justifier les unités de contrôle sélectionnées. Dans notre cas, l'ensemble des pièces justificatives comptables et non comptables permettant de justifier le coût des actions de formation sélectionnées.

2.2.2 Méthode d'échantillonnage.

La méthodologie d'échantillonnage à appliquer aux dépenses pédagogiques sera fonction du nombre d'unités de contrôle prises en compte dans le bilan.



2.2.2.1 de 0 à 799 unités de contrôle : échantillonnage « probabiliste simple » (échantillon aléatoire simple).

Caractéristiques de l'échantillonnage aléatoire simple :

- L'échantillonnage aléatoire simple consiste à choisir des individus (unités de contrôle) de telle sorte que chaque membre de la population a une chance égale de figurer dans l'échantillon. Le choix des individus (unités de contrôle) sera fait sans remise (un individu (unité de contrôle) déjà choisi ne peut l'être de nouveau);
- Avantage de cette méthode : On peut espérer un échantillon « représentatif » puisque la méthode donne à chaque individu (unité de contrôle) de la population une chance égale;

Comment sélectionner l'échantillon:

1. Avec Excel, première colonne, numéroté de 1 à N (N taille de la population) tous les individus de la liste correspondant aux individus de la population;
2. Deuxième colonne, attribuer un nombre aléatoire à chaque individu de la population: fonction « =alea() » d'Excel;
3. Recopier les deux colonnes en valeur à la même place.
4. Trier les deux colonnes en fonction de l'ordre croissant (ou décroissant) de la deuxième colonne;
5. Retenir les n (n représentant le nombre d'individus souhaités dans l'échantillon) premiers individus dans la colonne 1 jusqu'à l'obtention d'une représentation au minimum **15% des dépenses du poste de dépenses et au moins 30 unités.**

Le FPSPP mettra à disposition un outil (Échantillonnage simple) qui permettra d'automatiser ces étapes.

2.2.2.2 A partir de 800 Unités de contrôle : Échantillonnage en unités monétaires soit en Anglais « Monetary Unit Sampling » (MUS).

Caractéristiques de l'échantillonnage en unités monétaires (MUS):

- L'échantillonnage en unités monétaires utilise une unité monétaire comme unité d'échantillonnage (l'euro, €), mais c'est l'élément contenant l'unité d'échantillonnage qui est sélectionné dans l'échantillon. Autrement dit, dans notre cas l'unité d'échantillonnage correspond aux pièces justificatives comptables et non comptables liées à la prise en charge des coûts d'une unité de contrôle (action de formation, participant, facture...). Cette technique repose sur l'échantillonnage systématique (l'élément contenant chaque nième unité monétaire est sélectionné aux fins du contrôle).
- Parfois appelé échantillonnage par intervalles, l'échantillonnage systématique (SYS) signifie qu'il existe un écart, ou un intervalle, entre chaque unité sélectionnée qui est incluse dans l'échantillon.

Comment sélectionner l'échantillon:

1. Avec Excel, numéroté la première colonne de 1 à N les unités incluses dans votre population (où N est la taille de la population totale);
2. Deuxième colonne, attribuer un nombre aléatoire à chaque individu de la population: fonction « =alea() » d'Excel;
3. Recopier les deux colonnes en valeur à la même place;



4. Troisième colonne, première cellule, copier le montant de l'action de formation déclaré pour cette ligne (Excel);
5. Troisième colonne, dans chacune des cellules suivantes, additionner au montant de l'action de formation de la ligne concernée le montant cumulé de la ligne précédente. Par exemple, pour une population dont la valeur comptable est de 400€ (distribution : 1€, 2€, 3, 4, 5, 6, 7...) : ligne 1=1, ligne 2=2+1=3, ligne 3= 3+3=6, ligne 4=4+6=10, ligne 5=5+10=15, ligne 6=6+15=21, ligne 7=7+21=28...

6. Déterminer les paramètres de l'échantillonnage.

Compte tenu de la nature du contrôle (CSF) et des unités contrôlées (dépenses d'actions de formation) les paramètres suivants devront être utilisés pour déterminer la taille de l'échantillon :

- ✓ Niveau de confiance (NC) : 95%;
- ✓ Facteur de fiabilité (Fiab) : 3;
- ✓ Facteur d'extension (FE) : 1.6;
- ✓ Taux de matérialité (Erreur Tolérable/ET) : 2%;
- ✓ Erreur attendue (EA) : 10% de la matérialité.

Ces critères nous permettent d'avoir une assurance de 95% que les résultats obtenus après contrôle sont représentatifs de la population. Nous avons donc un risque que de 5% de non représentativité.

7. Déterminer la taille de l'échantillon (n) : $n = (VP * Fiab) \div (ET - (EA * FE))$.

VP étant la valeur en euros (€) de la population (N).

8. Déterminer l'intervalle d'échantillonnage (I) en divisant le nombre d'unités incluses dans la population par la taille de l'échantillon ($I = N \div n$). Par exemple, pour sélectionner un échantillon de 50 unités à partir d'une population dont la valeur comptable est de 400€, vous auriez besoin d'un intervalle d'échantillonnage de $I = 400€ \div 50 = 8€$. Donc chaque action de formation d'un participant contenant le 8^{ème} euro sera sélectionnée.

9. Sélectionner aléatoirement un nombre entre 1 et N. Ce nombre s'appelle l'origine choisie au hasard et sera le premier individu de votre échantillon. Le nombre ainsi sélectionné marquera le N° de la ligne (Colonne 1) de départ de votre échantillon, par exemple 3. Toutefois le point de départ peut être sélectionné à partir d'une autre colonne, par exemple la colonne 3;

10. Sélectionner, à partir de la colonne 3, chaque 8^{ème} unité après ce premier nombre. L'échantillon pourrait, par exemple, se composer des actions de formation (lignes) dont le montant de la colonne 3 (montants cumulés) contient les montants suivants (voir tableau): 3€ (ligne 3, point de départ), 5€ (Ligne 5), 7€ (Ligne 7)... (Jusqu'à 50 unités).



Le FPSPP mettra à disposition un outil (Échantillonnage MUS) qui permettra d'automatiser ces étapes.

2.2.3 Contrôle.

Procéder, conformément aux instructions, au contrôle de service fait des pièces justificatives comptables et non comptables relatives à chaque action de formation sélectionnée dans l'échantillon.

Dans le cadre du contrôle de service fait, tous les écarts identifiés, par rapport aux informations présentées dans le bilan d'exécution, doivent être répertoriés et traités.

2.2.4 Analyse des Résultats et traitement des erreurs (écarts).

Après la procédure contradictoire avec le bénéficiaire, les erreurs qui auront été confirmées devront faire l'objet d'une qualification et d'un traitement en conséquence. Compte tenu de la méthode d'échantillonnage et des critères retenus, nous avons une assurance de 95% que les résultats obtenus après contrôle sont représentatifs de la population.

Le contrôleur peut être confronté à 3 types d'erreurs :

- ✓ " Erreur ponctuelle " ou " isolée " : vise une erreur qui survient à partir d'un événement isolé, qui ne s'est pas reproduit dans d'autres circonstances et n'est donc pas représentative;
- ✓ " Erreur aléatoire " : écart imprévisible entre un résultat et sa valeur vraie. Ecart entre le résultat après contrôle et la valeur déclarée dans le bilan d'exécution par le bénéficiaire ;
- ✓ " Erreur systémique " est une erreur récurrente constatée lors du contrôle. Des pratiques qui s'écartent des schémas d'organisation préconisés. Une organisation qui reproduit toujours des réponses de même type dans les mêmes circonstances ou conditions peut être à l'origine de ces erreurs. Ce sont des différences reproductibles, souvent le résultat d'un mauvais fonctionnement des systèmes ou d'une déficience mathématique. Elles doivent être détectées et corrigées en conséquence après délimitation du périmètre temporel et physique.

Traitement des erreurs (écarts)

En analysant les erreurs décelées, le contrôleur peut constater que beaucoup d'entre elles ont une caractéristique commune; par exemple, le type d'opérations, la localisation ou la période concernée. Ces erreurs peuvent être considérées comme des « erreurs systémiques ». Dans ce cas, le contrôleur doit décider de rechercher tous les éléments de la population (au-delà de l'échantillon) partageant cette même caractéristique (délimitation du périmètre temporel et physique), et d'étendre les procédures de contrôle de service fait à l'ensemble dépenses ainsi délimitées. Les erreurs avec les mêmes caractéristiques communes confirmées à l'occasion de ces contrôles devront faire l'objet d'une correction exhaustive. Dans ce cas le montant total ainsi décelé ne participera pas au calcul du taux d'erreur aléatoire de l'échantillon.

Parfois, le contrôleur peut établir qu'une erreur est liée à un événement isolé qui ne s'est produit qu'à une occasion spécifique (erreur ponctuelle) et n'est donc pas représentative d'erreurs similaires dans la population. Cependant, pour qu'une erreur soit considérée comme ponctuelle, il est nécessaire que le contrôleur obtienne l'assurance, à l'issue de la procédure contradictoire, qu'elle n'est pas répétitive dans la population. Un exemple de ce type de situation est une erreur provoquée par une défaillance d'un ordinateur qui ne s'est produite qu'un seul jour de la période. Dans ce cas, le contrôleur évalue les conséquences de la défaillance, par exemple en examinant les opérations spécifiques traitées ce même jour et analyse les répercussions de cette défaillance sur les procédures et le montant des dépenses déclarées par le bénéficiaire. Lorsqu'il a été démontré qu'une erreur est ponctuelle, celle-ci peut être exclue du calcul du taux d'erreur aléatoire de l'échantillon.



Extrapolation des erreurs pour l'échantillonnage aléatoire simple :

Après ce travail d'analyse et qualification des erreurs, le contrôleur procède au calcul du taux d'erreur aléatoire décelée (hors Erreurs systémiques et erreurs ponctuelles) dans l'échantillon sélectionné: $\text{taux d'erreur aléatoire} = \frac{\text{Montant des d'erreurs aléatoires (Montants des erreurs décelées - Erreurs systémiques et erreurs ponctuelles)}}{\text{Montant total des dépenses contrôlé (de l'échantillon)}}$.

Le taux d'erreur aléatoire de l'échantillon est extrapolé aux dépenses non sélectionnées pour le contrôle : $(\text{Montant total de la population} - (\text{montant de l'échantillon contrôlé} + \text{montants des erreurs systémiques et ponctuelles hors échantillon corrigés})) \times \text{taux d'erreur aléatoire}$.

Le rapport de contrôle de service fait devra identifier le montant à corriger : $\text{montant des erreurs de l'échantillon} + \text{montant résultant de l'extrapolation du taux d'erreur aléatoire aux dépenses non sélectionnées pour le contrôle}$.

En conséquence, les dépenses déclarées par le bénéficiaire dans le bilan d'exécution et les montants dus au titre de la tranche annuelle contrôlée ou au titre du solde de l'opération devront être minorés, après la période contradictoire, du total des erreurs (montant des erreurs de l'échantillon + montants extrapolés).

Extrapolation des erreurs pour l'échantillonnage en unités monétaires (MUS):

Lorsque l'échantillon ne présente aucune anomalie, l'auditeur peut en conclure que l'anomalie maximale dans la population correspond à la matérialité (Erreur Tolérable/ET); soit 2%.

En revanche, lorsque des anomalies sont constatées, l'auditeur doit extrapoler les anomalies de l'échantillon à la population. Un pourcentage d'erreur est calculé pour chaque anomalie (exemple: surestimation de 300 EUR sur un montant de 1 200 EUR, soit 25 %). Ce pourcentage est ensuite appliqué à l'intervalle d'échantillonnage (I) en unités monétaires (soit 1 000 EUR pour un intervalle de 4 000 EUR \times 25 %). L'erreur extrapolée est la somme de ces résultats intermédiaires reposant sur les éléments de la strate inférieure (la valeur de chaque élément de l'échantillon étant inférieure à l'intervalle). Lorsque l'élément de l'échantillon est supérieur à l'intervalle d'échantillonnage (strate supérieure), la différence entre la valeur comptable déclarée et la valeur vérifiée correspond au montant de l'erreur extrapolée pour l'intervalle. Dans ce cas aucun pourcentage n'est calculé.

Compte tenu des paramètres utilisés, nous sommes donc sûrs à 95% que l'erreur ainsi extrapolée correspond à l'erreur la plus probable de la population. Autrement dit, nous avons la certitude, à 95%, que l'erreur réelle dans la population n'est pas supérieure à l'erreur extrapolée (erreur la plus probable de la population).

Correction des erreurs pour l'échantillonnage en unités monétaires (MUS) :

1. Les erreurs de l'échantillon identifiées dans le cadre des contrôles des pièces justificatives comptables et non comptables relatives à chaque action de formation doivent être corrigées individuellement ;
2. Si le taux de l'erreur extrapolée (erreur la plus probable de la population) est inférieur au taux de matérialité (Erreur Tolérable/ET), à 2%, seules les erreurs détectées dans le cadre du contrôle des justificatifs de l'échantillon seront identifiées comme montant à corriger dans le rapport de contrôle de service fait.



En conséquence, les dépenses déclarées par le bénéficiaire dans le bilan d'exécution et les montants dus au titre de la tranche annuelle contrôlée ou au titre du solde de l'opération devront être minorés, après la période contradictoire, du total des erreurs rencontrées dans le cadre du contrôle de l'échantillon.

3. Si le taux de l'erreur extrapolée (erreur la plus probable de la population) est supérieur au taux de matérialité (Erreur Tolérable/ET), à 2%; une correction financière doit être proposée afin de ramener le taux d'erreur extrapolé à hauteur du taux d'erreur Tolérable (matérialité) : soit [erreur extrapolé – matérialité= « correction d'extrapolation »].

Le rapport de contrôle de service fait devra identifier le montant à corriger : montant des erreurs de l'échantillon + « correction d'extrapolation ».

En conséquence, les dépenses déclarées par le bénéficiaire dans le bilan d'exécution et les montants dus au titre de la tranche annuelle contrôlée ou au titre du solde de l'opération devront être minorés, après la période contradictoire, du total des erreurs (montant des erreurs de l'échantillon + montants extrapolés).



Lexique

Généralités / Définitions

● Exhaustivité / Echantillonnage

Recensement : Tous les sujets de la population sont « examinés ».

Echantillonnage ou "sondages" : Une partie des sujets de la population sont « examinés », Application de procédures d'audit à une partie seulement des éléments d'un solde de compte ou d'une catégorie d'opérations de telle sorte que toutes les unités d'échantillonnage aient une chance d'être sélectionnées.

⇒ Plusieurs échantillons peuvent être constitués ;

⇒ L'échantillon en lui-même n'est pas intéressant, ce sont les conclusions sur la population que l'on peut tirer de son observation qui en font l'intérêt.

● " Échantillonnage statistique " désigne une méthode d'échantillonnage possédant les deux caractéristiques suivantes :

⇒ sélection aléatoire d'un échantillon, et

⇒ utilisation de la théorie des probabilités pour évaluer les résultats d'un sondage.

● Le terme " population " : l'ensemble des données à partir desquelles l'auditeur sélectionne un échantillon et sur lesquelles il souhaite parvenir à une conclusion (par exemple les éléments d'un solde de compte ou d'une catégorie d'opérations). Elle peut être divisée en strates.

● " Unité d'échantillonnage " désigne les différents éléments composant une population, par exemple les chèques inscrits sur des bordereaux de remise en banque, des Sondages en audit et autres méthodes de sélection d'éléments à des fins de test écritures de crédit sur des relevés bancaires, des factures de vente ou des soldes de comptes clients, ou encore une unité monétaire.

● Erreur : le terme " erreur " signifie, soit le non-respect d'une procédure de contrôle décelé au cours d'un test de procédures, soit une anomalie relevée au cours de contrôles substantifs. Le contrôleur peut être confronté à 3 types d'erreurs :

✓ " Erreur ponctuelle " ou " isolée " : vise une erreur qui survient à partir d'un événement isolé, qui ne s'est pas reproduite dans d'autres circonstances et n'est donc pas représentative d'erreurs dans la population ;

✓ " Erreur aléatoire " : écart imprévisible entre un résultat et sa valeur vraie. Ecart entre le résultat après contrôle et la valeur déclarée par le bénéficiaire ;



- ✓ " Erreur systémique " est une erreur récurrente constatée lors du contrôle. Des pratiques qui s'écartent des schémas d'organisation préconisés peuvent être à l'origine de l'organisation qui reproduit toujours des réponses de même type dans les mêmes circonstances ou conditions. Ce sont des différences reproductibles, souvent le résultat d'un mauvais fonctionnement des systèmes ou d'une déficience mathématique. Elles doivent être détectées et corrigées en conséquence après délimitation du périmètre temporel et physique.
- ⊙ " Erreur tolérable " ou " acceptable " ou la " Matérialité " désigne l'erreur maximale dans la population choisie que l'auditeur est prêt à accepter. L'erreur maximale acceptable et par définition, la précision de la programmation, sera d'au maximum 2% des dépenses déclarées par les bénéficiaires.
 - ⊙ " Erreur attendue " : Anomalie anticipée ou anomalie prévisible correspond à une estimation de l'anomalie en euros présente dans la population. Elle correspond à un % d'Erreurs tolérable (taux de Matérialité).
 - ⊙ " Erreur la plus probable " : total des erreurs après extrapolation des résultats du contrôle de l'échantillon.
 - ⊙ " Niveau de confiance " : caractérise le degré de fiabilité du résultat d'un sondage et introduit donc le caractère plus ou moins aléatoire de ce résultat.
 - ⊙ " Facteur de fiabilité (FF) " : constante qui repose sur une distribution de Poisson pour une anomalie anticipée de zéro et qui représente à la fois le taux d'erreur prévisible et le niveau de confiance souhaité.
 - ⊙ " Facteur d'extension (EF) " : facteur utilisé dans les calculs d'échantillonnage en unités monétaires lorsque des anomalies sont prévisibles, fondé sur le risque d'acceptation incorrecte. Il réduit l'erreur d'échantillonnage.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-151-1-DE
Date de télétransmission : 10/07/2018
Date de réception préfecture : 10/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE 10 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-151-1

PORTANT OCTROI D'UNE DOTATION À L'ÉCOLE DE LA 2^{ÈME} CHANCE CENTRE MARTINIQUE AU TITRE DE LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIVITÉS POUR L'EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-28-21 du 8 février 2018 portant attribution d'une subvention à l'école de la 2^{ème} Chance centre ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission formation professionnelle et apprentissage le 31 mai 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer le contrat d'objectifs et de moyens avec l'École de la 2^{ème} chance Centre Martinique (E2C Centre), pour la réalisation de son programme d'activités en 2018.

ARTICLE 2 : La subvention globale annuelle allouée à l'École de la 2^{ème} chance Centre Martinique (E2C Centre) pour la réalisation de son programme d'activités en 2018 s'élève à trois cent mille euros (300 000,00 €).

En tenant compte de la somme déjà versée de soixante-quinze mille euros (75 000,00 €) au titre du fonctionnement du 1^{er} trimestre de l'année 2018 par délibération n°18-28-21 du 8 février 2018, une dotation de deux cent vingt-cinq mille euros (225 000,00 €) est attribuée en autorisation d'engagement à l'École de la 2^{ème} chance Centre Martinique au titre du fonctionnement pour la période allant du 1^{er} avril au 31 décembre 2018.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et inscrite en crédits de paiement (CP) selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Autorisation d'engagement	Crédit de paiement	Année
225 000,00 €	180 000,00 €	2018
	45 000,00 €	2019

ARTICLE 4 : Cette somme est versée à l'attributaire selon les modalités prévues par convention.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

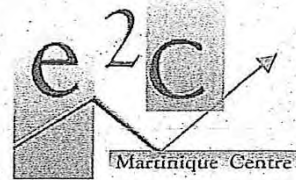
Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-151-1

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



**CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
DE L'ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE CENTRE MARTINIQUE
N° ... - ... - ...**

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1 ;

Vu le Code du travail et notamment sa 6e partie « La formation professionnelle tout au long de la vie » en ses articles L. 6353-1 et L. 6353-2 ;

Vu le Code de l'Education, notamment son article L. 214-12 ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles : articles L. 311-1, L. 312-1, L. 313-11, L. 313-12, L. 313-12-2, L. 314-7, R. 314-39 à R. 314-43-1, D. 312-203, D. 312-205 ;

Vu la Loi du 1er juillet 1901 et la liberté d'association relative au contrat d'association ;

Vu la Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;

Vu la Loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Vu la Loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

Vu le Décret n° 83-304 du 14 avril 1983 relatif au transfert aux régions de compétences en matière de formation professionnelle ;

PREAMBULE

Le présent contrat d'objectifs et de moyens a pour but de favoriser la gestion et le suivi de la subvention allouée par la Collectivité territoriale de Martinique à l'E2C Centre, afin d'organiser une véritable cohérence entre son attribution, l'offre de service mise en place et l'atteinte des objectifs d'insertion professionnelle et sociale des jeunes.

Le financement de la Collectivité Territoriale de Martinique prend en compte l'ensemble de l'offre de service de l'E2C Centre, aux côtés des autres financeurs publics, dans une logique de cohérence et de complémentarité de l'action publique en faveur des jeunes en difficulté d'insertion professionnelle et sociale.

ARTICLE I : OBJET

Le présent contrat d'objectifs et de moyens vise la mise en place d'un dialogue de gestion annuel avec l'E2C Centre qui se traduit par la négociation d'objectifs, de moyens et de résultats, au regard d'un diagnostic partagé des besoins du territoire pour l'accès des jeunes à l'emploi. Il permet ainsi à chacune des parties cocontractantes de prendre des engagements clairs dans une optique d'amélioration de la qualité du service rendu.

Le contrat d'objectifs et de moyens doit être l'occasion, dans un contexte budgétaire contraint, d'une approche innovante en faveur de l'insertion sociale, citoyenne et professionnelle des jeunes de l'Ecole de la 2^e chance Martinique Centre.

Le contrat d'objectifs et de moyens donne une meilleure visibilité sur le niveau et la ventilation des dotations sur les exercices en cours. Il maintient le soutien financier en faveur de l'accompagnement et de l'insertion des jeunes en difficulté d'insertion professionnelle et sociale.

ARTICLE II : DISPOSITIONS GENERALES

Par le présent contrat, l'E2C Centre propose à la Collectivité Territoriale de Martinique, au vu des besoins du territoire, de mettre en œuvre le programme d'actions dont la finalité globale est d'assurer l'insertion sociale, citoyenne et professionnelle de jeunes adultes âgés de 16 à 25 ans, sans qualification et sans emploi.

A cette fin, l'E2C Centre s'engage à mobiliser tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique invite l'E2C Centre à prendre part à la mise en œuvre du programme de formation annuel et à la réalisation d'actions de formation dans le cadre du Plan d'Investissement des Compétences (PIC).

Les indicateurs et objectifs arrêtés conjointement à l'article IV serviront à apprécier l'activité et à mesurer l'impact de la politique publique de formation.

ARTICLE III : DUREE, DELAIS D'EXECUTION ET EXTINCTION DE L'ENGAGEMENT

Le présent contrat d'objectifs et de moyens prend effet à compter de sa signature par les deux parties jusqu'au 31 décembre 2018. Sa durée d'exécution arrivera à terme à l'extinction de l'ensemble des obligations qu'elle prévoit.

La conclusion éventuelle d'un nouveau contrat est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article V.

L'E2C Centre s'engage, aux fins de contrôle, à conserver les pièces justificatives des actions effectuées dans le cadre de l'exécution du présent contrat pendant une durée de 10 ans.

Si l'E2C Centre établit, avant l'expiration du délai de un an, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables, ce délai peut être exceptionnellement prolongé par décision de la Collectivité.

Passé ce délai, l'autorisation d'engagement rendu disponible est désengagée et désaffectée par la Collectivité Territoriale, selon les modalités prévues à l'article VI du présent contrat d'objectifs et de moyens.

ARTICLE IV : LES CRITERES ET INDICATEURS RETENUS

Le nombre et la nature des objectifs du présent contrat sont conformes à la capacité de l'E2C Centre à mettre en œuvre l'ensemble des actions nécessaires à leur atteinte. Les objectifs sont accompagnés d'indicateurs permettant de vérifier la réalisation des objectifs.

Pour 2018, la Collectivité souhaite porter ses efforts sur les publics de bas niveau de qualification, répondant ainsi aux engagements pris dans le cadre du Plan d'Investissement des Compétences (PIC).

Le contrat d'objectifs et de moyens de l'E2C Centre fixe les objectifs suivants :

1- Améliorer l'accueil et diversifier les publics

OBJECTIFS LIÉS À L'AMÉLIORATION DE L'ACCUEIL ET LA DIVERSIFICATION DES PUBLICS	INDICATEURS CTM
Origine géographique des jeunes dans CACEM	% par ville
Nombre et % de nouveaux entrants <ul style="list-style-type: none"> - dont nombre de jeunes de niveau V et infra - dont nombre hommes/femmes - dont nombre de résidents en ZUS - dont nombre en situation de handicap - dont nombre de personnes sous-main de justice Préciser le(s) prescripteur(s)	>50%
Nombre et % de jeunes en suite de parcours <ul style="list-style-type: none"> - dont nombre de jeunes de niveau infra V - dont nombre hommes/femmes - dont nombre de résidents en ZUS - dont nombre en situation de handicap - dont nombre de personnes sous-main de justice 	<50%
Nombre total de jeunes en suivi <ul style="list-style-type: none"> - dont nombre de jeunes de niveau infra V - dont nombre hommes/femmes - dont nombre de résidents en ZUS - dont nombre en situation de handicap - dont nombre de personnes sous-main de justice 	<u>Objectif: 120/an</u>
Nombre de réunions d'informations réalisées <ul style="list-style-type: none"> - Au sein de l'E2C (50%) - A l'extérieur de l'E2C (50%) 	<u>Objectif : 1 par mois</u>
Nombre et % d'abandons (arrêt après les 7 semaines de période d'essai) Préciser les motifs d'abandons	< 20%
Durée moyenne d'accompagnement par stagiaire	
Nombre d'attestations de compétences acquises remises L'AGEFMA assure, pour le compte de la Collectivité, le contrôle des attestations de compétences acquises remises	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre/an - Modalités de remise

2- Améliorer l'accompagnement et l'insertion des jeunes vers l'emploi ou la formation

OBJECTIFS LIÉS À L'ACCOMPAGNEMENT ET L'INSERTION DES JEUNES VERS L'EMPLOI OU LA FORMATION	INDICATEURS CTM
Nombre et % de jeunes entrés en formation, dont nombre hommes/femmes <ul style="list-style-type: none"> - Pré-qualification - Formation qualifiante - Formation diplômante - Apprentissage - Formation professionnelle collective de la CTM - Aide individuelle à la formation (CTM) Préciser le niveau, l'organisme et intitulé de formation	>60%
Nombre et % de jeunes insérés en emploi, dont nombre hommes/femmes <ul style="list-style-type: none"> - CUI-CAE - CUI-CIE - CDD - CDI - Création d'entreprise 	> 10%
Nombre et % de jeunes entrés dans un autre dispositif d'accompagnement, dont nombre hommes/femmes <ul style="list-style-type: none"> - Garantie jeune - Réorientation en mission locale - Pôle emploi 	< 10%
Nombre et % de sorties non maîtrisables, dont nombre hommes/femmes (déménagement, incarcération, décès,...)	< 10%
Nombre et % de sorties sans sorties positives ou dynamique, dont nombre hommes/femmes	< 10%
Projets pédagogiques individuels et collectifs (décrire et quantifier)	- Nombre de projets : objectif : 4/an - Nombre de jeunes concernés - Intérêt pédagogique
Méthodologie de suivi post-parcours à 3, 6, 9 et 12 mois des stagiaires	- Fréquence du suivi - Nombre de jeunes concernés par l'action

3- Développer des actions pour favoriser l'accès à l'emploi

OBJECTIFS LIÉS AU DÉVELOPPEMENT DES ACTIONS POUR FAVORISER L'EMPLOI	PARTENAIRES ET MODALITÉS	INDICATEURS CTM
Partenariats avec les entreprises - Nombre de partenariats formalisés - Nombre d'entreprises d'accueil	Employeurs/ Entreprises (nommer)	- Nombre : >100 - Répartition par secteur d'activités, types, modalités, intérêts
Rencontre avec les employeurs Présentation d'entreprises, de métiers ou de secteurs d'activités au sein de l'E2C (décrire et quantifier)	Employeurs/ Entreprises (nommer)	- Nombre d'actions : > 5/an - Nombre de jeunes concernés
Rencontre avec les prescripteurs et organismes de formation	Mission locale, Pôle emploi, etc. (nommer)	- Fréquence <u>Objectif</u> : 1fois/trimestre
Actions de promotion et/ou de recrutement (décrire et quantifier)	Salons, Portes ouvertes, etc.	- Fréquence : >1/an - Nombre de jeunes concernés
Visites d'entreprises	Entreprises (nommer)	- Nombre de visites : <u>Objectif</u> : 1/mois - Nombre de jeunes concernés
Actions collectives (ateliers CV, atelier de recherche d'emplois, etc.)	Décrire et quantifier chacune des actions	- Nombre de jeunes concernés par action

4- Améliorer la gestion de l'E2C Centre dans un contexte de contrainte budgétaire

OBJECTIFS LIÉS À LA GESTION DE L'E2C CENTRE	DONNÉES/CRITÈRES
Données relatives au personnel	- Effectif du personnel - Niveau de diplôme des formateurs (Niveau II, sauf Niveau III en informatique) - Effectif pédagogique (nombre de formateurs/effectif total) - Encadrement pédagogique (effectif formateurs/effectif total de jeunes accueillis) - Recrutements prévus - Plan de formation des formateurs - Nature des contrats d'embauche (CDD, CDI...)

ARTICLE V : EVALUATION FINALE ET BILAN D'ACTIVITES ANNUEL

Un bilan d'activités est transmis en même temps que le compte rendu financier prévu à l'article VI.

Un dialogue de gestion entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'E2C Centre, dans le courant du dernier trimestre de l'année, sera tenu en vue de procéder à une définition commune des objectifs de l'année suivante. Cette réunion a pour but de mesurer l'atteinte des objectifs définis à l'article IV du présent contrat, et de procéder à une analyse des éventuels écarts.

Le dialogue de gestion annuel permet de redéfinir les objectifs et le montant de la subvention de l'année suivante.

ARTICLE VI : DISPOSITIONS FINANCIERES

En tenant compte de la somme déjà versée de Soixante-quinze mille euros (75 000,00 €) au titre fonctionnement du 1^{er} trimestre de l'année 2018, le montant de la subvention accordée à l'E2C centre s'élève à **Deux cent vingt-cinq mille euros (225 000,00 €)**.

La subvention sera créditée au compte de l'E2C Centre selon les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes :

- Un acompte de 80 % du montant de la subvention annuelle, soit la somme de **Cent quatre-vingt mille euros (180 000,00 €)** est versée dès que le contrat d'objectifs et de moyens sera rendu exécutoire ;
- 20% soit la somme de **Quarante-cinq mille euros (45 000 €)**, sur présentation :
 - d'un rapport détaillé reprenant l'ensemble des objectifs fixés par le présent contrat d'objectifs et de moyens. (du **1er janvier 2018 au 31 décembre 2018**) et les argumentaires en cas d'écarts constatés ;
 - d'un bilan financier présentant les documents comptables (actif, passif, compte de résultat), certifié par l'agent comptable ou tout représentant habilité, ainsi que le rapport certifié du commissaire au compte sur les comptes annuels.

Dans tous les cas de figure, si les objectifs fixés par le présent contrat d'objectifs et de moyens ne sont pas atteints à la date du 30 juin 2019, la subvention sera réduite et calculée au prorata des objectifs atteints.

Si dans un délai de 6 mois à compter du 30 juin 2019, la production des pièces justificatives réglementaires précitées n'est pas constatée, la collectivité procède au

désengagement de toutes les sommes concernées, conformément à l'article 3 du présent contrat.

Aucune demande de paiement de la part du bénéficiaire ne peut intervenir après expiration de ce délai.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité.

Les paiements dus par la Collectivité sont effectués sur le compte bancaire de le l'E2C Centre (École de la deuxième chance Centre) au Crédit Agricole Martinique-Guyane selon les procédures comptable en vigueur:

- **IBAN** : FR76 1980 6000 0300 0207 6366 094
- **Code Banque** : 19806
- **Code Guichet** : 00003
- **Numéro de compte** : 00020763660
- **Clé** : 94

L'ordonnateur de la dépense est Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif.

Le comptable assignataire est le Payeur Territorial.

ARTICLE VII : COMMUNICATION

L'E2C Centre s'engage à faire connaître l'appui dont il bénéficie de la part de la Collectivité, lors de ses entretiens ou contacts avec la presse et les médias.

L'E2C Centre doit mentionner le concours de la Collectivité pour toute action de promotion ou d'information, proportionnellement au concours d'autres partenaires publics et privés éventuels dans le cadre de cette opération.

Le logo de la Collectivité doit être obligatoirement apposé sur tous les supports de communication.

Sans préjudice des dispositions de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et du décret du 6 juin 2001 pris pour son application, la Collectivité et l'E2C Centre s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel communiqués à titre confidentiel et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'une ou l'autre partie.

ARTICLE VIII : REVERSEMENT

La Collectivité ne financera que les actions effectivement réalisées. Elle pourra demander à l'E2C Centre le reversement des sommes dans le cas où il y aurait un trop perçu.

La Collectivité peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît au terme des opérations de contrôle que :

- celle-ci a été utilisée à des fins non conformes à l'objet des présentes ;
- les obligations prévues dans le présent contrat et auxquelles doit s'astreindre l'E2C Centre n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette dont le recouvrement est à la charge du Payeur Territorial.

Préalablement à l'émission du titre cité, la Collectivité notifiera par lettre recommandée avec accusé de réception, les conclusions du contrôle de l'utilisation de la subvention allouée, avec mention des considérations de fait et de droit qui justifient l'ordre de reversement.

La lettre de notification visée au paragraphe précédent, indique le délai dont dispose la l'E2C Centre pour présenter des observations écrites. Ce délai ne peut être inférieur à 15 jours à compter de la date de notification.

La décision de reversement est prise par la Collectivité si aucun document n'est présenté par l'E2C Centre à l'expiration du délai mentionné ou si les documents transmis, dans le délai imparti, ne sont pas de nature à permettre le maintien du financement alloué à l'E2C Centre.

ARTICLE IX : OBLIGATIONS

L'E2C Centre s'engage à utiliser la subvention octroyée en compensation de ses charges de service public exclusivement à la réalisation de l'objet qui l'a motivée.

L'E2C Centre s'engage à produire, au plus tard le 30 juin 2019, un rapport d'activités et un bilan financier annuel certifié par l'agent comptable ou tout représentant habilité, ainsi que le rapport certifié du commissaire au compte sur les comptes annuels, attestant de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention.

L'E2C Centre s'oblige en outre à accepter le contrôle technique et financier portant sur l'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé, à tout moment, par toute personne dûment mandatée par la Collectivité.

A ce titre, l'E2C Centre s'engage, d'une part à remettre sur simple demande de la Collectivité tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser un accès à ses locaux pour les besoins de celle-ci.

L'E2C Centre s'engage conformément à la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation citoyenne des personnes handicapées à favoriser l'accès des personnes en situation de handicap au sens de la loi du 11 Février 2005.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation du présent contrat, en application de l'article XIII.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article VI entraîne la suppression de la subvention.

Tout refus de communication du compte rendu financier entraîne la suppression de la subvention.

La Collectivité informe l'E2C Centre de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE X: CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

Pendant et au terme du présent contrat, un contrôle sur place peut être réalisé par la Collectivité. L'E2C Centre s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

La visite sur place par un représentant de la Collectivité Territoriale de Martinique aura pour vocation de s'assurer de la réalisation physique des objectifs prioritaires et secondaires des actions de formations et du respect des obligations en matière de publicité énoncées à l'article IV du présent contrat.

La Collectivité contrôle annuellement et à l'issue du contrat d'objectifs et de moyens, que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet.

ARTICLE XI : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution du présent contrat d'objectifs et de moyens, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés du contrat, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article I.

La demande de modification du présent contrat est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et de toutes les conséquences qu'elle comporte.

ARTICLE XII : RESILIATION DU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

En cas de désaccord survenant à propos de l'exécution du présent contrat entre les parties, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre, avec un préavis d'un mois

suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

La Collectivité pourra toutefois résilier par lettre recommandée avec avis de réception le contrat, sans préavis ni indemnités, s'il apparaît que l'E2C Centre ne respecte pas les obligations qu'il lui appartient d'honorer dans le cadre de l'exécution de la présente.

L'E2C Centre pourra également à son tour résilier le contrat sans préavis, pour cas de force majeure dûment constaté et signifié à la Collectivité par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE XIII : DISPOSITIONS FINALES

Si une ou plusieurs stipulations du présent contrat, à l'exception de l'objet, sont tenues pour non valides ou déclarées nulles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur validité.

En cas de difficulté d'interprétation entre un quelconque titre figurant en tête des clauses et une quelconque clause, les titres seront déclarés inexistantes.

Sous réserve d'une éventuelle modification par voie d'avenant dans les conditions posées à l'article XII, le présent contrat et son annexe financière expriment les obligations des parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par les parties ne pourra s'intégrer au présent contrat.

Le fait pour l'une des parties de ne pas se prévaloir d'un manquement de l'autre partie à une quelconque obligation visée du présent contrat, ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.

ARTICLE XIV : LITIGES

Tout désaccord relatif à l'exécution des termes du présent contrat devra faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties.

A défaut, le Tribunal Administratif de Fort-de-France sera seul compétent pour en connaître.

Fait à Fort de France, le

Le Président du Conseil Exécutif

Le Président de l'E2C Centre

ANNEXE I : GRILLE DE CALCULS DES DIFFERENTS INDICATEURS

1- Améliorer l'accueil et diversifier les publics

- *Le taux de représentation des jeunes en demande d'insertion*

Total du nombre de bénéficiaires d'un public cible (demandeurs d'emplois ou personnes en situation de handicap, etc.) / l'ensemble des jeunes accueillis à l'E2C.

- *Le taux de jeunes en demande d'insertion possédant une qualification*

Nombre de jeunes possédant une qualification (niveau infra V, V sans diplôme, etc.) / l'ensemble des jeunes accueillis à l'E2C Centre.

- *Le taux de jeunes en demande d'insertion résidant sur le territoire de la CAESM*

Nombre de jeunes en demande d'insertion résidant sur le territoire de la CAESM (Schœlcher, Fort de France, Saint-Joseph et Le Lamentin) / l'ensemble des jeunes accueillis à l'E2C.

- *Le taux de jeunes en demande d'insertion issus de Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV)*

Nombre de jeunes en demande d'insertion issus de Quartiers Prioritaires de la ville / l'ensemble des jeunes accueillis à l'E2C.

- *Le taux de nouveaux entrants/suites de parcours*

Nombre de jeunes entrants pour la première fois à l'E2C ou de suite de parcours / l'ensemble des jeunes accueillis à l'E2C.

- *Durée moyenne d'accompagnement par stagiaire*

Somme des durées d'accompagnement des stagiaires / nombre de jeunes en fin d'accompagnement à l'E2C.

2- Améliorer l'accompagnement et l'insertion des jeunes vers l'emploi ou la formation

- *Le taux de jeunes entrées en formation*

Total du nombre de jeunes entrés en formation (RSMA, IMFPA, etc.) / le nombre total de Jeunes accueillis à l'E2C;

- *Le taux de jeunes insérés en emploi*

Total du nombre de jeunes insérés en emploi (CUI/CAE, CDD, CDI,...) / Le nombre total de Jeunes accueillis à l'E2C;

- *Le taux de jeunes entrés dans un autre dispositif d'accompagnement*

Total du nombre de jeunes entrés dans un autre dispositif d'accompagnement (garantie jeune, réorientation en mission locale, Pôle emploi.) / Le nombre total de Jeunes accueillis à l'E2C.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-151-2-DE
Date de télétransmission : 10/07/2018
Date de réception préfecture : 10/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 10 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-151-2

PORTANT OCTROI D'UNE DOTATION À L'ASSOCIATION POUR LA FORMATION, LE DÉVELOPPEMENT ET L'INSERTION DES JEUNES, L'ÉCOLE DE LA 2^{ÈME} CHANCE SUD MARTINIQUE (AFDIJ-E2C SUD) AU TITRE DE LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIVITÉS POUR L'EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-28-22 du 8 février 2018 portant attribution d'une subvention à l'école de la 2^{ème} Chance Sud ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis par la commission formation professionnelle et apprentissage le 31 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer le contrat d'objectifs et de moyens avec L'Association pour la Formation, le Développement et l'Insertion des Jeunes - École de la 2^{ème} Chance SUD Martinique (AFDIJ-E2C Sud), pour la réalisation de son programme d'activités en 2018.

ARTICLE 2 : La subvention globale annuelle allouée à L'Ecole de 2^{ème} Chance Sud Martinique (AFDIJ-E2C Sud) pour la réalisation de son programme d'activités en 2018 s'élève à deux cent trente mille euros (230 000,00 €).

En tenant compte de la somme déjà versée de cinquante-sept mille cinq cents euros (57 500,00 €) au titre du fonctionnement du 1^{er} trimestre de l'année 2018 par délibération n°18-28-22 du 8 février 2018, une dotation de cent soixante-douze mille cinq cents euros (172 500,00 €) est attribuée en autorisation d'engagement à l'AFDIJ-E2C Sud au titre du fonctionnement pour la période allant du 1^{er} avril au 31 décembre 2018.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et inscrite en crédits de paiement (CP) selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Autorisation d'engagement	Crédit de paiement	Année
172 500,00€	138 000,00 €	2018
	34 500,00 €	2019

ARTICLE 4 : Cette somme est versée à l'attributaire selon les modalités prévues par convention.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-151-2

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – EGALITÉ – FRATERNITÉ



**CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
DE L'AFDIJ-ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE SUD MARTINIQUE
N° ... - ... - ...**

Vu le Code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L 4111-1 à L 4341-1 et L 4431-1 à L 4435-1 ;

Vu le Code du travail et notamment sa 6e partie «La formation professionnelle tout au long de la vie » en ses articles L. 6353-1 et L. 6353-2 ;

Vu le Code du travail en ses articles L. 5314-1 à L. 5314-4

Vu le Code de l'Education, notamment son article L. 214-12

Vu la Loi du 1er juillet 1901 et la liberté d'association relative au contrat d'association

Vu les Lois de décentralisation de 1982 et 1983 qui confèrent une compétence de droit commun aux Régions en matière de formation professionnelle continue ;

Vu la Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales

Vu la Loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Vu la Loi n°2014-288 du 05 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

Vu le Décret n° 83-304 du 14 avril 1983 relatif au transfert aux régions de compétences en matière de formation professionnelle ;

Vu la Délibération n°12-2023-1 du 18 décembre 2012 portant validation du rapport final du CPRDFP de la Région Martinique et de ses schémas ;

Vu le Contrat de plan régional de développement de la formation professionnelle (CPRDFP) adopté par le conseil régional le 15 Avril 2013

Vu la Délibération n°18- ...- ... des 3 et 4 avril 2018 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2018 ;

Vu la délibération n°18-28-22 portant attribution d'une subvention à l'École de la deuxième chance (E2C) Sud pour couvrir la période allant du 1^{er} au 31 mars 2018 ;

Vu la Délibération n°18-...-... du ... portant octroi d'une subvention à l'AFDIJ-École de la deuxième chance (E2C) Sud pour la mise en œuvre de son programme d'activités en 2018 ;

ENTRE LES SOUSSIGNES

La **COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE**, sise à l'hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, Rue Gaston DEFFERRE, CS 30137, 97201 FORT-DE-FRANCE Cedex

Représentée par Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif et ci-après dénommée « la Collectivité »

Et

AFDIJ - Association pour la Formation, le Développement et l'Insertion des Jeunes-E2C SUD, sise Quartier Sans Pareil Lotissement Morne Coco 97125 Rivière Salée

Représentée par Madame ... et ci-après dénommée «AFDIJ - E2C Sud»

A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

PREAMBULE

Le présent contrat d'objectifs et de moyens a pour but de favoriser la gestion et le suivi de la subvention allouée par la Collectivité territoriale de Martinique à l'AFDIJ-E2C Sud, afin d'organiser une véritable cohérence entre son attribution, l'offre de service mise en place et l'atteinte des objectifs d'insertion professionnelle et sociale des jeunes.

Le financement de la Collectivité Territoriale de Martinique prend en compte l'ensemble de l'offre de service de l'AFDIJ-E2C Sud, aux côtés des autres financeurs publics, dans une logique de cohérence et de complémentarité de l'action publique en faveur des jeunes en difficulté d'insertion professionnelle et sociale.

ARTICLE I : OBJET

Le présent contrat d'objectifs et de moyens vise la mise en place d'un dialogue de gestion annuel avec l'AFDIJ-E2C Sud qui se traduit par la négociation d'objectifs, de moyens et de résultats, au regard d'un diagnostic partagé des besoins du territoire pour l'accès des jeunes à l'emploi. Il permet ainsi à chacune des parties cocontractantes de prendre des engagements clairs dans une optique d'amélioration de la qualité du service rendu.

Le contrat d'objectifs et de moyens doit être l'occasion, dans un contexte budgétaire contraint, d'une approche innovante en faveur de l'insertion sociale, citoyenne et professionnelle des jeunes de l'Ecole de la 2^e chance Sud de Martinique.

Le contrat d'objectifs et de moyens donne une meilleure visibilité sur le niveau et la ventilation des dotations sur les exercices en cours. Il maintient le soutien financier en faveur de l'accompagnement et de l'insertion des jeunes en difficulté d'insertion professionnelle et sociale.

ARTICLE II : DISPOSITIONS GENERALES

Par le présent contrat, l'AFDIJ-E2C Sud propose à la Collectivité Territoriale de Martinique, au vu des besoins du territoire, de mettre en œuvre le programme d'actions dont la finalité globale est d'assurer l'insertion sociale, citoyenne et professionnelle de jeunes adultes âgés de 16 à 25 ans, sans qualification et sans emploi.

A cette fin, l'AFDIJ-E2C Sud s'engage à mobiliser tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique invite l'AFDIJ-E2C Sud à prendre part à la mise en œuvre du programme de formation annuel et à la réalisation d'actions de formation dans le cadre du Plan d'Investissement des Compétences (PIC).

Les indicateurs et objectifs arrêtés conjointement à l'article IV serviront à apprécier l'activité et à mesurer l'impact de la politique publique de formation.

ARTICLE III : DUREE, DELAIS D'EXECUTION ET EXTINCTION DE L'ENGAGEMENT

Le présent contrat d'objectifs et de moyens prend effet à compter de sa signature par les deux parties jusqu'au 31 décembre 2018. Sa durée d'exécution arrivera à terme à l'extinction de l'ensemble des obligations qu'elle prévoit.

La conclusion éventuelle d'un nouveau contrat est subordonnée au dépôt des conclusions de l'évaluation prévue à l'article V.

L'AFDIJ-E2C Sud s'engage, aux fins de contrôle, à conserver les pièces justificatives des actions effectuées dans le cadre de l'exécution du présent contrat pendant une durée de 10 ans.

Si l'AFDIJ-E2C Sud établit, avant l'expiration du délai de un an, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables, ce délai peut être exceptionnellement prolongé par décision de la Collectivité.

Passé ce délai, l'autorisation d'engagement rendu disponible est désengagée et désaffectée par la Collectivité Territoriale, selon les modalités prévues à l'article VI du présent contrat d'objectifs et de moyens.

ARTICLE IV : LES CRITERES ET INDICATEURS RETENUS

Le nombre et la nature des objectifs du présent contrat sont conformes à la capacité de l'AFDIJ-E2C Sud à mettre en œuvre l'ensemble des actions nécessaires à leur atteinte. Les objectifs sont accompagnés d'indicateurs permettant de vérifier la réalisation des objectifs.

Pour 2018, la Collectivité souhaite porter ses efforts sur les publics de bas niveau de qualification, répondant ainsi aux engagements pris dans le cadre du Plan d'Investissement des Compétences (PIC).

Le contrat d'objectifs et de moyens de l'AFDIJ-E2C Sud fixe les objectifs suivants :

1- Améliorer l'accueil et diversifier les publics

OBJECTIFS LIÉS À L'AMÉLIORATION DE L'ACCUEIL ET LA DIVERSIFICATION DES PUBLICS	INDICATEURS CTM
Origine géographique des jeunes dans CAESM	% par ville
Nombre et % de nouveaux entrants <ul style="list-style-type: none"> - dont nombre de jeunes de niveau V et infra - dont nombre hommes/femmes - dont nombre en situation de handicap - dont nombre de personnes sous-main de justice Préciser le(s) prescripteur(s)	>50%
Nombre et % de jeunes en suite de parcours <ul style="list-style-type: none"> - dont nombre de jeunes de niveau infra V - dont nombre hommes/femmes - dont nombre en situation de handicap - dont nombre de personnes sous-main de justice 	<50%
Nombre total de jeunes en suivi <ul style="list-style-type: none"> - dont nombre de jeunes de niveau infra V - dont nombre hommes/femmes - dont nombre en situation de handicap - dont nombre de personnes sous-main de justice 	<u>Objectif</u> : 100/an
Nombre de réunions d'informations réalisées <ul style="list-style-type: none"> - Au sein de l'E2C (50%) - A l'extérieur de l'E2C (50%) 	<u>Objectif</u> : 1 par mois
Nombre et % d'abandons (arrêt après les 7 semaines de période d'essai) Préciser les motifs d'abandons	< 20%
Durée moyenne d'accompagnement par stagiaire	
Nombre d'attestations de compétences acquises remises <i>L'AGEFMA assure, pour le compte de la Collectivité, le contrôle des attestations de compétences acquises remises</i>	- Nombre/an - Modalités de remise

2- Améliorer l'accompagnement et l'insertion des jeunes vers l'emploi ou la formation

OBJECTIFS LIÉS À L'ACCOMPAGNEMENT ET L'INSERTION DES JEUNES VERS L'EMPLOI OU LA FORMATION	INDICATEURS CTM
Nombre et % de jeunes entrés en formation, dont nombre hommes/femmes <ul style="list-style-type: none"> - Pré-qualification - Formation qualifiante - Formation diplômante - Apprentissage - Formation professionnelle collective de la CTM - Aide individuelle à la formation (CTM) Préciser le niveau, l'organisme et intitulé de formation	>60%
Nombre et % de jeunes insérés en emploi, dont nombre hommes/femmes <ul style="list-style-type: none"> - CUI-CAE - CUI-CIE - CDD - CDI - Création d'entreprise 	> 10%
Nombre et % de jeunes entrés dans un autre dispositif d'accompagnement, dont nombre hommes/femmes <ul style="list-style-type: none"> - Garantie jeune - Réorientation en mission locale - Pôle emploi 	< 10%
Nombre et % de sorties non maîtrisables, dont nombre hommes/femmes (déménagement, incarcération, décès.)	< 10%
Nombre et % de sorties sans sorties positives ou dynamique, dont nombre hommes/femmes	< 10%
Projets pédagogiques individuels et collectifs (décrire et quantifier)	- Nombre de projets : objectif : 4/an - Nombre de jeunes concernés - Intérêt pédagogique

Méthodologie de suivi post-parcours à 3, 6, 9 et 12 mois des stagiaires	- Fréquence du suivi - Nombre de jeunes concernés par l'action
---	---

3- Développer des actions pour favoriser l'accès à l'emploi

OBJECTIFS LIÉS AU DÉVELOPPEMENT DES ACTIONS POUR FAVORISER L'EMPLOI	PARTENAIRES ET MODALITÉS	INDICATEURS CTM
Partenariats avec les entreprises - Nombre de partenariats formalisés - Nombre d'entreprises d'accueil	Employeurs/ Entreprises (nommer)	- Nombre : >100 - Répartition par secteur d'activités, types, modalités, intérêts
Rencontre avec les employeurs Présentation d'entreprises, de métiers ou de secteurs d'activités au sein de l'E2C (décrire et quantifier)	Employeurs/ Entreprises (nommer)	- Nombre d'actions : > 5/an - Nombre de jeunes concernés
Rencontre avec les prescripteurs et organismes de formation	Mission locale, Pôle emploi, etc. (nommer)	- Fréquence Objectif : 1fois/trimestre
Actions de promotion et/ou de recrutement (décrire et quantifier)	Salons, Portes ouvertes, etc.	- Fréquence : >1/an - Nombre de jeunes concernés
Visites d'entreprises	Entreprises (nommer)	- Nombre de visites : Objectif : 1/mois - Nombre de jeunes concernés
Actions collectives (ateliers CV, atelier de recherche d'emplois, etc.)	Décrire et quantifier chacune des actions	- Nombre de jeunes concernés par action

4- Améliorer la gestion de l'AFDIJ-E2C Sud dans un contexte de contrainte budgétaire

OBJECTIFS LIÉS À LA GESTION DE L'AFDIJ E2C SUD	DONNÉES/CRITÈRES
--	------------------

Données relatives au personnel	<ul style="list-style-type: none">- Effectif du personnel- Niveau de diplôme des formateurs (Niveau II, sauf Niveau III en informatique)- Effectif pédagogique (nombre de formateurs/effectif total)- Encadrement pédagogique (effectif formateurs/effectif total de jeunes accueillis)- Recrutements prévus- Plan de formation des formateurs- Nature des contrats d'embauche (CDD, CDI...)
---------------------------------------	--

ARTICLE V : EVALUATION FINALE ET BILAN D'ACTIVITES ANNUEL

Un bilan d'activité est transmis en même temps que le compte rendu financier prévu à l'article VI.

Un dialogue de gestion entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'AFDIJ-E2C Sud, dans le courant du dernier trimestre de l'année, sera tenu en vue de procéder à une définition commune des objectifs de l'année suivante. Cette réunion a pour but de mesurer l'atteinte des objectifs définis à l'article IV du présent contrat, et de procéder à une analyse des éventuels écarts.

Le dialogue de gestion annuel permet de redéfinir les objectifs et le montant de la subvention de l'année suivante.

ARTICLE VI : DISPOSITIONS FINANCIERES

En tenant compte de la somme déjà versée de Cinquante-sept mille cinq cent euros (57 500,00 €) au titre fonctionnement du 1^{er} trimestre de l'année 2018, le montant de la subvention accordée à l'AFDIJ-E2C Sud s'élève à **Cent soixante-douze mille cinq cent euros (172 500,00 €)**.

La subvention sera créditée au compte de l'AFDIJ-E2C Sud selon les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes :

- Un acompte de 80 % du montant de la subvention annuelle, soit la somme de **Cent trente-huit mille euros (138 000,00 €)** est versée dès que le contrat d'objectifs et de moyens sera rendu exécutoire ;
- 20% soit la somme de **Trente-quatre mille cinq cent euros (34 500,00 €)**, sur présentation :

- d'un rapport détaillé reprenant l'ensemble des objectifs fixés par le présent contrat d'objectifs et de moyens (du **1er janvier 2018 au 31 décembre 2018**) et les argumentaires en cas d'écarts constatés ;
- d'un bilan financier présentant les documents comptables (actif, passif, compte de résultat), certifié par l'agent comptable ou tout représentant habilité, ainsi que le rapport certifié du commissaire au compte sur les comptes annuels.

Dans tous les cas de figure, si les objectifs fixés par le présent contrat d'objectifs et de moyens ne sont pas atteints à la date du 30 juin 2019, la subvention sera réduite et calculée au prorata des objectifs atteints.

Si dans un délai de 6 mois à compter du 30 juin 2019, la production des pièces justificatives réglementaires précitées n'est pas constatée, la collectivité procède au désengagement de toutes les sommes concernées, conformément à l'article 3 du présent contrat.

Aucune demande de paiement de la part du bénéficiaire ne peut intervenir après expiration du délai.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité.

Les paiements dus par la Collectivité sont effectués sur le compte bancaire de l'AFDIJ (Association pour la Formation, le Développement et l'Insertion des Jeunes) pour le compte de l'E2C Sud à la Banque Populaire BRED selon les procédures comptables en vigueur:

- **IBAN** : FR76 1010 7006 2200 2340 2863 244
- **Code Banque** : 10107
- **Code Guichet** : 00622
- **Numéro de compte** : 00234028632
- **Clé** : 42

L'ordonnateur de la dépense est Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif.

Le comptable assignataire est le Payeur Territorial.

ARTICLE VII : COMMUNICATION

L'AFDIJ-E2C Sud s'engage à faire connaître l'appui dont il bénéficie de la part de la Collectivité, lors de ses entretiens ou contacts avec la presse et les médias.

L'AFDIJ-E2C Sud doit mentionner le concours de la Collectivité pour toute action de promotion ou d'information, proportionnellement au concours d'autres partenaires publics et privés éventuels dans le cadre de cette opération.

Le logo de la Collectivité doit être obligatoirement apposé sur tous les supports de communication.

Sans préjudice des dispositions de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et du décret du 6 juin 2001 pris pour son application, la Collectivité et l'AFDIJ-E2C Sud s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel communiqués à titre confidentiel et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'une ou l'autre partie.

ARTICLE VIII : REVERSEMENT

La Collectivité ne financera que les actions effectivement réalisées. Elle pourra demander à l'AFDIJ-E2C Sud le reversement des sommes dans le cas où il y aurait un trop perçu.

La Collectivité peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît au terme des opérations de contrôle que :

- celle-ci a été utilisée à des fins non conformes à l'objet des présentes ;
- les obligations prévues dans le présent contrat et auxquelles doit s'astreindre l'AFDIJ-E2C Sud n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette dont le recouvrement est à la charge du Payeur Territorial.

Préalablement à l'émission du titre cité, la Collectivité notifiera par lettre recommandée avec accusé de réception, les conclusions du contrôle de l'utilisation de la subvention allouée avec mention des considérations de fait et de droit qui justifient l'ordre de reversement.

La lettre de notification visée au paragraphe précédent, indique le délai dont dispose la l'AFDIJ-E2C Sud pour présenter des observations écrites. Ce délai ne peut être inférieur à 15 jours à compter de la date de notification.

La décision de reversement est prise par la Collectivité si aucun document n'est présenté par l'AFDIJ-E2C Sud à l'expiration du délai mentionné ou si les documents transmis, dans le délai imparti, ne sont pas de nature à permettre le maintien du financement alloué à l'AFDIJ-E2C Sud.

ARTICLE IX : OBLIGATIONS

L'AFDIJ-E2C Sud s'engage à utiliser la subvention octroyée en compensation de ses charges de service public exclusivement à la réalisation de l'objet qui l'a motivée.

L'AFDIJ-E2C Sud s'engage à produire, au plus tard le 30 juin 2019, un rapport d'activités et un bilan financier annuel certifié par l'agent comptable ou tout

représentant habilité, ainsi que le rapport certifié du commissaire au compte sur les comptes annuels, attestant de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention.

L'AFDIJ-E2C Sud s'oblige en outre à accepter le contrôle technique et financier portant sur l'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé, à tout moment, par toute personne dûment mandatée par la Collectivité.

À ce titre, l'AFDIJ-E2C Sud s'engage, d'une part à remettre sur simple demande de la Collectivité tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser un accès à ses locaux pour les besoins de celle-ci.

L'AFDIJ-E2C Sud s'engage conformément à la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation citoyenne des personnes handicapées à favoriser l'accès des personnes en situation de handicap au sens de la loi du 11 Février 2005.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation du présent contrat, en application de l'article XIII.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article VI entraîne la suppression de la subvention.

Tout refus de communication du compte rendu financier entraîne la suppression de la subvention.

La Collectivité informe l'AFDIJ-E2C Sud de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE X : CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

Pendant et au terme du présent contrat, un contrôle sur place peut être réalisé par la Collectivité. L'AFDIJ - E2C Sud s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

La visite sur place par un représentant de la Collectivité Territoriale de Martinique aura pour vocation de s'assurer de la réalisation physique des objectifs prioritaires et secondaires des actions de formations et du respect des obligations en matière de publicité énoncées à l'article IV du présent contrat.

La Collectivité contrôle annuellement et à l'issue du contrat d'objectifs et de moyens, que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet.

ARTICLE XI : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution du présent contrat, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés du contrat, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

La demande de modification du présent contrat est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et de toutes les conséquences qu'elle emporte.

L'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE XII : RESILIATION DU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

En cas de désaccord survenant à propos de l'exécution du présent contrat entre les parties, celui-ci pourra être résilié par l'une ou l'autre, avec un préavis d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

La Collectivité pourra toutefois résilier par lettre recommandée avec avis de réception le contrat, sans préavis ni indemnités, s'il apparaît que l'AFDIJ-E2C Sud ne respecte pas les obligations qu'il lui appartient d'honorer dans le cadre de l'exécution de la présente.

L'AFDIJ-E2C Sud pourra également à son tour résilier le contrat sans préavis, pour cas de force majeure dûment constaté et signifié à la Collectivité par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE XIII : DISPOSITIONS FINALES

Si une ou plusieurs stipulations du présent contrat, à l'exception de l'objet, sont tenues pour non valides ou déclarées nulles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur validité.

En cas de difficulté d'interprétation entre un quelconque titre figurant en tête des clauses et une quelconque clause, les titres seront déclarés inexistantes.

Sous réserve d'une éventuelle modification par voie d'avenant dans les conditions posées à l'article XII, le présent contrat expriment les obligations des parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par les parties ne pourra s'intégrer au présent contrat.

Le fait pour l'une des parties de ne pas se prévaloir d'un manquement de l'autre partie à une quelconque obligation visée du présent contrat, ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.

ARTICLE XIV : LITIGES

Tout désaccord relatif à l'exécution des termes du présent contrat devra faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties.

A défaut, le Tribunal Administratif de Fort-de-France sera seul compétent pour en connaître.

Fait à Fort de France, le

Le Président du Conseil Exécutif

La Présidente de l'AFDIJ-E2C Sud

ANNEXE I : GRILLE DE CALCULS DES DIFFERENTS INDICATEURS

1- Améliorer l'accueil et diversifier les publics

- *Le taux de représentation des jeunes en demande d'insertion*

Total du nombre de bénéficiaires d'un public cible (demandeurs d'emplois ou personnes en situation de handicap, etc.) / l'ensemble des jeunes accueillis à l'E2C.

- *Le taux de jeunes en demande d'insertion possédant une qualification*

Nombre de jeunes possédant une qualification (niveau infra V, V sans diplôme, etc.) / l'ensemble des jeunes accueillis à l'E2C Sud

- *Le taux de jeunes en demande d'insertion résidant sur le territoire de la CAESM*

Nombre de jeunes en demande d'insertion résidant sur le territoire de la CAESM (Schœlcher, Fort de France, Saint-Joseph et Le Lamentin) / l'ensemble des jeunes accueillis à l'E2C.

- *Le taux de jeunes en demande d'insertion issus de Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV)*

Nombre de jeunes en demande d'insertion issus de Quartiers Prioritaires de la ville / l'ensemble des jeunes accueillis à l'E2C.

- *Le taux de nouveaux entrants/suites de parcours*

Nombre de jeunes entrants pour la première fois à l'E2C ou de suite de parcours / l'ensemble des jeunes accueillis à l'E2C.

- *Durée moyenne d'accompagnement par stagiaire*

Somme des durées d'accompagnement des stagiaires / nombre de jeunes en fin d'accompagnement à l'E2C.

2- Améliorer l'accompagnement et l'insertion des jeunes vers l'emploi ou la formation

- *Le taux de jeunes entrées en formation*

Total du nombre de jeunes entrés en formation (RSMA, IMFPA, etc.) / le nombre total de Jeunes accueillis à l'E2C;

- *Le taux de jeunes insérés en emploi*

Total du nombre de jeunes insérés en emploi (CUI/CAE, CDD, CDI...)/ Le nombre total de Jeunes accueillis à l'E2C;

- *Le taux de jeunes entrés dans un autre dispositif d'accompagnement*

Total du nombre de jeunes entrés dans un autre dispositif d'accompagnement (garantie jeune, réorientation en mission locale, Pôle emploi.) / Le nombre total de Jeunes accueillis à l'E2C.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-152-1-DE
Date de télétransmission : 30/07/2018
Date de réception préfecture : 30/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-152-1

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°16-335-26 PORTANT ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA VILLE DE SAINT-PIERRE AU TITRE DU PROGRAMME D'AIDE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE AUX COMMUNES (A.C.T.C)

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la collectivité territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-479-1 du 16 décembre 2016 portant modification de la délibération n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-335-26 du 23 novembre 2016 portant attribution d'une subvention à la Ville de Saint-Pierre au titre de l'Aide du Conseil Régional aux Communes ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande de la Ville de Saint-Pierre ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1^{er} juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : L'article 1, de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-335-26 du 23 novembre 2016 est modifié comme suit :

« Est attribuée une subvention d'un montant de trois cent cinquante et un mille deux cent quatre-vingt-seize euros dix-sept centimes (351 296,17 €) répartie comme suit, à la Ville de Saint-Pierre au titre du programme d'Aide de la Collectivité Territoriale aux Communes (A.C.T.C) pour :

- | | |
|--|-----------------|
| - Travaux de rénovation de la cathédrale (phase 3) | 193 146,52 € |
| - Travaux de rénovation de l'école mixte B (aide complémentaire) | 158 149,65 €. » |

Les autres dispositions de la délibération n°16-335-26 demeurent inchangées.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-153-1-DE
Date de télétransmission : 02/08/2018
Date de réception préfecture : 02/08/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 2 AOUT 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-153-1

PORTANT MODIFICATION DES ARTICLES 4 ET 5 DE LA CONVENTION ACRC N°14-1788-33/29-04 CONCLUE ENTRE LA RÉGION MARTINIQUE ET LA VILLE DE SAINTE-MARIE POUR LA RÉALISATION D'ÉTUDES DE FAISABILITÉ ET DE CONCEPTION POUR LA RÉFECTION DE LA VOIRIE COMMUNALE

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de la Région Martinique n°05-2099 du 15 décembre 2005 portant reconduction du programme d'aide du Conseil régional aux communes pour les années 2005-2006-2007 ;
Vu la délibération de la Région Martinique n°14-1788-33 du 27 novembre 2014 portant octroi d'une subvention à la Ville de Sainte-Marie au titre de l'Aide du Conseil Régional aux Communes (ACRC) – programme 2013 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la collectivité territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention conclue entre la Région Martinique et la Ville de Sainte-Marie ACRC n° 14-1788-33/29-04 pour la réalisation d'études de faisabilité et de conception pour la réfection de la voirie communale ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1^{er} juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'alinéa 3 de l'article 4 « ENGAGEMENT DES PARTIES », de la convention ACRC n°14-1788-33/29-04 susvisée est modifié comme suit :

« - le solde à la réception de l'Etude. »

ARTICLE 2 : Les alinéas 4, 5 et 6 de l'article 5 « PIECES JUSTIFICATIVES », de la convention ACRC n°14-1788-33/29-04 susvisée, sont remplacés par les dispositions ci-après :

« - d'un état visé du comptable de la Collectivité récapitulant par dépenses et par bénéficiaire les mandatements effectués pour la réalisation de l'opération ;
- de l'Etude ».

ARTICLE 3 : Les autres dispositions de la convention ACRC n°14-1788-33/29-04 demeurent inchangées.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-154-1-DE
Date de télétransmission : 30/07/2018
Date de réception préfecture : 30/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE 30 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-154-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE SAINTE-MARIE POUR L'OPÉRATION « TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE LA RUE DES ÉTAGES »

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande de la Ville de Sainte-Marie en date du 14 novembre 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1^{er} juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de quatre-vingt six mille six cent soixante cinq euros (86 665 €) est allouée à la Ville de Sainte-Marie pour l'opération « Travaux d'aménagement de la rue des Etages ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée à la Ville de Sainte-Marie selon les modalités précisées par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-155-1-DE
Date de télétransmission : 27/07/2018
Date de réception préfecture : 27/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-155-1

PORTANT LEVÉE DE LA DÉCHÉANCE QUADRIENNALE AFFECTANT LA SUBVENTION ALLOUÉE À LA VILLE DU ROBERT POUR L'OPÉRATION A.C.T.C « ACQUISITION D'UNE PARCELLE DE TERRAIN M. 252 APPARTENANT AUX HÉRITIERS »

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu la délibération de la Région Martinique n° 05-1122 du 21 juin 2005 portant aide régionale aux opérations d'équipement local (commune du Robert) ;
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;
- Vu la demande de la Ville du Robert en date du 12 septembre 2017 ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1^{er} juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La déchéance quadriennale qui affecte la subvention d'un montant de treize mille six cent cinquante euros (13 650,00 €) allouée à la Ville du Robert pour l'opération « Acquisition d'une parcelle de terrain M. 252 appartenant aux héritiers », au titre du programme ARPEL 2005, est levée.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-156-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-156-1

PORTANT ADOPTION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AUX CONTRATS DE MILIEUX

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 28 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le dispositif de soutien aux contrats de milieux et assimilés est adopté.

ARTICLE 2 : Les dépenses correspondantes sont imputées sur les chapitres 907 et 937 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités d'attribution sont les suivantes :

Bénéficiaires = Signataires du contrat :

- Collectivités
- Communautés d'agglomération
- Syndicats (PNRM / SMTVD...)
- Entreprises
- Associations...

Opérations éligibles :

- Celles définies par le plan d'actions
- Et celles portées par la cellule animation.

Financement :

1. Financement de la cellule animation	Taux maxi %	plafond
Formation - Mission (frais d'inscription)	30	300€/inscrit
Assistances techniques et partenariats (études, AMO...)	50	50 000
Communication	30	30 000
Frais logistiques	20	1 500

2. Financement du plan d'actions	Taux maxi %	plafond
Etudes (fonctionnement)	50	50 000
Travaux (investissement)	30	150 000
Formation	30	10 000
Communication	30	30 000

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les contrats de milieux et procéder par arrêté délibéré dans le cadre de l'exécution du présent dispositif, de prendre toute mesure utile et signer tout acte nécessaire à l'application de la présente décision.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-156-2-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-156-2

PORTANT AUTORISATION DE SIGNER LE CONTRAT DE RIVIÈRE DU GALION

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 28 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer le contrat de rivière du Galion.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré, toute mesure d'application du présent dispositif et signer tout acte afférent à la présente décision.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-157-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUIN 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-157-1

PORTANT AUTORISATION DE SIGNATURE DU CONTRAT DE PROGRÈS D'ODYSSI ET DE PARTICIPATION AU GUICHET UNIQUE DU PLAN EAU DOM

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 28 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer le contrat de progrès d'ODYSSI.

La Collectivité jugera de sa contribution financière sur la base des dossiers qui lui seront présentés.

Il est rappelé à ODYSSI que la priorité doit être donnée à l'élaboration des schémas directeurs pour son territoire.

ARTICLE 2 : La participation des services de la Collectivité Territoriale de Martinique au guichet unique hébergé par l'office de l'eau est approuvée.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-158-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-158-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA CACEM POUR L'ANIMATION DU CONTRAT DE LA BAIE DE FORT-DE-FRANCE 2016-2017

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 28 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de douze mille cent quatre-vingt euros (12 180 €) est accordée à la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) pour l'animation du contrat de la baie de Fort-de-France, selon la répartition suivante :

- Cinq mille trois cent cinquante cinq euros (5 355 €), soit 30 % de l'assiette éligible, pour l'exercice 2016 ;
- Six mille huit cent vingt-cinq euros (6 825 €), soit 26 % de l'assiette éligible, pour l'exercice 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 937 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Cette somme est versée à la CACEM selon les modalités suivantes :

- 100% de l'exercice 2016, soit 5 355 €, sur présentation de l'état récapitulatif des dépenses certifié et des factures correspondantes ;
- 100% de l'exercice 2017, soit 6 825 €, sur présentation de l'état récapitulatif des dépenses certifié et des factures correspondantes.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-159-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-159-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ANIMATION 2018 DU CONTRAT DE LA BAIE DE FORT-DE-FRANCE

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 28 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de mille cent cinquante euros (1 150 €) est accordée à la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) pour l'animation 2018 du contrat de la baie de Fort-de-France.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 937 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Cette somme est versée à la CACEM selon les modalités suivantes :

- 80% dès que la présente délibération est rendue exécutoire ;
- le solde, soit 20%, sur présentation de l'état récapitulatif des dépenses certifié par le comptable public et des factures correspondantes.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-160-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-160-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA CACEM POUR L'ÉVALUATION DU CONTRAT DE LA BAIE DE FORT-DE-FRANCE

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
- Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
- Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
- Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 28 mai 2018 ;
- Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de seize mille cent cinquante-sept euros (16 157 €) est accordée à la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) pour la réalisation de l'évaluation du contrat de la baie de Fort-de-France.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 937 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Cette somme est versée à la CACEM selon les modalités suivantes :

- 80% dès que la présente délibération est rendue exécutoire ;
- le solde, soit 20%, sur présentation de l'état récapitulatif des dépenses certifié par le comptable public et des factures correspondantes.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-161-1-DE
Date de télétransmission : 10/07/2018
Date de réception préfecture : 10/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 10 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-161-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SEPANMAR POUR LA RÉALISATION DE SES INTERVENTIONS PÉDAGOGIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT À LA MARTINIQUE, POUR LES ANNÉES 2017 ET 2018

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 28 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur, recherche et innovation le 4 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant total de trois mille sept cent soixante-dix euros (3 770 €) est attribuée à la Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature à la Martinique (SEPANMAR) pour la réalisation de ses interventions pédagogiques sur le thème de la nature, au titre des années 2017 et 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante, engagée en autorisation d'engagement, est imputée au chapitre 937-78 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée à la SEPANMAR comme suit :

- Pour le financement 2017 : la totalité de la subvention, soit 1 720 €, dès que la présente délibération est rendue exécutoire et sur présentation des justificatifs financiers et techniques attestant de la réalisation des interventions en 2017 ;
- Pour le financement 2018, soit 2 050 € : 50%, dès que la présente délibération est exécutoire et le solde, sur présentation des justificatifs financiers et techniques attestant de la réalisation des interventions en 2018.

La liquidation est programmée comme suit :

- 2 745 € en crédits de paiement en 2018 ;
- 1 025 € en crédits de paiement en 2019.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-162-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-162-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SEPANMAR POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME 2016 DE SUIVI DES CÉTACÉS "PELAGOS 972" SUR SON PROGRAMME 2018

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-167-1 du 19 juillet 2016 portant attribution d'une subvention à la Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature à la Martinique (SEPANMAR) pour la réalisation de son programme 2016 de suivi des cétacés « Pelagos 972 » ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 28 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est accepté le report du programme de l'année 2016 de suivi des cétacés « PELAGOS 972 » sur celui de l'année 2018.

La subvention d'un montant de vingt-deux mille huit cent vingt euros (22 820 €), attribuée à la Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature à la Martinique (SEPANMAR) par la délibération n°16-167-1 susvisée, est ramenée à seize mille trois cent quarante-neuf euros (16 349 €) pour la réalisation du programme 2018 de suivi des cétacés.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante, engagée en autorisation d'engagement, est imputée au chapitre 937-78 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée à la SEPANMAR comme suit :

- Déduction de l'acompte de onze mille quatre cent dix euros (11 410 €) versé en exécution de la délibération n°16-167-1, dès que la présente délibération est rendue exécutoire ;
- Le solde, sur présentation des justificatifs financiers et techniques attestant de la réalisation de ce programme 2018.

La liquidation est programmée comme suit : 4 939 € en crédits de paiement en 2018.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-163-1-DE
Date de télétransmission : 29/06/2018
Date de réception préfecture : 29/06/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JUIN 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-163-1

PORTANT CRÉATION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE D'ÉLABORATION ET DE SUIVI (CCES) DU PLAN DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES DÉCHETS DE MARTINIQUE (PPGDM)

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'environnement ;
Vu le décret n°2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1946-1 du 30 octobre 2015 portant lancement de l'élaboration du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 28 mai 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est créée la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGD) présidée par le Président du Conseil Exécutif de Martinique ou son représentant.

ARTICLE 2 : Cette Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) a pour missions :

- d'accompagner la Collectivité Territoriale de Martinique dans l'élaboration du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGD) en facilitant la concertation des acteurs ;
- de proposer des orientations en matière de prévention et de gestion de l'ensemble des déchets listés à l'article R.541-15 du code de l'environnement ;
- d'émettre un avis sur le projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGD) et son rapport sur les incidences environnementales tel que défini à l'article L.122-6 du code de l'environnement, avant qu'ils ne soient soumis à la consultation administrative et à enquête publique ;
- d'émettre un avis sur tout projet ou document pour lequel la commission doit être réglementairement sollicitée ;
- d'assurer le suivi annuel de la mise en oeuvre du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGD).

ARTICLE 3 : Conformément à l'article R.541-21 du Code de l'environnement, la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) est composée comme suit des représentants :

- des collectivités territoriales ;
- des groupements compétents en matière de collecte et de traitement de déchets ;
- de l'État (Préfet, chefs des services déconcentrés de l'Etat intéressés ou de leurs représentants désignés par le préfet de région, établissements publics) ;
- des organismes publics concernés ;
- des organisations professionnelles et associations du secteur concernées ;
- des éco-organismes ;
- des associations agréées de protection de l'environnement et de consommateurs.

Le cas échéant, et en tant que de besoin, d'autres personnes qualifiées peuvent être appelées à participer aux travaux de la commission, sur décision du Président du Conseil Exécutif de Martinique.

ARTICLE 4 : Les modalités de fonctionnement de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES) sont prévues dans le règlement intérieur à adopter lors de la séance d'installation de la commission.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute décision et signer l'ensemble des actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération, notamment l'arrêté portant composition et nomination des représentants de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES).


ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président de l'Assemblée de Martinique pour désigner par arrêté les conseillers à l'Assemblée de Martinique, membres titulaire et suppléant, au sein de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES).

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique


Marie-France TOUL



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-164-1-DE
Date de télétransmission : 16/08/2018
Date de réception préfecture : 16/08/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 16 AOÛT 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-164-1

PORTANT PARTICIPATION AUX ASSISES ANTILLO-GUYANAISES DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF PAR IDEAL CONNAISSANCES

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yann MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 28 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de vingt-huit mille euros (28 000 €), soit 21,3% de l'assiette éligible, est accordée à IDEAL Connaissances pour la réalisation des premières assises antillo-guyanaïses de l'assainissement non collectif en Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 937 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Cette somme est versée selon des modalités prévues par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018. /

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



REPUBLIQUE FRANÇAISE



**CONVENTION N°18-XXX
RELATIVE A LA REALISATION DES
1ERES ASSISES ANTILLO-GUYANAISES DE L'ANC
PAR IDEAL CONNAISSANCES
ET AUX MODALITES DE LEUR FINANCEMENT
PAR LA CTM**

Convention n°18-XXX,
relative à la réalisation des Assises antillo-guyanaïses
de l'assainissement non collectif
par IDEAL CONNAISSANCES
et aux modalités de leur financement par la CTM

Entre, d'une part :

La Collectivité Territoriale de Martinique,
représentée par le Président du Conseil Exécutif,
Monsieur Alfred MARIE-JEANNE
dûment habilité par la délibération n°18-XXX de l'Assemblée de Martinique du
XXX 2018 ;

Désignée ci-après par "la CTM"

Et, d'autre part :

La société IDEAL Connaissances

Siège social : 93, Avenue de Fontainebleau
94270 LE KREMLIN-BICETRE

SIRET :

Code APE :

représentée par
agissant en qualité de Président,

Désignée ci-après par "le Bénéficiaire"

- Vu la délibération n°18-XXX du XXX 2018 portant participation de la CTM aux
1ères assises antillo-guyanaïses de l'assainissement non collectif ;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 OBJET

La présente convention a pour objet de :

- ♦ définir les caractéristiques de l'opération envisagée ;
- ♦ définir les modalités de suivi technique et administratif de l'opération ;
- ♦ fixer le montant, les conditions d'attribution et d'utilisation de l'aide financière accordée au bénéficiaire par la CTM.

Article 2 DEFINITION DE L'OPERATION

2.1 Descriptif technique

L'opération envisagée consiste à la réalisation des 1ères assises antillo-guyanaises de l'assainissement non collectif.

La description détaillée de l'opération constitue l'**annexe technique** de la présente convention.

2.2 Durée de réalisation de l'opération

La tenue des assises est programmée en Martinique les 27 et 28 juin 2018.

2.3 Suivi technique – Justificatifs pour solde

A l'issue de la réalisation de l'opération telle que définie en 2.2, le bénéficiaire devra remettre à la CTM, à minima sous forme électronique :

- ♦ l'état récapitulatif des dépenses pour solde, certifié conforme par toute personne habilitée à engager le bénéficiaire, et les justificatifs correspondants (factures).

A défaut, les dispositions prévues à l'article 8 ci-dessous seront applicables de plein droit.

2.4 Montant global de l'opération

Le coût total des opérations à exécuter, et le montant maximal de la participation financière de la CTM sont fixés comme suit :

	€	%
CTM	28 000	21,3%
ODE MARTINIQUE	40 000	30,5%
CACEM/ODYSSI	6 000	4,6%
CAESM	6 000	4,6%
CAP NORD	6 000	4,6%
ODE GUADELOUPE	15 000	11,4%
SIAEAG	3 000	2,3%
CAP EXCELLENCE	3 000	2,3%
ODE GUYANE	15 000	11,4%

CACL	3 000	2,3%
RECETTES STANDS + BILLETERIE	6 295	4,8%
TOTAL	131 295	100%

Article 3 CARACTERISTIQUES DE L'AIDE APPORTEE

3.1 Nature et montant

L'aide apportée est une subvention représentant **21.3%** du budget global de l'opération, plafonnée à **28 000€**.

Le montant de la participation de la CTM est ferme et non révisable.

3.2 Conditions de versement de la participation de la CTM

Pour l'application de la présente convention, le montant fixé au §3.1 sera versé par la CTM au bénéficiaire de la façon suivante :

- ♦ 50%, dès signature de la présente convention ;
- ♦ Le solde, soit 14 000€, sur présentation des justificatifs pour solde tels que définis en 2.3.

3.3 Modalités de versement

La participation de la CTM est liquidée et mandatée par le Président du Conseil Exécutif. Elle est inscrite au budget de la CTM.

La CTM se libérera des sommes dues au titre de la présente convention par virement au crédit du compte :

Code Banque :	
Code guichet :	
N° du Compte :	Clé RIB :
IBAN : FR76 4255 9000 0521 0091 9640 526	
Adresse de la Banque :	
Bénéficiaire final :	

3.4 Interruption, annulation ou réduction de l'opération

En cas d'annulation, interruption ou réduction de l'opération envisagée, sans qu'il y ait eu manquement du bénéficiaire à tout ou partie des obligations de la présente convention, la CTM règlera au bénéficiaire, par application des taux de l'aide définis au §3.1 ci-dessus, le montant de l'aide convenue pour les dépenses justifiées à la date de l'annulation, de l'interruption ou de la réduction, ainsi que les dépenses effectivement engagées en vue de l'exécution de l'opération initiale.

Le cas échéant, la CTM se réserve le droit d'exiger du bénéficiaire le remboursement des sommes non justifiées.

3.5 Principe de réalisation et d'affectation

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération telle que définie à l'article 2 et à affecter l'aide obtenue à sa réalisation.

Article 4 AUTRES DISPOSITIONS

4.1 Suivi administratif

Le bénéficiaire s'engage à faire immédiatement connaître à la CTM toute aide publique qu'il aurait sollicitée ou reçue, solliciterait ou recevrait pour la réalisation de l'opération, objet de la présente convention.

4.2 Responsabilité

Tous les travaux exécutés dans le cadre de la présente convention le sont sous la seule responsabilité du bénéficiaire qui fait son affaire de tous les risques auxquels pourraient être exposés les personnels et matériels affectés à la réalisation de l'opération ainsi envisagée.

Article 5 PROPRIETE ET DROITS D'UTILISATION DES RESULTATS

La CTM pourra divulguer en mentionnant leur origine et/ou utiliser librement tout ou partie des informations et résultats qui lui seront communiqués par le bénéficiaire en exécution de la présente convention.

Toutefois, préalablement à une telle divulgation et/ou utilisation par la CTM, le bénéficiaire, propriétaire des informations et résultats, peut mettre en place toute protection légale et conventionnelle qu'il jugera utile de tout ou partie de ces informations et résultats.

Article 6 DIFFUSION ET PUBLICITE

Le bénéficiaire s'engage à faire état de l'aide financière apportée par la CTM à l'occasion de toute publicité ou toute manifestation d'information portant, pour tout ou partie, sur la réalisation et les résultats de l'opération envisagée.

A défaut, les dispositions prévues à l'article 8 ci-dessous seront applicables de plein droit.

Article 7 REPRESENTANTS RESPECTIFS

Pour la CTM

Le Conseiller exécutif en charge du Développement Durable, de l'Energie, du Transport et des Sports, assisté par un technicien de la Direction de l'Environnement et de l'Energie, sera chargé du suivi de l'opération.

Pour le Bénéficiaire

Le Directeur sera chargé du suivi de l'opération.

Les parties à la présente convention conviennent de s'informer mutuellement au cas où elles envisageraient de changer leur responsable respectif désigné.

Article 8 RESILIATION - REPETITION

En cas de manquement du bénéficiaire à tout ou partie des obligations de la présente convention, la CTM se réserve la possibilité de résilier celle-ci, sans indemnité pour le bénéficiaire, après mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet pendant quinze jours à compter de sa date d'envoi.

De ce fait, le bénéficiaire ne pourra plus dès lors prétendre à un quelconque versement par la CTM qui se réserve alors le droit d'exiger du bénéficiaire le remboursement des sommes déjà perçues.

Par ailleurs, la totalité des sommes perçues au titre de la présente convention pourra donner lieu à répétition des sommes en cas de déclarations inexactes ou mensongères dont la constatation fait apparaître que leur montant n'a pas été utilisé ou l'a été irrégulièrement en fonction du principe défini au §3.5. ci-dessus.

Article 9 DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation. Elles pourront recourir, le cas échéant, à un expert choisi d'un commun accord.

Si néanmoins, le désaccord persiste, le litige relèvera alors des tribunaux compétents.

Article 10 LISTE DES ANNEXES

Les annexes énumérées ci-dessous constituent partie intégrante de la présente convention :

- ♦ Annexe technique
- ♦ Annexe financière.

Article 11 VALIDITE

La présente convention revêtue du timbre du contrôle de la légalité entrera en vigueur à la date de sa notification au bénéficiaire par la CTM.

Cette même convention demeurera en vigueur jusqu'à la remise de l'état récapitulatif global des dépenses, telle que prévue en 2.3. En cas de déchéance quadriennale, en l'absence de tout avenant et pour autant que l'opération ne soit pas achevée, tout montant restant dû au bénéficiaire ne sera plus exigible.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Fort-de-France, le

Pour le "bénéficiaire",
Le Président

Pour la "CTM"
Le Président du Conseil Exécutif

ANNEXE TECHNIQUE

Contexte et objectifs de l'opération

IDEAL Connaissances a pour vocation d'accompagner l'échange de savoir-faire des collectivités territoriales sur leurs domaines de compétences.

IDEAL Connaissances développe 3 activités :

- La mise à disposition de formations professionnelles réalisées par et pour les collectivités à travers plus de 500 web conférences et 200 rencontres techniques en présentiel par an.
- L'accès à 40 communautés professionnelles via une plateforme collaborative professionnelle.
- L'organisation de colloques et salons d'ampleur nationale.

Les assises nationales de l'assainissement non collectif sont ainsi co-organisées chaque année par le Réseau Eau, IDEAL Connaissances, Réseau IDEAL, l'IFAA (industriels de l'Assainissement Autonome), l'Agence de l'Eau territorialement compétente, la Ville, l'Agglomération, le Département d'accueil et parrainées par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire et de la Santé. Elles réunissent chaque année environ 1200 participants (dont des représentants des territoires ultramarins) et près de 50 entreprises sur le salon professionnel.

En réponse à l'appel à candidatures pour sélectionner les organisateurs 2018, des collectivités martiniquaises ont exprimé le souhait d'accueillir une déclinaison régionale de cet événement itinérant afin de répondre aux problématiques spécifiques antillo-guyanaises.

Les objectifs sont les suivants, sur la base d'échanges d'expériences :

- diffuser localement les bonnes pratiques,
- réunir les corps de métier concernés pour établir un plan d'action concret (ex : chartes ANC),
- mutualiser les expériences et harmoniser les politiques à l'échelle de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane.

Descriptif de l'opération

Comme pour les Assises Nationales, IDEAL propose - via son Réseau Eau - de prendre en charge l'ensemble des missions suivantes pour garantir le succès de cette déclinaison régionale des Assises (objectif : 200 participants environ) :

- recherche des financements publics : rédaction et envoi des courriers de sollicitation aux partenaires institutionnels pressentis, négociation, réalisation des conventions entre ces derniers et IDEAL Connaissances

- recherche des financements privés : réalisation d'un bon de commande, négociations avec les entreprises et l'IFAA,

- animation du comité de pilotage chargé de construire le programme

- sélection et suivi des intervenants locaux et de métropole

- conception du visuel, impression et diffusion de la brochure et du guide du participant remis le jour J

- création du site internet : programme, inscription, informations pratiques....
- actions de communication + campagne de newsletters
- gestion logistique : location et aménagement de Madiana, traiteur, hôtesse...
- gestion des inscriptions
- accueil des participants et exposants
- réalisation du bilan quantitatif, qualitatif et financier...

En contrepartie de leur soutien financier, IDEAL propose aux partenaires institutionnels locaux d'être « co-organisateurs » de cet événement :

- participation au Comité de Pilotage chargé de co-construire le programme,
- interventions : ouverture officielle, séances plénières, ateliers thématiques... pour présenter leurs réalisations et objectifs à atteindre,
- insertion de leur logo sur tous les supports de promotion,
- présence sur l'espace exposition au sein d'un « village territorial »
- mise à disposition d'autant d'invitations que nécessaire pour les élus, services, associations et professionnels de leur territoire,
- organisation de temps festif, de visites de sites, d'un temps dédié au grand public.

Calendrier prévisionnel

2 jours : 27 et 28 juin 2018 - Madiana

Impacts attendus :

- information de tous les acteurs : état des lieux
- rappels règlementaires aux professionnels
- rappels règlementaires aux élus en charge...

ANNEXE FINANCIERE

Budget prévisionnel

1ères assises antillo-guyanaises de l'ANC

POSTES DE DEPENSES	MONTANT HT
Organisation	52 925
Communication	7 700
Logistique	49 170
Frais déplacement et divers	21 500
TOTAL	131 295



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-165-1-DE
Date de télétransmission : 16/08/2018
Date de réception préfecture : 16/08/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 16 AOUT 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-165-1

PORTANT AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION N°14-929-2 RELATIVE À LA MODERNISATION DU CENTRE DE TRAITEMENT DES VÉHICULES HORS D'USAGE PAR CENTRALE CASS'AUTO

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°14-246-1 du 25 février 2014 portant contractualisation entre l'ADEME et la Région Martinique dans le cadre du Programme régional de gestion des déchets ;

Vu la délibération du Conseil régional de Martinique n°14-929-1 du 24 juin 2014 portant participation régionale à la modernisation de l'unité de traitement des véhicules hors d'usage de Centrale CASS'AUTO ;

Vu la convention n°14-929 d'application de la délibération n°14-929-1 relative à la modernisation de l'unité de traitement des véhicules hors d'usage de Centrale CASS'AUTO dans le cadre du Programme régional de gestion des déchets ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 28 mai 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est adopté le projet de convention n°14-929-2 relative à la modernisation de l'unité de traitement des véhicules hors d'usage de CENTRALE CASS'AUTO, prise pour l'application de la délibération du Conseil régional de Martinique n°14-929-1 du 24 juin 2014 susvisée.

ARTICLE 2 : Le versement du solde de la subvention allouée à CENTRALE CASS'AUTO par la délibération n°14-929-1, soit 420 311,50 €, est imputé au chapitre 907 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Cette somme sera versée selon les modalités prévues par ladite convention n°14-929-2.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure utile et signer tout acte et nécessaire à l'exécution de la présente délibération, notamment la convention n°14-929-2.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-165-1

REPUBLIQUE FRANÇAISE



**CONVENTION N°14-929-2
RELATIVE A LA MODERNISATION
DU CENTRE DE TRAITEMENT DES VHU
DE CENTRALE CASS'AUTO

ET AUX MODALITES DE SON
FINANCEMENT PAR LA CTM**

Convention n°14-929-2,
relative à la modernisation du centre de traitement de VHU
de l'entreprise CENTRALE CASS' AUTO
et aux modalités de son financement par la CTM

Entre, d'une part :

La Collectivité Territoriale de Martinique,
représentée par le Président du Conseil Exécutif,
Monsieur Alfred MARIE-JEANNE
dûment habilité par les délibérations du Conseil Régional n°14-929-1 du 24 juin
2014 et de l'Assemblée de Martinique n°18-XX du XXX 2018 ;

Désignée ci-après par "la CTM"

Et, d'autre part :

CENTRALE CASS' AUTO SARL
ZI La Lézarde - Voie n°1 - BP 291 - 97232 LE LAMENTIN
SIRET : 402 260 632 00029
APE : 4677Z

représentée par
agissant en qualité de Gérant,

Désignée ci-après par "le bénéficiaire"

- Vu la délibération n°14-929-1 du 24 juin 2014 portant participation régionale à la modernisation de l'unité de traitement des véhicules hors d'usage de Centrale CASS' AUTO ;

- Vu la convention n°14-929 relative à la modernisation de l'unité de traitement des véhicules hors d'usage de Centrale CASS' AUTO ;

- Vu la demande de Centrale Cass' Auto en date du 17 août 2017 ;

- Vu la délibération n°18-XX du XXX 2018 de l'Assemblée de Martinique relative à l'approbation de la convention 14-929-2 relative à la modernisation du centre de traitement de VHU de l'entreprise CENTRALE CASS' AUTO ;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 OBJET

La présente convention a pour objet de :

- ♦ définir les caractéristiques de l'opération envisagée ;
- ♦ définir les modalités de suivi technique et administratif de l'opération ;
- ♦ fixer le montant, les conditions d'attribution et d'utilisation de l'aide financière accordée au bénéficiaire par la CTM.

Article 2 DEFINITION DE L'OPERATION

2.1 Descriptif technique

L'opération envisagée consiste en la modernisation de l'unité de traitement des véhicules hors d'usage de Centrale Cass'Auto.

Les objectifs en termes de traitement de VHU sur cette unité sont ainsi de passer d'environ 3000 VHU/an à 4000 VHU/an en 2015, et à 6000 VHU/an en 2020.

La description détaillée de l'opération constitue l'annexe technique de la présente convention.

2.2 Durée de réalisation des travaux

La durée maximale de réalisation des travaux sera de 48 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention, telle que définie à l'article 11 ci-dessous.

2.3 Suivi technique

A l'issue de la réalisation des travaux telle que définie en 2.2, le bénéficiaire devra remettre à la CTM, à minima sous forme électronique :

- ♦ l'état récapitulatif des dépenses pour solde, certifié conforme par toute personne habilitée à engager le bénéficiaire, et les justificatifs correspondants (factures).

A défaut, les dispositions prévues à l'article 8 ci-dessous seront applicables de plein droit.

2.4 Montant global de l'opération

Le détail des investissements est donné par l'annexe financière de la présente convention.

Le coût total des opérations à exécuter, et le montant maximal de la participation financière de la CTM sont fixés comme suit :

	Pourcentage sur coût total	Montant en €HT
CTM	25,4 %	600 445
ADEME	20,2 %	476 955
TVA NPR	1,8 %	42 500
Défiscalisation	7,1 %	168 000
CENTRALE CASS'AUTO	45,5%	1 072 100
TOTAL :	100,0%	2 360 000

Article 3 CARACTERISTIQUES DE L'AIDE APPORTEE

3.1 Nature et montant

L'aide apportée est une subvention représentant 25.4% de l'assiette éligible de l'opération HT prévu au §2.4 ci-dessus, plafonnée à 600 445 €.

Le montant de la participation de la CTM est ferme et non révisable.

3.2 Conditions de versement de la participation de la CTM

Pour l'application de la présente convention, le montant fixé au §3.1 sera versé par la CTM au bénéficiaire de la façon suivante :

- Un acompte de 180 133,50€, soit 30%, dès que la convention 14-929 a été rendue exécutoire et sur présentation d'une attestation de démarrage ;

- 20%, soit 120 089€, sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses réalisées, certifié conforme par l'ordonnateur ou par toute personne habilitée à engager la société CENTRALE CASS'AUTO, et des justificatifs correspondants équivalant à un minimum de 50% du montant global HT prévu en 2.4. ci-dessus ;

- 20%, soit 120 089€, sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses réalisées, certifié conforme par l'ordonnateur ou par toute personne habilitée à engager la société CENTRALE CASS'AUTO, et des justificatifs correspondants équivalant à un minimum de 70% du montant global HT prévu en 2.4. ci-dessus ;

- 20%, soit 120 089 €, sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses réalisées, certifié conforme par l'ordonnateur ou par toute personne habilitée à engager la société CENTRALE CASS'AUTO, et des justificatifs correspondants équivalant à un minimum de 90% du montant global HT prévu en 2.4. ci-dessus ;

- le solde, 60 044,50€, sur présentation du récapitulatif des dépenses prévu en 2.3, équivalant à 100% du montant global HT prévu en 2.4. ci-dessus.

3.3 Modalités de versement

La participation de la CTM est liquidée et mandatée par le Président du Conseil Exécutif. Elle est inscrite au budget de la CTM.

La CTM se libérera des sommes dues au titre de la présente convention par virement au crédit du compte :

Code Banque :	
Code guichet :	
N° du Compte :	Clé RIB :
IBAN : FR76 1980 6000 0813 2993 6000 182	BIC : AGRIMQMX
Adresse de la Banque : CREDIT AGRICOLE AGENCE DU LAMENTIN	
Bénéficiaire final : CENTRALE CASS'AUTO	

3.4 Interruption, annulation ou réduction de l'opération

En cas d'annulation, interruption ou réduction de l'opération envisagée, sans qu'il y ait eu manquement du bénéficiaire à tout ou partie des obligations de la présente convention, la CTM réglera au bénéficiaire, par application des taux de l'aide définis au §3.1 ci-dessus, le montant de l'aide convenue pour les dépenses justifiées à la date de l'annulation, de l'interruption ou de la réduction, ainsi que les dépenses effectivement engagées en vue de l'exécution de l'opération initiale.

Le cas échéant, la CTM se réserve le droit d'exiger du bénéficiaire le remboursement des sommes non justifiées.

3.5 Principe de réalisation et d'affectation

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération telle que définie à l'article 2 et à affecter l'aide obtenue à sa réalisation.

Article 4 AUTRES DISPOSITIONS

4.1 Suivi administratif

Le bénéficiaire s'engage à faire immédiatement connaître à la CTM toute aide publique qu'il aurait sollicitée ou reçue, solliciterait ou recevrait pour la réalisation de l'opération, objet de la présente convention.

4.2 Responsabilité

Tous les travaux exécutés dans le cadre de la présente convention le sont sous la seule responsabilité du bénéficiaire qui fait son affaire de tous les risques auxquels pourraient être exposés les personnels et matériels affectés à la réalisation de l'opération ainsi envisagée.

Article 5 PROPRIETE ET DROITS D'UTILISATION DES RESULTATS

La CTM pourra divulguer en mentionnant leur origine et/ou utiliser librement tout ou partie des informations et résultats qui lui seront communiqués par le bénéficiaire en exécution de la présente convention.

Toutefois, préalablement à une telle divulgation et/ou utilisation par la CTM, le bénéficiaire, propriétaire des informations et résultats, peut mettre en place toute

protection légale et conventionnelle qu'il jugera utile de tout ou partie de ces informations et résultats.

Article 6 DIFFUSION ET PUBLICITE

Le bénéficiaire s'engage à faire état de l'aide financière apportée par la CTM à l'occasion de toute publicité ou toute manifestation d'information portant, pour tout ou partie, sur la réalisation et les résultats de l'opération envisagée.

A défaut, les dispositions prévues à l'article 8 ci-dessous seront applicables de plein droit.

Article 7 REPRESENTANTS RESPECTIFS

Pour la CTM

Le Conseiller exécutif en charge du Développement Durable, de l'Energie, du Transport et des Sports, assisté par un technicien de la Direction de l'Environnement et de l'Energie, sera chargé du suivi de l'opération.

Pour le bénéficiaire

Le Gérant sera chargé du suivi de l'opération.

Les parties à la présente convention conviennent de s'informer mutuellement au cas où elles envisageraient de changer leur responsable respectif désigné.

Article 8 RESILIATION - REPETITION

En cas de manquement du bénéficiaire à tout ou partie des obligations de la présente convention, la CTM se réserve la possibilité de résilier celle-ci, sans indemnité pour le bénéficiaire, après mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet pendant quinze jours à compter de sa date d'envoi.

De ce fait, le bénéficiaire ne pourra plus dès lors prétendre à un quelconque versement par la CTM qui se réserve alors le droit d'exiger du bénéficiaire le remboursement des sommes déjà perçues.

Par ailleurs, la totalité des sommes perçues au titre de la présente convention pourra donner lieu à répétition des sommes en cas de déclarations inexactes ou mensongères dont la constatation fait apparaître que leur montant n'a pas été utilisé ou l'a été irrégulièrement en fonction du principe défini au §3.5. ci-dessus.

Article 9 DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation. Elles pourront recourir, le cas échéant, à un expert choisi d'un commun accord.

Si néanmoins, le désaccord persiste, le litige relèvera alors des tribunaux compétents.

Article 10 LISTE DES ANNEXES

Les annexes énumérées ci-dessous constituent partie intégrante de la présente convention :

- ♦ Annexe technique
- ♦ Annexe financière.

Article 11 VALIDITE

La présente convention revêtue du timbre du contrôle de la légalité entrera en vigueur à la date de sa notification au bénéficiaire par la CTM.

Cette même convention demeurera en vigueur jusqu'à la remise de l'état récapitulatif global des dépenses, telle que prévue en 2.3. En cas de déchéance quadriennale, en l'absence de tout avenant et pour autant que l'opération ne soit pas achevée, tout montant restant dû au bénéficiaire ne sera plus exigible.

Fait en deux exemplaires originaux,
À Fort-de-France, le

Pour le "bénéficiaire",
Le Gérant

Pour la "CTM"
Le Président du Conseil Exécutif

ANNEXE TECHNIQUE

Contexte et objectifs

Afin de s'inscrire dans la structuration de la filière VHU en Martinique et de respecter les obligations réglementaires qui incombent à son activité, Centrale Cass'Auto s'est engagée, au fil des ans, dans une phase de développement et de modernisation de ses activités.

En 2011, elle a décidé de se faire accompagner par le bureau d'études Re-Source Engineering Solutions dans une étude de faisabilité d'une unité de déconstruction et de recyclage des VHU.

En 2014, elle poursuit sa politique d'investissement dans les équipements.

Description du projet

Le projet de modernisation comporte les investissements suivants :

- Extension de l'aire bétonnée de stockage et de démantèlement des VHU (d'environ 3000 m² existant à environ 8500 m² au final)
- Création d'une aire bétonnée de stockage et de conditionnement des ferrailles dont celles issues des VHU d'une surface d'environ 4000 m².
- Création d'un bâtiment complémentaire de développement de l'activité de 1 000 m² + 340 m² d'auvent (environ) en compléments des bâtiments existants de 800 m² et 150 m² et de l'auvent de 140 m² (environ).
- Création d'une voie de desserte des différentes aires de traitement et des bâtiments à ériger ;
- Acquisition des équipements (process de déconstruction et recyclage, pont bascule, informatique (hard et soft), aménagement stockage magasin, aménagements divers des bureaux, chariots élévateurs pour la manutention dans le process de dépollution et le chargement des conteneurs pour l'exportation des matières premières secondaires issues des déchets...) ;
- Formation et professionnalisation des salariés (anciens et nouveaux) au nouveau process de déconstruction, valorisation ;
- Acquisition d'une nouvelle cisaille-presse.

Calendrier prévisionnel

Délai d'environ 2 ans après déstockage des VHU sur les zones à réaménager.

Impacts attendus :

- Capacité de valorisation de déchets (en tonnes) : 4000 VHU/an en 2015 à 6000 VHU/an en 2020 ;
- Emplois directs additionnels créés : 3 puis 2 (soit de 24 salariés actuellement à 29 salariés au final).

ANNEXE FINANCIERE

Budget prévisionnel Modernisation du centre de traitement des VHU

Postes de dépenses	Montant total en €HT	Dépenses éligibles en €HT
Travaux		
- VRD	498 000,00	498 000,00
- Bâtiments d'activité	556 000,00	556 000,00
- Travaux divers	50 000,00	50 000,00
Matériel - Equipements		
- Process déconstruction - recyclage	415 000,00	415 000,00
- Pont à bascule	35 000,00	35 000,00
- Informatique	20 000,00	20 000,00
- Aménagement stockage magasin	35 000,00	35 000,00
- Aménagement mobilier	6 000,00	6 000,00
- Chariots élévateurs	50 000,00	50 000,00
- Presse Cisaille + transport	600 000,00	600 000,00
- Equipements divers	60 000,00	60 000,00
- Aménagements (mobilier)	6 000,00	0
Formation des personnels	35 000,00	35 000,00
TOTAL	2 360 000,00	2 354 000,00



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-166-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-166-1

PORTANT APPROBATION DU CONTRAT DE PROJET FORÊT D'EXCEPTION 2018-2023 POUR LA FORÊT DES VOLCANS

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 28 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le contrat de projet «Forêt d'exception» pour les forêts départementalo-domaniales de la Montagne Pelée et des Pitons du Carbet, dite « Forêt des volcans de Martinique ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

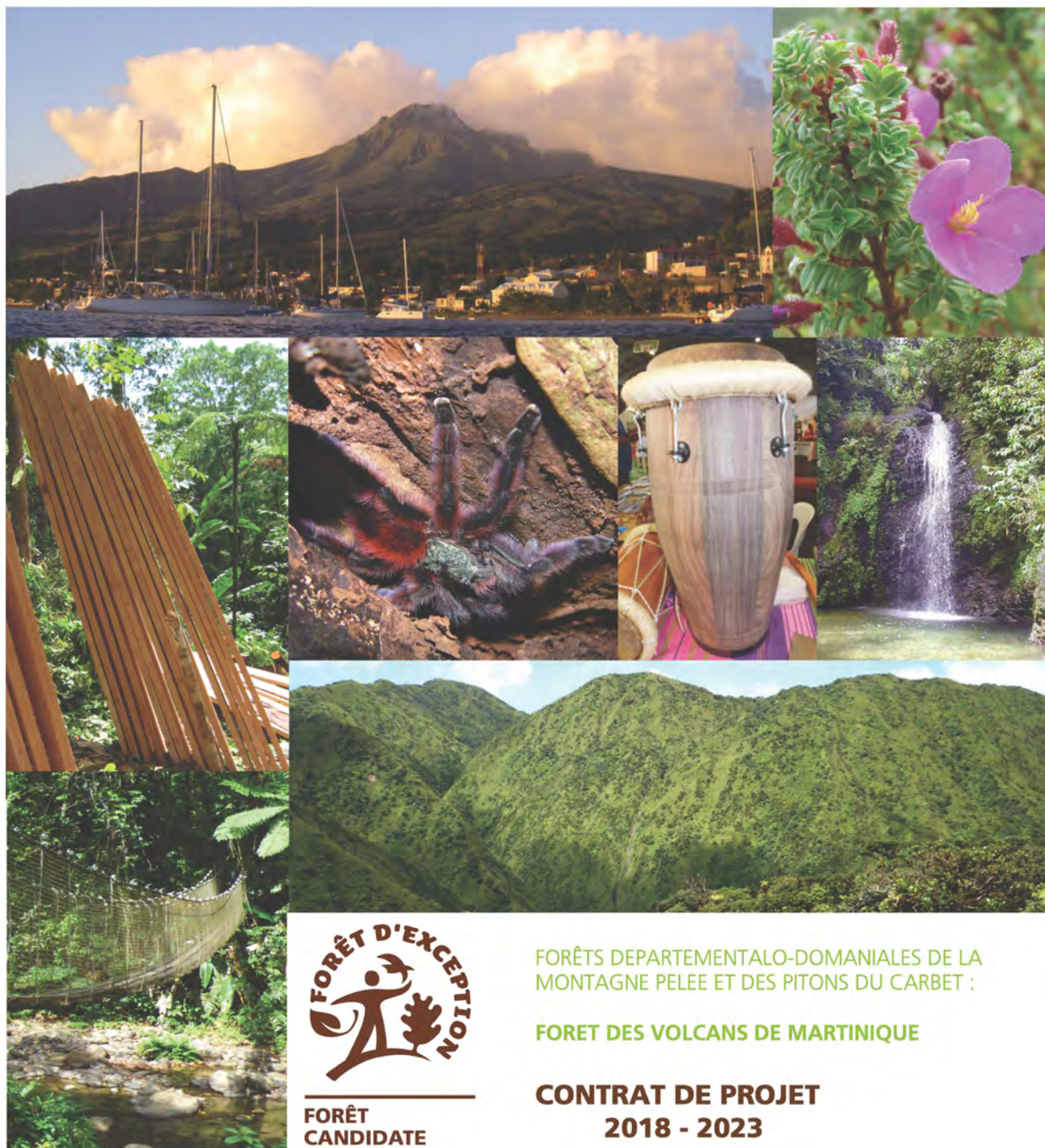
ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





Version Mars 2018

SOMMAIRE

Introduction.....	2
Avant-Propos	2
Rappel des orientations stratégiques	3
Cadre du contrat de projet.....	4
Signatures.....	5
Enjeux du plan d'action.....	8

Annexes

Annexe 1 : liste des sigles et abréviations.....	14
Annexe 2 : tableau de synthèse du plan d'action	16
Annexe 3 : fiches-action détaillées.....	19
I - La forêt des Volcans de Martinique, un laboratoire à ciel ouvert.....	19
1. <i>Amélioration des connaissances fondamentales sur les milieux et espèces</i>	19
2. <i>Expérimentation de techniques innovantes afin de :</i>	24
a. Protéger les ressources naturelles et plus particulièrement l'eau.....	24
b. Valoriser les essences locales et redynamiser les filières forestières.....	29
II – La forêt des Volcans de Martinique, un espace de mémoire.....	34
1. <i>Un patrimoine culturel à découvrir</i>	34
2. <i>Un patrimoine culturel à faire découvrir</i>	40
a. Promotion de la forêt des Volcans	40
b. Amélioration de l'accueil du public.....	42
III – La forêt des Volcans de Martinique, un espace forestier à partager	54
1. <i>Informier et sensibiliser</i>	54
2. <i>Mise en œuvre et respect de la Charte Forestière</i>	60
IV – La forêt des Volcans de Martinique, une multifonctionnalité marquée par un suivi en continu	62
Annexe 4 : Cartographie	66

CONTRAT DE PROJET 2018 – 2023

Pour l'obtention du label Forêt d'Exception en Forêt des Volcans de Martinique ; Sur les forêts départementalo-domaniales des Pitons du Carbet et de la Montagne Pelée

Introduction

Situées dans la moitié Nord de l'île de Martinique, les forêts départementalo-domaniales des Pitons du Carbet et de la Montagne Pelée sont de parfaits représentants de la forêt tropicale humide. Le classement en Réserve Biologique Intégrale de la totalité de la forêt de la Montagne Pelée en avril 2007, puis d'un peu plus de la moitié du massif des Pitons du Carbet en janvier 2014, parle en faveur de la biodiversité exceptionnelle des massifs. D'autre part, le massif des Pitons du Carbet procure à lui seul 80% des ressources en eau potable de l'île. La protection des sources et captages revêt donc un caractère essentiel.

La forêt départementalo-domaniale des Pitons du Carbet présente également un enjeu de production important puisqu'on y récolte plus de 90% du volume total de bois produit en forêt public. La sylviculture concerne majoritairement le Mahogany grandes feuilles, aussi appelé Acajou du Honduras. La récente révision de l'aménagement forestier, rédigée en 2016, prend en compte la diversification des essences forestières à forte valeur patrimoniale.

Le patrimoine naturel n'est pas le seul atout de ces forêts. L'attrait touristique porté par l'histoire éruptive et la géologie du volcan de la Montagne Pelée ne se dément pas. Des sites d'accueil et des sentiers de randonnée sont aménagés et entretenus pour répondre à une demande de naturalité croissante de la part du public.

Enfin et surtout, un fort enjeu culturel est présent de par la relation particulière qui existe entre la population et la forêt, et plus particulièrement les gran bwa (la forêt profonde). Cette perception, qui est issue en partie de l'esclavage et de la colonisation, repose sur de nombreuses pratiques traditionnelles en lien étroit avec la forêt. La volonté actuelle de redécouverte et réappropriation de ce patrimoine immatériel passe par la connaissance et la compréhension des contes et légendes, des pratiques magico-culturelles liées à la forêt et à l'utilisation de sa pharmacopée, et des traditions forestières en général.

Avant-Propos

L'objectif du label Forêt d'Exception est de valoriser des forêts exceptionnelles du point de vue patrimonial, et dans lesquelles la gestion se fait de manière concertée en prenant en compte les désirs et les besoins de tous les acteurs de la forêt. Cette démarche s'inscrit dans une volonté de gestion durable cohérente et ambitieuse du patrimoine forestier, afin de promouvoir le territoire et de servir d'exemple à l'échelle nationale et internationale.

L'obtention du label Forêt d'Exception pour la Forêt des Volcans serait un premier pas vers la valorisation du territoire et du patrimoine culturel martiniquais, accompagnant et complétant ainsi la démarche de classement au patrimoine mondial naturel de l'UNESCO d'une partie de l'île, comprenant la forêt des Volcans comme cœur de bien.

De nombreux acteurs locaux et institutionnels sont impliqués dans la protection et le développement de ces massifs qui se répartissent sur le territoire de 19 communes, elles-mêmes situées à l'intérieur du périmètre du Parc Naturel de Martinique. Ces acteurs partagent une vision basée sur la concertation et la mise en place de partenariats dans la gouvernance des massifs.

Fort de cette volonté commune, l'ONF gestionnaire, en collaboration avec le nu propriétaire * et le Parc Naturel Régional de Martinique, a initié le processus de labellisation en 2012. Les deux massifs ont été sélectionnés sous le nom de « forêt des Volcans de Martinique » au label « Forêt d'Exception ».

Un Comité de Pilotage composé de 36 membres a été constitué la même année. Ce comité regroupe les principaux acteurs de la forêt, à savoir l'ONF, les collectivités locales et territoriales, le Parc Naturel Régional de la Martinique, la DRAC, la DAAF, la DEAL, l'Office de l'Eau, l'université des Antilles ainsi que différents référents scientifiques et la mission UNESCO.

Le comité de pilotage a entériné, en juillet 2014, le protocole d'accord qui fixe les grandes orientations stratégiques pour la forêt des volcans. Elles ont pour objectif de préserver et promouvoir les patrimoines de la forêt, ainsi que de favoriser le développement économique et touristique du Nord de la Martinique. La démarche s'est poursuivie d'octobre 2014 à 2015 par un travail de concertation. Il a pris la forme de différents ateliers, ouverts aux associations et au grand public, portant sur les thématiques biodiversité, patrimoine naturel et culturel, et développement économique et promotion du massif. Ils ont permis de co-construire le plan d'action du présent contrat de projet. La Collectivité Territoriale de Martinique, créée en décembre 2015 suite aux élections et à la fusion du Conseil Régional et du Conseil Général, poursuit les travaux engagés par ses prédécesseurs.

*Jusqu'en décembre 2015, le Département de la Martinique était nu propriétaire mais le Département et la Région ayant fait place à une collectivité unique, c'est la Collectivité Territoriale de la Martinique qui est désormais nu propriétaire.

Rappel des orientations stratégiques

Orientation 1 : Connaître, et mettre en valeur la biodiversité, les ressources naturelles et les différents patrimoines de la forêt des volcans de Martinique.

Orientation 2 : Inscrire dans la durée un projet de développement local afin d'assurer un lien durable entre la forêt, le territoire martiniquais et ses acteurs.

Orientation 3 : Structurer et améliorer l'accueil de tous les publics et faire de ces massifs des leviers du développement du tourisme vert en Martinique.

Orientation 4 : Promouvoir l'identité du massif en s'appuyant sur son patrimoine et la notion de multifonctionnalité en forêt tropicale.

Cadre du contrat de projet

Vu la charte nationale « Forêt d'Exception » qui fixe les principes fondamentaux de la démarche,

Vu le protocole d'accord signé en 2014 et marquant l'adhésion des signataires à cette charte nationale, qui fixe les grandes orientations structurantes du projet et qui affirme la volonté d'aller au bout de la démarche,

Les signataires du présent contrat de projet conviennent de ce qui suit :

Article 1 : Durée

Les signataires du contrat de projet Forêt d'Exception de la forêt des Volcans de Martinique s'engagent, pour la période 2018-2023 (cinq ans), à mettre en œuvre de façon concertée les projets inscrits au contrat, figurant dans la liste ci-après (annexe 2).

Article 2 : Financement des actions

La signature du présent contrat n'engage en aucun cas la structure signataire à un financement des projets inscrits au contrat. Les porteurs des différentes actions s'engagent à rechercher les financements nécessaires à leur mise en œuvre. Chaque signataire s'engage donc à soumettre à l'approbation de ses instances décisionnaires les propositions de contributions relatives aux actions validées au sein du Comité de Pilotage.

Les plans de financement des actions seront montés indépendamment du contrat, et figureront dans les différents dossiers de demande de subvention faites aux partenaires ou des conventions passées avec les partenaires financeurs des actions. Le montage des plans de financement sera du ressort de chaque MAÎTRE d'ouvrage ou porteur de projet.

Article 3 : Maîtrises d'ouvrage

Dans le cadre de l'exécution du contrat, les actions impliquant l'aménagement d'ouvrages ou la réalisation de travaux en faveur du patrimoine naturel et culturel portant sur des terrains domaniaux se feront sous la maîtrise d'ouvrage de l'ONF, sauf conventions particulières et selon la nature des projets concernés.

Article 4 : Evaluation et suivi des actions

Chaque projet inscrit au contrat fait l'objet d'une fiche projet détaillée (annexe 3) et figure dans le tableau de synthèse des projets (annexe 2). Le comité de pilotage est chargé de suivre l'avancement global de ces projets (tableau de suivi établi annuellement), et d'établir un bilan à la fin de la période de réalisation du contrat. Toute modification importante que le comité de pilotage souhaiterait apporter au contrat, se fera sous la forme d'un avenant au contrat.

Article 5 : Exécution du contrat

Le comité de pilotage est chargé de l'exécution du présent contrat. Les membres signataires seront associés aux comités de suivi qui seront mis en place pour les actions le nécessitant.

Article 6 : Litige

Les parties conviennent que toutes contestations qui pourraient s'élever à propos de la validité, de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat et qui ne pourraient pas être résolues à l'amiable seront portées devant le Tribunal Administratif de Fort de France.

Signatures

Fait à Fort de France, le

Pour la Collectivité Territoriale de
Martinique,
Le Président du Conseil Exécutif

Alfred MARIE-JEANNE

Pour l'Etat,
Le Préfet de Martinique

Franck ROBINE

Pour l'Office National des Forêts,
Le Directeur Régional Martinique

Pierre VERRY

Pour l'Université des Antilles,
Le Président,

Professeur Eustase JANKY

Pour le Parc Naturel Régional de
Martinique,
Le Président

Louis BOUTRIN

Pour la Communauté
d'Agglomération du Centre de la
Martinique,
Le Président

Athanase JEANNE-ROSE

Pour la Communauté
d'agglomération du Pays Nord
Martinique,
Le Président

Alfred MONTHIEUX

Pour l'Office de l'Eau,
La Directrice

Michéla ADIN

Pour le Comité Martiniquais du
Tourisme
La Présidente

Karine MOUSSEAU

Pour le Conservatoire Botanique de Martinique,
Le Président

Didier LAGUERRE

Le référent scientifique botanique
et mycologie

Jean-Pierre FIARD

Le référent scientifique géologie,

Alex ALLARD SAINT-ALBIN

Le référent scientifique environnement et
aménagement,

Pascal SAFFACHE

Pour la commune
d'Ajoupa-Bouillon,
Le Maire

Maurice BONTE

Pour la commune de
Basse-Pointe,
Le Maire

Marie-Urbain-Thérèse CASIMIRIUS

Pour la commune de
Bellefontaine,
Le Maire

Félix ISMAIN

Pour la commune de
Case-Pilote,
Le Maire

Ralph MONPLAISIR

Pour la commune de
Grand'Rivière,
Le Maire

Joachim BOUQUETY

Pour la commune du
Gros-Morne,
Le Maire

Gilbert COUTURIER

Pour la commune de
Fonds-St-Denis,
Le Maire

Henry ROMANA

Pour la commune de
Fort de France,
Le Maire

Didier LAGUERRE

Pour la commune du
Carbet,
Le Maire

Jean-Claude ECANVIL

Pour la commune du
Lorrain,
Le Maire

Justin PAMPHILE

Pour la commune du
Morne-Vert,
Le Maire

Lucien SALIBER

Pour la commune de
Macouba,
Le Maire,

Sainte-Rose CAKIN

Pour la commune du
Marigot,
Le Maire

Joseph PERASTE

Pour la commune du
Morne-Rouge,
Le Maire

Jenny DULYS

Pour la commune du
Prêcheur,
Le Maire

Marcellin NADEAU

Pour la commune de
Saint-Joseph,
Le Maire

Athanase JEANNE-ROSE

Pour la commune de
Sainte-Marie,
Le Maire

Bruno Nestor AZEROT

Pour la commune de
Saint-Pierre,
Le Maire

Christian RAPHA

Pour la commune de
Schœlcher,
Le Maire

Luc CLEMENTE

Enregistré en préfecture le

Enjeux du plan d'action

L'organisation d'ateliers thématiques réunissant les acteurs du territoire a permis de préciser les attentes des uns et des autres vis à vis des orientations générales du protocole d'accord, et de définir quatre enjeux majeurs pour le présent contrat de projet. Ces derniers ont été déclinés en fiches-actions (annexe 3) afin d'aboutir à un plan d'action :

I – La forêt des Volcans de Martinique, un laboratoire à ciel ouvert

Ce premier enjeu porte sur l'approfondissement des connaissances fondamentales des milieux et des espèces endémiques, et plus particulièrement à l'intérieur des Réserves Biologiques Intégrales. Il porte également sur la réalisation d'expérimentations et d'innovations afin de protéger les ressources naturelles et de valoriser l'utilisation d'essences et d'espèces locales. De cette manière une réflexion sur le développement des filières forestières et agroforestières peut être initiée.

1. Amélioration des connaissances fondamentales sur les milieux et espèces

- **ACTION 1 : Etudes ciblées sur les richesses des RBI**
 - Recensement des connaissances sur la faune, la fonge et la flore des RBI, identification et étude approfondie de groupes taxonomiques peu connus
 - Etude de faisabilité d'un accès à la canopée
 - Réalisation d'un herbier de référence
 - Etude de l'auto-écologie d'espèces structurantes des écosystèmes forestiers
 - Etude de l'impact de la rupture écologique entre les deux massifs sur des espèces ciblées
- **ACTION 2 : Etude pluridisciplinaire d'approfondissement des connaissances sur la Montagne Pelée**
 - Continuer et élargir l'étude déjà réalisée sur les versants Nord-Ouest de la Montagne Pelée

2. Expérimentation de techniques innovantes afin de :

a. Protéger les ressources naturelles et plus particulièrement l'eau

- **ACTION 3 : Développement de techniques en génie écologique de ripisylves pour la protection des rivières et la maîtrise des écoulements**
 - Sélection et étude d'espèces ripisylves de forêt humide à potentiel d'aménagement des cours d'eau
 - expérimentation de techniques écologiques de restauration des berges par l'utilisation des essences sélectionnées
- **ACTION 4 : Protection des captages d'alimentation en eau potable**
 - Régularisation du statut foncier des prises d'eau en FDD
 - Etude d'espèces adaptées à la protection des prises d'eau et expérimentations

b. Valoriser les essences locales et redynamiser les filières forestières

- **ACTION 5 : Développement de l'agroforesterie**
 - Expérimentations de plantations de cacao et de café en forêt
 - Mise en place d'un itinéraire technique et accompagnement financier des agriculteurs

➤ **ACTION 6 : Diversification des essences dans les peuplements forestiers**

- Recensement, analyse et synthèse des essais existants
- Elaboration et suivi des protocoles pour les espèces retenues et publication des résultats
- Sensibilisation des consommateurs à l'intérêt du bois local

II – La forêt des Volcans de Martinique, un espace de mémoire

Le patrimoine culturel immatériel de la forêt martiniquaise est riche d'enseignements sur le passé et les pratiques actuelles. Sa redécouverte permet une plongée dans l'inconscient collectif afin de mieux appréhender le futur. Par ailleurs, la pharmacopée traditionnelle abrite des trésors thérapeutiques que la médecine conventionnelle étudie et valorise de plus en plus.

Cette redécouverte du patrimoine forestier passe également par l'étude et l'amélioration de l'accueil du public en forêt afin de permettre aux visiteurs une meilleure immersion dans le milieu naturel de manière à renouer avec leur culture et leur patrimoine.

1. Un patrimoine culturel à découvrir

➤ **ACTION 7 : Etude du patrimoine immatériel et des usages et pratiques traditionnels liés à la forêt des Volcans**

- Recensement et étude des savoirs liés à la forêt (mœurs et croyances, modes de vie et usages traditionnels, marronnage)

➤ **ACTION 8 : Etude ethnobotanique des plantes médicinales et aromatiques de la Forêt des Volcans**

- Inventaire ethnobotaniques des plantes médicinales et aromatiques
- Recensement et étude des savoirs médicaux traditionnels liés à la forêt (pratiques alexitères)

➤ **ACTION 9 : Etude sur la valorisation du cochon sauvage**

- Evaluation de la population et de l'impact des cochons en forêt
- Etude génétique
- Etude de faisabilité d'un élevage en semi-liberté

2. Un patrimoine culturel à faire découvrir

a. Promotion de la forêt des Volcans

➤ **ACTION 10 : promotion de la forêt des Volcans de Martinique**

- Réalisation d'une visite virtuelle de la RBI des Pitons du Carbet
- Amélioration de la visibilité de la forêt sur internet

b. Amélioration de l'accueil du public

➤ **ACTION 11 : Réalisation et mise en œuvre du schéma d'accueil du public**

- Réalisation de l'étude schéma d'accueil
- Matérialisation de la porte d'entrée en Forêt d'Exception par le réaménagement du site d'accueil de la Donis (11-1)
- Réaménagement de l'aire d'accueil de l'Alma (11-1)
- Réaménagement du site de l'Aileron
- Réaménagement des sentiers et des refuges de la Pelée
- Entretien et mise en valeur des sentiers et autres sites d'accueil (11-2)

- **ACTION 12 : Mise en place d'un sentier de grande randonnée (GR)**
 - Mise en place du sentier
 - Recensement des hébergements, des attraits touristiques et accompagnement de nouveaux projets
- **ACTION 13 : Organisation d'une manifestation artistique en forêt**
 - Réalisation de la manifestation Land-Art

III – La forêt des volcans de Martinique, un espace forestier à partager

La protection de ces patrimoines naturels et culturels inestimables passe par l'information du public et surtout par la sensibilisation, dès le plus jeune âge, à l'importance de ces patrimoines et à la nécessité d'une gestion durable des milieux forestiers et aquatiques. Afin de toucher un public le plus large possible, et particulièrement les plus jeunes, une modernisation et une diversification des méthodes de communication est indispensable.

1. Informer et sensibiliser

- **ACTION 14 : Information et sensibilisation sur les risques en forêt**
 - Réalisation d'un mini-guide de bonnes pratiques et pose de panneaux d'information
 - Création d'une base de données recensant les accidents liés au serpent
- **ACTION 15 : Sensibilisation au développement durable et diffusion des connaissances**
 - Réalisation de dépliants pluridisciplinaires de vulgarisation
 - Mise en place de panneaux d'information sur la qualité de l'eau
 - Programme d'arboretums numériques avec les écoles
 - Participations communes aux journées thématiques
- **ACTION 16 : Mise en place d'un écotourisme forestier**
 - Réalisation d'une étude de marché sur le tourisme vert dans le nord de la Martinique et conception d'un cahier des charges
 - Mise en place d'un dispositif d'aide et d'accompagnement à la création d'activités répondant au cahier des charges
 - Formation des guides et des professionnels de la forêt aux bonnes pratiques et au patrimoine naturel et culturel

2. Mise en œuvre et respect de la Charte Forestière

- **ACTION 17 : Elaboration et mise en œuvre de la Charte Forestière de la Martinique**
 - Etude du territoire forestier
 - Mise en œuvre de la Charte

IV – La forêt des volcans de Martinique, une multifonctionnalité marquée par un suivi en continu

Un suivi de la qualité des actions mises en œuvre et de leur évolution au cours du temps est nécessaire afin de prétendre au renouvellement de la labellisation en 2019. Des enseignements pourront également être tirés de ce système d'évaluation pour le prochain contrat de projet.

- **ACTION 18 : Suivi du processus de labellisation d'un territoire forestier multifonctionnel**
 - Suivi du processus de labellisation et patrimonialisation des ressources forestières
 - Etude de la multifonctionnalité des forêts et évolution des systèmes écosystémiques
- **ACTION 19 : Animation et communication sur le label**
 - Suivi de l'avancée des projets et rapports au CoPil
 - Communication sur le label auprès du public via internet et événements ponctuels

Tableau récapitulatif des actions et leurs objectifs associés (page suivante)

Rappel des orientations stratégiques du protocole d'accord :

- 1 :** Connaître, et mettre en valeur la biodiversité, les ressources naturelles et les différents patrimoines de la forêt des volcans de Martinique.
2 : Inscrire dans la durée un projet de développement local afin d'assurer un lien durable entre la forêt, le territoire martiniquais et ses acteurs.
3 : Structurer et améliorer l'accueil de tous les publics et faire de ces massifs des leviers du développement du tourisme vert en Martinique.
4 : Promouvoir l'identité du massif en s'appuyant sur son patrimoine et la notion de multifonctionnalité en forêt tropicale.

ENJEU	OBJECTIF		FICHE - ACTION	ORIENTATION STRATEGIQUE
I – Un laboratoire à ciel ouvert	1 – Connaissance fondamentale		1 - Etudes ciblées sur les richesses biologiques des RBI	1
			2 - Etude pluridisciplinaire d’approfondissement des connaissances sur la Montagne Pelée	1 – 4
	2 – Expérimentations	a – Eau	3 - Développement de techniques en génie écologique de ripisylves pour la protection des rivières et la maîtrise des écoulements	1 – 2
			4 - Protection des captages d'alimentation en eau potable	1 – 2
		b – Forêt	5 - Développement de l'agroforesterie	2
			6 - Diversification des essences dans les peuplements forestiers	1 – 2
II – Un espace de mémoire	1 – Un patrimoine culturel à connaître...		7 - Etude du patrimoine immatériel et des usages et pratiques traditionnels liés à la forêt des Volcans	1 – 3 – 4
			8 - Etude ethnobotanique des plantes médicinales et aromatiques de la forêt des Volcans	1 – 4
			9 - Etude et valorisation culinaire du cochon sauvage	1 – 2 – 4
	2 - ... et à faire connaître	a – Promotion	10 - Promotion de la forêt des Volcans de Martinique	2 - 3 – 4
		b – Amélioration de l'accueil du public	11 - Réalisation et mise en œuvre du schéma d'accueil du public	1 – 2 – 3 – 4
			12 - Mise en place d'un sentier de Grande Randonnée (GR)	2 – 3
			13 - Organisation d'une manifestation artistique Land-Art	3 – 4
			III – Un espace forestier à partager	1 - Informer et sensibiliser
15 - Sensibilisation au développement durable et diffusion des connaissances	1 – 3 – 4			
16 - Mise en place d'un écotourisme forestier	2 – 3 – 4			
2 - Mise en œuvre et respect de la Charte Forestière				17 - Elaboration et mise en œuvre de la Charte Forestière de la Martinique
IV – Une multifonctionnalité marquée	Par un suivi en continu		18 - Suivi du processus de labellisation d'un territoire forestier multifonctionnel	2
			19 – Animation et communication sur le label	2 – 4

« Volcans de Martinique, Forêt d'Exception » - Contrat de Projet 2018 – 2023



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-167-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 1 8 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-167-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE POUR L'ÉTUDE ET LA PROTECTION DES MAMMIFÈRES (SFPEM) POUR LA POURSUITE DE SON PROGRAMME D'ÉTUDE SUR LES CHAUVES-SOURIS EN MARTINIQUE

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 28 mai 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de sept cent soixante-cinq euros (765 €) est attribuée à la Société Française pour l'Etude et la Protection des Mammifères (SFEPM) afin de poursuivre l'étude sur les chauves-souris de la Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante, engagée en autorisation d'engagement, est imputée au chapitre 937-78 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée à la SFEPM sur présentation des justificatifs financiers et techniques attestant de la réalisation de l'étude.

La liquidation est programmée comme suit : 100 % en crédits de paiement en 2018.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-168-1-DE
Date de télétransmission : 27/07/2018
Date de réception préfecture : 27/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 JUL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-168-1

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPÉRATION PORTANT SUR DES AMÉNAGEMENTS DE SUPERSTRUCTURES SUR L'AMÉNAGEMENT POUR LA PÊCHE D'INTÉRÊT TERRITORIAL (APIT) DU FRANÇOIS - VOLET ÉTAT

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-177-1 du 19 juillet 2016 portant officialisation de l'appellation APIT (Aménagement de Pêche d'Intérêt Territorial) en remplacement de l'appellation APID (Aménagement de Pêche d'Intérêt Départemental) ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1^{er} juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer le 4 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Dans le cadre de l'opération portant sur des aménagements de superstructures sur l'Aménagement pour la Pêche d'Intérêt Territorial (APIT) du François, en cofinancement avec l'Etat et l'Union Européenne (FEAMP), d'un montant de 510 000,00 € HT, est approuvé le plan de financement prévisionnel établi comme suit :

COÛT DE L'OPÉRATION	UE (FEAMP)	ÉTAT	CTM (AUTOFINANCEMENT)
510 000,00 € HT	382 500,00 € HT	51 000,00 € HT	76 500,00 € HT
100%	75,00%	10,00%	15,00%

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses dont demande de paiement, rapport d'exécution, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité de Gestion des fonds nationaux.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-168-2-DE
Date de télétransmission : 27/07/2018
Date de réception préfecture : 27/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 JUL, 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-168-2

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPÉRATION PORTANT SUR DES AMÉNAGEMENTS DE SUPERSTRUCTURES SUR L'AMÉNAGEMENT POUR LA PÊCHE D'INTÉRÊT TERRITORIAL (APIT) DU FRANÇOIS -VOLET UNION EUROPÉENNE

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords cadres ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-177-1 du 19 juillet 2016 portant officialisation de l'appellation APIT (Aménagement de Pêche d'Intérêt Territorial) en remplacement de l'appellation APID (Aménagement de Pêche d'Intérêt Départemental) ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1^{er} juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer le 4 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Dans le cadre de l'opération portant sur des aménagements de superstructures sur l'Aménagement pour la Pêche d'Intérêt Territorial (APIT) du François, en cofinancement avec l'Etat et l'Union Européenne (FEAMP), d'un montant de 510 000,00 € HT, est approuvé le plan de financement prévisionnel établi comme suit:

COÛT DE L'OPÉRATION	UE (FEAMP)	ÉTAT	CTM (AUTOFINANCEMENT)
510 000,00 € HT	382 500,00 € HT	51 000,00 € HT	76 500,00 € HT
100%	75,00%	10,00%	15,00%

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses dont demande de paiement, rapport d'exécution, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité de Gestion des Fonds Européens (UE/FEAMP).

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-169-1-DE
Date de télétransmission : 27/07/2018
Date de réception préfecture : 27/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 JUL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-169-1

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION PORTANT SUR DES AMÉNAGEMENTS DE SUPERSTRUCTURES SUR LE PORT DE PÊCHE TERRITORIAL DU MARIN - VOLET ÉTAT

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016, portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;
- Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
- Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;
- Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1er juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer le 4 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Dans le cadre de l'opération portant sur des aménagements de superstructures sur le port de pêche territorial de Grand-Rivière, en cofinancement avec l'Etat et l'Union Européenne (FEAMP), d'un montant de 688 000,00 € HT, est approuvé le plan de financement prévisionnel établi comme suit :

COÛT DE L'OPÉRATION	UE (FEAMP)	ÉTAT	CTM (AUTOFINANCEMENT)
688 000,00 € HT	516 000,00 € HT	68 800,00 € HT	103 200 € HT
100%	75,00%	10,00%	15,00%

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses dont demande de paiement, rapport d'exécution, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité de Gestion des fonds nationaux.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-169-2-DE
Date de télétransmission : 27/07/2018
Date de réception préfecture : 27/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 JUL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-169-2

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION PORTANT SUR DES AMÉNAGEMENTS DE SUPERSTRUCTURES SUR LE PORT DE PÊCHE TERRITORIAL DU MARIN - VOLET UNION EUROPÉENNE

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;
- Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
- Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;
- Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1er juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer le 4 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Dans le cadre de l'opération portant sur des aménagements de superstructures sur le port de pêche territorial du Marin, en cofinancement avec l'Etat et l'Union Européenne (FEAMP), d'un montant de 688 000,00 € HT, est approuvé le plan de financement prévisionnel établi comme suit :

COÛT DE L'OPÉRATION	UE (FEAMP)	ÉTAT	CTM (AUTOFINANCEMENT)
688 000,00 € HT	516 000,00 € HT	68 800,00 € HT	103 200 € HT
100%	75,00%	10,00%	15,00%

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses dont demande de paiement, rapport d'exécution, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité de Gestion des Fonds Européens (UE/FEAMP).

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE




RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-170-1-DE
Date de télétransmission : 27/07/2018
Date de réception préfecture : 27/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-170-1

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPÉRATION PORTANT SUR DES AMÉNAGEMENTS DE SUPERSTRUCTURES SUR LE PORT DE PÊCHE TERRITORIAL DE GRAND-RIVIÈRE - VOLET ÉTAT

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016, portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;
- Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
- Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;
- Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1^{er} juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer le 4 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Dans le cadre de l'opération portant sur des aménagements de superstructures sur le port de pêche territorial de Grand-Rivière, en cofinancement avec l'Etat et l'Union Européenne (FEAMP), d'un montant de 1 830 000,00 € HT, est approuvé le plan de financement prévisionnel établi comme suit :

COÛT DE L'OPÉRATION	UE (FEAMP)	ÉTAT	CTM (AUTOFINANCEMENT)
1 830 000,00 € HT	1 372 500,00 € HT	183 000,00 € HT	274 500,00 € HT
100%	75,00%	10,00%	15,00%

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses dont demande de paiement, rapport d'exécution, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité de Gestion des fonds nationaux.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

The signature of Claude LISE is written in black ink over the official seal of the Collectivité Territoriale de Martinique. The seal is circular, featuring a central emblem with a ship and a lighthouse, surrounded by the text 'Collectivité Territoriale de Martinique' and two small stars.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-170-2-DE
Date de télétransmission : 27/07/2018
Date de réception préfecture : 27/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 JUIL, 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-170-2

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPÉRATION PORTANT SUR DES AMÉNAGEMENTS DE SUPERSTRUCTURES SUR LE PORT DE PÊCHE TERRITORIAL DE GRAND-RIVIÈRE - VOLET UNION EUROPÉENNE

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;
- Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
- Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et la formation professionnelle ;
- Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1^{er} juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer le 4 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Dans le cadre de l'opération portant sur des aménagements de superstructures sur le port de pêche territorial de Grand-Rivière, en cofinancement avec l'Etat et l'Union Européenne (FEAMP), d'un montant de 1 830 000,00 € HT, est approuvé le plan de financement prévisionnel établi comme suit :

COÛT DE L'OPÉRATION	UE (FEAMP)	ÉTAT	CTM (AUTOFINANCEMENT)
1 830 000,00 € HT	1 372 500,00 € HT	183 000,00 € HT	274 500,00 € HT
100%	75,00%	10,00%	15,00%

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses dont demande de paiement, rapport d'exécution, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité de Gestion des Fonds Européens (UE/FEAMP).

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

The image shows a handwritten signature in black ink over a circular official seal. The signature is written over the text 'Le Président de l'Assemblée de Martinique'. Below the signature, the name 'Claude LISE' is printed. The seal is circular with a double border. The outer border contains the text 'Collectivité Territoriale de Martinique' at the top and 'Martinique' at the bottom, separated by two small stars. The inner circle features a coat of arms depicting a landscape with a lighthouse and a ship.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-171-1-DE
Date de télétransmission : 10/07/2018
Date de réception préfecture : 10/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 10 JUIL, 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-171-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU PRÊCHEUR POUR L'ACQUISITION D'UNE MACHINE À GLACE

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer le 4 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à la Ville du Prêcheur, une subvention d'un montant de vingt-trois mille trente cinq euros (23 035,00 €), pour l'acquisition d'une nouvelle machine à glace destinée aux marins-pêcheurs du quartier « les Abymes ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-172-1-DE
Date de télétransmission : 10/07/2018
Date de réception préfecture : 10/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 10 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-172-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU COMITÉ RÉGIONAL DES PÊCHES MARITIMES ET DES ÉLEVAGES MARINS POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS 2017

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer le 4 juin 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de cent quatre-vingt mille euros (180 000,00 €), en autorisation d'engagement, est attribuée au Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins (CRPMEM), à titre de participation au programme d'actions 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée à l'attributaire selon les modalités fixées par convention.

À titre indicatif, la liquidation est programmée comme suit : 100% en crédit de paiement 2018.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





ANCAISE

Annexe à la délibération 18-172-1

CONVENTION N° 18-

Définissant les conditions d'attribution et d'utilisation d'une subvention au
Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins de la Martinique
à titre de participation au programme d'actions de l'exercice 2017.

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par le Président du Conseil exécutif, agissant aux termes de la délibération n°18-xxxx-1 du xxxxx 2018.

Et

Le Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins de la Martinique,
ci-après désigné **CRPMEM**, représenté par son Président, M.

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code rural et de la pêche maritime,

Article Objet

La présente convention qui régit les rapports entre les parties, a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation des interventions de la Collectivité accordées au Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins (CRPMEM) dans le cadre du programme d'actions 2017.

Article 2. Nature et étendue de l'opération

Pour la réalisation de ce programme, la Collectivité Territoriale de Martinique a décidé de contribuer à concurrence de **cent quatre-vingt mille euros (180 000 €)** pour l'année 2017, à titre de participation au programme d'actions,

Article 3. Obligations des parties

1°) Le CRPMEM, s'engage à :

- Fournir une planification réactualisée si nécessaire de réalisation des actions.
- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour augmenter les ressources propres à travers la perception des cotisations professionnelles obligatoires (CPO) et autres.
- Mettre en place une comptabilité analytique, selon les préconisations du commissaire aux comptes.
- Renouer un dialogue permanent avec la profession.
- Utiliser la subvention uniquement pour la réalisation du projet en cause et déclarer être informé qu'il ne peut, sans autorisation formelle de la collectivité Territoriale de Martinique, reverser tout ou partie de ladite subvention à d'autres organismes ;
- Mentionner le concours financier de la Collectivité territoriale de Martinique, notamment en cas de publication de documents, d'organisation de manifestations, d'acquisition d'équipements ou de réalisation de travaux donnant lieu à publicité ou à des opérations de communication ;
- Faciliter le contrôle par la Collectivité de l'utilisation des fonds alloués.
- Adresser à la Collectivité territoriale de Martinique, les bilans et les comptes de résultat des années de réalisation du programme certifiés par un commissaire aux comptes désigné au sein de l'ordre des commissaires aux comptes de la Martinique.

Le non-respect des dispositions de cet article pourrait, par décision unilatérale de la Collectivité territoriale de Martinique, entraîner l'annulation du versement de la subvention.

2°) LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE s'engage à :

- Mandater au CRPMEM une subvention plafonnée à **CENT QUATRE VINGT MILLE EUROS (180 000 €)** prélevée sur le budget territorial au chapitre 936-6312, article 65748.
- Accompagner le CRPMEM dans toutes les actions privilégiant la structuration de la filière.
- Soutenir les actions incitant les modifications législatives en faveur des marins pêcheurs de la Martinique.

3°) Les deux parties s'engagent à :

- S'informer en amont mutuellement des actions menées concernant la filière.
- Répondre mutuellement aux avis sollicités par l'une ou l'autre.

Article 4. Modalités de mandatement de la subvention

La subvention fera l'objet des mandatements suivants :

Participation au programme d'actions de l'année 2017 :

- **Cent quarante-quatre mille euros (144 000.00 €), soit 80% de la subvention,** dès que la présente convention sera rendue exécutoire et sur présentation
 - o de la délibération du Conseil d'administration approuvant le budget de l'année 2017,
- **Le solde soit trente-six mille euros (36 000.00 €) sur présentation :**
 - o du rapport d'activité détaillé de l'année 2017 signé par le Président, ainsi qu'un récapitulatif des dépenses par actions effectuées et acquittées,
 - o du bilan et compte résultat de l'exercice 2017 certifiés par l'expert-comptable et le commissaire aux comptes.

Article 5. Délai

La présente convention est valable pour une durée de deux ans (24 mois) à compter de sa date notification.

Article 6. Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement des sommes indûment perçues par le maître d'ouvrage.

Article 7. Pièces contractuelles

Les pièces constitutives de la présente convention sont :

- le présent document,
- la délibération n°18-xxx-1 du xxxxx 2018,
- pièces annexes

Fort-de-France, fait en quatre exemplaires originaux.

Pour le CRPMEM,

Le Président

Pour la collectivité Territoriale de Martinique,

Le Président du Conseil exécutif



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-173-1-DE
Date de télétransmission : 10/07/2018
Date de réception préfecture : 10/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 10 JUL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-173-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION ZAGAYAK POUR L'ORGANISATION DE LA 12^{ÈME} ÉDITION DE SON CONCOURS DE PÊCHE

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer le 4 juin 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de deux mille euros (2 000 €) est attribuée à l'association ZAGAYAK au titre de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique à l'action « 12^{ème} édition du concours de pêche de l'association ZAGAYAK ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, et versée à l'attributaire sur présentation des pièces suivantes (bilan d'activité de la manifestation signé par le Président de l'association, factures acquittées ou tout autre élément de valeur probante, justificatif d'immatriculation, RIB).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-174-1-DE
Date de télétransmission : 29/06/2018
Date de réception préfecture : 29/06/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JUIN 2018

DÉLIBÉRATION N°18-174-1

PORTANT AUGMENTATION DE LA PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU COMPLÉMENT DE PRIX DE LA TONNE DE CANNE LIVRÉE À L'USINE DU GALION

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 29 mai 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est validée l'augmentation de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) au prix de la tonne de canne dans le cadre de l'aide à la balance.

À compter de la campagne 2018, la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique est fixée à 29,60 € par tonne de canne à 8 de Coefficient de Paiement pour un prix global de 90 € par tonne réparti comme suit :

- SAEM du Galion : 41,84 €
- Etat : 18,56 €
- CTM : 29,60 €.

ARTICLE 2 : Cette somme est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités définies par la convention signée avec l'Agence de Service et de Paiement (ASP).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération, notamment l'avenant avec l'Agence de Service et de Paiement (ASP) et la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF).

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-175-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-175-1

PORTANT POURSUITE DU PLAN D'ACTIONS ET DES ACTIONS DE COMMUNICATION EN 2018, CONCERNANT L'EAU DE LA RETENUE DE LA MANZO ET LA QUALITÉ DE L'EAU DU PISE AU TRAVERS DU PLAN MANZO 2018

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 28 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Un avis favorable est donné à la poursuite du plan d'actions et aux actions de communication en 2018 concernant l'eau de la retenue de la Manzo et la qualité de l'eau du Périmètre Irrigué du Sud Est (PISE).

ARTICLE 2 : Est autorisée la réalisation du Plan d'actions Manzo 2018.

Ce plan comprend :

- le suivi de l'eau de la retenue de la Manzo ;
- le suivi de la qualité de l'eau du PISE ;
- le suivi de la qualité des sédiments proches des zones contributrices en chlordécone ;
- la reconduction de la mission d'expertise du CIRAD concernant les analyses en période de carême 2018.

ARTICLE 3 : Sont validées les actions de communication en direction des élus de la Collectivité Territoriale de Martinique, des propriétaires des parcelles sur le bassin versant de la retenue, du grand public, de l'Agence Régionale de Santé, des services de l'État, de la Chambre d'Agriculture et des abonnés du PISE ».

ARTICLE 4 : Le montant des dépenses relatives aux actions mentionnées aux articles 2 et 3 de la présente délibération s'élève à dix mille euros toutes taxes comprises (10 000 € TTC).

ARTICLE 5 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 7 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-176-1-DE
Date de télétransmission : 29/06/2018
Date de réception préfecture : 29/06/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JUIN 2018

DÉLIBÉRATION N°18-176-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DE L'ANNÉE 2017 À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT FONCIER ET D'ÉTABLISSEMENT RURAL (SAFER)

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 29 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de cinq cent mille euros (500 000 €) est attribuée à la Société d'Aménagement et d'Établissement Rural (SAFER) pour son plan de développement au titre de l'année 2017.

ARTICLE 2 : Cette dépense est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée au bénéficiaire suivant des modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018. /

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION 18-176-1

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



LE PRÉSIDENT DU CONSEIL EXECUTIF

DGS/DGA A/DAPT/N°

CONVENTION
ENTRE
LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
ET
LA SOCIETE D'AMENAGEMENT FONCIER ET
D'ETABLISSEMENT RURAL (SAFER) DE LA
MARTINIQUE
PLAN DE DEVELOPPEMENT AU TITRE DE L'ANNEE 2017

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code des relations publiques entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants,

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants,

Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, président du Conseil Exécutif de Martinique,

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° XXX du XXX 2018 portant octroi d'une subvention à la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER) de la Martinique

ENTRE, d'une part

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,

Dûment habilité par la délibération susvisée,

Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, sise Rue Gaston Defferre - Cluny, 97201 Fort-De-France Cedex,

Dénommée ci-après « la CTM »,

ET, d'autre part,

LA SOCIETE D'AMENAGEMENT FONCIER ET D'ETABLISSEMENT RURAL (SAFER) DE LA MARTINIQUE,

Représentée par le Président en exercice, Monsieur

Domiciliée au 1, avenue Louis Domergue, Domaine de Montgérald- 97200 Fort-de-France,

Dénommée ci-après « le bénéficiaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit

ARTICLE 1: OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir et préciser les conditions de versement de la subvention à la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER).

ARTICLE 2: OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations du bénéficiaire

La SAFER doit :

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la CTM ;
- Utiliser la contribution et ne pas reverser tout ou partie de la somme à d'autres associations, sociétés ou œuvres, sans autorisation formelle de la CTM ;
- Informer les services de la CTM de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action territoriale ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation et le cas échéant, la participation financière de la CTM ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la CTM et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la CTM ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la CTM.

b) Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

La CTM s'engage à verser la subvention dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3: MONTANT

La subvention accordée au bénéficiaire s'élève à la somme de **CINQ CENTS MILLE EUROS (500 000,00 €)**.

ARTICLE 4: DUREE

Un délai de vingt-quatre (24) mois, à compter de la notification de la présente convention est ouvert au bénéficiaire pour la réalisation intégrale de l'opération ainsi que pour la remise, à la CTM, de l'ensemble des documents nécessaires à sa clôture comptable.

La convention prendra effet à compter de sa signature par les deux parties.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Cette subvention fera l'objet des versements suivants :

- Un acompte de 50%, soit 250 000 euros dès que la présente convention sera exécutoire,
- Le solde sur présentation du rapport d'activité de l'exercice 2017 et des bilans et compte de résultats de l'exercice 2017, contrôlés par un commissaire aux comptes et validés par l'Assemblée générale correspondante.

L'ordonnateur est le Président du Conseil Exécutif de la CTM.

Le comptable assignataire est le Payeur Territorial de la Martinique.

ARTICLE 6 : REVERSEMENT - RESILIATION

Le Président du Conseil Exécutif de la CTM décidera d'exiger le reversement partiel ou total des sommes versées en cas de non-respect des clauses de la présente convention et en particulier :

- d'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention,
- de refus de se soumettre aux contrôles

ARTICLE 7 : RESPECT DES DISPOSITIONS LEGALES NATIONALES ET COMMUNAUTAIRES

Le bénéficiaire s'engage à respecter les règles de concurrences et de passation des marchés publics, la protection de l'environnement, l'égalité des chances entre hommes et femmes.

ARTICLE 8 : LITIGES

Les pièces constitutives de la présente convention sont :

- le présent document
- la délibération n° XXX du XXX 2018 de la Collectivité Territoriale de Martinique

En cas de litige, le tribunal compétent est le tribunal administratif de FORT-DE-FRANCE.

Fait à Fort-de-France
(en 4 exemplaires originaux qui doivent
être signés par les 2 parties)

**Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité Territoriale de Martinique**

**Le Président
de la SAFER**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-177-1-DE
Date de télétransmission : 29/06/2018
Date de réception préfecture : 29/06/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE AFFICHAGE LE : **29 JUIN 2018**
DÉLIBÉRATION N°18-177-1

**PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA LIGUE DE FOOTBALL
DE MARTINIQUE POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS 2017-2018**

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 29 MAI 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de cent seize mille euros (116 000 €) est allouée à la Ligue de football de Martinique pour la réalisation de son programme d'actions 2017-2018.

Cette somme est à répartir comme suit :

- 104 000 € pour les actions
- 12 000 € pour l'équipement.

ARTICLE 2 : Les sommes mentionnées à l'article 1 sont imputées aux chapitres 933 et 903 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versées au bénéficiaire, selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-177-2-DE
Date de télétransmission : 29/06/2018
Date de réception préfecture : 29/06/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JUIN 2018

DÉLIBÉRATION N°18-177-2

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU COMITÉ RÉGIONAL CYCLISTE DE MARTINIQUE POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS 2017-2018

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 29 mai 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de cent soixante-quinze mille euros (175 000 €) est allouée au Comité Régional Cycliste de Martinique pour la réalisation de son programme d'actions 2017- 2018.

Cette somme est à répartir comme suit :

- 165 000 € pour les actions
- 10 000 € pour l'équipement.

ARTICLE 2 : Les sommes mentionnées à l'article 1 sont imputées aux chapitres 933 et 903 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versées au bénéficiaire, selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-178-1-DE
Date de télétransmission : 29/06/2018
Date de réception préfecture : 29/06/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE AFFICHAGE LE : **29 JUIN 2018**

DÉLIBÉRATION N°18-178-1

**PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION CARAÏBE SURF PROJECT À
TITRE DE CONTRIBUTION À L'ORGANISATION DE LA MARTINIQUE SURF PRO 2018**

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 29 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'Association Caraïbe Surf Project une subvention d'un montant de deux cent cinquante mille euros (250 000 €), à titre de contribution à l'organisation de la Martinique Surf Pro 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018. /

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

...
Marie-France TOUL



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION 18-178-1



CONVENTION SN°18 -

ENTRE,

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif, dûment habilité par délibération n°15-0003 du 18 décembre 2015, dont le siège est sis à :

Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique
Rue Gaston Defferre – Cluny
CS 30137
97201 FORT DE France CEDEX
ci-après dénommée « la CTM »,

ET

L'ASSOCIATION CARAIBE SURF PROJECT,

Représentée par son président, M. _____ dont le siège est sis à :
Rue du professeur R. GARCIN – Résidence Victoria Bat A appt 26
FORT DE FRANCE

désignée dans tout ce qui suit par le mot « cocontractant »

d'autre part,

ci-après désignées les parties,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique aux dépenses du cocontractant pour l'organisation de la Martinique Surf Pro 2018.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

1/ Conformément à la délibération n°18- de l'Assemblée de Martinique du juin 2018, la contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique est fixée à deux cent cinquante mille euros (250 000 €).

2/ Le versement de cette somme, prélevé sur le chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, sera effectué selon les modalités suivantes :

- 70% de la somme, soit 175 000 €, lorsque la convention est rendue exécutoire,
- le solde, 75 000 €, sur présentation du bilan financier certifié par le président et le trésorier de l'association accompagné des justificatifs de dépenses correspondants.

La somme versée sera calculée au prorata des dépenses effectivement réalisées ; la subvention allouée représentant le seuil maximal. En cas de trop perçu, un titre de recettes pourra être émis à l'encontre du cocontractant pour le remboursement de cette somme.

Les paiements seront effectués par virement bancaire sur le compte du cocontractant.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU COCONTRACTANT

Le co-contractant s'engage à :

- 1) Mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de la manifestation internationale;
- 2) Faire figurer le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique sur tous les types de supports de communication relatifs aux actions ;
 - ↳ Si le degré de participation financière et d'implication de la collectivité est plus important, ce logo devra être mis en valeur par rapport aux autres partenaires.
 - ↳ Il ne peut être mis directement ou en vis-à-vis de logos publicitaires, d'annonceurs classiques, car il s'agit d'un logo institutionnel.
- 3) Mettre à la disposition des élus de la Collectivité des billets d'accès aux différentes manifestations ;
- 4) Garantir l'utilisation effective des fonds alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique en conformité avec l'objectif arrêté ;
- 5) Faciliter le contrôle de l'utilisation des fonds concernés par la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : ANNULATION - REVERSEMENT

En cas de non-exécution des prestations afférentes à la présente convention, ou d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, ou de non-respect des dispositions de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par le cocontractant.

Dans le cas où la présente convention n'aurait pas connu un début d'exécution dans un délai de six mois, à compter de la notification de la décision, la subvention sera annulée de plein droit.

ARTICLE 5 : LITIGES

Les parties essaieront de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou l'exécution des termes de la présente convention.

Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant la juridiction compétente.

**Le Président du
Conseil Exécutif**

Le Cocontractant

Alfred MARIE-JEANNE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-179-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-179-1

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N° 17-483-1 PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR HARRY TANIC POUR LA RÉALISATION DE LA SAISON SPORTIVE 2017 DE SON FILS CRAIG TANIC

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-483-1 portant attribution d'une subvention à Monsieur Harry TANIC pour la réalisation de la saison sportive 2017 de son fils Craig TANIC ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 29 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 2 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 17-483-1 est modifié comme suit :

« La somme mentionnée à l'article 1 est imputée aux chapitres 903 et 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée à l'attributaire, selon les modalités suivantes :

- 70 % dès que la délibération est exécutoire,
- le solde, sur présentation du bilan financier, daté et signé et des justificatifs de dépenses ».

ARTICLE 2 : Les autres dispositions de la délibération n°17-483-1 demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-180-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-180-1

PORTANT REMISE GRACIEUSE DE DETTE POUR PRÊTS ÉTUDIANTS AU BÉNÉFICE DE MADAME

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission d'aides aux étudiants le 17 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 4 juin 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est accordée à Madame , une remise gracieuse de sa dette née d'un prêt d'études supérieures pour un montant de mille huit cent vingt neuf euros (1 829 €).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il aura été procédé à sa notification, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018/

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-181-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-181-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE LOI PORTANT ÉVOLUTION DU LOGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET DU NUMÉRIQUE

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par le Conseil Économique, Social et Environnemental, de la Culture et de l'Éducation de la Martinique le 03 mai 2018;

Vu l'avis émis par la commission des affaires juridiques et des textes les 13 avril et 16 mai 2018;

Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 31 mai 2018;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1^{er} juin 2018;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dit ELAN, dans la mesure où il vise à répondre aux besoins prégnants de logement, encourage la production de logements, simplifie les normes de construction et les procédures administratives, assouplit la hiérarchie des normes et la compatibilité entre documents d'urbanisme et de planification, prévoit des modalités de contractualiser avec les collectivités au service du développement de l'offre de logements, et affiche une volonté de lutter contre la fracture territoriale au plan numérique.

Cependant, cet avis favorable est toutefois assorti de nombreuses réserves :

1° Le projet de loi comporte plusieurs habilitations du Gouvernement à légiférer par voies d'ordonnances ultérieures en application de l'article 38 de la Constitution, lesquelles, échappant au débat parlementaire, ont, en principe, vocation à rester exceptionnelles car ce n'est pas un mode normal de légiférer.

Par ailleurs, le texte comporte aussi un certain nombre de mesures revenant sur la Décentralisation se traduisant par un regain de pouvoir de l'État et de son représentant dans la collectivité.

2° Le projet de loi, ne comptant aucun titre consacré aux outre-mer, ne prend pas suffisamment en compte la situation du logement en outre-mer, ne fait aucunement mention des préconisations faites dans le cadre des Assises des outre-mer, ni des contraintes liées aux aléas climatiques ou aux risques naturels majeurs au regard des normes parasismiques et para-cycloniques et au regard de l'érosion du littoral de nos territoires.

3° Le projet de loi remet en cause le modèle économique du logement social alors qu'il n'évoque pas la question du financement des logements sociaux outre-mer, ni celle du financement du déploiement du numérique.

4° Le schéma de vente prévu pour le logement social en Martinique ne semble pas adapté à la rareté du foncier constructible disponible, ni à la situation financière précaire des locataires avec de très faibles revenus, ni aux conditions de vie et habitudes d'habitation ultramarines, ni au vieillissement de nos populations avec le papy-boom.

Ce texte risque d'entraîner une précarité, une paupérisation accrue, de générer une ghettoïsation à long terme, de favoriser une baisse de la qualité architecturale du parc de constructions et une dégradation des copropriétés par manque de moyens des nouveaux propriétaires pour payer les charges.

L'autre effet pernicieux à redouter est une privatisation du parc de HLM par la sortie des logements du cadre social pour les transférer dans le patrimoine privé.

5° La mise en œuvre du bail mobilité, précaire, avec un délai de bail préfixe, peut s'avérer complexe in situ.

6° Eu égard à l'exiguïté du territoire, au foncier disponible et à la pression démographique, compte-tenu de l'état de fragilité de notre patrimoine bâti, voire sa vétusté, il y a lieu de s'interroger sur la légitimité de l'allègement de la procédure d'avis de l'architecte des bâtiments de France par rapport à l'objectif de protection des biens inscrits.

7° L'assouplissement des normes d'accessibilité prévoyant de passer le taux des logements neufs accessibles de 100% à 10% constitue une régression sociale qui discrimine les personnes à mobilité réduite et les personnes handicapées (quel que soit le type de handicap, notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique).

8° L'Assemblée de Martinique insiste sur la relation entre logement et aménagement du territoire. Il s'agit d'adapter le territoire aux transitions en cours et, notamment, d'anticiper le vieillissement de la population. Elle préconise donc une politique du logement, avec un volet spécifique sur les outre-mer, un volet qui privilégie l'intergénérationnel et favorise vraiment la mixité sociale.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès sa publication ou son affichage, et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 43 voix pour et 1 voix contre, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-182-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-182-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET PORTANT ADAPTATION AUX DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER ET CERTAINES COLLECTIVITÉS D'OUTRE-MER MENTIONNÉES AU LIVRE V DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES (PARTIE RÉGLEMENTAIRE) DES DISPOSITIONS RELATIVES AU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'AUTONOMIE

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'action sociale et des familles ;
Vu le code de la sécurité sociale ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par le Conseil Économique, Social et Environnemental, de la Culture et de l'Éducation de la Martinique le 03 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission des affaires juridiques et des textes le 13 avril 2018;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 24 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet de décret portant adaptation aux départements d'outre-mer et certaines des collectivités d'outre-mer mentionnées au Livre V du Code de l'Action Sociale et des Familles (partie réglementaire) des dispositions relatives au Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie.

Toutefois, elle souhaite que, à l'instar de la dénomination qui a été retenue pour Saint-Pierre-et-Miquelon et pour les collectivités de Saint-Barthélemy et Saint-Martin, et suite à la création de la collectivité territoriale de Martinique en application de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011, la dénomination « conseil territorial de la citoyenneté et de l'autonomie » (CTCA) soit retenue dans le projet de décret et donc dans le futur 5° de l'article D. 524-14 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), ainsi que dans toutes les autres dispositions concernant la Martinique, notamment dans les articles D. 524-6, D. 312-10.13 et D. 312-193-6.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès sa publication ou son affichage, et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-183-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-183-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONDITIONNALITÉ DES AIDES DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par le Conseil Économique, Social et Environnemental, de la Culture et de l'Éducation de la Martinique le 03 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission des affaires juridiques et des textes le 13 avril 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 29 mai 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet de décret relatif à la mise en œuvre de la conditionnalité des aides de la politique agricole commune.

Elle émet cependant les six observations suivantes :

1° Le bien-être animal répond à un objectif lié à la qualité du produit et implique nécessairement un coût.

2° L'encadrement du brûlage est une nécessité eu égard aux contraintes en matière de pollution atmosphérique et de réduction des gaz à effet de serre.

3° En termes de sanction, la priorité doit être donnée à l'avertissement. Les agriculteurs martiniquais ne doivent pas faire l'objet de sanctions plus lourdes comparativement à ce qui se passe généralement en France hexagonale où la réduction des aides est estimée à 0,1%.

4° Il importe d'insister sur la sensibilisation, la formation et l'accompagnement des agriculteurs en considération des normes de protection de l'environnement en vigueur, et aussi en considération du financement des mises aux normes et de la réflexion sur le modèle économique.

5° La vigilance exigée des agriculteurs quant au respect des règles de conditionnalité doit être comparable à celle qui doit présider au contrôle des limites maximales de résidus dans l'alimentation d'origine animale ou végétale.

6° Il faut veiller à ce que la réduction des aides agricoles pour non-respect des règles relatives au bien-être animal ne constitue pas un moyen de réaliser des économies par la stigmatisation des agriculteurs.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès sa publication ou son affichage, et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 43 voix pour et 1 voix contre, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-184-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-184-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AUX ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS, AUX ASSOCIATIONS D'ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS ET AUX GROUPEMENTS DE PRODUCTEURS

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par le Conseil Économique, Social et Environnemental, de la Culture et de l'Éducation de la Martinique le 03 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission des affaires juridiques et des textes le 13 avril et 16 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 29 mai 2018 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la publication du décret n° 2018-313 du 27 avril 2018 relatif aux organisations de producteurs, aux associations d'organisations de producteurs et aux groupements de producteurs au JORF n° 99 du 28 avril 2018.

Elle note cependant que, même si des critères « ultrapériphériques » ont été mis en avant pour diminuer les seuils de reconnaissance, ceux-ci peuvent encore s'avérer élevés, notamment concernant la viande, au regard des réalités martiniquaises et au regard des filières martiniquaises.

Aussi, l'Assemblée de Martinique insiste sur la nécessité d'assouplir les critères ultrapériphériques retenus pour une détermination plus fine du nombre de producteurs pouvant prétendre *a minima* composer une organisation de producteurs tant à propos des légumes et fruits que du secteur de l'élevage, et, en conséquence, de prévoir une adaptation différenciée tenant compte de :

- la densité de la population sur le territoire concerné,
- la densité des élevages sur le territoire,
- les surfaces en bâtiments,
- la production en termes de quantité produite.

Par ailleurs, il convient aussi de rappeler l'impératif de structuration professionnelle des filières important pour la survie des agriculteurs concernés puisque l'appartenance à une organisation de producteurs conditionne l'accès à certaines aides en matière agricole.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès sa publication ou son affichage, et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE




RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-185-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-185-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX POUR LA PÉRIODE DU 16 MARS AU 27 AVRIL 2018

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-2-1 du 5 janvier 2016 donnant délégation générale d'attributions en matières contentieuses – autorisation d'intenter des actions en justice et de défendre aux actions intentées, de déposer plainte et de se constituer partie civile au nom de la collectivité territoriale ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-49-1 du 29 mars 2016 portant remplacement de la délibération n°16-2-1 du 5 janvier relative aux actions contentieuses de la collectivité territoriale de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation confiée à Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Martinique en matière de contentieux pour la période du 16 mars au 27 avril 2018.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il aura été procédé à sa notification, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès sa publication ou son affichage, et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-186-1-DE
Date de télétransmission : 29/06/2018
Date de réception préfecture : 29/06/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JUIN 2018

DÉLIBÉRATION N°18-186-1

PORTANT FIXATION DE L'OBJECTIF ANNUEL D'ÉVOLUTION DES DÉPENSES (O.A.E.D) DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX POUR 2018

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'action sociale et des familles ;
Vu les décrets n°2016-1814 et n°2016-1815 en date du 21 décembre 2016 relatif aux principes de la tarification des établissements et aux dispositions financières des établissements sociaux et médico-sociaux ;
Vu les arrêtés ministériels en date des 22, 27 et 29 décembre 2016 relatifs aux documents budgétaires et comptables des établissements sociaux et médico-sociaux ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-232-1 du 19 mai 2017 portant formalisation du dispositif de « facturation différentielle » des frais d'hébergement des établissements d'hébergement pour personnes âgées ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-292-1 du 19 mai 2017 portant autorisation donnée au Président du Conseil Exécutif de mettre en œuvre les dispositions de l'article 58 de la loi adaptation de la société au vieillissement (ASV) sur la contractualisation dans les établissements relevant de l'article L.312-1 du CASF ;

Vu l'arrêté du Président du Conseil Exécutif de Martinique n°0938 du 11 avril 2018 portant fixation de la valeur du point GIR Dépendance 2018 ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 24 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 28 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 31 mai 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est fixé pour l'exercice 2018, un taux d'actualisation des moyens des établissements et services sociaux et médico-sociaux des secteurs « Personnes Âgées », « Personnes Handicapées » et « Enfance-Famille » sous compétence tarifaire du Président du Conseil Exécutif de Martinique, limité à 0 % pour l'exercice 2018.

ARTICLE 2 : Est fixé à quatre-vingt-un millions cent cinquante-huit mille six cent trente-deux euros (81 158 632 €) le montant de l'enveloppe limitative de crédits 2018, opposable aux structures gestionnaires d'établissements et services sociaux et médico-sociaux tarifés selon les modalités suivantes :

- une enveloppe budgétaire de reconduction des moyens arrêtée à la somme de soixante-dix-huit millions deux cent vingt-six mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept euros (78 226 497 €) et répartie comme suit :

- S/enveloppe « Personnes Agées »:	37 613 221 €
- S/enveloppe « Personnes Handicapées » :	5 729 761 €
- S/enveloppe « Enfance-Famille » :	34 883 515 €.

Cette enveloppe budgétaire intègre les résultats à affecter retenus par la collectivité au titre des comptes administratifs de l'exercice 2016 et résultats antérieurs.

- une enveloppe de crédits arrêtée à la somme de deux millions neuf cent trente-deux mille cent trente-cinq euros (2 932 135 €) destinée à financer des mesures nouvelles (mises en service d'établissements en 2018), dans les secteurs :

- S/enveloppe « Personnes Agées »:	1 838 802 €
- S/enveloppe « Personnes Handicapées » :	80 000 €
- S/enveloppe « Enfance-Famille » :	1 013 333 €.

ARTICLE 3 : En cas de nécessité, il sera possible de procéder à la « fongibilité » des sous-enveloppes « Personnes Âgées », « Personnes Handicapées » et « Enfance – Famille ».

ARTICLE 4 : Les dépenses correspondantes sont imputées aux chapitres fonctionnels 934 et 934-3 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et à signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-187-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-187-1

PORTANT DÉFINITION DU CADRE D'INTERVENTION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DANS L'HABITAT ET LE LOGEMENT SOCIAL

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu délibération du Conseil Général de Martinique n°CP/769-15 du 10 septembre 2015 portant approbation du règlement intérieur du fonds départemental de solidarité pour le logement (FDSL) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 31 mai 2018;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique décide de mettre en place un nouveau « cadre d'intervention dans l'habitat et le logement social » comportant les 4 axes suivants :

- Axe 1 : Aides à la réhabilitation
- Axe 2 : Aides à la construction
- Axe 3 : Aides aux associations et dispositifs partenariaux
- Axe 4 : Aides du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL).

ARTICLE 2 : Le dispositif sera appliqué dans les conditions définies dans le document annexé à la présente délibération pour les mesures des axes 1 et 2.

ARTICLE 3 : Les aides de l'axe 3 ne font pas l'objet de mesures cadre.

ARTICLE 4 : Les mesures de l'axe 4 sont définies de façon partenariale dans le cadre du règlement intérieur du FSL validé par la délibération du Conseil Général de Martinique n°CP/769-15 du 10 septembre 2015 susvisée, reconduite par la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 susvisée.

ARTICLE 5 : Les autres dispositifs cadres d'aide au logement et à l'habitat adoptés par le Conseil Général de Martinique et le Conseil Régional de Martinique, ci-après mentionnés, et qui étaient reconduits par la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1, sont abrogés :

- Délibérations des dispositifs cadres régionaux : n°06-856-1, n°11-1952-1, n°15-1065-2, n°13-2396-1, n°13-1882-1, n°08-1557-1, n°13-131-1, n°14-1728-1,
- Délibérations des dispositifs cadres départementaux : CP/821-13, CG/83-98, CP/828-12, CP/821-13.

ARTICLE 6 : Le nombre maximum de dossiers recevables pour chaque catégorie d'aide ainsi que l'enveloppe financière globale affectée à ces aides est fixée annuellement par le Conseil Exécutif de Martinique.

ARTICLE 7 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La date d'entrée en vigueur de la présente délibération de l'Assemblée de Martinique sera fixée par le Conseil Exécutif de Martinique, après sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



**Annexe à la Délibération n°18-187-1 du 6 juin 2018
portant définition du cadre d'intervention de la CTM dans l'Habitat et le Logement Social**

<p>CADRE D'INTERVENTION DE LA CTM DANS L'HABITAT ET LE LOGEMENT SOCIAL</p>

AXE 1 : AIDES À LA REHABILITATION

- FICHE 1 : Aide Complémentaire à la LBU (AAH OPERATEURS)
- FICHE 2 : Aides Autonomes aux propriétaires occupants
- FICHE 3 : Aide Complémentaire à l'ANAH (propriétaires bailleurs)
- FICHE 4 : Aides Autonomes à caractère exceptionnel

AXE 2 : AIDES À LA CONSTRUCTION

- FICHE 5 : Aides Complémentaires à la construction de logements HLM
- FICHE 6 : Aides à la construction et à la finition de Logements Evolutifs Sociaux (LES)
- FICHE 7 : Aide à la Construction Durable (ACD) – Parasismique et Paracyclonique
- FICHE 8 : Aide à l'acquisition de logements HLM

FICHE 1
AXE 1 : AIDES À LA REHABILITATION

Mesure : Aide Complémentaire à la L.B.U (AAH OPERATEURS)

Objectifs : Participer à la lutte contre l'habitat indigne en optimisant le financement du dispositif d'Etat de l'Aide à l'Amélioration de l'Habitat (AAH), permettre notamment le maintien à domicile de personnes âgées modestes, dans un logement décent et adapté au vieillissement et, le cas échéant au handicap, et favoriser l'inclusion sociale des allocataires du RSA.

Public cible : Personne physique propriétaire de sa maison individuelle ou ayant droits,
bénéficiaire d'une aide de l'État au titre de la LBU pour le financement de travaux d'amélioration de l'habitat (AAH), réalisés par un opérateur social agréé.

Modalités : La demande doit être introduite par l'opérateur social agréé, pour le compte du bénéficiaire.
Le dossier devra justifier d'une sollicitation de l'EPCI dont relève le ménage.
Une attestation multirisque habitation du logement réhabilité devra être fournie.

Plafond de l'aide CTM : L'intervention de la CTM sera modulée selon le type de travaux à réaliser et la zone d'habitat, conformément au tableau suivant :

CATEGORIES	SUBVENTION PROPOSEE	TYPE DE TRAVAUX	MONTANT PLAFOND
Cas général : Bénéficiaire d'une AAH au titre de la LBU	Subvention Forfaitaire de 8 000 €	TOUT TYPE	8 000 €
Cas particulier 1 : Dossier comportant des travaux d'adaptation à la perte de mobilité (systématique pour les 65 ans et +)	Subvention forfaitaire + Bonus de 2 000 €	TOUT TYPE + Adaptation du logement à la perte de mobilité ou d'autonomie	10 000 €
Cas particulier 2 : Allocataires du RSA, personnes cumulant des difficultés et signalées par un travailleur social, ou logement en zone d'habitat programmé	Subvention forfaitaire + Bonus de 1 000 €	TOUT TYPE	9 000 à 11 000 €

NB : Sauf cas particuliers justifiés, le montant total des aides publiques pour le financement des opérations d'AAH est plafonné à 80%.

Eléments constitutifs du dossier :

- Courrier de demande de subvention de l'opérateur à la CTM, pour un ensemble de dossiers bénéficiant d'un arrêté de subvention au titre d'une même année de programmation LBU, précisant le nombre de dossiers et le montant total de subvention sollicité de la CTM,
- Tableau récapitulatif des dossiers précisant le coût de revient, le plan de financement prévisionnel et le montant sollicité de chaque dossier,
- Fiche d'instruction de l'arrêté LBU de chaque dossier,
- Courrier individuel de demande de subvention de chaque bénéficiaire,
- Copie de la demande adressée à l'EPCI,
- Délégation de paiement du bénéficiaire à l'opérateur pour la subvention de la CTM,
- Photocopie de la pièce d'identité,
- Photocopie des éventuels justificatifs particuliers (allocataire du RSA, personne handicapée, chantier en zone d'habitat programmé, détail des travaux d'adaptation pour PMR ou des travaux d'assainissement...).

NB : Le nombre maximum de dossiers recevables est fixé annuellement par le Conseil Exécutif.

PLAFONDS DE RESSOURCES applicables au 1^{er} janvier 2018 :

	Code	autres Régions	Revenu fiscal de référence 2016 - DOM		
		PLUS	LLS	LLTS	PLS
1 personne seule	ISO	20 304 €	18 274 €	13 705 €	23 756 €
2 personnes ne comportant aucune pers. à charge à l'exclusion des jeunes ménages	MEN	27 114 €	24 403 €	18 302 €	31 723 €
3 personnes, ou 1 personne seule avec 1 pers. à charge, ou jeune ménage sans pers. à charge	P01	32 607 €	29 346 €	22 010 €	38 150 €
4 personnes, ou 1 pers. seule avec 2 pers. à charge	P02	39 364 €	35 428 €	26 571 €	46 056 €
5 personnes, ou 1 pers. seule avec 3 pers. à charge	P03	46 308 €	41 677 €	31 258 €	54 180 €
6 personnes, ou 1 pers. seule avec 4 pers. à charge	P04	52 189 €	46 970 €	35 228 €	61 061 €
Par personne supplémentaire		5 821 €	5 239 €	3 929 €	6 811 €

FICHE 2
AXE 1 : AIDE À LA REHABILITATION

Mesure : Aides Autonomes aux propriétaires occupants

Objectifs : Permettre la réalisation de petits travaux de première nécessité pour lesquels un montage de dossier au titre du financement sur la LBU serait inadéquat.

L'intervention de la CTM vise également à adapter le logement au grand âge et au handicap.

Public cible : Propriétaire ou ayant droits, défavorisé ou modeste, occupant légitime d'une maison individuelle ou d'un appartement.

NB : pour les appartements, seuls les travaux dans les parties privatives sont éligibles.

Plafond de l'aide CTM : Le montant de l'aide sera plafonné en fonction du type et du montant des travaux, conformément au tableau suivant :

CATEGORIE DE DOSSIER	SUBVENTION PROPOSEE	TRAVAUX ELIGIBLES	MONTANT PLAFOND de l'aide
Cas général : Devis de travaux ≤ 6 000 €	Subvention plafonnée à 70 % du devis	Électricité (hors raccordement) Plomberie – Peinture - Menuiserie – Carrelage – Réparation de toiture - Faux - plafond - Confortement - Renforcement (hors murs de soutènement)	4 200 €
Cas particulier : Dossier comportant des travaux d'adaptation à la perte de mobilité ou en lien avec une pathologie Devis de travaux ≤ 8 000 €	Subvention plafonnée à 70 % du devis	Travaux ci-dessus + Travaux d'adaptation du logement à la perte de mobilité ou d'autonomie	5 600 €
Cas exceptionnel*: Toiture Nombre limité de dossiers Devis de travaux ≤ 15 000 €	Subvention plafonnée à 60 % du devis	Réfection de Toiture*	9 000 €

*Ces travaux, de montant plus élevés, bien qu'étant de première nécessité, ont vocation à être traités en priorité dans le cadre du dispositif d'Etat de l'AAH, et non en dispositif autonome.

NB : TRAVAUX NON ELIGIBLES :

Les travaux ne figurant pas dans la liste ci-dessus ne sont pas éligibles dans le cas général.

Les travaux suivants, notamment, ne sont pas éligibles :

- Raccordement et de pose de compteur (eau et électricité),
- clôture, volets roulants, cuisine aménagée,
- voie d'accès (sauf PMR),
- finition de construction neuve.

Éléments constitutifs du dossier :

- Courrier au Président du Conseil Exécutif
- Copie de la demande adressée à l'EPCI
- Devis
- Justificatif de propriété (titre de propriété, matrice cadastrale ou avis de taxe foncière, au nom du demandeur ou d'un ascendant direct)
- Justificatifs de revenus (avis d'impôt sur le revenu de l'année n-1)
- Justificatifs de domicile (facture EAU ou Électricité ou avis de taxe d'habitation)
- Pièce d'identité
- Relevé d'identité bancaire.

Contrôle de travaux :

La réalisation effective des travaux sera vérifiée sur le terrain de façon aléatoire par les services de la collectivité pour les subventions du cas général, et de façon systématique pour les subventions plus importantes accordées dans les cas exceptionnels.

Cas exceptionnel des travaux de toiture :

Le nombre maximum de ces dossiers étant très limité, un rapport social et technique pourra être demandé pour identifier les situations prioritaires.

Remarque : Après les travaux, le logement réhabilité être couvert par une assurance « multirisque habitation », afin de pouvoir bénéficier d'une indemnisation en cas de catastrophe naturelle.

NB : Une attestation d'assurance multirisques habitation sera exigée pour le versement du solde de la subvention.

NB : Sauf cas particulier autorisé à titre exceptionnel après enquête sociale, une même personne ne peut pas cumuler plusieurs aides à la réhabilitation de la Collectivité Territoriale pendant une période de trois (3) ans.

NB : Le nombre maximum de dossiers recevables est fixé annuellement par le Conseil Exécutif.

FICHE 3
AXE 1 : AIDE À LA REHABILITATION

Mesure : Aide Complémentaire à l'ANAH (propriétaires bailleurs)

Objectif : Contribuer au développement de **l'offre locative privée à caractère social**.

Il s'agit d'encourager des propriétaires privés à réhabiliter des logements en vue de les louer à des personnes défavorisées ou modestes à des loyers conventionnés.

L'aide de la collectivité complète celle de l'Etat versé par l'AAH.

Public cible : Personne physique ou morale propriétaire bailleur, attributaire d'une aide de l'ANAH pour le financement de travaux de réhabilitation de logements locatifs privés.

Modalités de la demande : La demande doit être introduite par le propriétaire bailleur après décision favorable de l'ANAH. Les appartements réhabilités devront être couverts par une police d'assurance.

Plafond de l'aide CTM : L'intervention de la CTM est de 6 000 € par logement dans la limite de 10 logements par opération.

Le montant total des aides publiques ne saurait excéder 80% du montant des travaux à financer.

Éléments constitutifs du dossier :

- Décision de financement de l'ANAH
- Fiche de Calcul
- Convention de modération de loyers
- Justificatif d'identité
- Relevé d'identité bancaire
- Copie de l'attestation d'assurance .

NB : Le nombre maximum de dossiers recevables est fixé annuellement par le Conseil Exécutif.

FICHE 4
AXE 1 : AIDE À LA REHABILITATION

Mesure : Aides Autonomes à caractère exceptionnel

Objectif : Porter une réponse adaptée et souple, au cas par cas, à des situations exceptionnelles pour des situations spécifiques qui ne peuvent pas être généralisée à grande échelle.

Public cible : Cette mesure vise en particulier les personnes en situation de très grande précarité ou des travaux très spécifiques.

(Exemple : personne âgée isolée signalée par des travailleurs sociaux, vivant sous le seuil de pauvreté dans un logement indigne présentant des risques manifestes).

Modalités : Instruction au cas par cas, sur présentation d'une enquête sociale et d'un rapport technique

Dans la limite d'un nombre maximum annuel de dossier fixé par arrêté de Conseil Exécutif.

Les décisions seront arrêtées en plénière sur la base d'un rapport anonymisé.

Montant de l'aide : En fonction des cas, le taux de l'aide pour ces situations exceptionnelles pourra être porté jusqu'à 80% du montant des travaux dans la limite d'une aide maximum de 20 000 €.

Contrôle de travaux : La réalisation effective des travaux sera vérifiée sur le terrain par les services de la collectivité.

FICHE 5

AXE 2 : AIDES À LA CONSTRUCTION

Mesure : Aides Complémentaires à la construction de logements HLM

1) Aide spécifique à la construction de LLTS

Objectif : Augmenter la production de logements locatifs très sociaux et abaisser le coût du loyer de sortie pour permettre notamment l'insertion par le logement des personnes fragiles relevant de minimas sociaux.

Montant de l'aide : 7 000 € par logement.

2) Aides spécifiques aux opérations comportant des surcoûts avérés

Objectif : Contribuer à compenser les surcoûts des opérations spécifiques afin de rendre leur réalisation possible en dépit de ces surcoûts.

Opérations en centre-bourg :

- Terrain classé en zone U du PLU et effectivement situé en centre-bourg avec des contraintes de mitoyenneté et/ou d'exiguïté de la parcelle
- Montant de l'aide : 6 000 € par logement.

Opérations comportant des fondations spéciales :

- Montant de l'aide fonction du coût réel des fondations spéciales et des autres subventions obtenues à ce titre, plafonné à 6 000 € par logement.

Opérations expérimentales ou labélisées :

- Montant de l'aide fixé au cas par cas, en fonction des spécificités de l'opération et du niveau des surcoûts, plafonné à 6 000 € par logement.

Opérations destinées à des Personnes à Mobilité Réduite (Personnes âgées ou handicapées) :

- Aide destinée à compenser les surcoûts des équipements pour PMR
- Montant de l'aide : 3 000 € par logement.

Opérations comportant des surcoûts architecturaux :

- Aide destinée à compenser partiellement les surcoûts liés aux contraintes architecturales imposées dans certains périmètres (proximité de bâtiments classés),
- Montant de l'aide fixé au cas par cas, en fonction du coût réel des surcoûts et des autres subventions obtenues à ce titre, plafonné à 3 000 € par logement.

NB : Ces différentes aides sont cumulables, dans la limite de 8 000 € maximum par logement.

NB : Le nombre maximum de dossiers recevables est fixé annuellement par le Conseil Exécutif.

FICHE 6
AXE 2 : AIDES À LA CONSTRUCTION

Mesure : Aides à la construction et à la finition
de Logements Evolutifs Sociaux (LES)

1) Aide complémentaire à la construction de LES

Objectif : Contribuer au bouclage financier des opérations de construction de LES en complément de l'aide principale de l'Etat au titre de la LBU et du prêt obtenu par le bénéficiaire, afin de permettre la réalisation de l'opération avec un apport personnel le plus réduit possible pour ce dernier.

Cas général : Construction de LES diffus (individuels).

Montant de l'aide : Subvention plafonnée à 7 000 € par logement.

Cas particulier 1 : Construction de LES groupés.

Montant de l'aide : Subvention plafonnée à 8 000 € par logement.

Cas particulier 2 : Construction de LES comportant des travaux d'aménagement liés à la perte de mobilité ou d'autonomie.

Montant de l'aide : Bonus de 3 000 € en complément de la subvention initiale.

Modalités : L'aide est sollicité par l'opérateur agréé pour le compte du bénéficiaire, après validation du plan de financement prévisionnel par la Commission Départementale d'Attribution (CDA).

2) Aide autonome à la finition de LES

Objectif : Aider directement l'attributaire à réaliser les travaux de finition restant à sa charge après la livraison du logement, au moment où sa capacité d'endettement est épuisée par le remboursement de son emprunt.

Montant de l'aide : Subvention plafonnée à 50% d'un devis inférieur ou égal à 7 000 €.

Modalités : L'aide est sollicitée directement par l'attributaire du logement et elle lui est versée directement.

NB : Le nombre maximum de dossiers recevables est fixé annuellement par le Conseil Exécutif.

FICHE 7

AXE 2 : AIDES À LA CONSTRUCTION

Mesure : Aide à la Construction Durable (ACD) – Parasismique et Paracyclonique

Objectif : Inciter les personnes qui construisent une maison individuelle ou un petit immeuble privé non destiné à la vente, à avoir recours à des professionnels qualifiés et conventionnés pour réaliser des études non obligatoires, mais indispensables au respect des règles parasismiques et paracycloniques.

Les opérations de promotion immobilière sont exclues du dispositif.

Modalités : L'octroi de l'aide est conditionné au recours à des professionnels qualifiés et conventionnés, à quatre étapes de la conception du projet et du contrôle de son exécution :

- l'étude de sol,
- les plans de permis de construire,
- les plans d'exécution
- et le contrôle technique.

Montant de l'aide :

Le montant de l'aide est fonction des différents contextes de construction :

- Subvention forfaitaire de 12 000 € pour les maisons individuelles dans la procédure générale,
- Subvention forfaitaire de 8 000 € pour les maisons individuelles réalisées par un Constructeur de Maisons Individuelles conventionné (CMI) bénéficiant de la procédure simplifiée,
- 2 500 € par appartement, pour les petits immeubles de 6 logements maximum, non destinés à la vente, avec un montant minimum de 12 000 € par immeuble.

NB : Le nombre maximum de dossiers recevables est fixé annuellement par le Conseil Exécutif.

FICHE 8

AXE 2 : AIDES À LA CONSTRUCTION

Mesure : Aide à l'acquisition de logements HLM

Objectif : Aider les locataires d'un appartement ou d'une maison individuelle appartenant à un bailleur social à accéder à la propriété en utilisant leur droit de préemption.

Montant de l'aide : Subvention plafonnée à 10 000 € par logement.

Modalités : L'aide est sollicité par le locataire sur présentation de la promesse de vente. Elle sera versée directement à la société sur présentation de l'acte de vente.

L'aide de la CTM est réservée aux primo accédants pour l'acquisition de leur résidence principale.

NB : Le nombre maximum de dossiers recevables est fixé annuellement par le Conseil Exécutif.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-188-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-188-1

PORTANT SURSIS À STATUER SUR LA DEMANDE DE SUBVENTION DE L'ASSOCIATION MADIN'JEUNES AMBITION POUR LA CAMPAGNE 2017 DE « LA CARAVANE DE LA NON-VIOLENCE »

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Il est sursis à statuer sur la demande de subvention formulée par l'association MADIN'JEUNES AMBITION pour la campagne «La Caravane de la Non-Violence» au titre de l'année 2017.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 29 voix pour et 16 voix contre, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-189-1-DE
Date de télétransmission : 10/07/2018
Date de réception préfecture : 10/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

10 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-189-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION OBJECTIF PRÉVENTION MARTINIQUE (OPM) POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS 2017

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 24 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 31 mai 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de trois mille euros (3 000 €) à l'association Objectif Prévention Martinique (OPM) pour son programme d'actions 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 420 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il sera procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-190-1-DE
Date de télétransmission : 10/07/2018
Date de réception préfecture : 10/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 0 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-190-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION LA MAISON ROUGE : MAISON DES ARTS POUR SON PROGRAMME D' ACTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2017

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par de la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 24 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par de la commission insertion, économie sociale et solidaire le 31 mai 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quarante mille euros (40 000 €) à l'association LA MAISON ROUGE : MAISON DES ARTS, pour la réalisation de son programme d'actions au titre de l'année 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention sont définies par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association LA MAISON ROUGE : MAISON DES ARTS.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-190-1



**CONVENTION
PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A
L'ASSOCIATION LA MAISON ROUGE : MAISON DES ARTS
POUR LE PROGRAMME D' ACTIONS AU TITRE DE L'ANNEE 2017 »**

*Vu le code du travail ;
Vu le code de la Sécurité Sociale ;
Vu le code de l'Action Sociale et des Familles ;
Vu le Code général des Collectivités territoriales ;
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion » ;
Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation de la République,
Vu l'ordonnance n°2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion ;
Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
Vu le décret n°2010-1783 du 31 décembre 2010 portant extension et adaptation du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18--1 du 2018 portant attribution d'une subvention à l'association LA MAISON ROUGE : MAISON DES ARTS pour la réalisation de son programme d'actions au titre de l'année 2017.*

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ENTRE, d'une part,

**La Collectivité Territoriale Martinique,
représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,
dûment habilité par la délibération susvisée,
domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité de Martinique, sise Rue Gaston DEFFERRE
CS 30137, 97 201 Fort-de-France,
Dénommé ci-après « la CTM »**

ET, d'autre part,

L'Association LA MAISON ROUGE : MAISON DES ARTS,
Représentée par M. habilité à représenter le co-contractant en sa
qualité de Président,
ayant son siège social sis : 1 rue Amédée KNIGHT - 97200 FORT-DE-FRANCE

Dénommée ci-après le Partenaire

PREAMBULE

L'Association LA MAISON ROUGE : MAISON DES ARTS a pour objectif d'être un espace de cohésion sociale, de rencontres, de création... par la culture. Elle développe des actions et des activités socioculturel (ateliers, rencontres, cours...) dans le quartier des Terres-Sainville ; afin de favoriser la pratique artistique et l'éveil culturel de habitants.

L'association sollicite la Collectivité Territoriale de Martinique pour la poursuite de ces projets au sein de son programme d'actions au titre de l'année 2017.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la CTM apporte son soutien à l'action du partenaire «LA MAISON ROUGE : MAISON DES ARTS».

Compte tenu de l'intérêt de cette action, la CTM a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une subvention.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DES PARTIES

a) Obligations du partenaire

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la CTM ;
- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la CTM ;
- Communiquer à la CTM (au cours des 6 premiers mois de l'année n+1), le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la CTM de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de la stratégie territoriale;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation de la participation financière de la CTM ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;

- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la CTM et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la CTM ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la CTM.

b) Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la CTM contribue à la réalisation du programme d'actions 2017, de l'association partenaire par l'attribution d'une subvention.

La CTM n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention. Elle s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 - DUREE DE LA CONVENTION

La convention est établie pour une durée de douze (12) mois. Elle prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de six (6) mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la CTM (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

ARTICLE 4 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la CTM s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de quarante mille euros (40 000 €).

Lorsque l'exercice comptable du partenaire correspond à l'année civile, le solde ne pourra être versé après le 31 décembre de l'année n. Par dérogation à ce principe, le report du versement du solde de la subvention pourra être accordé au partenaire durant le délai de prorogation de 6 mois, indiqué à l'article 3.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la CTM pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention d'un montant de quarante mille euros (40 000 €) s'effectuera en deux fois :

-le premier acompte, limité à 70% du montant global de la subvention soit vingt-huit mille euros (28 000 €) sera versé à compter de la signature de la présente convention, à la condition expresse de la complétude du dossier du partenaire.

-le solde de 30% du montant total de la subvention soit douze mille euros (12 000 €) sera versé au vu du rapport d'activités 2017, du bilan financier final correspondant à ce programme d'activités.

Une proratisation du versement du solde pourra être effectuée en fonction des dépenses réalisées.

Il sera effectué selon les procédures comptables publiques en vigueur.

Le versement sera effectué sur le compte ouvert au nom de l'association LA MAISON ROUGE : MAISON DES ARTS auprès de la BRED

Code banque	Code guichet	N°	Clé RIB
10107	00622	00834029346	33

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la CTM.

ARTICLE 5 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la CTM, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultats ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou s'il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la CTM, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Il devra prévenir sans délai la CTM de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la CTM, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la CTM, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à un million cinq cent cinquante mille euros (1 550 000 €),
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède trois million cent euros (3 100 000 €),
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose, qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établis.

Sur demande de la CTM, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la CTM en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action. À cet effet, la CTM définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause (cf. article 10 et annexe 2).

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la CTM pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la CTM, elle pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 - LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la CTM. Il fait figurer les logos-types sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la CTM doivent être confirmées par l'envoi de documents justificatifs. Des contrôles sur place par des agents de la CTM peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer les logos n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la CTM.

ARTICLE 9 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la CTM puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS PARTICULIERES PAR SECTEUR

Les spécificités des secteurs sont prises en compte dans les annexes de la présente convention :

- l'annexe 1 présente le projet et son contenu, sous l'angle de ses spécificités (sectorielles, formelles, etc.), en mettant notamment en valeur sa contribution à la mise en œuvre des politiques publiques portées par la CTM. Elle doit *a minima* préciser les objectifs, le ou les public(s) visé(s), la localisation et les moyens mis en œuvre ;
- l'annexe 2 décrit les critères d'évaluation de l'action menée par le partenaire (évaluation de l'activité et évaluation financière) ;
- l'annexe 3 présente les budgets de l'année n et n+1.

ARTICLE 11 - AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Fort-de-France, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à
En quatre exemplaires originaux.

Le

Le Président de l'Association
LA MAISON ROUGE : MAISON DES ARTS

Le Président du Conseil
Exécutif de la Collectivité
Territoriale de Martinique

Alfred MARIE-JEANNE

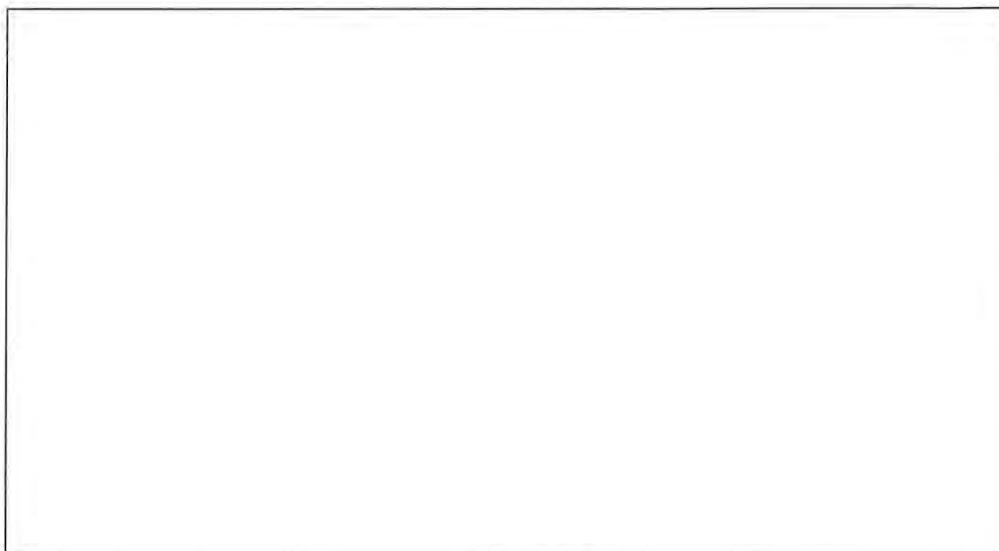
ANNEXE 1

PRESENTATION DU PROGRAMME D' ACTIONS 2017

Le programme d'actions présenté par l'association LA MAISON ROUGE MAISON DES ARTS, a pour objectifs de viser la cohésion sociale pour une intégration au sein d'un réseau de relations sociales et culturelles par le biais de stages, ainsi que la cohésion artistique et culturelle en vue d'une professionnalisation du secteur chorégraphique.

Afin d'assurer une lisibilité de ce programme et de sa correspondance avec les grandes orientations de la Collectivité Territoriale de Martinique, il est nécessaire d'en déterminer les items ci-dessous :

Coût de l'action 2017 162 477 €	Subvention demandée à la CTM 40 000€	Taux de financement public global 26.35 %
Montant demandé 2017		Taux de financement CTM
40 000 €		24.62%
Charges les plus importantes		
Rémunération de personnel : 76 466 €		47.06%
Services externes : 8 870 €		5.46%
Autres services extérieurs : 17 050 €		10.49%
Charges fixes de fonctionnement: 17 060 €		10.50 %
a) Objectifs :		
Favoriser la pratique artiste, l'éveil culturel, la découverte du patrimoine, fédérer des vocations		
b) Public(s) visé(s) :		
Tout public (enfants), artistes amateurs et professionnels		
c) Localisation :		
Fort-de-France (Terres-Sainville)		
d) Moyens mis en œuvre :		
moyens humains et moyens matériels.		



ANNEXE 2

INDICATEURS D'ÉVALUATION ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

Indicateurs quantitatifs :

•Participants

- ®Nombre de participant
- ®Leurs noms et prénoms,
- ®leurs coordonnées postale et téléphonique,
- ®leur statut

•Les partenaires associés à l'action

Indicateurs qualitatifs :

L'association fournira le compte-rendu des enquêtes de satisfaction qu'il devra mener auprès des participations à l'action et de ses partenaires.

Conditions de l'évaluation :

Elle sera réalisée à partir des bilans intermédiaire et final de l'action faisant apparaître les indicateurs quantitatifs et qualitatifs des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-191-1-DE
Date de télétransmission : 10/07/2018
Date de réception préfecture : 10/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 10 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-191-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION «CE CEDILLE» DANS LE CADRE DES 20 ANS DE LA STRUCTURE ET POUR L'ORGANISATION D'UN FORUM DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 31 mai 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de douze mille euros (12 000 €) à l'association CE CEDILLE, pour la réalisation de son programme d'actions au titre de l'année 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont définies par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'association CE CEDILLE.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-192-1-DE
Date de télétransmission : 10/07/2018
Date de réception préfecture : 10/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE 10 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-192-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MADIN'EKITAB DANS LE CADRE DE LA 6^{ÈME} ÉDITION DU FESTIVAL MADISOLIDD

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission insertion économie sociale et solidaire le 31 mai 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quatre mille euros (4 000 €) à l'association MADIN'EKITAB dans le cadre de la 6^{ème} édition du festival MADISOLIDD.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de cette subvention sont définies dans une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association MADIN'EKITAB.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif, toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-193-1-DE
Date de télétransmission : 10/07/2018
Date de réception préfecture : 10/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 10 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-193-1

**PORTANT ANNULATION DE LA DELIBERATION DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE
N°17-53-1 DU 9 FEVRIER 2017 ACCORDANT LA GARANTIE DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE
DE MARTINIQUE A LA SOCIETE D'HLM OZANAM A HAUTEUR DE 40 % D'UN EMPRUNT D'UN
MONTANT TOTAL DE 3 187 270,00 €, DESTINE A LA CONSTRUCTION DE 47 LOGEMENTS
SOCIAUX (32 LLS ET 15 LLTS) SITUES RUE DE LA GLACIERE A FAUBOURG LA CAMILLE
QUARTIER SAINTE-THERESE A FORT DE FRANCE
NOUVELLE GARANTIE D'EMPRUNT**

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la demande formulée par la Société d'HLM OZANAM et tendant à solliciter la modification de la délibération accordant la garantie partielle d'un emprunt d'un montant de 3 187 270,00 €, destiné à la construction de 32 logements locatifs sociaux (LLS) et 15 logements locatifs très sociaux (LLTS), rue de la Glacière à Faubourg La Camille à Sainte-Thérèse sur le territoire de la Ville de Fort-de-France ;

Vu le contrat de prêt N°73649 en annexe signé entre la Société d'HLM OZANAM et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 31 mai 2018 ;

Considérant le débat sur les nouvelles règles de financement du logement social, avec notamment l'application de la loi Elan (Evolution du logement et aménagement numérique) et la nécessité de poursuivre avec les sociétés HLM le dialogue sur l'affectation des bénéfices engagés ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est annulée la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-53-1 du 9 février 2017 par laquelle la Collectivité Territoriale de Martinique a accordé sa garantie à hauteur de 40% de deux emprunts d'un montant total de 3 187 270,00 € destinés à la construction de 47 logements sociaux dont 32 LLS et 15 LLTS rue de la Glacière Faubourg La Camille à Sainte-Thérèse, sur le territoire de la Ville de Fort-de-France.

ARTICLE 2 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de un million deux cent soixante quatorze mille neuf cent huit euros (1 274 908,00 €) représentant 40% d'un emprunt d'un montant total de 3 187 270,00 €, souscrit par la Société d'HLM OZANAM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 73649, destiné à la construction de 32 logements locatifs sociaux (LLS) et 15 logements locatifs très sociaux (LLTS) rue de la Glacière à Faubourg La Camille à Sainte-Thérèse sur le territoire de la Ville de Fort-de-France.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 4 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 73649

Entre

SOCIETE OZANAM S.A HABIT LOYER MODERE - n° 000205749

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PRO090-PR0008 V2.4, page 1/23
Contrat de prêt n° 73649 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
1/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE OZANAM S.A HABIT LOYER MODERE, SIREN n°: 303149983, sis(e) ROUTE DE LA POINTE DE JAHAM BP 7220 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE OZANAM S.A HABIT LOYER MODERE** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PROGEO-PRD06/V2.4, page 2/23
Contrat de prêt n° 73649 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
2/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.18
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.21
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.22
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PROCES-PROC008 V2.4 page 3/23
Contrat de prêt n° 73804 Emprunteur n° 000205740

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

3/23

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Faubourg la Camille, Parc social public, Construction de 47 logements situés RUE DE LA GLACIERE 97200 FORT-DE-FRANCE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de trois millions cent-quatre-vingt-sept mille deux-cent-soixante-dix euros (3 187 270,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de sept-cent-cinquante-six mille trois-cent-trente-trois euros (756 333,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de deux millions quatre-cent-trente mille neuf-cent-trente-sept euros (2 430 937,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

PRO230-PROD03 v2.4 page 4/23
Contrat de prêt n° 73649 Emprunteur n° 000005749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

4/23

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

5/23

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (**DR**) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

7/23



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.prets.caissedesdepots.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

À défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **08/04/2018** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

8/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.prets.caisseledesdepots.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caisseledesdepots.fr

9/23

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLUS		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5214219	5214220		
Montant de la Ligne du Prêt	756 333 €	2 430 937 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	0,55 %	1,35 %		
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	1,35 %		
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois		
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	1,35 %		
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans		
Index	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	- 0,2 %	0,6 %		
Taux d'intérêt ¹	0,55 %	1,35 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PROJEU-PROJEU V2.4, page 10/23
Contrat de prêt n° 73646 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

10/23

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

PROCEG-PROCEG V2.a, page 11/23
Contrat de prêt n° 73649 Emprunteur n° 000005/49

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
11/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

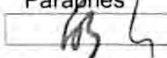
- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

FR0090-FR0068 V2.4, page 12/23
Contrat de prêt n° 7348 Emprunteur n° 000055749

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

12/23

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

PR0060-PRO008 V2.4 page 13/23
Contrat de prêt n° 7360 Emprunteur n° 000005749

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

13/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

PR0366-PRO068 V2.4, page 14/23
Contrat de prêt n° 73616 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

14/23

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

15/23

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes

PR000-PR000 V2.4, page 16/23
Contrat de prêt n° 73649 Emprunteur n° 000000149

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
16/23

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE FORT-DE-FRANCE	60,00
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	40,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

PR006-PR008 V2.4, page 17/23
Contrat de prêt n° 73649 Emprunteur n° 00205748

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

17/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

18/23



Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «**Objet du Prêt**» du Contrat ;

PR0090-PR0068 V2.4 page 19/23
 Contrat de prêt n° 73649 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

AB 4

19/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
- la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

FR0056-PR0068 V2.4, page 20/23
Contrat de prêt n° 7349 Emprunteur n° 00205149

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

20/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site <https://www.prets.caissedesdepots.fr/> par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

21/23

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

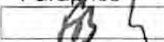
En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

PR0560-PROD001 V2.4 page 22/23
Contrat de prêt n° 73649 Emprunteur n° 003205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes



22/23

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 25 JAN. 2018

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M

Nom / Prénom : BURAC Frédéric

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

OZANAM

Groupe ActionLogement

BP 7220 - 97274 SCHÉLCHER CEDEX
Pointe de Jaham - 97233 SCHÉLCHER
Tél : 0596 61 42 12 - Fax : 0596 61 50 37

Directeur Général
Frédéric BURAC

Le,

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M

Nom / Prénom : ROCHE Hubert

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Hubert ROCHE

Directeur territorial

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-193-1

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société d'HLM OZANAM représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société d'HLM OZANAM en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du 2018, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 40 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 3 187 270,00 € plus les intérêts, remboursable en 40 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction de 32 LLS et 15 LLTS rue de la Glacière, Faubourg La Camille à Sainte Thérèse sur le territoire de la ville de Fort de France.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 40 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de TROIS MILLIONS CENT QUATRE VINGT SEPT MILLE DEUX CENT SOIXANTE DIX EUROS (3 187 270,00 €) destiné à la construction de 32 LLS et 15 LLTS rue de la Glacière, Faubourg La Camille à Sainte Thérèse sur le territoire de la ville de Fort de France.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° du 2018 :

Ligne du prêt :	PLAI (PRET LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	PLUS (PRET LOCATIF A USAGE LOCATIF)
Montant :	756 333 €	2 430 937 €
- Durée de la phase de préfinancement :	24 mois	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement :	40 ans	40 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle	Annuelle
Index :	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision :	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.
La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-194-1-DE
Date de télétransmission : 10/07/2018
Date de réception préfecture : 10/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 10 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-194-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE A LA SOCIETE MARTINICAISE D'HLM (SMHLM) A HAUTEUR DE 40 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 096 450,00 € DESTINE A LA CONSTRUCTION DE 15 LOGEMENTS SOCIAUX (8 LLTS ET 7 PLS) RAVINE-VILAINE A FORT-DE-FRANCE

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande formulée par la Société Martiniquaise d'HLM et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant de total de 1 096 450,00 €, destiné à la construction de 15 logements sociaux dont 8 LLTS et 7PLS quartier Ravine Vilaine, Ville de Fort-de-France ;

Vu le contrat de prêt N°72182 en annexe signé entre la Société Martiniquaise d'HLM et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 31 mai 2018;
Considérant le débat sur les nouvelles règles de financement du logement social, avec notamment l'application de la loi Elan (Evolution du logement et aménagement numérique) et la nécessité de poursuivre avec les sociétés HLM le dialogue sur l'affectation des bénéfices engagés ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de quatre cent trente huit mille cinq cent quatre vingt euros (438 580,00 €) représentant 40% d'un emprunt d'un montant de 1 096 450,00 € souscrit par la Société Martiniquaise d'HLM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 72182, destiné à la construction 15 logements sociaux (8 LLTS et 7 PLS), quartier Ravine-Vilaine, sur le territoire de la Ville de Fort-de-France.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Vu le contrat de prêt N°72182 en annexe signé entre la Société Martiniquaise d'HLM et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 31 mai 2018 ;
Considérant le débat sur les nouvelles règles de financement du logement social, avec notamment l'application de la loi Elan (Evolution du logement et aménagement numérique) et la nécessité de poursuivre avec les sociétés HLM le dialogue sur l'affectation des bénéfices engagés ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de quatre cent trente huit mille cinq cent quatre vingt euros (438 580,00 €) représentant 40% d'un emprunt d'un montant de 1 096 450,00 € souscrit par la Société Martiniquaise d'HLM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 72182, destiné à la construction 15 logements sociaux (8 LLTS et 7 PLS), quartier Ravine-Vilaine, sur le territoire de la Ville de Fort-de-France.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





www.groupecaisseledesdepots.fr

ETABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 72182

Entre

LA MARTINIQUE HLM SA HABIT LOYER MODERE - n° 000261965

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0000-PRO000 V2.310 page 1/22
Contrat de prêt n° 72182 Emprunteur n° 000261965

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél 05 96 72 84 00 - Télécopie 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
1/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ETABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRET

Entre

LA MARTINIQUE HLM SA HABIT LOYER MODERE, SIREN n°: 305306375, sis(e) IMMEUBLE
TEMPO VOIE N 13 JAMBETTE BEAUSEJOUR BP 597 97200 FORT DE FRANCE,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **LA MARTINIQUE HLM SA HABIT LOYER MODERE** »
ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Projet de décret n° 2018-100 du 10 mai 2018
Circulaire de l'AN n° 12362 En vigueur le 10/05/2018

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél. 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

2/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

PROCES-VERBAUX V.2.1.10, page 3/22
Contrat de prêt n° 72-16, Emprunteur n° 000001940

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél. 05 96 72 84 00 - Télécopie 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes :

3/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération GRANDE TERRE 89, Parc social public, Construction de 15 logements situés Chemin Osman Nadeau 97200 FORT-DE-FRANCE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million quatre-vingt-seize mille quatre-cent-cinquante euros (1 096 450,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de quatre-cent-quarante-neuf mille neuf-cent-quinze euros (449 915,00 euros) ;
- PLS PLSDD 2017, d'un montant de six-cent-quarante-six mille cinq-cent-trente-cinq euros (646 535,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

PRO26/PRO26 V2.110 Page 4/22
Circulaire de prêt n° 27152 Emprunteur n° 000201965

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

4/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ETABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

5/22



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Échéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Échéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Échéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Échéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS - Juin 2018 - Page 622
Caisse des dépôts et consignations - 000201905

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

6/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ETABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Le « **Prêt Locatif Social** » (PLS) est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Simple Révisibilité** » (SR) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél 05 96 72 84 00 - Télécopie 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.prets.caisseledesdepots.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **28/02/2018** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

PROCES-VERBAUX V2.3 (1), page 8/22
Contrat de prêt n° 72182 Emprunteur n° 000261965

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél. : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caisseledesdepots.fr

Paraphes

8/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ETABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.prets.caisseledesdepots.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caisseledesdepots.fr

9/22



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC			
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLS	
Enveloppe	-	PLSDD 2017	
Identifiant de la Ligne du Prêt	5219417	5219418	
Montant de la Ligne du Prêt	449 915 €	646 535 €	
Commission d'instruction	0 €	380 €	
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	
Taux de période	0,55 %	1,86 %	
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	1,86 %	
Phase d'amortissement			
Durée	40 ans	40 ans	
Index	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index	- 0,2 %	1,11 %	
Taux d'intérêt ¹	0,55 %	1,86 %	
Périodicité	Annuelle	Annuelle	
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	
Modalité de révision	SR	SR	
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PROCEDE PROCEDE V2.3.10 page 10/22
Contrat de prêt n° 72182 Emprunteur n° 000201965

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Raraphes

10/22



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél. 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = I + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

PRÉFET DE LA GUYANE - 2018 - page 12/22
Circulaire de prêt n° 2/182 - Emprunteur n° 10026/1805

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE
Tél. 05 96 72 84 00 - Télécopie 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

12/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Elle vient minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur et restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

Pataphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

13/22



www.groupecaisdesdepots.fr

ETABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;

PROCES-VERBAL V2.110 page 14/22
Contrat de prêt n° 12110 Emprunteur n° 100261905

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
14/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'événement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ...

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

15/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	40,00
Collectivités locales	COMMUNE DE FORT-DE-FRANCE	60,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

PROCES-VERBAL VZ.310 page 16/22
Contrat de prêt n° 72162 Emprunteur n° 900261942

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Raraphes

16/22



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Échéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél. 05 96 72 84 00 - Télécopie 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

17/22



17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «**Objet du Prêt**» du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article «**Déclarations et Engagements de l'Emprunteur**», ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr 18/22



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

PR0000-PR0000 v2 3.10 page 19/22
Contrat de prêt n° 2.1162 Emprunteur n° 000201365

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

19/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site <https://www.prets.caisseledesdepots.fr/> par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caisseledesdepots.fr

Paraphes

20/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

Proced. FRODOR V2.3.111 page 21/22
Contrat de prêt n° 7318. Financier n° 00001905

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

21/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 08 Décembre 2017

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M

Nom / Prénom : HENRY Jean Marc

Qualité : DG

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

S.A. au capital de 1 287 904 €
97207 Fort de France CEDEX 07 597
TEL 0596 75 64 64
SIREN 305 306 375

Le, 30 novembre 2017

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M

Nom / Prénom : ROCHE Hubert

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Hubert ROCHE

Directeur territorial

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-194-1

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Martiniquaise d'HLM représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société Martiniquaise d'HLM en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 18- du 2018, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 40 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 1 096 450,00 € constitué de 2 lignes de prêts, plus les intérêts, remboursable en 40 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction de 15 logements sociaux (8 LLTS et 7 PLS) quartier Ravine Vilaine, sur le territoire de la ville de Fort de France.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 40 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de UN MILLION QUATRE VINGT SEIZE MILLE QUATRE CENT CINQUANTE EUROS (1 096 450,00 €) destiné à la construction 15 logements sociaux (8 LLTS ET 7 PLS) quartier Ravine Vilaine, sur le territoire de la ville de Fort de France.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 18- du 2018 :

Ligne du prêt :	PLAI	PLS
	(PRÊT LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	(PRÊT LOCATIF SOCIAL)
Montant :	449 915 €	646 535 €
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	40 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle	Annuelle
Index :	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1,11%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision :	Simple révisabilité	Simple révisabilité
taux de progressivité des échéances :	0%	0%

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre événement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-195-1-DE
Date de télétransmission : 10/07/2018
Date de réception préfecture : 10/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 10 JUL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-195-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE A LA SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE (SIMAR) A HAUTEUR DE 100 % D'UN PRÊT DE HAUT DE BILAN BONIFIE D'UN MONTANT TOTAL DE 2 455 759,00 € DESTINE AUX TRAVAUX DE CONFORTEMENT PARASISMIQUE DU PARC ANCIEN DE LOGEMENTS SOCIAUX

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu l'article 2298 du code civil ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande formulée par la Société Immobilière de la Martinique et tendant à solliciter la garantie totale d'un Prêt de Haut de Bilan Bonifié d'un montant total de 2 455 759,00 €, pour le confortement parasismique du parc ancien de logements sociaux ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu le contrat de prêt n°78052 en annexe signé entre la Société Immobilière de Martinique et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 31 mai 2018 ;
Considérant le débat sur les nouvelles règles de financement du logement social, avec notamment l'application de la loi Elan (Evolution du logement et aménagement numérique) et la nécessité de poursuivre avec les sociétés HLM le dialogue sur l'affectation des bénéfices engagés ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de deux millions quatre cent cinquante cinq mille sept cent cinquante neuf euros (2 455 759,00 €) représentant 100% d'un emprunt souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations .

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 78052

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474



Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

RECEVU PROCEVER 1713, page 103
Contrat de prêt n° 78052, Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 95 72 84 00 - Télécopie : 05 95 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

1/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE, SIREN n°: 303188528, sis(e) PETIT PARADIS
BP 7214 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE** » ou
« **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PROCES-VERBAUX V73 Page 2/22
Contrat de Prêt n° 78322 Emprunteur n° 00020474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
anilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

2/22

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.7
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

PR0090-PR0090 V2.7.3 Page 3/22
Contrat de prêt n° 15022 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@calssedesdepots.fr

Paraphes

4 110

3/22

GROUPE

www.groupecaissedesdepots.fr



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Accélération du programme d'investissement, Haut de bilan.

La participation, au présent financement, de la Caisse des Dépôts ainsi que d'Action Logement permet d'accompagner au mieux l'accélération du programme d'investissement de l'Emprunteur, notamment via la mise en place d'un Prêt au taux d'intérêt très avantageux.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions quatre-cent-cinquante-cinq mille sept-cent-cinquante-neuf euros (2 455 759,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PHBB Bonification CDC-Action Logement, d'un montant de deux millions quatre-cent-cinquante-cinq mille sept-cent-cinquante-neuf euros (2 455 759,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.



Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

PR0050-PR0088 V3.1.3 Page 4/22
Contrat de prêt n° 19352 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

4/22



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

PRO050-PRO056 V17.3, Page 522
Contrat de prêt n° 78052 Emprunteur n° 000230174

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

4 ALQ

FORT-DE-FRANCE -
5/22

GR O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Différé d'Amortissement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coïncide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Haut de Bilan Bonifié Caisse des Dépôts - Action Logement » (PHBB) est destiné à accompagner les organismes de logement social dans le financement de l'accélération de leur programme d'investissement sur la période 2016-2019. Ce Prêt relève de la catégorie comptable des emprunts et dettes assimilées (compte/classe 16).

PRO09D-PRO068 V27.3, page 6/22
Contrat de prêt n° 72652 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles.guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
6/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Simple Révisibilité » (SR) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « Taux Fixe » désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.prels.caissedesdepots.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

À défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 17/08/2018 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :



- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

PRO090-PRO098 V2.7.3 page 7/22
Contrat de prêt n° 75055 Emprunteur n° 00030074

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

7/22

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

- Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. La mobilisation des fonds se fera en un unique Versement subordonné au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).

S'agissant plus spécifiquement du PHBB issu de la sous-enveloppe Accession Sociale, la phase de Mobilisation ne pourra excéder trois mois. Le Versement devra être sollicité par l'Emprunteur dès l'obtention de la (ou des) Garantie(s).

Le Versement est domicilié sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception. L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre ou via le site Internet de ce dernier, au moins dix (10) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

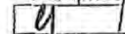

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doit intervenir le Versement.

PR0050-Proc003 Y2.7.3.029- B/22
Contrat de prêt n° 73552 Emprunteur n° 00023474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

8/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FOND D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHBB			
Enveloppe	Bonification CDC-Action Logement			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5196230			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	2 455 759 €			
Commission d'instruction	1 470 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,44 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,44 %			
Phase d'amortissement 1				
Durée du différé d'amortissement	240 mois			
Durée	20 ans			
Index	Taux fixe			
Marge fixe sur index	-			
Taux d'intérêt	0 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire (échéance déduite)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans indemnité			
Modalité de révision	Sans objet			
Taux de progressivité de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

PRC090-PRO068 V2.7.3 page 9/22
Contrat de prêt n° 78555 Emprunteur n° 000231474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

9/22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHBB			
Enveloppe	Bonification CDC-Action Logement			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5196230			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	2 455 759 €			
Commission d'instruction	1 470 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,44 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,44 %			
Phase d'amortissement ¹				
Durée	20 ans			
Index	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt	1,35 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire (échéance déduite)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité			
Modalité de révision	SR			
Taux de progressivité de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt

Procédure 10039 v2.1.3, page 1022
Contrat de prêt n° 10032 Supplément n° 90220474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
10/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDOS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PROCEC-PROCEC V2.7.3 page 11/22
Contrat de prêt n° 78552 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

11/22

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = I + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

PROCES-VERBAUX V2.7.5 - Page 12/22
Contrat de prêt n° 78032 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 04 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

12/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire (échéance déduite) », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire (échéance déduite) », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure de débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

PR0292-PR0008 V2.7.2, page 13/22
Contrat de prêt n° 76052 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

13/22

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 14 COMMISSIONS

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt correspondant au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Elle vient minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur et restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

PRO000-PRO000 v2.7.1 page 14/22
Contrat de prêt n° 78000 Emprunteur n° 0000000074

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@calssedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
14/22



www.groupecaisseadesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres ou les subventions nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

PR0000-ENG0008 v2 7-1, pages 15/22
Contrat de prêt n° 74632 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 83 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
15/22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- Informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation ou d'en modifier le contenu ;
- déclarer qu'à sa connaissance, aucun fonds investi par lui dans l'opération concernée n'est d'origine illicite, en ce inclus tout blanchiment d'argent ou financement du terrorisme, et s'engage à informer à tout moment le Prêteur s'il venait à en avoir connaissance ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse de Prêteur ;
- permettre aux personnes désignées par le Prêteur :
 - d'effectuer des vérifications, visites des lieux, installations et travaux concernés par l'opération, que le Prêteur jugerait utiles ;
 - de s'entretenir avec lui ou ses représentants et, à moins de démontrer que cela n'est pas légalement ou matériellement possible, mettre en œuvre de bonne foi et de manière raisonnable les mesures qui sont nécessaires afin de faciliter l'exécution de la mission des personnes susvisées notamment en n'empêchant pas les interactions nécessaires avec toute personne employée ou ayant une relation contractuelle avec lui et impliquée dans l'opération financée ;

PROJEU-PROJETS V 7.3 F 180 15/22
Contrat de prêt n° 78052 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10875 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

16/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur, dans la limite permise par les lois et réglementations, de toute enquête judiciaire ou procédure en cours le mettant en cause (son président, l'un de ces vice-président ou l'un des membres de son organe délibérant) et / ou de toute condamnation ayant force de chose jugée au titre d'une infraction pénale commise dans le cadre de l'opération ou concernant l'utilisation des fonds mis à disposition au titre d'une opération ou d'un contrat subsidiaire ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée ;
- fournir le cas échéant, à la demande du Prêteur, une copie des publications pertinentes dans le Journal Officiel de l'Union européenne pour les projets de plus de 5 millions d'euros.
- affecter tout remboursement anticipé volontaire prioritairement à la Ligne du Prêt PHBB et ce, avant toute affectation à une ou plusieurs autres Lignes du Prêt ainsi qu'à tout Contrat de Prêt contractualisé auprès du Prêteur.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

17/22



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Indemnité forfaitaire, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas d'indemnité de remboursement anticipé volontaire, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

PROCES-VERBAUX V2.7.3, page 10/22
Contrat de prêt n° 78552 Emprunteur n° 000230471

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

18/22

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout Impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locaux sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

Paraphes

PR0010-PR0009 V2.7.3, page 10/22
Contrat de prêt n° 78052 Emprunteur n° 000004274

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@calssedesdepots.fr

19/22

GRUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FOND D'ÉPARGNE

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

PRO2010-PRO2018 V2.7.3 Page 20/22
Contrat de prêt n° 78552 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10676 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

20/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site <https://www.prets.caissedepots.fr/> par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

PR003C-PR003B V2.7.3, page 21/22
Contrat de prêt n° 78032 Emprunteur n° 002230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 98 72 84 00 - Télécopie : 05 98 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

21/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, **18 MAI 2018**

Pour l'Emprunteur,

Civilité : **M**

Nom / Prénom : **MOUHOUDY Alain**

Qualité : **Directeur Général**

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, **17 Mai 2018**

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : **Mme**

Nom / Prénom : **GABRIEL Régis Margareth**

Qualité : **Directrice régionale adjointe**

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Cachet et Signature :

Margareth GABRIEL REGIS
Adjointe au Directeur régional

PRO000-PRO000 V2.2.3 page 22/22
Central de prêt n° 78052 Emprunteur n° 00033074

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 90 72 84 00 - Télécopie : 05 90 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

22/22

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Immobilière de la Martinique représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société Immobilière de la Martinique en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du 2018 , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 100 % d'un emprunt intitulé « Prêt de Haut de Bilan Bonifié » d'un montant total en capital de 2 455 759,00 € plus les intérêts, remboursable en 40 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer les travaux de confortement sismique du parc ancien de logements sociaux.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 100 %, pour le remboursement d'un emprunt intitulé « Prêt de Haut de Bilan Bonifié » qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de DEUX MILLIONS QUATRE CENT CINQUANTE CINQ MILLE SEPT CENT CINQUANTE NEUF EUROS (2 455 759,00 €) destiné aux travaux de confortement sismique du parc ancien de logements sociaux.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° du 2018 :

Type du prêt	PHBB (Prêt de Haut de Bilan Bonifié)
Montant	2 455 759 €
Durée de la phase d'amortissement	40 ans
Commission d'instruction	1 470 €
Périodicité des échéances	Annuelle
<u>Phase d'amortissement 1</u>	
Différé d'amortissement	240 mois
Durée	20 ans
Index	taux fixe
Périodicité	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire (échéance déduite)
<u>Phase d'amortissement 2</u>	
Durée	20 ans
Index	Livret A
Marge fixe sur index	0,60%
Périodicité	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire (échéance déduite)
Modalité de révision	SR (simple révisabilité)

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en son lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en son lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre événement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-196-1-DE
Date de télétransmission : 10/07/2018
Date de réception préfecture : 10/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 1 0 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-196-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE A LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM A HAUTEUR DE 100 % D'UN PRÊT DE HAUT DE BILAN BONIFIE D'UN MONTANT TOTAL DE 330 000,00 € DESTINE AUX TRAVAUX DE REHABILITATION ET DE CONFORTEMENT SISMIQUE DU PARC ANCIEN DE LOGEMENTS SOCIAUX

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu l'article 2298 du code civil ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande formulée par la Société d'HLM OZANAM et tendant à solliciter la garantie totale d'un Prêt de Haut de Bilan Bonifié d'un montant total de 330 000,00 €, pour la réhabilitation et le confortement sismique du parc ancien de logements sociaux ;

Vu le contrat de prêt n°78067 en annexe signé entre la société d'HLM OZANAM et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 31 mai 2018 ;
Considérant le débat sur les nouvelles règles de financement du logement social, avec notamment l'application de la loi Elan (Evolution du logement et aménagement numérique) et la nécessité de poursuivre avec les sociétés HLM le dialogue sur l'affectation des bénéfices engagés ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de TROIS CENT TRENTE MILLE EUROS (330 000,00 €) représentant 100% d'un emprunt souscrit par la Société d'HLM OZANAM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations .

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 78067

Entre

SOCIETE OZANAM S.A HABIT LOYER MODERE - n° 000205749

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0058 V2.7.3 page 1/22
Contrat de prêt n° 78067 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphez

1/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE OZANAM S.A HABIT LOYER MODERE, SIREN n°: 303149983, sis(e) ROUTE DE LA POINTE DE JAHAM BP 7220 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE OZANAM S.A HABIT LOYER MODERE** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.7
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

PR0090-PR0068 V2.7.3 page 3/22
Contrat de prêt n° 78067 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

3/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération, Accélération du programme d'investissement, Haut de bilan.

La participation, au présent financement, de la Caisse des Dépôts ainsi que d'Action Logement permet d'accompagner au mieux l'accélération du programme d'investissement de l'Emprunteur, notamment via la mise en place d'un Prêt au taux d'intérêt très avantageux.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de trois-cent-trente mille euros (330 000,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PHBB Bonification CDC-Action Logement, d'un montant de trois-cent-trente mille euros (330 000,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

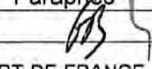
ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

PR0050-PR0056 v2.7.3, pages 4/22
Contrat de prêt n° 78087 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

4/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Échéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

PR0090-PR0068 V2.7.3 page 5/22
Contrat de prêt n° 78067 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
5/22

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Différé d'Amortissement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coïncide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Haut de Bilan Bonifié Caisse des Dépôts – Action Logement » (PHBB) est destiné à accompagner les organismes de logement social dans le financement de l'accélération de leur programme d'investissement sur la période 2016-2019. Ce Prêt relève de la catégorie comptable des emprunts et dettes assimilées (compte/classe 16).

PR009D-PR009B V2.7.3 - page 9/22
Contrat de prêt n° 78067 Emprunteur n° 000205748

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

6/22

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Simple Révisibilité » (SR) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « Taux Fixe » désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.prets.caissedesdepots.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **17/08/2018** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;

PR0090-PR0090 V27.3 page 7/22
Contrat de prêt n° 78067 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

7/22

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
- Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. La mobilisation des fonds se fera en un unique Versement subordonné au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).

S'agissant plus spécifiquement du PHBB issu de la sous-enveloppe Accession Sociale, la phase de Mobilisation ne pourra excéder trois mois. Le Versement devra être sollicité par l'Emprunteur dès l'obtention de la (ou des) Garantie(s).

Le Versement est domicilié sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception. L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins dix (10) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doit intervenir le Versement.

PR0030-PR0080 V2 7.3 Page 8/22
Contrat de prêt n° 76067 Emprunteur n° 000205740

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

8/22

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHBB			
Enveloppe	Bonification CDC-Action Logement			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5197460			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	330 000 €			
Commission d'instruction	190 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,44 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,44 %			
Phase d'amortissement 1				
Durée du différé d'amortissement	240 mois			
Durée	20 ans			
Index	Taux fixe			
Marge fixe sur index	-			
Taux d'intérêt	0 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire (échéance déduite)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans indemnité			
Modalité de révision	Sans objet			
Taux de progressivité de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

PR0090-PR0088 v2.7.3, page 9/22
Contrat de prêt n° 78867 Emprunteur n° 00205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
9/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHBB			
Enveloppe	Bonification CDC-Action Logement			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5197460			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	330 000 €			
Commission d'instruction	190 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,44 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,44 %			
Phase d'amortissement 2				
Durée	20 ans			
Index	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt ¹	1,35 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire (échéance déduite)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité			
Modalité de révision	SR			
Taux de progressivité de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PR0090-PR0088 V2.7.3 Page 10/22
Contrat de prêt n° 76087 Emprunteur n° 000205748

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

10/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PRO090-PRO068 V2.7.3 page 11/22
Contrat de prêt n° 78067 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
11/22

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = I + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

PR0090-PROCES V2.7.3, page 12/22
Contrat de prêt n° 76087 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
12/22

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire (échéance déduite) », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire (échéance déduite) », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

PR0090-PR0068 V2.7.3 page 13/22
Contrat de prêt n° 78067 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

13/22

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 14 COMMISSIONS

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt correspondant au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Elle vient minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur et restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

PR0090-PR0060 V2.7.3 page 14/22
Contrat de prêt n° 78067 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

14/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres ou les subventions nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

PR0090-PR0058 V2.7.3 page 15/22
Contrat de prêt n° 76067 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
15/22

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation ou d'en modifier le contenu ;
- déclarer qu'à sa connaissance, aucun fonds investi par lui dans l'opération concernée n'est d'origine illicite, en ce inclus tout blanchiment d'argent ou financement du terrorisme, et s'engage à informer à tout moment le Prêteur s'il venait à en avoir connaissance ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse de Prêteur ;
- permettre aux personnes désignées par le Prêteur :
 - d'effectuer des vérifications, visites des lieux, installations et travaux concernés par l'opération, que le Prêteur jugerait utiles ;
 - de s'entretenir avec lui ou ses représentants et, à moins de démontrer que cela n'est pas légalement ou matériellement possible, mettre en oeuvre de bonne foi et de manière raisonnable les mesures qui sont nécessaires afin de faciliter l'exécution de la mission des personnes susvisées notamment en n'empêchant pas les interactions nécessaires avec toute personne employée ou ayant une relation contractuelle avec lui et impliquée dans l'opération financée ;

PR0050-PR0068 V2.7.3 page 16/22
Contrat de prêt n° 78067 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
16/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur, dans la limite permise par les lois et réglementations, de toute enquête judiciaire ou procédure en cours le mettant en cause (son président, l'un de ces vice-président ou l'un des membres de son organe délibérant) et / ou de toute condamnation ayant force de chose jugée au titre d'une infraction pénale commise dans le cadre de l'opération ou concernant l'utilisation des fonds mis à disposition au titre d'une opération ou d'un contrat subsidiaire ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée ;
- fournir le cas échéant, à la demande du Prêteur, une copie des publications pertinentes dans le Journal Officiel de l'Union européenne pour les projets de plus de 5 millions d'euros.
- affecter tout remboursement anticipé volontaire prioritairement à la Ligne du Prêt PHBB et ce, avant toute affectation à une ou plusieurs autres Lignes du Prêt ainsi qu'à tout Contrat de Prêt contractualisé auprès du Prêteur.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité forfaitaire, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Échéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit/doivent intervenir.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas d'indemnité de remboursement anticipé volontaire, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Échéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit/doivent intervenir.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

PRO090-PRO098 V2 7.3, page 18/22
Contrat de prêt n° 76057 Emprunteur n° 002005749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

18/22

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

19/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

PR009-PR008 V2 7.3 page 20/22
Contrat de prêt n° 78067 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

20/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site <https://www.prets.caissedesdepots.fr/> par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 24 MAI 2018

Pour l'Emprunteur,

Civilité : Monsieur -

Nom / Prénom : BURAC Frédéric

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

OZANAM
Groupe Actlogement
BP 7220 - 97274 SCHÉLCHER CEDEX
Pointe de l'Anam - 97283 SCHÉLCHER
Tél : 0596 61 42 12 - Fax : 0596 61 50 37
Directeur Général
Frédéric BURAC

Le, 17 mai 2018

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M.

Nom / Prénom : ROCHE Hubert

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Hubert ROCHE

Directeur territorial

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société d'HLM OZANAM représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société d'HLM OZANAM en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du /2018 , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 100 % d'un emprunt intitulé « Prêt de Haut de Bilan Bonifié » d'un montant total en capital de 330 000,00 € plus les intérêts, remboursable en 40 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer les travaux de réhabilitation et de confortement sismique du parc ancien de logements sociaux.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 100 %, pour le remboursement d'un emprunt intitulé « Prêt de Haut de Bilan Bonifié » qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de TROIS CENT TRENTE MILLE EUROS (330 000,00 €) destiné aux travaux de réhabilitation et de confortement sismique du parc ancien de logements sociaux.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° du /2018 :

Type du prêt	PHBB (Prêt de Haut de Bilan Bonifié)
Montant	330 000 €
Durée de la phase d'amortissement	40 ans
Commission d'instruction	190 €
Périodicité des échéances	Annuelle
<u>Phase d'amortissement 1</u>	
Différé d'amortissement	240 mois
Durée	20 ans
Index	taux fixe
Périodicité	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire (échéance déduite)
<u>Phase d'amortissement 2</u>	
Durée	20 ans
Index	Livret A
Marge fixe sur index	0,60%
Périodicité	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire (échéance déduite)
Modalité de révision	SR (simple révisabilité)

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-197-1-DE
Date de télétransmission : 30/07/2018
Date de réception préfecture : 30/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-197-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SARL PAQUEMAR – PLANTATION DE VITROPLANTS 2017 - DRAINAGE – RMAR040117DA0970086 »

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 3 mars 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 13 mars 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 28 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide FEADER d'un montant de quarante-neuf mille six cent cinquante-neuf euros et quarante-six centimes (49 659,46 €), soit 42,50% du coût total prévisionnel éligible de 116 845,80 €, est attribuée à la « SARL PAQUEMAR – Plantation de vitroplants 2017 - Drainage – RMAR040117DA0970086 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-198-1-DE
Date de télétransmission : 30/07/2018
Date de réception préfecture : 30/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JUL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-198-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « SARL HABITATION GRAND SUD – INSTALLATION IRRIGATION SUR 33 HA, RÉALISATION DE DRAINAGE ET DE TRACES POUR 2014 – RMAR040116DA0970031 »

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 22 août 2014 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 13 mars 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 28 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide FEADER d'un montant de cent soixante-dix-neuf mille quatre cent quatre-vingt-un euros soixante-quinze centimes (179 481,75 €), soit 63,75 % du coût total éligible de l'opération de 281 540,00 €, est attribuée à la « SARL HABITATION GRAND SUD – Installation irrigation sur 33 ha, réalisation de drainage et de traces pour 2014 – RMAR040116DA0970031 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de trente et un mille six cent soixante treize euros vingt cinq centimes (31 673,25 €), est attribuée à la « SARL HABITATION GRAND SUD – Installation irrigation sur 33 ha, réalisation de drainage et de traces pour 2014 – RMAR040116DA0970031 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-199-1-DE
Date de télétransmission : 30/07/2018
Date de réception préfecture : 30/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-199-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À L'« EARL LAUDAMAR – PLANTATION DE CANNE ET ACQUISITION DE MATÉRIELS 2017 - RMAR040116DA0970328 »

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 16 décembre 2016 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 13 mars 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 28 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide FEADER d'un montant de cent quatre-vingt mille cent vingt-quatre euros quarante-trois centimes (180 124,43 €) soit 62,10 % du coût total éligible de l'opération de 290 067,20 €, est attribuée à l'« EARL LAUDAMAR – Plantation de canne et acquisition de matériels 2017 - RMAR040116DA0970328 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-200-1-DE
Date de télétransmission : 30/07/2018
Date de réception préfecture : 30/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-200-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SARL EXPLOITATION PETIT MORNE IRRIGATION GOUTTES À GOUTTES (40 HA), INSTALLATION DE 3 HELIOSECS – 2014 – RMAR040116DA0970175 »

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 30 octobre 2015 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 13 mars 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 28 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide FEADER d'un montant de quatre-vingt-quatorze mille sept cent cinquante-sept euros quatre-vingt-dix-neuf centimes (94 757,99€), soit 57,73 % du coût total éligible de l'opération de 164 148,10 €, est attribuée à la « SARL EXPLOITATION PETIT MORNE – Irrigation gouttes à gouttes (40 ha), installation de 3 Heliosecs - 2014 – RMAR040116DA0970175 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-201-1-DE
Date de télétransmission : 30/07/2018
Date de réception préfecture : 30/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-201-1

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°17-270-1 DU 27 JUILLET 2017 PORTANT ATTRIBUTION D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SAS HÉRITIERS CRASSOUS DE MEDEUIL – PLANTATION DE 19,24 HA DE BANANES, 9,75 HA DE CANNES ET L'ACQUISITION D'UN APPAREIL DE TRAITEMENT – RMAR040116DA0970249 »

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-270-1 du 27 juillet 2017 portant octroi d'une aide publique à la « SAS HERITIERS CRASSOUS DE MEDEUIL – Plantation de 19,24ha de bananes, 9,75ha de cannes et l'acquisition d'un appareil de traitement –RMAR040116DA0970249 » ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 10 juin 2016 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 29 juin 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 28 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération de l'Assemblée Martinique n°17-270-1 du 27 juillet 2017 susvisée est modifiée comme suit :

« Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de quatorze mille soixante trois euros trente deux centimes (14 063,32 €) est attribuée à la « SAS HERITIERS CRASSOUS DE MEDEUIL – Plantation de 19,24 ha de bananes, 9,75 ha de cannes et l'acquisition d'un appareil de traitement – RMAR040116DA0970249 ».

ARTICLE 2 : Les autres dispositions de la délibération n°17-270-1 du 27 juillet 2017 demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-202-1-DE
Date de télétransmission : 30/07/2018
Date de réception préfecture : 30/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JUL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-202-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À « SARL SOCIÉTÉ NOUVELLE DES PLANTATIONS CONCORDE – AMÉNAGEMENT DE HANGAR, RÉALISATION DE 6000 ML TRACES ET PLANTATIONS DE BANANES (2017) – RMAR040117DA0970053 »

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 17 mars 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 12 avril 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 28 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide FEADER d'un montant de trois cent vingt mille euros quatre-vingt-huit centimes (320 000,88 €), soit 58,54 % du coût total éligible de l'opération de 546 618,00 €, est attribuée à la « SARL Société Nouvelle des Plantations Concorde – Aménagement de hangar, réalisation de 6000 ml traces et plantations de bananes (2017) – RMAR040117DA0970053 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de cinquante six mille quatre cent soixante dix euros soixante quinze centimes (56 470,75 €), est attribuée à la « SARL Société Nouvelle des Plantations Concorde – Aménagement de hangar, réalisation de 6000 ml traces et plantations de bananes (2017) – RMAR040117DA0970053 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-203-1-DE
Date de télétransmission : 30/07/2018
Date de réception préfecture : 30/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JUL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-203-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SARL CHAMPIMAR – RÉALISATION D'UNE UNITÉ DE PRODUCTION DE CHAMPIGNONS DE PARIS (2016) – RMAR040116DA970023 »

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 29 janvier 2016 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 12 avril 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 28 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide FEADER d'un montant de deux millions dix-sept mille quatre cent dix-sept euros quatre-vingt-douze centimes (2 017 417,92 €), soit 61,67 % du coût total éligible de l'opération de 3 271 458,00 €, est attribuée à la « SARL CHAMPIMAR – Réalisation d'une unité de production de champignons de Paris (2016) – RMAR040116DA0970023 ».

« Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de deux cent cinquante six mille quatorze euros quatre vingt treize centimes (256 014,93 €), est attribuée à la « SARL CHAMPIMAR – Réalisation d'une unité de production de champignons de Paris (2016) – RMAR040116DA0970023 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-204-1-DE
Date de télétransmission : 30/07/2018
Date de réception préfecture : 30/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JUL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-204-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SAS MARTINIQUE AVICULTURE AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ DE MARTINIQUE AVICULTURE POUR LA PRODUCTION D'ŒUFS LOCAUX (2017) – RMAR040218DA0970001 »

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 7 avril 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 12 avril 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 28 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide FEADER d'un montant de deux cent quatre vingt dix mille huit cent quatre vingt dix huit euros soixante cinq centimes (290 898,65 €), soit 37,72 % du coût total prévisionnel éligible de 917 082,94€, est attribuée à la « SAS MARTINIQUE AVICULTURE – Amélioration de la productivité de Martinique Aviculture pour la production d'oeufs locaux (2017) – RMAR040218DA0970001 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-205-1-DE
Date de télétransmission : 30/07/2018
Date de réception préfecture : 30/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-205-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À L' « EARL EXPLOITATION AGRICOLE RIVIÈRE LA MANCHE – PLANTATION DE VITROPLANTS BANANE SUR 15 HA ET DE CANNE À SUCRE SUR 34,93 HA EN 2017 – RMAR040117DA0970114 »

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone : 0596.59.63.00 - Télécopie : 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 30 juin 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 12 avril 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 28 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide FEADER d'un montant de cent cinq mille trois cent quarante six euros soixante quatorze centimes (105 346,74 €), soit 49,39 % du coût total prévisionnel éligible de 213 294,00 €, est attribuée à l' « EARL EXPLOITATION AGRICOLE RIVIÈRE LA MANCHE – Plantation de vitroplants banane sur 15 ha et de canne à sucre sur 34,93 ha en 2017 – RMAR040117DA0970114 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-206-1-DE
Date de télétransmission : 02/08/2018
Date de réception préfecture : 02/08/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 2 AOUT 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-206-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SARL HABITATION TRIANON IRRIGATION POUR LES PLANTATIONS DE 12,18 HA DE 2015 ET 1500ML DE CRÉATION DE TRACES – RMAR040116DA0970034 »

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 2 avril 2014 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) du 12 avril 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 28 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide FEADER d'un montant de quatre-vingt-trois mille trois cent vingt-huit euros quatre-vingt un centimes (83 328,81 €), soit 61,80 % du coût total prévisionnel éligible de 134 829,17 €, est attribuée à la « SARL HABITATION TRIANON – Irrigation pour les plantations de 12,18 ha de 2015 et 1500ml de création de traces – RMAR040116DA0970034 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-20005507-20180605-18-207-1-DE
Date de télétransmission : 30/07/2018
Date de réception préfecture : 30/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-207-1

**PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « S.M.P.S.J. SOCIÉTÉ MARTINICAISE
DES PLANTATIONS SAINT-JAMES (EX SMCS) – INVESTISSEMENTS AGRICOLES 2014-2015
(DOSSIER 2/2 : AMÉLIORATIONS FONCIÈRES – MÉCANISATION) –
RMAR040116DA0970203 »**

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 27 mai 2014 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 13 mars 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 28 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide FEADER d'un montant de quatre-vingt-dix mille six cent quatre-vingt-deux euros vingt-six centimes (90 682,26 €), soit 63,75 % du coût total prévisionnel éligible de 142 246,69 €, est attribuée à «S.M.P.S.J. Société Martiniquaise des Plantations SAINT-JAMES (ex SMCS) – Investissements agricoles 2014-2015 (Dossier 2/2 : Améliorations foncières – Mécanisation) – RMAR040116DA0970203».

Cette aide est accordée dans le cadre du programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-208-1-DE
Date de télétransmission : 30/07/2018
Date de réception préfecture : 30/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-208-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SAS DISTILLERIES AGRICOLES DE SAINTE-LUCE - TRAVAUX DE DÉROCHAGES, MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME D'IRRIGATION EXPÉRIMENTAL SUR L'EXPLOITATION DASL EN 2014 (2ÈME PARTIE) – RMAR040116DA0970092 »

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 13 août 2014 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 12 avril 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 28 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER en cofinancement d'un montant de quatre-vingt-six mille cinq cent onze euros cinquante-huit centimes (86 511,58 €), soit 63,75 % du coût total prévisionnel éligible de 135 704,45 €, est attribuée à la « SAS DISTILLERIES AGRICOLES DE SAINTE-LUCE – Travaux de dérochages, mise en place d'un système d'irrigation expérimental sur l'exploitation DASL en 2014 (2^{ème} partie) RMAR040116DA0970092 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-209-1-DE
Date de télétransmission : 30/07/2018
Date de réception préfecture : 30/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-209-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À « LA SARL LES TI' FUMES DE CLEMENT – TRANSFORMATION DES PRODUITS DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE PFEA690018CT0970002 »

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche,

Vu le règlement (UE) n°508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (UE) n°2328/2003, (CE) n°861/2006, (CE) n°1198/2006 et (CE) n°791/2007 et le règlement (UE) n°1255/2011 du Parlement européen et du Conseil, et notamment son article 97,

Vu le Programme opérationnel Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche en France (CCI 2014FR14MFOP001) approuvé par la Commission européenne le 3 décembre 2015 (C(2015)8863),

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020,
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-87-1 du 25 avril 2016 demandant l'exercice des fonctions d'organisme intermédiaire par délégation de gestion des mesures qui relèveront des compétences de la CTM, dans le cadre du programme opérationnel national du FEAMP pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés pour les fonds européens et modalités de gestion du PO FEDER FSE, FEAMP et FEADER ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 23 décembre 2016 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale en date du 13 mars 2018 ;
Vu la convention du 19 octobre 2016 entre l'autorité de gestion du programme opérationnel FEAMP pour la période 2014-2020 et la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 28 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique d'un montant de soixante douze mille cinq cent trente-cinq euros quatre vingt un centimes (72 535,81 €), soit 71.20% du coût total éligible de l'opération de 101 879,78 €, est attribuée à « la SARL LES TIFUMES DE CLEMENT – transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture – PFEA690018CT0970002 ».

L'aide publique est répartie comme suit :

- une aide FEAMP d'un montant de cinquante six mille deux cent cinquante euros (56 250,00 €) soit 55,21% du cout total éligible,
- une aide CTM d'un montant de seize mille deux cent quatre vingt cinq euros quatre vingt un centimes (16 285,81 €) soit 15,99% du cout total éligible.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-210-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-210-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT A LA « COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - ASSISTANCE TECHNIQUE FEAMP 2016-2018 – RÉMUNÉRATIONS - PFEA780218CT0970001 »

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (UE) n°2328/2003, (CE) n°861/2006, (CE) n°1198/2006 et (CE) n°791/2007 et le règlement (UE) n°1255/2011 du Parlement européen et du Conseil, et notamment son article 97 ;

Vu le Programme opérationnel Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche en France (CCI 2014FR14MFOP001) approuvé par la Commission européenne le 3 décembre 2015 (C(2015)8863,) ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone : 0596.59.63.00 - Télécopie : 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-87-1 du 25 avril 2016 demandant l'exercice des fonctions d'organisme intermédiaire par délégation de gestion des mesures qui relèveront des compétences de la CTM, dans le cadre du programme opérationnel national du FEAMP pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés pour les fonds européens et modalités de gestion du PO FEDER FSE, FEAMP et FEADER ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention du 19 octobre 2016 entre l'autorité de gestion du programme opérationnel FEAMP pour la période 2014-2020 et la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 18 octobre 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 12 avril 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 28 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique,
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de deux cent dix-sept mille trois cent quatre-vingt-deux euros trente centimes (217 382,30 €) est attribuée à la « Collectivité Territoriale de Martinique – « ASSISTANCE TECHNIQUE FEAMP 2016-2018 – Rémunérations » - PFEA780218CT0970001 ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à deux cent quatre-vingt-neuf mille huit cent quarante-trois euros six centimes (289 843,06 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEAMP 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : La recette correspondante est prévue au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-211-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

DÉLIBÉRATION N°18-211-1

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION PUBLIQUE FEDER POUR LA SOCIETE ANTILLAISE D'EXPLOITATION DES PORTS DE PLAISANCE (SAEPP) AU TITRE DE L'OPERATION « MAITRISE DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE – MQ 0013956 »

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014,

Vu le régime cadre exempté n°SA 40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP-programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 02 octobre 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 13 mars 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 28 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer le 4 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide FEDER d'un montant de quatre cent quatre-vingt-deux mille quatre-vingt-seize euros soixante-cinq centimes (482 096,65€ €) est attribuée à la « SOCIÉTÉ ANTILLAISE D'EXPLOITATION DES PORTS DE PLAISANCE (SAEPP) – synergie – MQ0013956 au titre de l'opération « Maîtrise de la consommation d'énergie ».

Le coût total éligible de l'opération est de un million trois cent vingt-cinq mille cinq cent quatre-vingt-neuf euros onze centimes (1 325 589,11 €).

L'intervention FEDER se décompose ainsi :

- Cent quarante-neuf mille trois cent quatre-vingt-onze euros douze centimes (149 391,12 €) sur le volet centrale photovoltaïque ;
- Trois cent trente-deux mille sept cent cinq euros cinquante-trois centimes (332 705,53 €) sur le volet maîtrise de l'énergie.

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputée au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit : 100% en 2018.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-212-1-DE
Date de télétransmission : 30/07/2018
Date de réception préfecture : 30/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-212-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SARL SOCACO (SOCIÉTÉ CARAÏBE DE COMMERCE) POUR L'OPÉRATION SYNERGIE MQ0013008 « ÉVOLUTION DES INFRASTRUCTURES DE L'HÔTEL BAMBOU »

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014,

Vu le dispositif d'aide pris en application du régime cadre exempté N° SA 39252, relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie N° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP-programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée 3 mai 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 12 avril 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 28 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme, le 31 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de un million sept cent quatre-vingt-treize mille soixante-quatre euros (1 793 064,00 €), est attribuée à la SARL SOCACO (Société Caraïbe de Commerce), pour l'opération MQ0013008 « Évolution des infrastructures de l'hôtel Bambou ».

Le coût total éligible de l'opération est de trois millions cinq cent vingt-six mille quatre-vingt-dix-sept euros (3 526 097,00€).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est organisé comme suit :

- Pour la part FEDER, s'élevant à un million cinq cent cinquante et un mille quatre cent quatre-vingt-trois euros (1 551 483,00 €), soit 44% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention,
- Pour la part territoriale, s'élevant à deux cent quarante et un mille cinq cent quatre-vingt-un euros (241 581,00 €), soit 6,85 % du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 45 % en crédit paiement 2018
- 36 % en crédit de paiement 2019
- 19% en crédit de paiement 2020.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-213-1-DE
Date de télétransmission : 02/08/2018
Date de réception préfecture : 02/08/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 2 AOUT 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-213-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SAS BELLONIE ET BOURDILLON SUCCESSEURS (BBS) POUR L'OPÉRATION SYNERGIE MQ0008271 «MODERNISATION DES SITES TOURISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ BBS : DOMAINE LA MAUNY ET PLANTATION TROIS-RIVIÈRES»

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014,

Vu le dispositif d'aide pris en application du régime cadre exempté N° SA 39252, relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie N° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP-programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 26 août 2016 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) du 12 avril 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 28 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme, le 31 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de deux cent cinquante-neuf mille trois cent cinquante-six euros (259 356,00 €), est attribuée à la SAS BELLONIE ET BOURDILLON SUCESSEURS (BBS) pour l'opération synergie MQ0008271 « Modernisation des sites touristiques de la société BBS : Domaine la Mauny et Plantation Trois-Rivières ».

Le coût total éligible de l'opération est de un million neuf cent cinquante-huit mille huit cent quatre-vingt-trois euros (1 958 883,00 €) .

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est organisé comme suit :

- Pour la part FEDER, s'élevant à cent quatre-vingt-quinze mille huit cent quatre-vingt-huit euros (195 888,00 €), soit 10% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention,
- Pour la part territoriale, s'élevant à soixante-trois mille quatre cent soixante-huit euros (63 468,00 €), soit 3,24% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 60 % en crédit paiement 2018
- 40% en crédit de paiement 2019.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-214-1-DE
Date de télétransmission : 02/08/2018
Date de réception préfecture : 02/08/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 2 AOUT 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-214-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA SAPY (SOCIÉTÉ ANTILLAISE DE PRODUCTION DE YAOURTS) POUR L'OPÉRATION SYNERGIE MQ0013097 - « RECONFIGURATION DU PROCESSUS INDUSTRIEL DE L'UNITÉ DE PRODUCTION DE LA SAPY »

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michèle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le dispositif d'aide pris en application du régime cadre exempté N° SA 39252, relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie N° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP-programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 11 mai 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) du 12 avril 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 28 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme, le 31 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant deux millions sept cent soixante-deux mille huit cent vingt euros soixante-cinq centimes (2 762 820,65 €), est attribuée à la SAPY (Société Antillaise de Production de Yaourts), pour l'opération MQ0013097 « Reconfiguration du processus industriel de l'unité de production de la SAPY ».

Le coût total éligible de l'opération est de huit millions six cent soixante-dix-neuf mille deux cent soixante-treize euros (8 679 273,00 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est organisé comme suit :

- Pour la part FEDER, s'élevant à deux millions trois cent vingt-huit mille huit cent cinquante-sept euros (2 328 857,00 €), soit 26,83 % du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention,
- Pour la part territoriale, s'élevant à quatre cent trente-trois mille neuf cent soixante-trois euros soixante-cinq centimes (433 963,65 €), soit 5% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 80 % en crédit paiement 2018
- 20 % en crédit de paiement 2019.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

The seal of the Collectivité Territoriale de Martinique is circular. It features a central emblem depicting a landscape with a building and a ship. The text "Collectivité Territoriale de Martinique" is written around the perimeter of the seal, with small stars separating the words.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-216-1-DE
Date de télétransmission : 02/08/2018
Date de réception préfecture : 02/08/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 2 AOÛT 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-216-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA SAS BIOMÉTAL COMPENSATION DES SURCOUTS DE FRET LIÉS À L'ULTRA PÉRIPHÉRIE POUR LA PÉRIODE 2016 ET 2017 – MQ0012745

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le régime d'aide SA.39297 (2014/X) Mesures de soutien au transport (Compensation des surcoûts de transport et Aide au transport des déchets dangereux) ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 27 mars 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 12 avril 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 28 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme, le 31 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention FEDER d'un montant de sept cent quarante-trois mille huit cent soixante-cinq euros (743 865,00 €), soit 40% pour une assiette éligible de 1 859 661,60, est attribuée à la « SAS BIOMETAL - Compensation des surcouts de fret liés à l'ultra périphérie pour la période 2016 et 2017 – MQ0012745 ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 70 % en crédit de paiement 2018
- 30% en crédit de paiement 2019

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

■





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-217-1-DE
Date de télétransmission : 02/08/2018
Date de réception préfecture : 02/08/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 2 AOUT 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-217-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA SAS SCIC MARTINIQUE COMPENSATION DES SURCÔÛTS DE FRÊT LIÉS À L'ULTRA-PÉRIPHÉRIE POUR L'ANNÉE 2017 - MQ0010178

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN..

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le régime d'aide SA.39297 (2014/X) Mesures de soutien au transport (Compensation des surcoûts de transport et Aide au transport des déchets dangereux) ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 16 décembre 2016 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) du 13 mars 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 28 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme, le 31 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention FEDER d'un montant de deux cent quatre-vingt-seize mille quarante-huit euros soixante-dix-huit centimes (296 048,78 €), soit 45% pour une assiette éligible de 657 886,17 €, est attribuée à la SAS SCIC MARTINIQUE - Compensation des surcoûts de frêt liés à l'ultra-périphérie pour l'année 2017 - MQ0010178.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 70 % en crédit de paiement 2018
- 30 % en crédit de paiement 2019.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180605-18-218-1-DE
Date de télétransmission : 02/08/2018
Date de réception préfecture : 02/08/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 2 AOUT 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-218-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA SAS PROCHIMIE INDUSTRIE COMPENSATION DES SURCÔÛTS DE FRÊT LIÉS À L'ULTRA-PÉRIPHÉRIE POUR L'ANNÉE 2017 - MQ0012748

L'An deux mille dix-huit, le cinq juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY (procuration à Maryse PLANTIN), Belfort BIROTA, Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Nadia LIMIER), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le régime d'aide SA.39297 (2014/X) Mesures de soutien au transport (Compensation des surcoûts de transport et Aide au transport des déchets dangereux) ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 30 mars 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) du 13 mars 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes et coopération le 28 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme, le 31 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention FEDER d'un montant de quatre cent trente mille quatre cent quatre vingt-quatre euros quarante centimes (430 484,40 €), soit 45% pour une assiette éligible de 956 632,00 €, est attribuée à la SAS PROCHIMIE INDUSTRIE - Compensation des surcoûts de frêt liés à l'ultra-périphérie pour l'année 2017 - MQ0012748.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 70 % en crédit de paiement 2018
- 30% en crédit de paiement 2019.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'exécution relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-219-1-DE
Date de télétransmission : 29/06/2018
Date de réception préfecture : 29/06/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JUIN 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-219-1

MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N° 17-100-1 DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « SOCIÉTÉ AÉROPORT MARTINIQUE AIMÉ CÉSAIRE (SAMAC) – MODERNISATION ET EXTENSION DES INSTALLATIONS ET DES INFRASTRUCTURES DE L'AÉROPORT MARTINIQUE AIMÉ CÉSAIRE » – N° SYNERGIE MQ0007514 »

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au «Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le régime d'aide n°SA.38937 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-100-1 du 6 avril 2017 portant octroi d'une aide publique en cofinancement à la « Société Aéroport Martinique Aimé CESAIRE (SAMAC) – modernisation et extension des installations et des infrastructures de l'aéroport Martinique Aimé CESAIRE » - N° synergie MQ0007514 » ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande du bénéficiaire, enregistrée le 29 octobre 2015 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 21 mars 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-100-1 du 6 avril 2017 susvisée est modifié comme suit :

« Une aide publique en cofinancement d'un montant de vingt-cinq millions trois cent mille euros (25 300 000,00 € HT) est attribuée à la Société Aéroport Martinique Aimé CESAIRE (SAMAC) pour l'opération de modernisation et l'extension des installations et des infrastructures de l'aéroport Martinique Aimé CESAIRE – n° Synergie MQ0007514 ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à soixante-trois millions cent cinquante-huit mille euros (63 158 000 € HT).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique ».

ARTICLE 2 : L'article 2 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-100-1 du 6 avril 2017 susvisée est modifié comme suit :

- « - Pour la part FEDER, s'élevant à un montant de 19 000 000,00 € HT (dix-neuf millions d'euros), soit 30,08% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 9005 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention,
- Pour la part territoriale s'élevant à un montant de 6 300 000,00 € HT (six millions trois cent mille euros), soit 9,97% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 908 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 60% en crédit de paiement en 2018,
- 40% en crédit de paiement en 2019. »

ARTICLE 3 : Les autres dispositions de la délibération n°17-100-1 du 6 avril 2017 demeurent inchangées.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-220-1-DE
Date de télétransmission : 29/06/2018
Date de réception préfecture : 29/06/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JUIN 2018

DÉLIBÉRATION N°18-220-1

PORTANT RENONCIATION PAR LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) A L'ACTION EN REPETITION ET A L'INTERDICTION D'ALIENER ACCORD POUR LA CESSION DE LA PARCELLE R 128 SISE A DUCOS

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'acte d'échange en date des 14 et 30 mars 1978 cédant à Mme [REDACTED] épouse [REDACTED] la parcelle R n° 128 située au quartier « Fonds Savane » à Ducos ;

Vu les dispositions de cet acte prévoyant l'action en répétition et l'interdiction d'aliéner par la Collectivité concernant cette parcelle ;

Vu le courrier du notaire en date du 08 décembre 2017, informant la Collectivité Territoriale de Martinique que Madame a signé deux promesses de vente concernant le terrain en cause au profit de Mesdames Nathalie les 1^{er} septembre et 31 octobre 2017 sous la condition suspensive de la renonciation à l'action en répétition et à l'interdiction d'aliéner par la Collectivité Territoriale de Martinique, les ventes devant être réalisées en mars 2018 ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Considérant que ces deux actes ne peuvent être signés qu'à condition que la Collectivité Territoriale de Martinique renonce à ces actions ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la renonciation par la Collectivité Territoriale de Martinique sur la totalité de la parcelle R n° 128, d'une superficie de 1 164 m² sise à Ducos, à l'action en répétition et à l'interdiction d'aliéner.

ARTICLE 2 : Autorisation est donnée à Madame pour disposer de l'intégrité de la parcelle précitée.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Mario-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-221-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-221-1

PORTANT ACQUISITION D'UNE BANDE DE TERRE OBJET D'EMPRISES EFFECTUÉES SUR LA PROPRIÉTÉ DE LA SMHLM JOUXTANT LA ROUTE DÉPARTEMENTALE N°S 13, 13 A ET 40 À FORT-DE-FRANCE DANS LE CADRE DE L'AMÉNAGEMENT DES GIRATOIRES DE LA MEYNARD – OUVRAGE ET SOUTÈNEMENT CESSION ET ACCEPTATION DE TERRAINS À TITRE D'ÉCHANGE

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-179-1 des 19 et 20 juillet 2016 portant désignation des conseillers territoriaux habilités à représenter la collectivité territoriale de Martinique en vue de la signature des actes authentiques en la forme administrative ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1^{er} juin 2018 ;

Considérant l'utilisation par le Département de la Martinique de deux bandes de terre, objet d'emprises, cadastrées section T n°s 1653 et 1654, provenant de la parcelle anciennement cadastrée section T n° 331, d'une superficie respective de 1182 m² et 791 m², propriétés de la SMHLM, suite à l'aménagement du giratoire de la Meynard au droit des routes départementales n°s 13, 13 A et 14 ;

Considérant l'autorisation de prise de possession anticipée délivrée par la SMHLM, en date du 11 juin 2007 pour permettre le lancement des travaux ;

Considérant l'estimation du service France Domaine, soit quatre-vingt-dix-sept euros (97 €) le m² ;

Considérant le Procès-Verbal du Conseil d'Administration de la Société Martiniquaise d'HLM en date du 7 septembre 2017 qui autorise l'acquisition par la Collectivité Territoriale de Martinique de deux parcelles d'une superficie totale de 1 973 m² au prix de 191 381 euros ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée l'acquisition par la Collectivité Territoriale de Martinique de deux parcelles, objet d'emprises d'une superficie respective de 1 182 m² et 791 m² (soit au total de 1 973 m²) cadastrées section T n°1653 et n°1654 issues de la parcelle anciennement cadastrée section T n° 331, appartenant à la Société Martiniquaise d'HLM.

ARTICLE 2 : L'acquisition mentionnée à l'article 1 se fera au prix total de cent quatre-vingt-onze mille trois cent quatre-vingt-un euros (191 381 €).

ARTICLE 3 : Est autorisée l'acquisition par la Collectivité Territoriale de Martinique sous forme d'échange, d'une parcelle objet d'emprise d'une superficie totale de 1 776 m² cadastrée section T n°1652, appartenant à la Société Martiniquaise d'HLM.

ARTICLE 4 : L'acquisition mentionnée à l'article 3 se fait à l'« Euro symbolique » à la Société Martiniquaise d'HLM.

ARTICLE 5 : Est autorisée la cession à la Société Martiniquaise d'HLM sous forme d'échange, de la parcelle cadastrée section T n° 1650 de 204 m², (reliquat de l'ex parcelle T 112) d'une valeur de dix-neuf mille- sept-cent-quatre-vingt-huit euros (19 788 €) .

ARTICLE 6 : La cession mentionnée à l'article 5 se fera à l'« Euro symbolique » à la Société Martiniquaise d'HLM.

ARTICLE 7 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 900 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 9 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 10 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 11 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-221-2-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

DÉLIBÉRATION N°18-221-2

PORTANT ACQUISITION D'UNE BANDE DE TERRE OBJET D'EMPRISE EFFECTUÉE SUR LA PROPRIÉTÉ DES COPROPRIÉTAIRES DE LA FONDATION D'AUTEUIL JOUXTANT LES ROUTES DÉPARTEMENTALES N°S 13, 13A ET 40 À FORT-DE-FRANCE DANS LE CADRE DE L'AMÉNAGEMENT DES GIRATOIRES DE LA MEYNARD – OUVRAGE ET SOUTÈNEMENT

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-179-1 des 19 et 20 juillet 2016 portant désignation des conseillers territoriaux habilités à représenter la collectivité territoriale de Martinique en vue de la signature des actes authentiques en la forme administrative ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1^{er} juin 2018 ;
Considérant l'utilisation par le Département de la Martinique d'une bande de terre, objet d'emprise, d'une superficie totale de 265 m², cadastrée section T n° 1665 provenant de la parcelle cadastrée section T n°332, propriété des Copropriétaires de la FONDATION D'AUTEUIL, suite à l'aménagement du giratoire de la Meynard au droit de la route départementale n°13 ;
Considérant la délibération n° CP/613-12 du 13 septembre 2012, de la Commission Permanente du Département de la Martinique pour la régularisation des 66 m² d'emprise initialement réalisée lors des travaux d'aménagement du mur de soutènement ;
Considérant l'offre de prix de soixante-neuf euros (69 €) le m², faite aux copropriétaires et acceptée par ces derniers ;
Considérant dès lors que la consultation du service France Domaine n'est pas obligatoire pour cette transaction ;
Considérant l'autorisation de prise de possession anticipée signée le 25 novembre 2015 par le représentant des Copropriétaires de la Fondation d'Auteuil, pour permettre le lancement des travaux et la régularisation des emprises de 69 € le m² en contrepartie ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est annulée la délibération n° CP/613-12 de la Commission Permanente du Conseil Général de la Martinique du 13 septembre 2012.

ARTICLE 2 : Est autorisée l'acquisition par la Collectivité Territoriale de Martinique d'une bande de terre, objet d'emprise d'une superficie totale de 265 m² cadastrée section T n° 1655 issue de la parcelle cadastrée section T n° 332, appartenant aux Copropriétaires de la FONDATION D'AUTEUIL.

ARTICLE 3 : L'acquisition mentionnée à l'article 2 se fera au prix total de dix-huit-mille-deux-cent-quatre vingt-cinq euros (18 285 €).

ARTICLE 4 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 900 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-222-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-222-1

**PORTANT ACQUISITION DE LA BANDE DE TERRE OBJET DE L'EMPRISE DE 97 M²
EFFECTUÉE SUR LA PROPRIÉTÉ DES HÉRITIERS DANS LE CADRE
DE LA MISE EN SÉCURITÉ DE LA RD N°47 (PR3+500) À SAINT-JOSEPH
POUR LA RÉALISATION D'UN MUR EN GABIONS
ÉTABLISSEMENT D'UNE CONVENTION D'AUTORISATION DE PASSAGE
SUR LA PROPRIÉTÉ DES HÉRITIERS**

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-179-1 des 19 et 20 juillet 2016 portant désignation des conseillers territoriaux habilités à représenter la Collectivité Territoriale de Martinique en vue de la signature des actes authentiques en la forme administrative ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1^{er} juin 2018 ;
Considérant l'utilisation par le Département de la Martinique d'une bande de terre, objet d'emprise d'une superficie de 97 m², cadastrée section AB n°556 provenant de la parcelle cadastrée section AB n°523, propriété des héritiers , sise 75 Lotissement Vallée Heureuse à Saint-Joseph, suite aux travaux de mise en sécurité d'un mur en gabions au droit de la route départementale n°47 (PR3+500) ;
Considérant l'accord en date du 20 avril 2017 de Mme , sur l'acquisition par la Collectivité Territoriale de Martinique de la bande de terre au prix de 5 820 euros ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée l'acquisition par la Collectivité Territoriale de Martinique d'une bande de terre objet d'emprise d'une superficie totale de 97 m² cadastrée section AB n° 556 sise à Saint-Joseph, issue de la parcelle cadastrée section AB n°523, appartenant aux héritiers .

ARTICLE 2 : Le prix de l'acquisition mentionnée à l'article 1 est fixé à cinq mille huit cent vingt euros (5 820 €), soit 60 €/m².

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 900 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Est autorisée la passation d'une convention avec les héritiers portant autorisation de passage sur leur propriété aux fins d'entretien du mur en gabions et de réalisation d'éventuels travaux.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-223-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-223-1

PORTANT ACCEPTATION DE LA RETROCESSION PAR L'ÉTAT A LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE DE LA VILLA LES BOSQUETS (OU HOTEL DU PROCUREUR) CADASTREE SECTION BD N°104 SISE A FORT-DE-FRANCE

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté interministériel du 30 juin 1948 portant dévolution des biens de l'ancienne colonie ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la lettre de la Collectivité Territoriale de Martinique en date du 1^{er} mars 2018 sollicitant la remise par l'État de l'immeuble dit « Villa les Bosquets » ou « Hôtel du Procureur » ;

Vu la décision préfectorale du 28 mars 2018 portant déclaration d'inutilité et de restitution à la Collectivité Territoriale de Martinique de la « Villa les Bosquets » située 34, rue du Plateau Fabre à Fort de France ;

Vu la lettre du 04 avril 2018 du Préfet de Région informant la Collectivité Territoriale de Martinique de cette décision ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yann MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1er juin 2018 ;
Considérant que la « Villa les Bosquets » n'est plus utile aux besoins de l'État ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est acceptée la remise par l'État à la Collectivité de la « Villa les Bosquets », cadastrée section BD n° 104 et sise 34 rue Plateau Fabre à Fort-de-France.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE




RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-224-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-224-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE VALORISATION DU DOMAINE DE FOND SAINT-JACQUES - MISE EN OEUVRE AVANT TRAVAUX D'UNE OPERATION DE DIAGNOSTIC ARCHEOLOGIQUE

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1^{er} juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la conclusion avec l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP) d'une convention relative à la réalisation du diagnostic d'archéologie préventive dénommé « Sainte-Marie, 972, FOND SAINT-JACQUES D878 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



**PROJET DE CONVENTION AVEC UN AMENAGEUR
RELATIVE A LA REALISATION DU DIAGNOSTIC D'ARCHEOLOGIE PREVENTIVE
DENOMME « SAINTE-MARIE, 972, FOND SAINT-JACQUES D 878 » N° D115494**

Entre

L'Institut national de recherches archéologiques préventives
établissement public national à caractère administratif créé par l'article L.523-1 du code du patrimoine et dont le statut est précisé aux articles R. 545-24 et suivants du même code dont le siège est 121 rue d'Alésia, CS 2000775685 Paris Cedex 14
représenté par son Directeur Général, Monsieur

ci-dessous dénommé l'Inrap ou l'Opérateur, d'une part

Et

Collectivité Territoriale de Martinique
dont le siège social est : Rue Gaston Defferre - Plateau Roy - Cluny - CS30137
représenté(e) par son président Monsieur Alfred Marie-Jeanne
97201 FORT-DE -FRANCE CEDEX
ayant tous pouvoirs à l'effet de signer les présentes
en application de la délibération du 19 janvier 2016,

ci-dessous dénommée l'Aménageur, d'autre part

Vu le livre V du code du patrimoine, et notamment ses article L. 523-7, R. 523-24 à R. 523-38, R. 523-60 à R. 523-68 et R. 545-24 et suivants,

Vu l'arrêté n° 2016194-0001 SRA du Préfet de la région Martinique du 12 juillet 2016 prescrivant le présent diagnostic d'archéologie préventive et qui précise, en particulier, la qualification du responsable scientifique de l'opération, notifié à l'aménageur et aux opérateurs potentiels dont l'Inrap le 12 juillet 2016,

Vu l'arrêté n° 2016194-0001 SRA du Préfet de la région Martinique du 12 juillet 2016 attribuant le présent diagnostic d'archéologie préventive à l'Inrap en qualité d'opérateur compétent, notifié à l'Inrap et à l'aménageur le 12 juillet 2016,

Vu la décision du Préfet de région Martinique du _____ approuvant le projet d'intervention.

PREAMBULE

Par les dispositions susvisées du code du patrimoine, l'Institut national de recherches archéologiques préventives a reçu mission de réaliser les opérations d'archéologie préventive prescrites par l'Etat. A ce titre, il est Opérateur.

L'Inrap assure l'exploitation scientifique de ces opérations et la diffusion de leurs résultats. Il concourt à l'enseignement, à la diffusion culturelle et à la valorisation de l'archéologie et exerce toutes les activités qui se rattachent directement ou indirectement à l'accomplissement de ses missions et, notamment, par l'exploitation des droits directs et dérivés des résultats issus de ses activités.

En application de ces principes, l'Inrap, attributaire du diagnostic, doit intervenir préalablement à l'exécution des travaux projetés par l'Aménageur pour réaliser l'opération d'archéologie préventive prescrite. Il établit le projet scientifique d'intervention.

Il est précisé que l'Aménageur doit être entendu comme la personne qui projette d'exécuter les travaux, conformément à l'article R.523-3 du code du patrimoine.

L'opération de diagnostic est réalisée pour le compte de l'Aménageur, à l'occasion de son projet d'aménagement. Elle est un préalable nécessaire.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités de réalisation par l'Institut national de recherches archéologiques préventives de l'opération de diagnostic décrite à l'article 3 ci-dessous, ainsi que l'ensemble des droits et obligations respectifs des deux parties dans le cadre de cette opération.

En tant qu'Opérateur, l'Inrap assure la réalisation de l'opération dans le cadre du titre II du livre V du code du patrimoine. Il en établit le projet d'intervention et la réalise, conformément aux prescriptions de l'Etat. Il transmet la présente convention au Préfet de région.

ARTICLE 2 - CONDITIONS ET DELAIS DE MISE A DISPOSITION DU TERRAIN PAR L'AMENAGEUR POUR LA REALISATION DE L'OPERATION

Article 2-1 - Conditions de mise à disposition du terrain

Article 2-1-1 - Conditions de libération matérielle et juridique

En application des dispositions du code du patrimoine relatives à l'archéologie préventive susvisées, l'Aménageur est tenu de remettre le terrain à l'Inrap dans des conditions permettant d'effectuer l'opération. A cette fin, il met gracieusement à disposition le terrain constituant l'emprise du diagnostic et ses abords immédiats libérés de toutes contraintes d'accès et d'occupation sur les plans pratiques et juridiques. L'absence de toute contrainte consiste, sauf accord différent des parties, à libérer le terrain et ses abords immédiats de tous matériels, matériaux, stocks de terre, arbres, équipements et petites constructions et plus généralement tous éléments pouvant entraver le déroulement normal des opérations ou mettre en péril la sécurité du personnel.

Pendant toute la durée de l'opération, l'Inrap a la libre disposition du terrain constituant l'emprise du diagnostic. L'Aménageur s'engage à ne pas intervenir sur le terrain pour les besoins de son propre aménagement sauf accord différent des parties et sous réserve des dispositions particulières précisées ci-après.

Article 2-1-2 - Conditions tenant à la connaissance des réseaux

En application de la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, il appartient à l'Aménageur de fournir obligatoirement à l'Inrap les demandes de travaux (à compter du 1er juillet 2012) avec les réponses des différents exploitants de réseau concernés au plus tard le 30 novembre 2016.

L'Aménageur fait procéder à ses frais aux piquetages des réseaux existants et les maintient en bon état.

Il prend en charge les investigations complémentaires par des prestataires, si la localisation est classée trop imprécise (Réseau classé B ou C).

Article 2-1-3 - Conditions particulières

Les parties conviennent expressément des conditions particulières suivantes :

1) Conditions particulières liées aux caractéristiques du terrain

L'Aménageur s'engage à ce que les voies d'accès soient librement utilisables par l'Inrap.

L'Aménageur est réputé avoir procédé préalablement à l'intervention de l'Inrap aux mesures suivantes :

- **Accès au terrain :** L'Aménageur s'engage à mettre à disposition un accès au terrain. Par accès, on entend une voie de circulation stabilisée de capacité et gabarit suffisant pour permettre la circulation de véhicules légers et de véhicules poids lourds routiers nécessaires aux approvisionnements en matériel du chantier. Cette voie de circulation desservira les emprises de fouilles depuis le domaine public. L'Aménageur maintiendra cet accès en état durant la complète réalisation des travaux. Dans le cas contraire, tous travaux permettant l'accès aux emprises de chantier ou de son entretien engagés par l'Inrap seront imputés à l'Aménageur ;
- **Clôture du terrain :** L'Aménageur s'engage à ce que le terrain soit préalablement clôturé avec portail d'accès et que les voies d'accès soient librement utilisables par l'Inrap. A défaut, l'Inrap pourra faire clore le chantier. Les frais de mise en œuvre, d'entretien et de dépose de clôtures engagées par l'Inrap seront imputés à l'Aménageur ;
- **Piquetage des emprises :** L'Aménageur doit marquer au sol l'emprise de son terrain pour le délimiter clairement ;
- **Pollution du site et mesures à prendre :** L'Aménageur met à disposition un terrain réputé non pollué. Dans le cas contraire, l'Aménageur fournira tous les rapports et études de sol afférents aux différentes pollutions (amiante, plomb, arsenic, hydrocarbures...) ;
- Il participera à l'élaboration des protocoles de travail et assumera financièrement toutes les mesures nécessaires vis-à-vis de la protection des personnels présents sur le chantier, de la protection des riverains, et des mesures vis-à-vis des matériaux extraits du chantier que l'Inrap serait amené à prendre pour la réalisation de l'opération ;

- **Bâtiments et constructions diverses :** Les terrains mis à disposition de l'Inrap seront préalablement débarrassés de tous bâtiments existants et évacuation des produits de démolition (enlèvement de la dalle de béton sans porter atteinte aux niveaux sous-jacents) ;
- **Déboisements :** Abattage d'arbres, étant précisé que leur « dessouchage » est strictement interdit avant l'intervention de l'Inrap ; débardage des produits de coupe, évacuation des rémanents de coupes et broyage des friches ;
- **Cultures en place :** Les terrains mis à disposition de l'Inrap seront préalablement débarrassés de toute végétation et cultures agricoles mis en place. Fauchage des herbes hautes, broyage des ronces et friches, récolte ou broyage des cultures en place. Arrachage des vignes et abattage des arbres fruitiers. Dépose de toutes installations agricoles présentant une gêne ou un danger dans la réalisation du diagnostic (clôture électrifiée, système d'irrigation, serres, palissage...) ;
- « exondage » de zones inondables.

Dans l'hypothèse où en cours de réalisation de l'opération, des caractéristiques du terrain, non transmis à l'Inrap se révélaient, l'Aménageur assumera le coût des interventions nécessaires et les parties en tireront toutes conséquences, notamment concernant les délais de réalisation de l'opération.

2) Conditions d'intervention de l'Aménageur pendant la mise à disposition du terrain :

- Nature des Travaux : travaux d'aménagement et de valorisation du Domaine de Fond Saint Jacques ;
- Début des travaux : **Octobre 2017 ;**
- Zone de travaux : **Parcelle D 878 - zone de réalisation du futur parking ;**
- Zone totalement sécurisée (terrain clôturé) et accessible pour les travaux de fouille - même niveau que la route.

La Collectivité Territoriale de Martinique entreprend des travaux d'Aménagement et de Valorisation du Domaine de Fond Saint Jacques - Une partie des travaux consiste en la réalisation d'un parking comprenant des travaux de terrassement profondeur de fouille environ 1,00 m qui nécessite un Diagnostic Archéologique.

La zone de travaux est accessible, au même niveau que la route départementale, puis clôturée par un grillage et fermée par un portail métallique (voir plans joints).

Les travaux seront réalisés après intervention des opérations archéologiques préventives prescrites par l'Etat.

Un Dispositif de sécurité, en liaison avec le coordonnateur de sécurité désigné, sera mis en œuvre par le rapprochement entre l'Aménageur ou son représentant et le service prévention de l'Inrap, CSP ou Assistant de Prévention.

Article 2-2 - Délai de mise à disposition du terrain et procès verbal de mise à disposition du terrain

L'aménageur s'engage à mettre le terrain à la disposition de l'Inrap dans des conditions permettant d'effectuer l'opération archéologique, telles qu'elles sont précisées à l'article 2, au plus tard le ___/___/____. Tout report devra être précisé par avenant.

La carence de l'Aménageur dans l'établissement des demandes de travaux en application de la réglementation sur la connaissance des réseaux provoquant un dépassement de la date ci-dessus entrainera le versement des pénalités de retard prévues à l'article 9.

Au moment de l'occupation du terrain, l'Inrap dresse un procès verbal de mise à disposition du terrain constituant l'emprise du diagnostic, de façon contradictoire en présence d'un représentant de l'aménageur, en deux exemplaires originaux dont l'un sera remis à l'Aménageur. Ce procès verbal a un double objet :

- il constate le respect du délai et la possibilité pour l'Inrap d'occuper le terrain constituant l'emprise du diagnostic qui, en conséquence, est placé sous sa garde et sa responsabilité ;
- il constate le respect de l'ensemble des conditions de mise à disposition de ce terrain prévues au présent article.

Dans le cas où l'Aménageur est dans l'impossibilité de se faire représenter sur les lieux, il en prévient l'Inrap au moins une semaine avant, et l'établissement peut, en accord avec l'Aménageur, adresser le procès-verbal de mise à disposition du terrain à ce dernier, par lettre recommandée avec accusé de réception, à charge pour l'Aménageur de le retourner signé à la direction interrégionale.

En cas de désaccord entre l'Inrap et l'Aménageur sur ce procès-verbal ou en cas de refus de l'aménageur de le signer, l'Inrap se réserve la possibilité de faire constater par huissier, à ses frais, l'état du terrain. L'Inrap adressera ce constat d'huissier à l'Aménageur dont les parties conviennent qu'il vaudra procès-verbal de début de chantier.

L'accès au terrain et son occupation sont maintenus et garantis par l'Aménageur pendant toute la durée de l'opération archéologique à partir de la mise à disposition du terrain constatée par le procès-verbal prévu ci-dessus et jusqu'à l'établissement du procès-verbal de fin de chantier mentionné à l'article 8-1 ci-dessous.

Toute gêne ou immobilisation des équipes de l'Inrap en début de chantier notamment pour des motifs d'inaccessibilité du terrain entraînera un report automatique du calendrier de réalisation de l'opération prévu à l'article 4 ci-dessous, lequel sera constaté dans le procès-verbal de mise à disposition ; la date de ce report de mise à disposition du terrain sera fixée d'un commun accord entre les parties. Dans cette hypothèse, les pénalités de retard prévues à l'article 9 seront dues par l'Aménageur. Dans la mesure où cela interviendrait en cours de chantier, l'Inrap le signalera par courrier en recommandé avec accusé de réception à l'Aménageur. Le report de calendrier se réalisera également de façon automatique.

Article 2-3 - Situation juridique de l'Aménageur au regard du terrain

L'Aménageur garantit à l'Inrap être titulaire du droit de propriété du terrain constituant l'emprise de l'opération prescrite.

ARTICLE 3 - DESCRIPTION DE L'OPERATION

Article 3-1 - Nature de l'opération

L'opération d'archéologie préventive objet de la présente convention est constituée des travaux de diagnostic (phase de terrain et phase d'étude aux fins d'élaboration du rapport de diagnostic) décrits dans le projet scientifique d'intervention en annexe 1.

Article 3-2 - Localisation de l'opération

La localisation de l'emprise du diagnostic -qui est définie par l'arrêté de prescription- est présentée en annexe 2 avec le plan correspondant qui a été fourni ou validé par le service de l'Etat ayant prescrit le diagnostic.

ARTICLE 4 - DELAIS DE REALISATION DU DIAGNOSTIC ET DE REMISE DU RAPPORT DE DIAGNOSTIC

D'un commun accord, l'Inrap et l'Aménageur conviennent du calendrier défini ci-après. En application de l'article R. 523-60 du code du patrimoine, l'Inrap fera connaître aux services de l'Etat (service régional de l'archéologie) les dates de début et de fin du diagnostic au moins cinq jours ouvrables avant le début de l'opération.

Toute gêne ou immobilisation des équipes de l'Inrap en cours de chantier, y compris dans le cas de découverte fortuite de réseaux, entraînera un report automatique du calendrier de réalisation de l'opération. L'Inrap signalera l'évènement, par tous moyens doublé d'un courrier en recommandé avec accusé de réception à l'Aménageur.

Il est précisé que dans le cas évoqué de découverte fortuite de réseaux, l'Aménageur prendra en charge les investigations complémentaires et nécessaires ; les délais d'intervention de l'Inrap seront automatiquement augmentés du délai de celles-ci.

Aucune pénalité de retard de ce fait ne pourra être réclamée à l'Inrap.

Article 4-1 - Date de début de l'opération

D'un commun accord entre les parties, la date de début de l'opération est le __/__/__.

Cette date est subordonnée :

- d'une part, à la mise à disposition des terrains dans les conditions définies à l'article 2 ci-dessus permettant à l'Inrap de se livrer à l'opération de diagnostic prescrite ;
- d'autre part, à la désignation du responsable scientifique de l'opération par l'Etat ;
- et enfin, à la signature de la présente convention.

Article 4-2 - Durée de réalisation et date d'achèvement de l'opération

La réalisation de l'opération de diagnostic sera d'une durée **de 4 à 8 jours ouvrés** pour s'achever sur le terrain au plus tard le __/__/__ compte tenu de la date fixée à l'article 2-2. Cette date pourra notamment être modifiée dans les cas et aux conditions prévus à l'article 4-4 ci-dessous.

Lorsqu'il cesse d'occuper le terrain, l'Inrap dresse un procès verbal de fin de chantier dans les conditions précisées à l'article 8-1 de la présente convention.

Article 4-3 - Date de remise du rapport de diagnostic

D'un commun accord, les parties conviennent que la date de remise du rapport de diagnostic par l'Inrap au préfet de région est fixée au __/__/__ au plus tard compte tenu de la date fixée à l'article 2-2.

Le Préfet de région portera ce rapport à la connaissance de l'Aménageur et du propriétaire du terrain.

Article 4-4 - Conditions de modification du calendrier de l'opération archéologique en raison de circonstances particulières

En cas de circonstances particulières affectant la conduite du chantier, notamment en ce qui concerne le calendrier de l'opération, l'Inrap ou l'Aménageur organise dans les meilleurs délais une réunion entre les parties concernées pour convenir des nouvelles modalités de l'opération et de leurs conséquences, lesquelles seront définies obligatoirement par avenant.

Les circonstances particulières pouvant affecter le calendrier de l'opération sont celles qui affectent la conduite normale du chantier, telles que notamment :

- les contraintes techniques liées à la nature du sous-sol ;
- et les circonstances suivantes : intempéries, pollution du terrain, aléas imprévisibles et, de manière générale, en cas de force majeure, lesquelles rendent inexigibles les pénalités de retard.

Il est précisé que les intempéries (nature et période) doivent s'entendre au sens des articles L. 5424-6 à L. 5424-9 du code du travail.

ARTICLE 5 - PREPARATION ET REALISATION DE L'OPERATION (PHASE DE TERRAIN)

Article 5-1 - Travaux et prestations réalisés par ou pour le compte de l'Inrap

Article 5-1-1 - Principe

L'Inrap effectue les seuls travaux et prestations indispensables à la réalisation de l'opération archéologique dans le cadre du titre II du livre V du code du patrimoine susvisé, directement ou indirectement par l'intermédiaire de prestataires / entreprises qu'il choisit et contrôle conformément à la réglementation applicable à la commande publique ou dans le cadre de collaboration scientifique avec d'éventuels d'organismes partenaires.

Il fait son affaire de toute démarche administrative liée à l'exercice de ses travaux et prestations, notamment les déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT).

Article 5-1-2 - Installations nécessaires à l'Inrap et signalisation de l'opération

L'Inrap ainsi que ses prestataires / entreprises ou partenaires peuvent installer sur le chantier tout cantonnement utile à la réalisation de l'opération.

L'Inrap peut installer tout panneau de chantier destiné à signaler au public son intervention sur le site.

Article 5-1-3 - Hygiène et sécurité des personnels

Dans le respect de la loi du 31 décembre 1993, l'Inrap réalisant des travaux à risques particuliers, l'Aménageur en tant que maître d'ouvrage au titre de ses travaux d'aménagement doit désigner un coordonnateur-sécurité-protection-santé (SPS) (sauf dérogation où le coordonnateur SPS peut être remplacé par le Maître d'œuvre.)

L'Aménageur s'engage à fournir à l'Inrap le Plan Général de Coordination (PGC) avant la date de démarrage de l'opération afin de pouvoir réaliser le PPSPS.

Dans le cas où l'Aménageur est entreprise utilisatrice et que le chantier ne peut être isolé de l'activité du site, un plan de prévention sera établi entre l'Aménageur et l'Inrap.

Article 5-2 - Engagements de l'Aménageur

Il est préalablement rappelé que, conformément à l'article R. 523-32 du code du patrimoine, la convention ne peut avoir pour effet la prise en charge, par l'Inrap, de travaux ou d'aménagements du chantier qu'impliquait, en tout état de cause, la réalisation du projet de l'Aménageur.

Outre les travaux et aménagements qu'impliquait la réalisation de son propre projet, l'Aménageur s'engage à :

- faire son affaire de toutes les questions liées à l'occupation temporaire des terrains, de leurs abords et de leurs voies d'accès ;
- fournir à l'Inrap tous renseignements utiles relatifs aux ouvrages privés situés dans ou sous l'emprise des terrains fouillés (canalisations,...) et à leurs exploitants ;
- fournir à l'Inrap copie des analyses de sol et des éventuels rapports de pollutions ;
- fournir à l'Inrap les certificats d'urbanisme délivrés, le cas échéant, à l'Aménageur ;
- assurer, par tous moyens nécessaires, la mise en sécurité du site, notamment : clôture du chantier avec un portail d'accès ;
- fournir à l'Inrap le projet d'aménagement, le plan topographique et un plan cadastral ;
- fournir à l'Inrap le plan des distances de sécurité à respecter vis-à-vis des bâtiments existants en élévation ;
- fournir à l'Inrap un état parcellaire indiquant les numéros de parcelle, les nom et adresse des propriétaires ;
- fournir à l'Inrap copie de l'étude géotechnique.

Article 5-3 - Engagements de l'Inrap en matière d'environnement et de développement durable

L'Inrap intègre le développement durable et la préservation de l'environnement à sa démarche scientifique et administrative. A cette fin, il définit et met en œuvre des mesures de protection dans le cadre de la réalisation des opérations de diagnostic d'archéologie préventive.

Article 5-4 - Conditions de restitution du terrain à l'issue de l'opération

A l'issue de l'opération, le terrain est restitué à l'Aménageur en l'état. L'Aménageur est réputé faire son affaire, à ses seuls frais, des travaux éventuels de reconstitution des sols.

A l'issue de l'opération, l'Inrap procède à un rebouchage sommaire. Tous travaux ou études relatifs à la capacité du sol en place au regard de la construction projetée sont à la charge de l'Aménageur.

ARTICLE 6 - REPRESENTATION DE L'INRAP ET DE L'AMENAGEUR SUR LE TERRAIN - CONCERTATION

Les personnes habilitées à représenter l'Inrap auprès de l'Aménageur, notamment pour la signature des procès-verbaux mentionnés ci-dessus, sont :

M. _____, Directeur de l'interrégion grand sud-ouest de l'Inrap ou la personne ayant reçu délégation à cette fin.

M. _____, en sa qualité de Directeur Adjoint Scientifique et Technique DOM.

Les personnes habilitées à représenter l'Aménageur auprès de l'Inrap, notamment pour la signature des procès-verbaux mentionnés ci-dessus, sont :

Monsieur _____, en sa qualité de Chef de Service Maintenance et Grosses Réparations des Bâtiments et Equipements Sportifs (SMGRBES).

et

Monsieur _____, en sa qualité de Technicien Territorial (SMGRBES)

Les personnes habilitées à représenter l'Aménageur auprès de l'Inrap, notamment pour la signature des procès-verbaux mentionnés ci-dessus, sont :

ou la personne ayant reçu délégation à cette fin.

ARTICLE 7 - APPORTS DE L'AMENAGEUR A TITRE GRATUIT

Sans objet.

ARTICLE 8 - FIN DE L'OPERATION

Article 8-1 - Procès verbal de fin de chantier

Lorsqu'il cesse d'occuper le terrain constituant l'emprise du diagnostic, l'Inrap dresse un procès verbal de fin de chantier, de façon contradictoire en présence d'un représentant de l'Aménageur, en deux exemplaires originaux dont l'un est remis à l'Aménageur.

Ce procès-verbal a un triple objet :

- il constate la cessation de l'occupation par l'Inrap et fixe en conséquence la date à partir de laquelle l'Inrap ne peut plus être considéré comme responsable de la garde et de la surveillance du terrain constituant l'emprise du diagnostic et à partir de laquelle l'Aménageur recouvre l'usage de ce terrain ;
- il constate également l'accomplissement des obligations prévues par la présente convention et le cas échéant les apports consentis par l'Aménageur ;
- il mentionne, le cas échéant, les réserves formulées par l'Aménageur, sans pour autant que celles-ci fassent obstacles au transfert de garde. Dans ce cas, un nouveau procès-verbal constatera la levée de ces réserves.

A défaut pour l'Aménageur de se faire représenter sur les lieux, l'Inrap peut, en accord avec l'Aménageur, adresser le procès verbal de fin de chantier à ce dernier par lettre recommandée avec accusé de réception à charge pour l'Aménageur de le retourner signé à la direction interrégionale dans les meilleurs délais.

En cas de désaccord entre l'Inrap et l'Aménageur sur ce procès-verbal ou en cas de refus de l'Aménageur de le signer, l'Inrap se réserve la possibilité de faire constater par huissier, à ses frais, l'état du terrain. L'Inrap adressera ce constat d'huissier à l'Aménageur dont les parties conviennent qu'il vaudra procès-verbal de fin de chantier.

Article 8-2 – Contrainte archéologique

Le procès-verbal de fin de chantier ne vaut pas libération du terrain ni autorisation de réalisation des travaux projetés par l'Aménageur.

Il appartient au Préfet de région, qui en informera directement l'Aménageur, de déterminer les suites à donner au présent diagnostic dans les conditions prévues par l'article R. 523-19 du code du patrimoine.

ARTICLE 9 – CONSEQUENCES POUR LES PARTIE DE DEPASSEMENT DES DELAIS FIXES PAR LA CONVENTION – PENALITES DE RETARD

Article 9-1 – Domaine d'application des pénalités de retard

En application de l'article R. 523-31-4 du code du patrimoine, le dispositif de pénalités de retard s'applique :

- en cas de dépassement par l'Aménageur des délais fixés à l'article 2-2 ci-dessus ;
- en cas de dépassement par l'Inrap des délais fixés aux articles 4-2 et 4-3 ci-dessus.

Aucune pénalité de retard ne peut être réclamée pour tout autre retard qui ne serait pas imputable à la partie concernée et notamment en cas de circonstances particulières telles que définies par l'article 4-4 ci-dessus.

Article 9-2 – Montant, calcul et paiement des pénalités de retard

La pénalité due par l'Aménageur sera de 15 € par jour ouvré de retard au-delà de la date de mise à disposition du terrain prévue à l'article 2-2. Le nombre de jours à prendre en compte sera celui découlant de la date effective de mise à disposition du terrain constatée sur le procès verbal correspondant.

Les pénalités seront déclenchées après mise en demeure de l'Inrap.

La pénalité due par l'Inrap sera de 15 € par jour ouvré de retard au-delà des délais prévus aux articles 4-2 et 4-3 (délais de réalisation de l'opération et date de remise du rapport de diagnostic). Le nombre de jours à prendre en compte sera celui découlant de la date effective de fin de l'opération sur le terrain constatée sur le procès verbal de fin de chantier ou de la date de remise du rapport de diagnostic par l'Inrap au Préfet de région.

Les pénalités seront déclenchées après mise en demeure de l'Aménageur.

ARTICLE 10 – COMMUNICATIONS SCIENTIFIQUE - VALORISATION

Aux fins d'exercice de ses missions de service public d'exploitation scientifique des opérations d'archéologie préventive et de diffusion de leurs résultats, de concours à la diffusion culturelle et à la valorisation de l'archéologie, l'Inrap exerce toutes les activités qui se rattachent directement ou indirectement à l'accomplissement de ses missions et exploite les droits directs et dérivés des résultats qui en sont issus. Il est titulaire des droits d'auteur afférents aux œuvres créées dans le cadre de l'exercice de ses missions de service public. Il diffuse les résultats scientifiques de ses opérations selon les modalités qu'il juge appropriées.

Article 10-1 – Réalisation de prises de vue photographique et de tournages

1) Dans le cadre de l'exercice de ses missions de service public, et dans la mesure où lui seul peut autoriser l'entrée sur les chantiers archéologiques placés sous sa responsabilité et dans le cadre de la garde des objets mobiliers provenant de l'opération archéologique qui lui est confiée, l'Inrap peut librement :

- réaliser lui-même, directement ou par l'intermédiaire de prestataires, des prises de vues photographiques et des tournages, quels qu'en soient les procédés et les supports, et exploiter les images ainsi obtenues quelle qu'en soit la destination ;
- autoriser des tiers à réaliser eux-mêmes, directement ou par l'intermédiaire de prestataires, des prises de vues photographiques et des tournages et à exploiter ces images, nonobstant les autres autorisations éventuellement nécessaires – en particulier en ce qui concerne la propriété des objets mobiliers et vestiges immobiliers photographiés ou filmés – dont ces tiers devront faire leur affaire auprès des ayants droit (services de l'Etat, propriétaire du terrain,...).

2) La réalisation de prises de vues photographiques ou de tournages par l'Aménageur sur le présent chantier archéologique, est soumis à l'accord préalable du responsable scientifique de l'opération à l'Inrap pour la définition des meilleures conditions de ces prises de vues ou tournages, eu égard au respect des règles de sécurité inhérentes au chantier et au plan de prévention établi entre l'Inrap et l'équipe de tournage, aux caractéristiques scientifiques et au planning de l'opération. Cette démarche vaut quels que soient les procédés, les supports et la destination des images, et nonobstant les autres autorisations éventuellement nécessaires – en particulier en ce qui concerne le droit à l'image des archéologues présents sur le site, la propriété des objets mobiliers et vestiges immobiliers photographiés ou filmés – dont l'Aménageur devra faire son affaire.

Article 10-2 – Actions de communication locale autour du chantier

Lorsque l'implantation et la nature de l'opération archéologique le justifient, l'Inrap mettra en place un dispositif d'information sur cette opération, son objet et ses modalités, auquel l'Aménageur pourra éventuellement s'associer.

Article 10-3 – Actions de valorisation ou de communication autour de l'opération

L'Inrap et l'Aménageur pourront convenir de coopérer à toute action de communication ou de valorisation de la présente opération et de ses résultats, notamment par convention particulière à laquelle d'autres partenaires pourront être associés. Cette convention définira la nature et les modalités de réalisation de l'action que les parties souhaitent conduire, ainsi que les modalités de son financement.

ARTICLE 11 – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Pour toute contestation pouvant naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, attribution de compétence est donnée au tribunal administratif de Fort de France après épuisement des voies de règlement amiable.

ARTICLE 12 – PIECES CONSTITUTIVES DE LA CONVENTION

La convention comprend le présent document et les annexes suivantes :

- annexe 1 : Projet scientifique d'intervention ;
- annexe 2 : Plan du terrain constituant l'emprise du diagnostic ;
- annexe 3 : Attestation d'accord du propriétaire du (des) terrain(s) (ou acte valant autorisation du propriétaire du terrain).

Fait en deux (02) exemplaires originaux

A Cayenne
Le

A
Le

Pour l'Institut national de recherches
archéologiques préventives,

Pour Collectivité Territoriale de Martinique

Par délégation de signature,
, en sa qualité Directeur
Adjoint Scientifique et Technique DOM

ANNEXE 1
Projet scientifique d'intervention

ANNEXE 2
Plan de l'emprise du diagnostic

Département : Martinique

Commune : SAINTE-MARIE

Lieu-dit : « FOND SAINT-JACQUES »

Références cadastrales : N D878

Surface totale de l'emprise du diagnostic : 1530 m²

ANNEXE 3

**Attestation d'accord du propriétaire du terrain
(ou acte valant autorisation du propriétaire du terrain)**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-225-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 18 JUL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-225-1

PORTANT INDEMNISATION PÉCUNIAIRE DES USAGERS DES ROUTES DÉPARTEMENTALES ET NATIONALES VICTIMES DE DOMMAGES MATÉRIELS ET IMMATÉRIELS DE FAIBLE MONTANT ET REMBOURSEMENT DE LA FRANCHISE AU TITRE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yann MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 29 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 1er juin 2018 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée une indemnisation aux victimes de sinistres sur le réseau routier de la Collectivité, jusqu'à concurrence de huit cent euros toutes taxes comprises (800 € TTC) par sinistre, correspondant à la réparation pécuniaire des dommages matériels et immatériels de faible montant.

ARTICLE 2 : Est également autorisé le remboursement de la franchise supportée par les victimes concernées jusqu'à concurrence de huit cent euros toutes taxes comprises (800 € TTC) par sinistre.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante sera prélevée au Chapitre 930 – Code Opération T02830010 – Code Analytique 4279 – Article 65748 – Chapitre 930 – Fonction 028 du budget 2018 de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-226-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-226-1

PORTANT RÉFORME DES BIENS CORPORELS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-276-1 du 15 septembre 2017 portant création de la Commission de Réforme des biens de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-14 du 28 juillet 2017 désignant les membres de la Commission de Réforme des biens de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
Vu les avis de la Commission de Réforme en date des 22 février et 8 mars 2018 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité, le 29 mai 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Sont approuvées les propositions visant à la réforme des biens appartenant à la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : Les voitures, engins et véhicules industriels listés en annexe 1 seront vendus aux enchères. Dans le cas où cette vente aux enchères aura été infructueuse, il pourra être procédé à la vente de gré à gré des biens concernés ou à l'élimination selon les circuits réglementaires.

ARTICLE 3 : Les matériels obsolètes listés en annexe 2 seront éliminés dans les filières des déchets.

ARTICLE 4 : Les matériels et engins listés en annexe 3 feront l'objet d'une donation ou cession gratuite au titre d'intérêt général.

À défaut de trouver preneur, ces biens pourront être éliminés dans les circuits adéquats.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe 1

REFORME 2017
Liste des véhicules proposés à la vente aux enchères

GENRE (Code national)	IMM	MARQUE	MODELE	DMC	AGE (année)	PUISANCE FISCALE	CARBURANT	KMS	ETAT PARTICULIER	ARGUS	MISE A PRIX	PRIX DE VENTE PROPOSE	OBSERVATIONS PARTICULIERES et SUGGESTIONS	
SITE MICHELIN : 52 VEHICULES														
VP	440	AYJ	CITROËN	C5	16/11/04	14	9 SP	108 099		NON COTE	300,00		Réparations trop onéreuses. Pb électriques + suspensions.	
VP	149	BAR	CITROËN	C5	13/03/07	11	6 GO	118 205		NON COTE	300,00		Véhicule âgé. Pb pompe à essence. Clim défectueuse. Réparations trop onéreuses.	
CTTE	500	AXS	RENAULT	MASTER	01/02/04	14	9 GO	102 883		NON COTE	700,00		Réparations trop onéreuses. BV + Freins +Direction. Approvisionnement pièces difficile.	
VP	921	AYG	PEUGEOT	407	08/04/05	13	10 SP	111 970		NON COTE	300,00		Boîte de vitesses à remplacer.	
VP	916	BAV	CITROËN	C3	16/05/07	11	4 GO	137 610	EPAVE	NON COTE	100,00		Epave.	
CTTE	81	ANT	RENAULT	B80	01/03/95	23	8 GO	67 152		NON COTE	400,00		Pannes récurrentes. Pb direction. Pb électriques. Approvisionnement pièces difficile.	
CTTE	D-2584A	RENAULT	EXPRESS		08/06/98	20	7 GO		EPAVE	NON COTE	50,00		Véhicule âgé ex DDE. Réparations trop onéreuses. Pas de carte grise.	
CTTE	D-2575A	RENAULT	EXPRESS		18/05/98	20	7 GO		EPAVE	NON COTE	50,00		Véhicule âgé ex DDE. Réparations trop onéreuses. Pas de carte grise.	
VP	618	BAQ	CITROËN	C3	05/03/07	11	4 GO	82 500		NON COTE	300,00		Pb électriques + boîtier BSI + suspension + train Av. Réparations trop onéreuses.	
VP	608	BAQ	CITROËN	C3	05/03/07	11	4 GO	112 675		NON COTE	300,00		Véhicule chauffe + direction + suspension. Réparations trop onéreuses.	
VP	891	BAX	CITROËN	C3	11/07/07	11	4 GO	112 689		NON COTE	100,00		Epave. Réparations trop onéreuses.	
VP	365	BAT	CITROËN	C3	24/04/07	11	4 GO	90 317		NON COTE	300,00		Courroie accessoire + tendeur + vilebrequin + capteur + train Av. Réparations trop onéreuses.	
VP	895	BAX	CITROËN	C3	11/07/07	11	4 GO	191 277		NON COTE	300,00		Pb injecteur + suspension. Pb électriques + train Av + train Ar. Réparations trop onéreuses.	
CTTE	476	BAC	FIAT	DUCATO	31/08/06	12	8 GO	168 794		NON COTE	500,00		Pannes récurrentes + BV + freins + Direction. Approvisionnement pièces difficile.	
CTTE	477	BAC	FIAT	DUCATO	31/08/06	12	8 GO	138 455		NON COTE	500,00		Pannes récurrentes + BV + freins + Direction. Approvisionnement pièces difficile.	
VP	BS	330	BD	RENAULT	TWINGO	11/04/06	12	4 SP	139 308		NON COTE	300,00		Pb direction + pb électriques + vitres + pannes récurrentes. Réparations trop onéreuses.
ENGIN	392	AWK	MENGEL	REM Simulateur de choc	26/09/02	16	-	-		NON COTE	500,00		Difficultés de maintenance. La société MENGEL n'existe plus. Pas de carte grise.	
ENGIN	856	AQL	MENGEL	REM Véhicule tonneau	21/02/96	22	-	-		NON COTE	500,00		Difficultés de maintenance. La société MENGEL n'existe plus. Pas de carte grise.	
ENGIN	26	AVG	MENGEL	REM Véhicule tonneau	28/05/01	17	-	-		NON COTE	500,00		Difficultés de maintenance. La société MENGEL n'existe plus. Pas de carte grise.	
VP	991	ATF	RENAULT	KANGOO	04/04/00	18	6 SP	45 925		NON COTE	100,00		Véhicule chauffe + bruit train AV. Réparations trop onéreuses.	
VP	260	AWS	CITROËN	BERLINGO	09/01/03	15	5 GO	116 337		NON COTE	100,00		Pompe à gasoil + train Av.	
CTTE	D-2797A	RENAULT	KANGOO		06/06/01	17	6 SP		EPAVE	NON COTE	50,00		Véhicule âgé ex DDE. Réparations trop onéreuses. Pas de carte grise.	
CTTE	D-2796A	RENAULT	KANGOO		06/06/01	17	6 SP		EPAVE	NON COTE	50,00		Véhicule âgé ex DDE. Réparations trop onéreuses. Pas de carte grise.	
CTTE	D-2798A	RENAULT	KANGOO		06/06/01	17	6 SP		EPAVE	NON COTE	50,00		Véhicule âgé ex DDE. Réparations trop onéreuses. Pas de carte grise.	
CTTE	519	AWD	CITROËN	JUMPER	01/06/02	16	7 GO	52 798		NON COTE	500,00		BV + train Av + Pb moteur.	
CTTE	479	BAC	FIAT	DUCATO	31/08/06	12	8 GO	165 027		NON COTE	500,00		Pannes récurrentes+BV+Freins+Direction. Approvisionnement pièces difficile. Pas de carte grise.	
REM	375	AZL	SOMOFAM	REM/Plateau	16/12/05	13	-	-		NON COTE	300,00		Matériel en mauvais état. Réparations trop onéreuses.	
REM	372	AZL	SOMOFAM	REM/Plateau	16/12/05	13	-	-		NON COTE	300,00		Matériel en mauvais état. Réparations trop onéreuses.	
VASP	423	ART	RENAULT	BIBLIOTBUS	01/09/98	20	8 GO	4 307		NON COTE	1 000,00		Réparations trop onéreuses. Difficulté d'approvisionnement.	
VP	364	BAT	CITROËN	C3	24/04/07	11	4 GO	82 445		NON COTE	300,00		En Panne. Réparations trop onéreuses.	
VP	886	BAX	CITROËN	C3	05/07/07	11	4 GO	129 578		NON COTE	300,00		Réparations trop onéreuses. Pb électriques + train Av.	
VP	283	BAV	CITROËN	C3	07/05/07	11	4 GO	74 907		NON COTE	300,00		Réparations trop onéreuses + berceau à remplacer + train Av.	
VP	810	BAX	CITROËN	C3	04/07/07	11	4 GO	160 303		NON COTE	300,00		Réparations trop onéreuses. Pb électriques + train Av.	
VP	282	BAV	CITROËN	C3	24/10/07	11	4 GO	77 143		NON COTE	300,00		En Panne. Réparations trop onéreuses.	
VP	914	BAV	CITROËN	C3	29/05/07	11	4 GO	84 803		NON COTE	300,00		Pannes récurrentes + moteur chauffe + pb direction + suspension.	
MTL	559	A2M	DAELIM	MOTO	31/01/06	12	1 SP			NON COTE	50,00		Ne démarre pas + pb électriques. Réparations trop onéreuses.	
MTL	691	BAM	DAELIM	MOTO	18/01/07	11	1 SP			NON COTE	50,00		Ne démarre pas + pb électriques. Réparations trop onéreuses.	
MTL	690	BAM	DAELIM	MOTO	18/01/07	11	1 SP			NON COTE	50,00		Ne démarre pas + pb électriques. Réparations trop onéreuses.	
MTL	560	A2M	MBK	MOTO	01/12/05	13	1 SP			NON COTE	50,00		Ne démarre pas + pb électriques. Réparations trop onéreuses.	
CTTE	757	ARN	TOYOTA	HILUX	01/06/98	20	10 GO	241 603		NON COTE	500,00		Boîtier direction + kilométrage élevé + chauffe moteur.	
VP	894	BAX	CITROËN	C3	05/07/07	11	4 GO	152 020		NON COTE	300,00		Ne démarre pas + pb électriques + boîtier BSI. Réparations trop onéreuses.	
VP	890	BAX	CITROËN	C3	11/07/07	11	4 GO	114 238	EPAVE	NON COTE	100,00		Epave.	
VP	762	ATF	PEUGEOT	206	01/03/00	18	5 SP	164 342		NON COTE	150,00		Pannes récurrentes + pompe à essence + clim.	
VP	397	BAC	NISSAN	XTRAIL	05/09/06	12	GO	93 888		NON COTE	400,00		Pb culasse.	
VP	38	AYE	CITROËN	C5	13/08/04	14	9 SP	49 888		NON COTE	300,00		Carter introuvable+ pb boîte de vitesse. Véhicule âgé non coté à l'argus.	
VP	281	BAV	CITROËN	C3	03/05/07	11	4 GO	95 354	EPAVE	NON COTE	100,00		Epave.	
VP	301	BBA	CITROËN	C3	06/08/07	11	4 GO	88 924		NON COTE	300,00		Réparations trop onéreuses. Berceau à remplacer + train Av.	

GENRE (Code national)	IMM	MARQUE	MODELE	DMC	AGE (année)	PUISSANCE FISCALE	CARBURANT	KMS	ETAT PARTICULIER	ARGUS	MISE A PRIX	PRIX DE VENTE PROPOSE	OBSERVATIONS PARTICULIERES et SUGGESTIONS
VP	904	AWG	CITROËN	SAXO	22/08/02	16	4	GO	67 505		NON COTE	100,00	Pb électriques récurrents + direction défectueuse + chauffe moteur. Pas de carte grise.
VP	154	AWR	CITROËN	SAXO	20/12/02	16	4	GO	60 633		NON COTE	300,00	Véhicule âgé. Pb pompe à essence. Clim défectueuse. Réparations trop onéreuses.
VP	282	AWQ	CITROËN	BERLINGO	11/12/02	16	5	GO	80 167		NON COTE	100,00	Train Av + chauffe moteur.
VP	704	ASJ	CITROËN	BERLINGO	01/05/99	19	7	SP	262 039		NON COTE	100,00	Fuite ligne échappement + pompe à gasoil + train Av + pannes récurrentes.
VP	607	BAQ	CITROËN	C3	05/03/07	11	1	GO	133 913		NON COTE	150,00	Véhicule accidenté. Pannes récurrentes+BV+Freins+Direction. Réparations trop onéreuses.
SITE LEZARDE : 8 VEHICULES													
VU	576	AVK	RENAULT	KANGOO	31/07/01	17	7	SP				200,00	Moteur usé. Ne démarre pas.
VL	605	AVD	RENAULT	CLIO	28/03/01	17	5	SP				200,00	Moteur HS.
VL	BN	201	EM	RENAULT	CLIO	29/10/01	17	4	SP			200,00	Capteur point mort + boîtier d'eau + démarreur.
VL	CB	82	LG	RENAULT	CLIO	29/10/01	17	4	SP			200,00	Absence de pièces électriques.
VL	BN	106	EN	CITROËN	C3	09/09/03	15	5	SP			200,00	Embrayage HS + suspension mauvais état.
ENGIN	19		FAI KOMATSU	TRACTOPELLE	20/01/97	21	98	GO				1 000,00	Mauvais état flexibles + étanchéité cabine + toit cassé.
CAMION	CB	694	LF	RENAULT	METEOR	28/12/99	18	17	GO			2 000,00	La partie peinture ne fonctionne pas.
ENGIN	BL	84	NJ	RENAULT	EPAREUSE	04/12/02	16	16	GO			1 000,00	Toit cassé +manque verrins bras épareuse + manque arbre prise de force.

Annexe 1 bis

REFORME 2017

Liste des véhicules proposés à la réforme mais pouvant être encore utilisés par les services

POUR INFORMATION

GENRE (Code national)	IMM	MARQUE	MODELE	DMC	AGE (année)	PUISSANCE FISCALE	CARBURANT	KMS	ETAT PARTICULIER	ARGUS	MISE A PRIX	PRIX DE VENTE PROPOSE	OBSERVATIONS PARTICULIERES et SUGGESTIONS
SITE MICHELIN													
VP	BS	354	BD	RENAULT	TWINGO	02/02/06	12	4	SP	114 998	NON COTE		Réforme sortie différée. A garder temporairement.
VP	168	BBQ		CITROËN	C3	10/03/08	10	4	GO	143 959	NON COTE		Train Av. Réparations onéreuses. Réforme sortie différée. A garder temporairement.
CTTE	922	AWC		TOYOTA	HILUX	29/05/02	16	10	GO	95 375	NON COTE		Réforme sortie différée. A garder temporairement.
CTTE	756	ARN		TOYOTA	HILUX	01/06/98	20	10	GO	318 817	NON COTE		Réforme sortie différée. A garder temporairement.
VP	610	BAQ		CITROËN	C3	05/03/07	11	4	GO	129 433	NON COTE		Réforme sortie différée. A garder temporairement.

Annexe 2

REFORME 2017

LISTE DES MATERIELS INFORMATIQUES, MOBILIERS, VEHICULES ET AUTRES PROPOSES A L'ELIMINATION

Désignation	Localisation	N° de série	N° Inventaire	Modèle	Quantité	Etat de marche	Observations et avis de la Commission
MATERIELS INFORMATIQUES							
UNITES CENTRALES							
ACER VERITON XPRO	Hôtel CTM - Niveau -1 (escalier LC)	PS3GXE6F0854600F25EL00		3700 GX		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S7844Q2GS5CYPWW		A70		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S7844Q2GS5DBWYX		A70		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S77057KGR825PG2		7705		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S770579GLMHBPDK		7705		HS	
LENOVO THINKCENTRE VISTA		1S770579GLMHBPA		7705		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		11S45K6236ZVJ5GD03N3G5		7705		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S3493BAGPB6186R		EDGE 72		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S3493HFGPB6AHW6		EDGE 72		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S0828W17R89TTGW		M70E		HS	
LENOVO THINKCENTRE VISTA		11S45K6236ZVJ59R99C1YN		7705		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S7844Q2GS5CYPH		A70		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S0828W17S4CCH09		M70E		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S7844Q2GS5CYXAM		A70		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S7844Q2GS5DBWHE		A70		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S0828W17R89TTRB		M70E		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		11S45K6467ZVJ5WP12H1MY		A70		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S7844Q2GS5DBWZD		A70		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S0828W17R89TTPZ		M70E		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S7844Q2GS5CYPWZ		A70		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S0828W17S4CBT48		M70E		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S7844Q2GS5DBWHH		A70		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S0828W17R89TTHY		M70E		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S7844Q2GS5CYPZY		A70		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S7844Q2GS5DBWGF		A70		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S7844Q2GS5DBWZA		A70		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S7844Q2GS5DBWGT		A70		HS	
LENOVO THINKCENTRE XP PRO		1S963675GLMCVKX3		9636		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S1578D7GR8RA3R1		EDGE71		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S3493BAGPB6195V		EDGE72		HS	

Désignation	Localisation	N° de série	N° Inventaire	Modèle	Quantité	Etat de marche	Observations et avis de la Commission
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO	Hôtel CTM - Niveau -1 (escalier LC)	1S3493BAGPB6023V		EDGE72		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S3493KQGPBR2E3R		EDGE72		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S7844Q2GS5CYXHP		A70		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S7844Q2GS5CYWWB		A70		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S7844Q2GS5CYPGY		A70		HS	
LENOVO THINKCENTRE XP PRO		1S963675GLMCVKX3		9636		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S1578D7GR8RA3R1		EDGE71		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S3493BAGPB6195V		EDGE72		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S3493BAGPB6023V		EDGE72		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S3493KQGPBR2E3R		EDGE72		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S7844Q2GS5CYXHP		A70		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S7844Q2GS5CYWWB		A70		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S7844Q2GS5CYPGY		A70		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S77057KGR831DP9		7705		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S770579GLMHBTBL		7705		HS	
LENOVO THINKCENTRE XP PRO		1S770579GLMHBPGL		7705		HS	
LENOVO THINKCENTRE XP PRO		1S770579GLMHBP HN		7705		HS	
LENOVO THINKCENTRE XP PRO		1S770579GLMHBTNZ		7705		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S0828W17S4CBV63		M70E		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S0828W17S4CBG85		M70E		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S0828W17S4CBK13		M70E		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S0828W17S4CDR61		M70E		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S0828W17R89TTHK		M70E		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S0828W17S4CBP84		M70E		HS	
LENOVO THINKCENTRE 7 PRO		1S0828W17S4CCG00		M70E		HS	
UC HP	CIT	CZC6451M04				HS	
UC HP	CIT	CZC126023P				HS	
LENOVO MT-M7705	PLATEAU ROY	1S77057KGR831CF9				HS	
LENOVO MT-M7705	PLATEAU ROY	1S77057KGR831CH5				HS	
LENOVO MT-M7705	PLATEAU ROY	1S770579GLMHBPXT				HS	
LENOVO MT-M7705	PLATEAU ROY	1S770579GLMHBTXK				HS	
LENOVO MT-M7705	PLATEAU ROY	1S770579GLMHBP2C				HS	
LENOVO MT-M7705	PLATEAU ROY	1S77057KGR831DK0				HS	
LENOVO MT-M7705	PLATEAU ROY	1S77057KGR831CH6				HS	
LENOVO MT-M7705	PLATEAU ROY	1S77057KGR812YH0				HS	
LENOVO MT-M7705	PLATEAU ROY	1S77057KGR831CH8				HS	
LENOVO MT-M7705	PLATEAU ROY	1S770579GLMHBPVY				HS	
LENOVO MT-M7705	PLATEAU ROY	1S770579GLMHBRVF				HS	

Désignation	Localisation	N° de série	N° Inventaire	Modèle	Quantité	Etat de marche	Observations et avis de la Commission
LENOVO MT-M7705	PLATEAU ROY	1S77057KGR825NP5				HS	
LENOVO MT-M7705	PLATEAU ROY	1S77057KGR812YE6				HS	
LENOVO MT-M7705	PLATEAU ROY	1S770579GLMHBPYG				HS	
LENOVO THINKCENTRE EDGE 72	CIT	1S3493BAGPBXLHFK				HS	
LENOVO THINCENTRE M83	CIT	S10AHA0X3FRS4M34012				HS	
LENOVO THINKCENTRE A70	CIT	1S0889H3G55DRRXK				HS	
GATEWAY DS10G	CIT	SG87E3029116007061800				HS	
NEC 28U001	CIT	FXDB082602918				HS	
NEC 28U001	CIT	FXDB082703639				HS	
NEC 28U001	CIT	FXDB082603167				HS	
NEC 28U001	CIT	FXDB082602954				HS	
NEC 28U001	CIT	FXDB082603219				HS	
NEC 28U001	CIT	FXDB082602805				HS	
NEC 28U001	CIT	FXDB082603227				HS	
NEC 28U001	CIT	FXDB082703624				HS	
NEC 28U001	CIT	FXDB082602979				HS	
ACER VERITON	CIT	TVJYEF015406011211800				HS	
ACER VERITON	CIT	TVJYEF01540501D221800				HS	
ACER VERITON	CIT	TVJYEF015406011081800				HS	
ACER VERITON	CIT	TVJYEF01540600FD61800				HS	
ACER VERITON	CIT	TVJYEF01540600FDC1800				HS	
ACER VERITON	CIT	TVJYEF01540501D1A1800				HS	
ACER VERITON	CIT	TVGLEF002332037309600				HS	
ACER VERITON	CIT	TVJYEF01540501D441800				HS	
ACER VERITON	CIT	TVJYEF01540501D281800				HS	
ACER VERITON 3900 PRO	CIT	PS3PR01717053522701				HS	
ACER VERITON 5800	CIT	PSS80E6F0264806DC2EL00				HS	
ACER VERITON 5801	CIT	PSS80E6F0264806D86EL00				HS	
LENOVO THINKCENTRE	CIT	1S10AW008MFRPB032YBA				HS	
LENOVO THINKCENTRE	CIT	1S3493BAGPBXLHLL				HS	
LENOVO THINKCENTRE EDGE	CIT	1S3493BAGPB6017E				HS	
LENOVO THINKCENTRE EDGE	CIT	1S1578M7GR8FXC6R				HS	
ACER VERITON GATEWAY US BRAND	CIT	PSG87E80061020000F1800				HS	
ACER VERITON GATEWAY US BRAND	CIT	PSG87E8029116006D01800				HS	
ACER VERITON GATEWAY US BRAND	CIT	PSG87E3029116006D11800				HS	
ACER VERITON GATEWAY US BRAND	CIT	PSG87E3006042000641800				HS	
NEC	CIT	110 373 460 001				HS	
NEC	CIT	21 006 810 009				HS	

Désignation	Localisation	N° de série	N° Inventaire	Modèle	Quantité	Etat de marche	Observations et avis de la Commission
NEC	CIT	110 374 290 003				HS	
NEC	CIT	110 373 720 006				HS	
NEC	CIT	211 006 660 000				HS	
NEC	CIT	211 007 000 003				HS	
NEC	CIT	110 373 370 003				HS	
NEC	CIT	110 373 440 003				HS	
NEC	CIT	211 008 060 006				HS	
NEC	CIT	211 008 170 002				HS	
NEC	CIT	211 006 890 001				HS	
NEC	CIT	211 007 030 000				HS	
NEC	CIT	211 008 020 000				HS	
NEC	CIT	211 006 740 009				HS	
NEC	CIT	110 373 390 001				HS	
NEC	CIT	110 373 640 007				HS	
NEC	CIT	110 373 780 000				HS	
NEC POWER MAT	CIT	108 252 840 006				HS	
HP ELITE	CIT	CZC035010P				HS	
UC	Concorde (Salle 221)				1	HS	
ECRANS							
FUJITSU SIEMENS SCENICVIEW	Hôtel CTM - Niveau -1 (escalier LC)	YEHF059539		P20-2		HS	
FUJITSU SIEMENS SCENICVIEW		YEEP536007		A17-1		HS	
SAMSUNG SYNCMASTER		RB173KFTB14304		171MP		HS	
DAEWOO SENSY		19BALW08S06257		LCD19BALW		HS	
ACER		4712196668075		V226HQL		HS	
IYYAMAPROLITE E2273HDS		1110824902265		PL2273HD		HS	
IYYAMA PROLITE E2208HDS		1102820110166		PL2201		HS	
HP		CNC213PCRL		HP2011X		HS	
DAEWOO SENSY		07 03 000269		LCD19SYM		HS	
DAEWOO SENSY		07 03 000274		LCD19SYM		HS	
HP 650 INTELSIDE 13 15"6	CIT	5CG51812Q6				HS	
ACER P226HQV	CIT	ETLQ20W00214605D384320				HS	
Ecran plat HP	Concorde (Salle GTC)				1	HS	
Ecran plat Acer					1	HS	
Ecran plat HKC YUKARU	Concorde (Local Onduleur)				1	HS	
Ecran LCD ACER format 16/9 17 pouces					1	HS	

Désignation	Localisation	N° de série	N° Inventaire	Modèle	Quantité	Etat de marche	Observations et avis de la Commission
CLAVIERS							
Clavier	Concorde Salle 221				1	HS	
Clavier HP		J8267F2335				HS	
Clavier IBM		03848917				HS	
Clavier IBM		03849190				HS	
Clavier IBM		03847482				HS	
Clavier NEC		G076L17340203				HS	
Clavier NEC		G075668840201				HS	
Clavier ACER		DKUSB1062406046B1K701				HS	
Clavier NEC		867936-0101		Y-SU61		HS	
Clavier NEC		867936-0101				HS	
Clavier NEC		G0758130 3Q20				HS	
ACER				C0608027254	1	HS	
IBM					2	HS	
ACER					3	HS	
NEC					1	HS	
ACER					2	HS	
IBM					2	HS	
NEC					1	HS	
IMPRIMANTES							
Imprimante	BEMS - Scherchel II					HS	
HP LASERJET PRO 400	CIT	CNFF221703				HS	
LASERJET PRO 400	CIT	CNFF221700				HS	
LASERJET PRO 400	CIT	CNCF201204				HS	
LASERJET PRO 400	CIT	CNFFB04896				HS	
HP LASERJET 1320	CIT	CNMJS50951				HS	
HP LASERJET P2055DN	CIT	CNCKC07307				HS	
EPSON WORKFORCE 3530	CIT	QZ7Y002765				HS	
EPSON WORKFORCE 3530	CIT	QZ7Y002739				HS	
OKI C531 dn (THIBAUT Elsa)	CIT	AK4B003177				HS	
OKI C531 dn	CIT	AK4B003174				HS	
OKI C531 dn	CIT	AK4B002022				HS	
LEXMARK	CIT	7527329469D2K				HS	
LASERJET PRO 400	CIT	CNFF233190				HS	
LASERJET PRO 400	CIT	CNFF221684				HS	
HP LASERJET PRO CP2025	CIT	CNCS128334				HS	
HP LASERJET PRO CP2025	CIT	CNCS228649				HS	

Désignation	Localisation	N° de série	N° Inventaire	Modèle	Quantité	Etat de marche	Observations et avis de la Commission
HP OFFICEJET 6000	CIT	CN12J1FOVK				HS	
HP BUSINESS INJET 1000	CIT	CN6863Z085				HS	
HP OFFICEJET 7110	CIT	CN2CT1TGNW				HS	
HP DESKJET 5940	CIT	CN57S1W0TJ				HS	
HP DESKJET D4260	CIT	TH81M520XY04XV				HS	
HP DESKJET D4261	CIT	TH77E540R804XV				HS	
HP OFFICEJET 6100	CIT	CN26K2B1V1				HS	
HP OFFICEJET 6700 PREMIUM	CIT	CN354B5JDM05RQ				HS	
HP OFFICEJET 6700 PREMIUM	CIT	CN3C6DRKBF05RQ				HS	
IMPRIMANTES	Concorde Salle 221				3	HS	
Imprimante HP		CNHW6BKXJV				HS	
Imprimante HP		CN54PJ50VG				HS	
Imprimante HP		CN56EJ50R2				HS	
Imprimante HP		CNM1G65314				HS	
Imprimante HP		CNHW6BKX5R		B015B-0406-00		HS	
Imprimante HP Laser Jet 1160		RC/CNM1G65320			1	HS	
Imprimante HP Business Inkjet 2300					1	HS	
SCANNERS							
SCANNER HP		CN9ANC605W					
HP SCANDJET 5590	CIT	L1911B				HS	
HP SCANDJET 5590	CIT	L1911B				HS	
EPSON GT-S85	CIT	PPG2021878				HS	
SCANNER HP SCANJET 5300C	CIT	C7690B				HS	
FAX							
BROTHER 2820	CIT	E63381E0N447402				HS	
SOURIS							
Souris						HS	
Souris NEC						HS	
Souris HP		FCMHH0CAU7DICC				HS	
Souris ACER		DC1121100734902ABCK701				HS	
Souris NEC		8004060100				HS	
Souris ACER					1	HS	
Souris ACER					3	HS	

Désignation	Localisation	N° de série	N° Inventaire	Modèle	Quantité	Etat de marche	Observations et avis de la Commission
AUTRES							
ORDINATEURS	Concorde (Salle 221)				5	HS	
PAIRE DE HAUT-PARLEUR	Concorde (Salle GTC)				1	HS	
VEHICULES							
PEUGEOT 207 4CV GO	MICHELIN	974 BAR 972		207		EPAVE	ELIMINATION
PEUGEOT 207 4CV GO	MICHELIN	890 BBS 972		207		EPAVE	DESTRUCTION
MOTOCYCLETTE DAELIM 1CV SP	MICHELIN	893 BBV 972				EPAVE	DESTRUCTION
CITROEN C3 4 CV GO	MICHELIN	893 BAX 972		C3		EPAVE	DESTRUCTION
RENAULT KANGOO 5CV GO	MICHELIN	419 BAC 972		KANGOO		EPAVE	DESTRUCTION
MATERIELS SPECIALISES							
Coffrets Limnimètre AUTEG avec grilles de fixation	MICHELIN				14	HS	
Coffrets Accéléromètres smatch + 2 capteurs					9	HS	
Stations Accéléromètre geosig + 4 capteurs					4	HS	
Compteurs sofréla ancienne génération					4	HS	
Agro Météorologique Complet					4	HS	
Répartiteurs Météorologique Agro					2	HS	
Unités Centrale Météorologique Agro					2	HS	
Modem Agro Météorologique					2	HS	
Centrale Compteur CS4					1	HS	
Cônes Météorologique Sous pied					5	HS	
Centrales AUTEG					8	HS	
Xaria Clim Météorologique					8	HS	
Panneaux Solaire					5	HS	
Station Auria (Coffret)					3	HS	
Cônes pluvio ancienne génération					2	HS	
Cartes électronique PAU (GSM)					3	HS	
Matériels de jaugage (Saumon)					1	HS	
Mini Pompe analyseur d'air					1	HS	
Sécurir					1	HS	
Centrale Météorologique Alizia vent / direction Dégréane					5	HS	
Bras Dégreane direction/vent					3	HS	
Bras température					4	HS	
Lecteur de disque Laser vidéo route					1		

Désignation	Localisation	N° de série	N° Inventaire	Modèle	Quantité	Etat de marche	Observations et avis de la Commission
MATERIELS DIVERS							
Agrafeuse SKREBBA			CG 00173		1		
Agrafeuse SKREBBA			CG972 006041		1		
Agrafeuse SKREBBA							
Calculatrice PRECISA			1376324		1		
Calculatrice CASIO			6449763		1		
Repose-pieds			CG972004589		1		
Ventilateur					1		
Chariot Ménage					1		
Broyeur			CG972 004615	INTIMUS	1	HS	
Caisson 3 tiroirs			CG972 005801		1		
Bureau	Delgrès - DGP		CG 004783		1		
Fauteuil bureau	Delgrès (Salle 335)		CG972 006054		1	dégradé	
Fauteuil	BEMS - Scherchel II				1	dégradé	
Lampe de bureau	DGAMG" - Salle 302		CG 003388		1		
Téléphone	Concorde (Salle 221)				1	HS	
Bureaux démontés	Concorde (Salle 221)				3	HS	
PDA Psion TEKLOGIK avec support chargeur	Immeuble Concorde				3	HS	
Appareil photo Power SHOT A30 1,2MG Pixel	(Salle GTC)				1	HS	

Annexe 3

REFORME 2017
LISTE DES MATERIELS INFORMATIQUES, MOBILIERS ET DIVERS POUVANT FAIRE L'OBJET DE DONS

Désignation	Localisation	N° de série / Immatriculation	N° Inventaire	Modèle	Quantité	Etat de marche	Observations et avis de la Commission
MATERIELS INFORMATIQUES							
UNITES CENTRALES							
LENOVO MT-M028CTO	CIT	1S0828W17R89TRXB				Correct	A DONNER
LENOVO MT-M028CTO	CIT	1S0828W17R89TTPY				Correct	
LENOVO MT-M028W17	CIT	1S0828W17S4CCH18				Correct	
LENOVO MT-M028W17	CIT	1S0828W17S4CBR80				Correct	
LENOVO MT-M028W17	CIT	1S0828W17S4CBR87				Correct	
LENOVO MT-M0828 CTO	CIT	1S0828W17R89TTRC				Correct	
LENOVO MT-M0828 CTO	CIT	1S0828W17R89TTRA				Correct	
LENOVO MT-M0828 W17	CIT	1S0828W17S4CBV24				Correct	
LENOVO MT-M10AW-008MFR	CIT	S10AW008MFRPC00SDPZ				Correct	
LENOVO MT-M10AW-008MFR	CIT	S10AW008MFRPC00SDKN				Correct	
LENOVO MT-M10AW-008MFR	CIT	1S10AW008MFRPC019UUZ				Correct	
LENOVO MT-M1578 D7G	CIT	1S1578D7GR8XH8RV				Correct	
LENOVO MT-M1578 D7G	CIT	1S1578D7GR8RA3H2				Correct	
LENOVO MT-M1578 D7G	CIT	1S1578D7GR8RA3K2				Correct	
LENOVO MT-M3493 AVG	CIT	1S3493AVGPB5HF45				Correct	
LENOVO MT-M3493 BAG	CIT	1S3493BAGPB6184V				Correct	
LENOVO MT-M7844	CIT	1S7844Q2GS5CYXAF				Correct	
LENOVO MT-M7844	CIT	1S7844Q2GS5DBWDV				Correct	
LENOVO MT-M7844	CIT	1S7844Q2GS5DBWHL				Correct	
LENOVO MT-M7844	CIT	1S7844Q2GS5CYWTM				Correct	
LENOVO MT-M7844	CIT	1S7844Q2GS5DBWYP				Correct	
LENOVO MT-M7844	CIT	1S7844Q2GS5CYWKM				Correct	
LENOVO MT-M7844	CIT	1S7844Q2GS5DBWZM				Correct	
LENOVO MT-M7844	CIT	1S7844Q2GS5DBWDL				Correct	
LENOVO MT-M7844	CIT	1S7844Q2GS5DBWVY				Correct	
LENOVO MT-M7844	CIT	1S7844Q2GS5CYWYB				Correct	
LENOVO MT-M7844	CIT	1S7844Q2GS5DBWKN				Correct	
LENOVO MT-M7844	CIT	1S7844Q2GS5DBWZG				Correct	
LENOVO MT-M7844	CIT	1S7844Q2GS5DBWZP				Correct	
LENOVO MT-M7844	CIT	1S7844Q2GS5CYWYK				Correct	
LENOVO MT-M7844	CIT	1S7844Q2GS5DBWGR				Correct	

Désignation	Localisation	N° de série / Immatriculation	N° Inventaire	Modèle	Quantité	Etat de marche	Observations et avis de la Commission
LENOVO MT-M7844	CIT	1S7844Q2GS5DBWHA				Correct	A DONNER
LENOVO MT-M7844	CIT	1S7844Q2GS5CYWTA				Correct	
LENOVO MT-M7844	CIT	1S7844Q2GS5CYXHX				Correct	
LENOVO THINKCENTRE EDGE 72	CIT	1S3493BAGPB6023M				Correct	
LENOVO THINKCENTRE EDGE 72	CIT	1S3493BAGPBXLHFP				Correct	
LENOVO THINKCENTRE EDGE 72	CIT	1S3493BAGPBXLHLZ				Correct	
ACER VERITON X2630G	CIT	TVJYEF01540501D251800				Correct	
ACER VERITON X2630G	CIT	TVJYEF015406010701800				Correct	
ACER VERITON	CIT	TVJYEF015406011361800				Correct	
LENOVO THINKCENTRE EDGE 72	CIT	PBXLHGC				Correct	
LENOVO THINKCENTRE EDGE 74	CIT	PB6193X				Correct	
LENOVO THINKCENTRE EDGE 76	CIT	PBXLHHC				Correct	
GATEWAY DS10G	CIT	5G87E3006042000571800				Correct	
GATEWAY DS10G	CIT	5G87E3029116006F21800				Correct	
NEC DAK28U	CIT	211008470003				Correct	
LENOVO EDGE72	CIT	1S1578D7GR8XH8TG				Correct	
ECRANS							A DONNER
HP L1908W	CIT	NC838YDVB				Correct	
ACER 19	CIT	TLAT0C138815026704005				Correct	
ACER 19	CIT	TLAT0C13881504E534005				Correct	
ACER 19	CIT	ETLP0C1860431F32A40G0				Correct	
ACER 19	CIT	TLC10803685000C234211				Correct	
ACER 19	CIT	TLJE0W181107082674309				Correct	
ACER 19	CIT	TLKR0D019238122EF8506				Correct	
ACER 19	CIT	TLKR0D0192381229B8506				Correct	
ACER 19	CIT	TLNS08004235093E44242				Correct	
ACER 19	CIT	TLKR0D019238039FD8506				Correct	
ACER 19	CIT	TLKR0D019238039FB8506				Correct	
ACER 19	CIT	TLKR0D01923803A598506				Correct	
ACER 19	CIT	TLKR0D019238122BF8506				Correct	
ACER 19	CIT	TLKR0D01923803A098506				Correct	
ACER 19	CIT	TLKR0D019238122D28506				Correct	
ACER 19	CIT	TLPB0C1860431F6C240G0				Correct	
ACER 19	CIT	TLJE0W18104902F104306				Correct	
ACER 19	CIT	TLKR0D019238122CC8506				Correct	
ACER 19	CIT	TLHV0D15705202C7A8508				Correct	
ACER 19	CIT	TLJE0W1811070828C4309				Correct	
ACER 19	CIT	TLKR0D019238122DC8506				Correct	

Désignation	Localisation	N° de série / Immatriculation	N° Inventaire	Modèle	Quantité	Etat de marche	Observations et avis de la Commission
ACER 19	CIT	TLJE0W181109099FB4309				Correct	A DONNER
ACER 19	CIT	TLJE0W18104902F254306				Correct	
ACER 19	CIT	TLBP0C1860431FB5340G0				Correct	
ACER 19	CIT	TLC10803685000C1C4211				Correct	
ACER 19	CIT	TLKR0D01923803A3E8506				Correct	
ACER 19	CIT	TLKR0D01923803A308506				Correct	
ACER 19	CIT	TLJE0W18110909ABC4309				Correct	
ACER 19	CIT	TLBP0C04290203B994042				Correct	
ACER 19	CIT	TLBP0C1860431F23840G0				Correct	
ACER 19	CIT	TLBP0C042902038F44042				Correct	
ACER 19	CIT	TLKR0D01923803A238506				Correct	
ACER 19	CIT	TLJE0W1380110A00B4303				Correct	
ACER 19	CIT	TLJE0W18104902F474306				Correct	
ACER 19	CIT	TLBPC1860431F24A40GO				Correct	
ACER 19	CIT	TLJE0W18104902F114306				Correct	
ACER 19	CIT	TLJE0W18110909A054309				Correct	
ACER 19	CIT	TLC10803685000C404211				Correct	
ACER 19	CIT	86LMTF015443				Correct	
ACER 19	CIT	TLAT0C13881504E3F4005				Correct	
ACER 19	CIT	TLAT0C13881504E504005				Correct	
ACER 19	CIT	TLBP0C4290203B914042				Correct	
ACER 20	CIT	MLY6EE00534614CCC8501				Correct	
ACER 20	CIT	MLY6EE005339091F68501				Correct	
ACER 20	CIT	MLY6EE00534611E6F8501				Correct	
ACER 20	CIT	MLY6EE00534611D9E8501				Correct	
ACER 20	CIT	MLY6EE0053251363E8501				Correct	
ACER 20	CIT	MLY6EE00533815F8F8501				Correct	
ACER 20	CIT	MLY6EE00534611D8B8501				Correct	
ACER 20	CIT	MLY6EE00534614CCB8501				Correct	
ACER 20	CIT	MLY6EE00533815F8C8501				Correct	
ACER 20	CIT	MLY6EE00534611DA28501				Correct	
ACER 20	CIT	MLY6EE005325134BD8501				Correct	
ACER 20	CIT	MLY6EE00534611DA68501				Correct	
ACER 20	CIT	MLV3EE0092280542E4206				Correct	
ACER 20	CIT	MLV3EE009231125B54206				Correct	
ACER 20	CIT	MLV3EE009228053E94206				Correct	
SAMSUNG	CIT	SB0H9LBB00913D				Correct	
SAMSUNG	CIT	SB0H9LBB00026M				Correct	
SAMSUNG	CIT	SB0H9LBB01410W				Correct	

Désignation	Localisation	N° de série / Immatriculation	N° Inventaire	Modèle	Quantité	Etat de marche	Observations et avis de la Commission
SAMSUNG	CIT	SB0H9LBB00919H				Correct	A DONNER
HP LE2001W	CIT	NT942LB55				Correct	
HP ELITE DISPLAY E201	CIT	CM3271WQW				Correct	
HP L1906	CIT	ND6370X26				Correct	
HP 1955	CIT	NK520008W				Correct	
LENOVO THINKVISION	CIT	V3F4550				Correct	
LENOVO THINKVISION	CIT	V3F4552				Correct	
LENOVO THINKVISION	CIT	V3F8330				Correct	
NEC LC17M	CIT	11167219318/8				Correct	
NEC LX17M	CIT	10055849326/9				Correct	
ACER 22	CIT	MLV3EE009231125374206				Correct	
ACER 22	CIT	MLV3EE009228054444206				Correct	
ACER 22	CIT	MLV3EE009231125384206				Correct	
ACER 22	CIT	MLV3EE009228053804206				Correct	
ACER 22	CIT	MLV3EE009231125454206				Correct	
ACER 22	CIT	MLV3EE009228054214206				Correct	
ACER 22	CIT	TLC308158044001504248				Correct	
ACER 22	CIT	MLV3EE009231125F24206				Correct	
IIYAMA PROLITE E2475HDS	CIT	1100M1B02793				Correct	
ACER 20"	CIT	MLY6EE005337030498501				Correct	
ACER 20"	CIT	MLY6EE00533815FA08501				Correct	
ACER 20"	CIT	MLY6EE005337004DC8501				Correct	
ACER 20"	CIT	MLY6EE005337032858501				Correct	
ACER 20"	CIT	MLV3EE009228054174206				Correct	
ACER 19"	CIT	ETLKR0D019238039E88506				Correct	
ACER 19"	CIT	TLKR0D019238039FC8506				Correct	
ACER 19"	CIT	ETLBPOC1860431F22140G0				Correct	
LENOVO TGHINKVISION	CIT	V3F8295				Correct	
ECRAN 22" PROLITE E2207WSV LLYAMA	CIT	059838500112/4				Correct	
ECRAN ACER V206HQL	CIT	MLY6EE00534611E5C8501				Correct	
ECRAN ACER V206HQL	CIT	MLY6EE00533815CC78501				Correct	
ECRAN ACER V206HQL	CIT	MLY6EE00534614CFF8501				Correct	
ECRAN ACER V193HQP	CIT	TLKR0D01923803A3A8506				Correct	
ECRAN ACER V193HQP	CIT	TLKR0D019238122A58506				Correct	
ECRAN ACER V193W	CIT	ETLJE0W181107082764309				Correct	
ECRAN ACER V193W	CIT	ETLBPOC1860431F35540G0				Correct	
ECRAN ACER V193W	CIT	ETLBPOC1860431F37E40G0				Correct	
ACER V205HL LED TECHNOLOGY	CIT	MLV3EE009228053884206				Correct	
ACER AL1716A	CIT	ETL460C1186310609F4014				Correct	

Désignation	Localisation	N° de série / Immatriculation	N° Inventaire	Modèle	Quantité	Etat de marche	Observations et avis de la Commission
ACER V206H QL	CIT	MLY6EE00534611DB08501				Correct	A DONNER
ASUS VW193D-B SPLENDID	CIT	86LMTF015426				Correct	
LENOVO THINKVISION	CIT	V3F8295				Correct	
ECRAN ACER V193W	CIT	ETL8P0C1860431F32C40G0				Correct	
ACER V206HQL	CIT	MMLY6EE005337030538501				Correct	
ACER V193HQV	CIT	ETLKR0D01923803A48506				Correct	
LG22"	CIT	411NDJX3U836					
Ecran ACER	Delgrès Salle 336			V206HQL	1	Correct	
Ecran Cathodique NEC	Concorde (Salle GTC)				2	Correct	
Ecran Cathodique HP					1	Correct	
Ecran Cathodique IBM					2	Correct	
Ecrans Cathodique Toshiba	Concorde (Salle 210)				2	Correct	A DONNER
Ecran plat ACER LCD format 4/3 15 pouces	Concorde (Salle GTC)				1	Correct	
CLAVIERS							
Clavier ACER	Delgrès - Salle 305	KBKUS03193615006880B00				Correct	
Clavier NEC		867936-0101				Correct	
Clavier IBM	Immeuble Concorde (Salle GTC)				1	Correct	
Clavier ACER					1	Correct	
Clavier ordinateur FUJISU					1	Correct	
PORTABLES							
PC DELL 3.2	Concorde (Salle GTC)				1	Correct	A DONNER
PC tour + Ecran AVC + Clavier	Concorde (Local Onduleur)				1	Correct	
SOURIS							
Souris	Delgrès - Salle 305				1	Correct	A DONNER
MINITELS							
Minitel	Concorde (Salle GTC)				1	Correct	A DONNER
AUTRES							
Modem dial RTC avec câbles accessoires	Concorde (Salle GTC)				3	Correct	A DONNER
Filtre a Ecran	Concorde (Salle GTC)				1	Correct	

Désignation	Localisation	N° de série / Immatriculation	N° Inventaire	Modèle	Quantité	Etat de marche	Observations et avis de la Commission
VEHICULES							
ENGIN BARRAGE ANTI POLLUTION	MICHELIN					Bouées récu- pérables	CESSION GRATUITE
EPAREUSE RENAULT 18 CV GO	MICHELIN	183 AQG 972				Mauvais	CESSION GRATUITE
EPAREUSE RENAULT 18 CV GO	MICHELIN	778 AYA 972				Mauvais	CESSION GRATUITE
MATERIELS DIVERS							
Bureau en bois	Delgrès Palier Bât. F		CG972 004835		1	Correct	A DONNER
Fauteuil bureau	Delgrès (Salle 335)		CG972 004853		1	Correct	A DONNER



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-227-1-DE
Date de télétransmission : 29/06/2018
Date de réception préfecture : 29/06/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JUIN 2018

DÉLIBÉRATION N°18-227-1

**PORTANT COMMUNICATION DE L'AVIS N°2018-0040 DE LA
CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES DE LA MARTINIQUE
(REQUÊTE SOCIÉTÉ CIVIMEDIAS)**

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des juridictions financières ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'avis n° 2018-0040 rendu le 27 avril 2018 par la Chambre Régionale des Comptes de la Martinique suite à une requête introduite par la société CIVIMEDIAS ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la communication de l'avis n° 2018- 0040 rendu le 27 avril 2018 par la Chambre Régionale des Comptes de la Martinique, relatif à une demande formulée par la société CIVIMEDIAS, d'inscription au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique des crédits nécessaires au paiement d'une dépense de trois mille cinq cents euros (3 500, 00 €).

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-228-1-DE
Date de télétransmission : 14/06/2018
Date de réception préfecture : 14/06/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 JUIN 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-228-1

PORTANT FIXATION DES INDEMNITES DE FONCTION DES MEMBRES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL, DE LA CULTURE ET DE L'EDUCATION DE MARTINIQUE (CESECEM)

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 Juillet 2011 relative aux Collectivités de Guyane et de Martinique ;

Vu le décret n° 2015-1666 du 11 décembre 2015, portant application de la loi n°2011-884 du 27 Juillet 2011 relative aux Collectivités de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;

Considérant la mise en place le 15 mars 2018, du Conseil Économique, Social, Environnemental, de la Culture et de l'Éducation Martinique (CESECEM)
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Sont adoptés comme suit, les montants des indemnités de fonction des membres du Conseil Économique, Social, Environnemental, de la Culture et de l'Éducation Martinique (CESECEM) :

- Pour le Président du Conseil Économique, Social, Environnemental, de la Culture et de l'Éducation Martinique (CESECEM), une indemnité égale à 71,3% de la base maximale fixée par l'article R. 7226-25 du code général des collectivités territoriales,
- Pour les Vice-présidents du Conseil, Présidents de section, une indemnité égale à 63,5% de la base maximale fixée par l'article R. 7226-26 du code général des collectivités territoriales,
- Pour les membres du bureau, autres que les Vice-présidents, une indemnité égale à 80% de la base maximale fixée par l'article R. 7226-26 du code général des collectivités territoriales,
- Pour les membres du Conseil Économique, Social, Environnemental, de la Culture et de l'Éducation Martinique (CESECEM), une indemnité égale à 80,1% de la base maximale fixée par l'article R. 7226-24 du code général des collectivités territoriales .

ARTICLE 2 : Les modalités de réduction des indemnités allouées aux membres du Conseil Économique, Social, Environnemental, de la Culture et de l'Éducation Martinique, en fonction de leur participation effective aux réunions du CESECEM (plénière, réunions de sections, réunion de bureau, réunion de commissions, réunions de groupes de travail spécialisés, participation aux réunions des organismes dans lesquels ils représentent le Conseil) sont arrêtés après concertation, entre le Président du Conseil Exécutif de Martinique et le Président du Conseil Économique, Social, Environnemental, de la Culture et de l'Éducation Martinique (CESECEM) puis insérées dans le règlement intérieur du Conseil.

Sont exclus de ce dispositif, le président du CESECEM et les deux présidents de section (vice-présidents du Conseil).

ARTICLE 3 : Est annexé à la présente délibération, un tableau récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du Conseil Économique, Social, Environnemental, de la Culture et de l'Éducation Martinique (CESECEM).

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Pour le Président et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président de l'Assemblée
De Martinique
Yan MONPLAISIR



ANNEXE DELIBERATION N°18-228-1
INDEMNITÉS MENSUELLES DE FONCTION

*Il s'agit de montants bruts sur lesquels seront prélevés la CSG et les cotisations sociales et de retraite.

FONCTION	BASE	TAUX OU COEFFICIENT	MONTANT €
Président du C.E.S.E.C.E.M	50% de l'indemnité maximale de fonction allouée au Président de l'Assemblée de Martinique	71,3 %	2 000,88 €
Vice-présidents du Conseil, Président de section	50% de l'indemnité maximale allouée à un membre du conseil majoré d'un coefficient de 1.9	63,5 %	1 400,99€
Autres membres du Bureau, autre que les Vice-présidents	Indemnité allouée à un membre du Conseil majoré d'un coefficient de 1.3	80 %	1 206,61 €
Membre du C.E.S.E.C.E.M	50 % de l'indice maximale de fonction allouée à un conseiller à l'Assemblée de Martinique	80,1 %	930,13 €



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180606-18-230-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-230-1

MOTION DE L'ASSEMBLÉE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE SUR L'ÉTAT DE CATASTROPHE NATURELLE LIÉ AUX SARGASSES

L'An deux mille dix-huit, le six juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Catherine CONCONNE (procuration à Kora BERNABE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Claude LISE (procuration à Marie-France TOUL), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Karine MOUSSEAU (procuration à Diane MONTROSE), Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE, David ZOBDA (procuration à Claude BELLUNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Des élus de la Martinique et des organisations écologiques n'ont cessé d'alerter et de signaler à l'Etat, le danger que pourrait représenter l'échouage des algues sargasses sur la santé des populations, l'activité économique (professionnels de la mer, tourisme...), les habitations et leurs équipements mais aussi, la perturbation du bon suivi des cours dans les établissements scolaires et, les écosystèmes.

Ce phénomène constant qui ne cesse de croître, est certainement inhérent à des causes naturelles mais, indiscutablement entretenu par l'activité humaine irréfléchie et démesurée qui accentue le dérèglement climatique.

Fallait-il attendre que le phénomène prenne une telle ampleur, et qu'il soit une fois de plus médiatisé par la presse française ? Alors que, des solutions sont connues depuis des décennies au niveau de la valorisation et de la récupération en mer, ce qui solutionnerait tous ces problèmes.

Considérant qu'il y a un véritable risque pour la santé, qui peut-être irréversible (attesté par des organismes scientifiques) découlant des émanations de gaz H₂S (hydrogène sulfuré), conséquence des algues échouées ;

Considérant que les dégâts sur les écosystèmes sont avérés (les coraux et les herbiers, la mangrove, les tortues marines, la faune aquatique..);

Considérant que l'activité économique (pêche, tourisme, loisir..) est fortement perturbée voire impossible par endroit ;

Considérant que l'habitat et les équipements électriques et électroniques subissent des dommages qui les rendent hors service ;

Considérant que le ramassage mécanique sur les plages provoque des impacts négatifs sur les écosystèmes littoraux (érosion des berges, saccage des nids de tortue..);

Considérant que tous ces dommages sont induits par l'échouage des algues sargasses.

Les élus de l'Assemblée de Martinique, réunis en séance plénière le 6 juin 2018 ;

Demandent à l'Etat de reconnaître la situation de catastrophe naturelle permettant à tous ceux qui sont impactés de procéder aux formalités associées et de bénéficier de la prise en charge par leur assurance ;

Demandent à l'Etat de prendre toutes les dispositions pour que le ramassage des algues sargasses se fasse en mer compte tenu des techniques existantes et déjà expérimentées ailleurs ;

Demandent à l'Etat de prendre des mesures d'accompagnement des professionnels mis en difficultés par cette catastrophe ;

Demandent à l'Etat de prendre en charge, la santé des riverains et des personnes vulnérables ;

Demandent que la France, au titre de la convention de Carthagène, échange avec les Etats de la zone intéressée pour une vraie coopération afin de lutter contre les invasions des algues sargasses ;

Demandent que la France interpelle l'Organisation des Nations Unies pour mobiliser le programme des Nations Unies pour l'environnement ;

Demandent à l'Etat de prendre en considération les dommages impactant l'habitat ainsi que les équipements des populations concernées.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 5 et 6 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180620-18-231-1-DE
Date de télétransmission : 17/09/2018
Date de réception préfecture : 17/09/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 17 SEP. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-231-1

PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 8 ET 9 FÉVRIER 2018

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Georges CLEON), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le procès-verbal de la séance de l'Assemblée de Martinique des 8 et 9 février 2018, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 12 JUIL. 2018



ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-232-1

COMPTE DE GESTION DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE EXERCICE 2017

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BATHELERY), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE, (procuration à Georges CLEON), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Nadia LIMIER (procuration à Josiane PINVILLE), Fred LORDINOT (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Nadine RENARD (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L.200-1 et suivants ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 4 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2014-17 b du 8 janvier 2014 fixant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par le Conseil Économique, Social, Environnemental de la Culture et de l'Éducation de Martinique (CESECEM) le 15 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 11 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 14 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement réseaux numériques le 15 juin 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 18 juin 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur, et recherche innovation et la commission politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE) le 18 juin 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage et la commission transports le 18 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 18 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 19 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique, adopte, tel qu'il figure en annexe, à la présente délibération, le Compte de gestion de l'exercice 2017.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, moins 17 abstentions en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE 12 JUIL. 2018



ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-232-2

COMPTE ADMINISTRATIF DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE EXERCICE 2017

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BATHELERY), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE, (procuration à Georges CLEON), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Nadia LIMIER (procuration à Josiane PINVILLE), Fred LORDINOT (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Nadine RENARD (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L.200-1 et suivants ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 4 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2014-17 b du 8 janvier 2014 fixant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-232-1 du 20 juin 2018 portant approbation du compte de gestion de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par le Conseil Économique, Social, Environnemental de la Culture et de l'Éducation de Martinique (CESECEM) le 15 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 11 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 14 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement réseaux numériques le 15 juin 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 18 juin 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur, et recherche innovation et la commission politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE) le 18 juin 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage et la commission transports le 18 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 18 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 19 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique, après en avoir débattu, adopte, tel qu'il figure en annexe, à la présente délibération, le Compte Administratif de la Collectivité Territoriale de Martinique de l'exercice 2017, et constate sa concordance avec le Compte de Gestion du Payeur Territorial.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés, avec 33 voix pour et 17 voix contre en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ
Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 12 JUIL. 2018



ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-232-3

AUTORISATION DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - EXERCICE 2017

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BATHELERY), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE, (procuration à Georges CLEON), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Nadia LIMIER (procuration à Josiane PINVILLE), Fred LORDINOT (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Nadine RENARD (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L.200-1 et suivants ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 4 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2014-17 b du 8 janvier 2014 fixant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par le Conseil Économique, Social, Environnemental de la Culture et de l'Éducation de Martinique (CESECEM) le 15 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 11 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 14 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement réseaux numériques le 15 juin 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 18 juin 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur, et recherche innovation et la commission politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE) le 18 juin 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage et la commission transports le 18 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 18 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 19 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est adopté tel qu'il figure en annexe, le rapport relatif aux autorisations de programme et d'engagement.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, moins 17 abstentions en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE 12 JUL. 2018



ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-233-1

AFFECTATION DES RÉSULTATS DU COMPTE ADMINISTRATIF DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2017

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BATHELERY), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE, (procuration à Georges CLEON), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Nadia LIMIER (procuration à Josiane PINVILLE), Fred LORDINOT (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Nadine RENARD (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L.200-1 et suivants ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 4 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2014-17 b du 8 janvier 2014 fixant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-232-1 du 20 juin 2018 portant approbation du compte de gestion de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-232-2 du 20 juin 2018 portant approbation du compte administratif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 11 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 14 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement réseaux numériques le 15 juin 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 18 juin 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur, et recherche innovation et la commission politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE) le 18 juin 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage et la commission transports le 18 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 18 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 19 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique, après avoir analysé et voté le Compte Administratif de l'exercice 2017, constate que le compte administratif 2017 présente les résultats suivants :

COMPTE ADMINISTRATIF EXERCICE 2017

AFFECTATION DU RESULTAT

Mouvements Réels + Ordre

BUDGET PRINCIPAL

Section de fonctionnement	
Recettes Totales de Fonctionnement	930 869 730,63
Dépenses Totales de Fonctionnement	- 915 801 063,80
Résultat de l'Exercice	15 068 666,83
002 Résultat Net de Fonctionnement reporté N-1	3 464 490,09
Résultat Cumulé de l'Exercice	18 533 156,92
Recettes Reportées	107 787,87
Dépenses Engagées Non Mandatées	10 647 706,71
Résultat Cumulé de l'Exercice (+ Reste A Réaliser) (I)	7 993 238,08
Section d'investissement	
Recettes Totales d'Investissement hors 1068	166 425 089,67
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	29 380 788,67
Recettes Totales d'Investissement	195 805 878,34
Dépenses Totales d'Investissement	- 224 054 391,23
Solde d'Exécution de la Section d'Investissement	- 28 248 512,89
001 Résultat Net d'Investissement reporté N-1	3 894 789,01
Résultat Net d'Investissement	- 24 353 723,88
Recettes Reportées	16 052 150,89
Dépenses Engagées Non Mandatées	1 202 002,87
Besoin de Financement (II)	- 9 503 575,86
DEFICIT GLOBAL DE L'EXERCICE	- 1 510 337,78

DECISION DE L'ASSEMBLEE PLENIERE	
RESULTAT CUMULE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	18 533 156,92
AFFECTATION DU RESULTAT (ARTICLE 1068)	9 503 575,86
001 EXCEDENT D'INVESTISSEMENT REPORTE	24 353 723,88
002 REPORT A NOUVEAU A CONSTATER EN SECTION DE FONCTIONNEMENT	9 029 581,06
BESOIN DE FINANCEMENT APRES AFFECTATION DES RESULTATS	- 1 510 337,78

COMPTE ADMINISTRATIF EXERCICE 2017

AFFECTATION DU RESULTAT

Mouvements Réels + Ordre

LABORATOIRE TERRITORIALE D'ANALYSE

Section de fonctionnement	
Recettes Totales de Fonctionnement	3 192 821,26
Dépenses Totales de Fonctionnement	- 3 136 681,05
Résultat de l'Exercice	56 140,21
002 Résultat Net de Fonctionnement reporté N-1	32 430,40
Résultat Cumulé de l'Exercice	88 570,61
Recettes Reportées	38 736,68
Dépenses Engagées Non Mandatées	112 928,92
Résultat Cumulé de l'Exercice (+ Reste A Réaliser) (I)	14 378,37
Section d'investissement	
Recettes Totales d'Investissement	144 652,00
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	-
Dépenses Totales d'Investissement	- 66 053,49
Solde d'Exécution de la Section d'Investissement	78 598,51
001 Résultat Net d'Investissement reporté N-1	156 318,93
Résultat Net d'Investissement	234 917,44
Recettes Reportées	-
Dépenses Engagées Non Mandatées	112 458,78
Excédent de Financement (II)	122 458,66
EXCEDENT GLOBAL DE L'EXERCICE	136 837,03

DECISION DE L'ASSEMBLEE PLENIERE	
001 EXCEDENT D'INVESTISSEMENT REPORTE	122 458,66
002 REPORT A NOUVEAU A CONSTATER EN SECTION DE FONCTIONNEMENT	88 570,61

COMPTE ADMINISTRATIF EXERCICE 2017

AFFECTATION DU RESULTAT

Mouvements Réels + Ordre

B.G.P.I.S.E

Section de fonctionnement	
Recettes Totales de Fonctionnement	1 021 557,98
Dépenses Totales de Fonctionnement	- 1 687 065,84
Résultat de l'Exercice	- 665 507,86
002 Résultat Net de Fonctionnement reporté N-1	531 539,30
Résultat Cumulé de l'Exercice	- 133 968,56
Recettes Reportées	
Dépenses Engagées Non Mandatées	31 706,47
Résultat Cumulé de l'Exercice (+ Reste A Réaliser) (I)	- 165 675,03
Section d'investissement	
Recettes Totales d'Investissement	-
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	-
Dépenses Totales d'Investissement	-
Solde d'Exécution de la Section d'Investissement	-
001 Résultat Net d'Investissement reporté N-1	-
Résultat Net d'Investissement	-
Recettes Reportées	-
Dépenses Engagées Non Mandatées	-
Besoin de Financement (II)	-
DEFICIT GLOBAL DE L'EXERCICE	- 165 675,03

DECISION DE L'ASSEMBLEE PLENIERE	
002 REPORT A NOUVEAU A CONSTATER EN SECTION DE FONCTIONNEMENT	-133 968,56

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés, avec 33 voix pour et 17 voix contre en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180620-18-234-1-DE
Date de télétransmission : 06/08/2018
Date de réception préfecture : 06/08/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 6 AOUT 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-234-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE (SIMAR) À HAUTEUR DE 50 % D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 745 991,00 € DESTINÉ À LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE CONFORTEMENT SISMIQUE À LA RÉSIDENCE MANNIKOU – QUARTIER DESFARGE À RIVIÈRE PILOTE

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE (procuration à Georges CLEON), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la demande formulée par la Société Immobilière de la Martinique (SIMAR) et tendant à solliciter la garantie partielle d'un montant total de 745 991,00 €, pour la réalisation des travaux de confortement sismique à la résidence MANNIKOU, quartier Desfarge à Rivière Pilote ;

Vu le contrat de prêt n°75770 en annexe signé entre la Société Immobilière de la Martinique et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 14 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 18 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de trois cent soixante douze mille neuf cent quatre-vingt-quinze euros cinquante centimes (372 995,50 €) représentant 50% d'un emprunt d'un montant de 745 991,00 € souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°75770, destiné au confortement sismique de la résidence « Mannikou », quartier Desfarge - Ville de Rivière Pilote.

ARTICLE 2 : La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document, nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 75770

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR009D-PR009B V2.6.2, page 122
Contrat de prêt n° 75770 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

1/22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE, SIREN n°: 303188528, sis(e) PETIT PARADIS
BP 7214 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE** » ou
« **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

PRO000-PR0008 V2.8.2 page 3/22
Contrat de prêt n° 75770 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

3/22

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Confortement Sismique Mannikou RIVIERE PILOTE, Parc social public, Réhabilitation lourde / Restructuration de 334 logements situés Qaurtier Desfarge 97211 RIVIERE-PILOTE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de sept-cent-quarante-cinq mille neuf-cent-quatre-vingt-onze euros (745 991,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PAM Sismo-prêt, d'un montant de sept-cent-quarante-cinq mille neuf-cent-quatre-vingt-onze euros (745 991,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

4/22

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSW11 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
5/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation** » (PAM) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux dans les conditions prévues aux articles R. 313-23 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation Sismo-Prêt** » (PAM Sismo-Prêt) est destiné au financement d'opérations de réhabilitation visant à prévenir les risques parasismiques supportés par des logements sociaux situés dans les territoires de Martinique, Guadeloupe et Saint-Martin, et ayant fait l'objet d'un avis technique du contrôleur technique agréé par l'Etat rendant l'opération éligible audit financement.

PR0090-PR0060 V2.6.2 page 6/22
Contrat de prêt n° 75770 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

6/22

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FOND D'ÉPARGNE

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisibilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap EURIBOR » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;

PR009D-PR0084 V2.6.2, page 7/22
Contrat de prêt n° 7570 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

7/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- soit électroniquement via le site www.prets.caissedepots.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

À défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 08/06/2018 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

À défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedepots.fr

8/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.prets.caisseledesdepots.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Ligne DUC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM			
Enveloppe	Sismo-prêt			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5232927			
Montant de la Ligne du Prêt	745 991 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,5 %			
TSG de la Ligne du Prêt	0,5 %			
Phase de remboursement				
Durée	25 ans			
Index	Livret A			
Marge fixe sur index	- 0,25 %			
Taux d'intérêt	0,5 %			
Fréquence	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (Intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DR			
Taux de marge sur coût financier	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Nombre de jours des intérêts	30 / 360			

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

GRUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG Indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -

11/22

GRUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

▪ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
12/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

PR0030-PR0069 V2.6.2 page 13/22
Contrat de prêt n° 75770 Emprunteur n° 00230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

13/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FOND D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

14/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - o de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - o de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - o de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

PR0000-PR0003 V2.0.2 Page 15/22
Contrat de prêt n° 75770 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

15/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- Informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur, deux mois avant la date de la deuxième échéance de chaque Ligne du Prêt PAM Sismo-Prêt et pour chaque immeuble réhabilité, l'attestation du contrôleur technique agréé par l'Etat justifiant de la réalisation effective des travaux dans le respect des règles parasismiques.

A défaut de réception par le Prêteur de cette attestation dans les délais impartis, le taux de la Ligne du Prêt PAM Sismo-Prêt sera requalifié, dès la deuxième échéance, au taux d'une Ligne du Prêt PAM soit le taux du Livret A auquel s'applique une marge de 0,60 % (60 points de base). De plus, une indemnité forfaitaire égale à un semestre d'intérêt sera perçue sur la deuxième échéance.

- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE RIVIERE-PILOTE	50,00
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

16/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

17/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - o dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - o la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

18/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

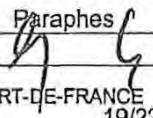
A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

19/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

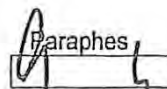
Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site <https://www.prets.caissedesdepots.fr/> par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

Paraphes

20/22

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.



PRO000-PRO000 V2.6.2, page 21/22
Contrat de prêt n° 75770 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

21/22



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 20 MARS 2018

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M.

Nom / Prénom : MOUDONCHY Alain

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 12 mars 2018

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M.

Nom / Prénom : ROCHE Hubert

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Cachet et Signature :

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La **Collectivité Territoriale de Martinique**, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La **Société Immobilière de la Martinique** représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société Immobilière de la Martinique en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du 2018 , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 50 % d'un montant total en capital de 745 991,00 € plus les intérêts, remboursable en 25 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer les travaux de confortement sismique résidence MANNIKOU, quartier Desfarge à Rivière Pilote.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de SEPT CENT QUARANTE CINQ MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT ONZE EUROS (745 991,00 €) destiné aux travaux de confortement sismique de la résidence MANNIKOU, quartier Desfarge à Rivière Pilote.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° du 2018 :

Type du prêt	PAM (sismo-prêt)
Montant	745 991 €
Commission d'instruction	0 €
Durée de la période	Annuelle
Taux de période	0,5%
TEG de la ligne du prêt	0,5 %
Phase d'amortissement	
Durée	25 ans
Index	Livret A
Marge fixe sur index	-0,25%
Taux d'intérêt	0,5%
Périodicité	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR
Taux de progressivité des échéances	0%
Mode de calcul des intérêts	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30/360

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.
La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180620-18-235-DE
Date de télétransmission : 06/08/2018
Date de réception préfecture : 06/08/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 6 AOÛT 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-235-1

**PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE (SIMAR) À HAUTEUR DE 40 % D'UN PRÊT
D'UN MONTANT TOTAL DE 1 120 106,00 € DESTINÉ À LA RÉALISATION DES TRAVAUX
DE CONFORTEMENT SISMIQUE À LA RÉSIDENCE RHIZOPHORE
– QUARTIER BASSE GONDEAU AU LAMENTIN**

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE (procuration à Georges CLEON), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu l'article 2298 du code civil ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la demande formulée par la Société Immobilière de la Martinique (SIMAR) et tendant à solliciter la garantie partielle d'un montant total de 1 120 106,00 €, pour la réalisation des travaux de confortement sismique à la résidence RHIZOPHORE, quartier Basse Gondeau au Lamentin ;
Vu le contrat de prêt n°75898 en annexe signé entre la Société Immobilière de la Martinique et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 14 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 18 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de quatre cent quarante-huit mille quarante-deux euros quarante centimes (448 042,40 €) représentant 40% d'un emprunt d'un montant de 1 120 106,00 € souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°75898, destiné au confortement sismique de la résidence « Rhizophore », quartier Basse Gondeau - Ville du Lamentin.

ARTICLE 2 : La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document, nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 75898

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR009D-PR008B V2.0.2, page 1/22
Contrat de prêt n° 75898 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
FORT-DE-FRANCE -
1/22

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE, SIREN n°: 303188528, sis(e) PETIT PARADIS
BP 7214 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE** » ou
« **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PRO000-PROCESUS V2.5.2 - PRIS 2/22
Contrat de prêt n° 75838 Emprunteur n° 00230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

3/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Confortement Sismique RHIZOPHORE, Parc social public, Réhabilitation lourde / Restructuration de 231 logements situés Quartier Basse Gondeau 97232 LAMENTIN.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million cent-vingt mille cent-six euros (1 120 106,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PAM Sismo-prêt, d'un montant d'un million cent-vingt mille cent-six euros (1 120 106,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

Paraphes

4/22

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSW11 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation » (PAM) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux dans les conditions prévues aux articles R. 313-23 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation Sismo-Prêt » (PAM Sismo-Prêt) est destiné au financement d'opérations de réhabilitation visant à prévenir les risques parasismiques supportés par des logements sociaux situés dans les territoires de Martinique, Guadeloupe et Saint-Martin, et ayant fait l'objet d'un avis technique du contrôleur technique agréé par l'Etat rendant l'opération éligible audit financement.

PR0050-PR006A V2.62, page 5/22
Contrat de prêt n° 75998 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

6/22

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisibilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap EURIBOR » désigne, à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

7/22

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- soit électroniquement via le site www.prets.caisseledesdepots.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **12/06/2018** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caisseledesdepots.fr

8/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.prets.caissedesdepots.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PROCCO-PROCSA V2.6.2, pages 9/22
Contrat de prêt n° 75356 Emprunteur n° D00230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

9/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM			
Enveloppe	Sismo-prêt			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5232926			
Montant de la Ligne du Prêt	1 120 106 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,5 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,5 %			
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans			
Index	Livret A			
Marge fixe sur index	- 0,25 %			
Taux d'intérêt	0,5 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DR			
Taux de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PR030-PR038 V2.6.2 page 10/22
Contrat de prêt n° 75958 Emprunteur n° 000230174

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
10/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

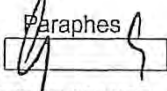
Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PRO09D-PRO068 V2.6.2, page 11/22
Contrat de prêt n° 73883 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

11/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$
Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

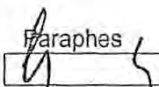
Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

PR0090-PR0065 V2.6.2 Page 12/22
Contrat de prêt n° 75898 Emprunteur n° 000230/74

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

12/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptes publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

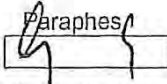
Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

PR0090-PR0068 V2.6.2 page 13/22
Contrat de prêt n° 75958 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

13/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

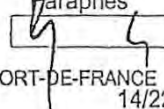
L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les Immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes

14/22

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

G R O U P E



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

PR0000-PROCESSUS V2.6.2 - Page 16/29
Contrat de prêt n° 75898 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

15/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- Informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
 - Informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
 - à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
 - respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
 - transmettre au Prêteur, deux mois avant la date de la deuxième échéance de chaque Ligne du Prêt PAM Sismo-Prêt et pour chaque Immeuble réhabilité, l'attestation du contrôleur technique agréé par l'Etat justifiant de la réalisation effective des travaux dans le respect des règles parasismiques.
- A défaut de réception par le Prêteur de cette attestation dans les délais impartis, le taux de la Ligne du Prêt PAM Sismo-Prêt sera requalifié, dès la deuxième échéance, au taux d'une Ligne du Prêt PAM soit le taux du Livret A auquel s'applique une marge de 0,60 % (60 points de base). De plus, une indemnité forfaitaire égale à un semestre d'intérêt sera perçue sur la deuxième échéance.
- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	40,00
Collectivités locales	COMMUNE DU LAMENTIN	60,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Paraphes

16/22

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Échéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

17/22



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

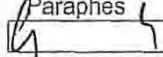
17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

Paraphes

18/22

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

PRO030-PRO030 V2.6.2 Page 19/22
Central de prêt n° 75866 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

19/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site <https://www.prets.caisseledesdepots.fr/> par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caisseledesdepots.fr

Paraphes

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

2018 06 11



PR0090-PR0098 V2.6.2, page 21/22
Contrat de prêt n° 73938 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

21/22

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 7 0 MARS 2018

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M

Nom / Prénom : MOUDOUENY Alain

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 16 mars 2018

Pour la Caisse des Dépôts,

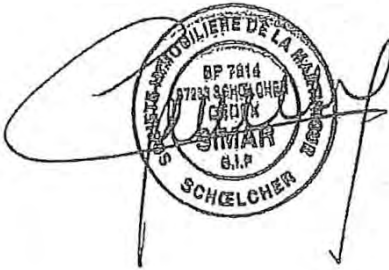
Civilité : M.

Nom / Prénom : ROCHE Hubert

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Cachet et Signature :

Hubert ROCHE
Directeur territorial

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Immobilière de la Martinique représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société Immobilière de la Martinique en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du 2018, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 40 % d'un montant total en capital de 1 120 106,00 € plus les intérêts, remboursable en 25 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer les travaux de confortement sismique résidence RHIZOPHORE, quartier Basse Gondeau au Lamentin.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 40 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de UN MILLION CENT VINGT MILLE CENT SIX EUROS (1 120 106,00 €) destiné aux travaux de confortement sismique de la résidence RHIZOPHORE, quartier Basse Gondeau au Lamentin.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° du 2018 :

Type du prêt	PAM (sismo-prêt)
Montant	1 120 106 €
Commission d'instruction	0 €
Durée de la période	Annuelle
Taux de période	0,5%
TEG de la ligne du prêt	0,5 %
Phase d'amortissement	
Durée	25 ans
Index	Livret A
Marge fixe sur index	-0,25%
Taux d'intérêt	0,5%
Périodicité	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR
Taux de progressivité des échéances	0%
Mode de calcul des intérêts	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30/360

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180620-18-236-1-DE
Date de télétransmission : 06/08/2018
Date de réception préfecture : 06/08/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 6 AOUT 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-236-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 50 % D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 261 843,00 € DESTINÉ À LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE CONFORTEMENT SISMIQUE À LA RÉSIDENCE ABRICOT – QUARTIER ZAC LA MARIE A DUCOS

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE (procuration à Georges CLEON), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la demande formulée par la Société Immobilière de la Martinique (SIMAR) et tendant à solliciter la garantie partielle d'un montant total de 261 843,00 €, pour la réalisation des travaux de confortement sismique à la résidence ABRICOT, quartier ZAC La Marie à Ducos ;

Vu le contrat de prêt n°75765 en annexe signé entre la Société Immobilière de la Martinique et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone : 0596.59.63.00 - Télécopie : 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 14 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 18 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de cent trente mille neuf cent vingt-et-un euros cinquante centimes (130 921,50 €) représentant 50% d'un emprunt d'un montant de 261 843,00 € souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°75765, destiné au confortement sismique de la résidence « Abricot », quartier ZAC La Marie - Ville de Ducos.

ARTICLE 2 : La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document, nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 75765

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V2.E2 page 1/22
Contrat de prêt n° 75765 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

1/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE, SIREN n°: 303188528, sis(e) PETIT PARADIS
BP 7214 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE** » ou
« **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

PRO090-PR0088 V2.6.2, page 3/22
Contrat de prêt n° 75765 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

3/22

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Confortement Sismique ABRICOT à DUCOS, Parc social public, Réhabilitation lourde / Restructuration de 54 logements situés Zac la Marie 97224 DUCOS.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux-cent-soixante-et-un mille huit-cent-quarante-trois euros (261 843,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PAM Sismo-prêt, d'un montant de deux-cent-soixante-et-un mille huit-cent-quarante-trois euros (261 843,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

4/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

5/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

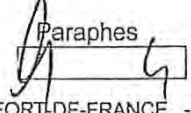
Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation » (PAM) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux dans les conditions prévues aux articles R. 313-23 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation Sismo-Prêt » (PAM Sismo-Prêt) est destiné au financement d'opérations de réhabilitation visant à prévenir les risques parasismiques supportés par des logements sociaux situés dans les territoires de Martinique, Guadeloupe et Saint-Martin, et ayant fait l'objet d'un avis technique du contrôleur technique agréé par l'Etat rendant l'opération éligible audit financement.

PR0090-PR0068 V2.6.2 page 6/22
Contrat de prêt n° 75765 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

6/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisibilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap EURIBOR » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

7/22

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- soit électroniquement via le site www.prets.caisseledesdepots.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 08/06/2018 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caisseledesdepots.fr

Paraphes

8/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.prets.caissedesdepots.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

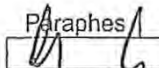
Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PR0090-PR0090 V2.6.2, page 9/22
Contrat de prêt n° 75765 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

9/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM			
Enveloppe	Sismo-prêt			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5232858			
Montant de la Ligne du Prêt	261 843 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,5 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,5 %			
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans			
Index	Livret A			
Marge fixe sur index	- 0,25 %			
Taux d'intérêt	0,5 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DR			
Taux de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Paraphes

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R (1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R (1+P) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

12/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptes publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

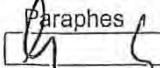
L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes

14/22

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr
15/22

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur, deux mois avant la date de la deuxième échéance de chaque Ligne du Prêt PAM Sismo-Prêt et pour chaque immeuble réhabilité, l'attestation du contrôleur technique agréé par l'Etat justifiant de la réalisation effective des travaux dans le respect des règles parasismiques.

A défaut de réception par le Prêteur de cette attestation dans les délais impartis, le taux de la Ligne du Prêt PAM Sismo-Prêt sera requalifié, dès la deuxième échéance, au taux d'une Ligne du Prêt PAM soit le taux du Livret A auquel s'applique une marge de 0,60 % (60 points de base). De plus, une indemnité forfaitaire égale à un semestre d'intérêt sera perçue sur la deuxième échéance.

- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE DUCOS	50,00
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

16/22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

17/22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

18/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

19/22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site <https://www.prets.caissedesdepots.fr/> par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

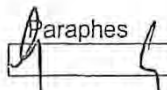
ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

20/22

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Paris, le 14/06/2018



REC009-PR008 V2.6.2 Page 21/22
Contrat de prêt n° 75165 Emprunteur n° 002320474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

21/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 20 MARS 2018

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M.

Nom / Prénom : MOUDON CHY Alain

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 12 mars 2018

Pour la Caisse des Dépôts,

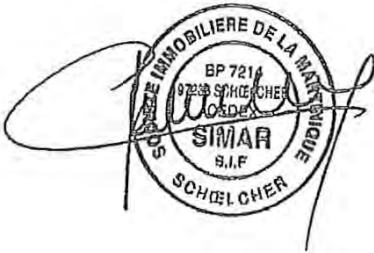
Civilité : M.

Nom / Prénom : ROCHÉ Hubert

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Cachet et Signature :

Hubert ROCHÉ
Directeur territorial

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La **Collectivité Territoriale de Martinique**, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La **Société Immobilière de la Martinique** représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société Immobilière de la Martinique en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du 2018 , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 50 % d'un montant total en capital de 261 843,00 € plus les intérêts, remboursable en 25 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer les travaux de confortement sismique résidence ABRICOT, quartier ZAC La Marie à Ducos.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de DEUX CENT SOIXANTE ET UN MILLE HUIT CENT QUARANTE TROIS EUROS (261 843,00 €) destiné aux travaux de confortement sismique de la résidence ABRICOT, quartier ZAC La Marie à Ducos.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° du 2018 :

Type du prêt	PAM (sismo-prêt)
Montant	261 843 €
Commission d'instruction	0 €
Durée de la période	Annuelle
Taux de période	0,5%
TEG de la ligne du prêt	0,5 %
Phase d'amortissement	
Durée	25 ans
Index	Livret A
Marge fixe sur index	-0,25%
Taux d'intérêt	0,5%
Périodicité	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR
Taux de progressivité des échéances	0%
Mode de calcul des intérêts	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30/360

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180620-18-237-1-DE
Date de télétransmission : 06/08/2018
Date de réception préfecture : 06/08/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 6 AOUT 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-237-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 40 % D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 595 479,00 € DESTINÉ À LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE CONFORTEMENT SISMIQUE À LA RÉSIDENCE LES ZETAS TR1 – QUARTIER FLORÉAL À FORT-DE-FRANCE

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Georges CLEON), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande formulée par la Société Immobilière de la Martinique (SIMAR) et tendant à solliciter la garantie partielle d'un montant total de 1 595 479,00 €, pour la réalisation des travaux de confortement sismique à la résidence LES ZETAS TR1, quartier Floréal à Fort de France ;
Vu le contrat de prêt n°75749 en annexe signé entre la Société Immobilière de la Martinique et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 14 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 18 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de six cent trente huit mille cent quatre-vingt-onze euros soixante centimes (638 191,60 €) représentant 40% d'un emprunt d'un montant de 1 595 479,00 € souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°75749, destiné au confortement sismique de la résidence « Les Zetas » TR1, quartier Floréal - Ville de Fort de France .

ARTICLE 2 : La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document, nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 75749

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PRO090-PRO068 V2.6.2, page 1/22
Contrat de prêt n° 75749 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -

1/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE, SIREN n°: 303188528, sis(e) PETIT PARADIS
BP 7214 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE** » ou
« **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PR009D-FR0088 V2.6.2, page 2/22
Contrat de prêt n° 75/48 Emprunteur n° 000230/74

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
2/22

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PRO09D-PRO068 V2.6.2 page 3/22
Contrat de prêt n° 75149 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
3/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Travaux Confortement Sismique ZETAS TR1 Fort de France, Parc social public, Réhabilitation lourde / Restructuration de 176 logements situés Quartier Floreal 97200 FORT-DE-FRANCE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million cinq-cent-quatre-vingt-quinze mille quatre-cent-soixante-dix-neuf euros (1 595 479,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PAM Sismo-prêt, d'un montant d'un million cinq-cent-quatre-vingt-quinze mille quatre-cent-soixante-dix-neuf euros (1 595 479,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

PRO090-PR0068 V2.6.2, page 4/22
Contrat de prêt n° 75749 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
4/22

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

FORT-DE-FRANCE -
5/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les Intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation** » (PAM) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux dans les conditions prévues aux articles R. 313-23 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

PR0090-PR0098 V2.6.2, page 6/22
Contrat de prêt n° 75749 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
6/22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation Sismo-Prêt** » (PAM Sismo-Prêt) est destiné au financement d'opérations de réhabilitation visant à prévenir les risques parasismiques supportés par des logements sociaux situés dans les territoires de Martinique, Guadeloupe et Saint-Martin, et ayant fait l'objet d'un avis technique du contrôleur technique agréé par l'Etat rendant l'opération éligible audit financement.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

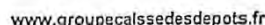
Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

7/22



ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.prets.caissedesdepots.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

Paraphes
RT-DE-FRANCE
8/22

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.prets.caissedesdepots.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

9/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre GDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM			
Enveloppe	Sismo-prêt			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5232988			
Montant de la Ligne du Prêt	1 595 479 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,5 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,5 %			
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans			
Index	Livret A			
Marge fixe sur index	- 0,25 %			
Taux d'intérêt	0,5 %			
Périodicité	Annuelle			
Prorata d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DR			
Taux de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

PR0030-PR0039 V3.02 page 10/22
Contrat de prêt n° 73749 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

10/22



www.groupecaissedepots.fr

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;

- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

12/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

PRO090-PR0080 V2.6.2 page 13/22
Contrat de prêt n° 75740 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
13/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les Immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

14/22

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - o de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - o de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - o de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

15/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur, deux mois avant la date de la deuxième échéance de chaque Ligne du Prêt PAM Sismo-Prêt et pour chaque immeuble réhabilité, l'attestation du contrôleur technique agréé par l'Etat justifiant de la réalisation effective des travaux dans le respect des règles parasismiques.

A défaut de réception par le Prêteur de cette attestation dans les délais impartis, le taux de la Ligne du Prêt PAM Sismo-Prêt sera requalifié, dès la deuxième échéance, au taux d'une Ligne du Prêt PAM soit le taux du Livret A auquel s'applique une marge de 0,60 % (60 points de base). De plus, une indemnité forfaitaire égale à un semestre d'intérêt sera perçue sur la deuxième échéance.

- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	40,00
Collectivités locales	COMMUNE DE FORT-DE-FRANCE	60,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

PR0090-PRO068 V2.6.2 page 16/22
Contrat de prêt n° 75749 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -

16/22

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des Intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

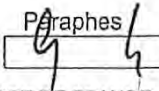
Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

PRC008-PRC008 V2.0.2 - Page 17/22
Contrat de prêt n° 73196 Emprunteur n° 00023074

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

17/22

G R O U P E



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locaux sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

PR0000-PR0000 V2.5.2 - page 18/22
Contrat de prêt n° 75749 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
18/22

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

PROGNO-PROCED-V2.5.2 - page 19/22
Contrat de prêt n° 76740 Emprunteur n° 000230774

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
[Signature]

19/22

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site <https://www.prets.caisseledesdepots.fr/> par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caisseledesdepots.fr

Paraphes

20/22

GROUPE



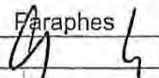
www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

PROCED-PROCED-V2.6.2 Page 21/22
Contrat de prêt n° 75746 Emprunteur n° 002230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

21/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 20 MARS 2018

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M.

Nom / Prénom : MODNOUCHY, Alain

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 12 mars 2018

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M.

Nom / Prénom : ROCHE Hubert

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Cachet et Signature :

Hubert ROCHE
Directeur territorial

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Immobilière de la Martinique représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société Immobilière de la Martinique en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du 2018, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 40 % d'un montant total en capital de 1 595 479,00 € plus les intérêts, remboursable en 25 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer les travaux de confortement sismique résidence LES ZETAS TR1, quartier Floréal à Fort de France.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 40 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de UN MILLION CINQ CENT QUATRE VINGT QUINZE MILLE QUATRE CENT SOIXANTE DIX NEUF EUROS (1 595 479,00 €) destiné aux travaux de confortement sismique de la résidence LES ZETAS TR1, quartier Floréal à Fort de France.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° du 2018 :

Type du prêt	PAM (sismo-prêt)
Montant	1 595 479 €
Commission d'instruction	0 €
Durée de la période	Annuelle
Taux de période	0,5%
TEG de la ligne du prêt	0,5 %
Phase d'amortissement	
Durée	25 ans
Index	Livret A
Marge fixe sur index	-0,25%
Taux d'intérêt	0,5%
Périodicité	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR
Taux de progressivité des échéances	0%
Mode de calcul des intérêts	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30/360

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.
La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180620-18-238-1-DE
Date de télétransmission : 06/08/2018
Date de réception préfecture : 06/08/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 6 AOUT 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-238-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 40 % D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 266 692,00 € DESTINÉ À LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE CONFORTEMENT SISMIQUE À LA RÉSIDENCE LES DAMES – QUARTIER FLORÉAL À FORT-DE-FRANCE

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Georges CLEON), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande formulée par la Société Immobilière de la Martinique (SIMAR) et tendant à solliciter la garantie partielle d'un montant total de 266 692,00 €, pour la réalisation des travaux de confortement sismique à la résidence LES DAMES, quartier Floréal à Fort de France ;
Vu le contrat de prêt n°75762 en annexe signé entre la Société Immobilière de la Martinique et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 14 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 18 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de cent six mille six cent soixante-seize euros quatre-vingt centimes (106 676,80 €) représentant 40% d'un emprunt d'un montant de 266 692,00 € souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°75762, destiné au confortement sismique de la résidence « Les Dames », quartier Floréal - Ville de Fort de France .

ARTICLE 2 : La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document, nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 75762

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0000-PR0069 V2.6.2, page 1/22
Contrat de prêt n° 75762 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

1/22



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE, SIREN n°: 303188528, sis(e) PETIT PARADIS
BP 7214 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE** » ou
« **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

PR0050-PR0068 V2.6.2 page 3/22
Contrat de prêt n° 75762 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

3/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Confortement Sismique LES DAMES, Parc social public, Réhabilitation lourde/Restructuration de 55 logements situés Quartier Floreal 97200 FORT-DE-FRANCE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux-cent-soixante-six mille six-cent-quatre-vingt-douze euros (266 692,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PAM Sismo-prêt, d'un montant de deux-cent-soixante-six mille six-cent-quatre-vingt-douze euros (266 692,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

PR0090-PR0093 V2.6.2, page 4/22
Contrat de prêt n° 75702 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

4/22



GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSW11 Index> à <FRSW150 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

FR0090-PR00081 V2.15.2, page 5/22
Contrat de prêt n° 75762 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paparnhes

5/22

FORT-DE-FRANCE

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation » (PAM) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux dans les conditions prévues aux articles R. 313-23 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation Sismo-Prêt » (PAM Sismo-Prêt) est destiné au financement d'opérations de réhabilitation visant à prévenir les risques parasismiques supportés par des logements sociaux situés dans les territoires de Martinique, Guadeloupe et Saint-Martin, et ayant fait l'objet d'un avis technique du contrôleur technique agréé par l'Etat rendant l'opération éligible audit financement.

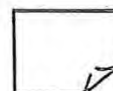
PR0000-PR0000 V2 1.2 Page 6/22
Centat de prêt n° 75762 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Peraphes

[Signature]

6/22





www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisibilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap EURIBOR » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;

PRO030-PRO030 V2.6.2, page 7/22
Contrat de prêt n° 75162 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

7/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- soit électroniquement via le site www.prets.caisseledesdepots.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 08/06/2018 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

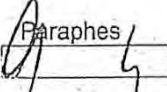
- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caisseledesdepots.fr

Paraphes

8/22





www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.prets.caisseledesdepots.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PR0000-PR0008 V2.6.2 page 9/22
Contrat de prêt n° 75162 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caisseledesdepots.fr

Paraphes
9/22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM			
Enveloppe	Sismo-prêt			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5235568			
Montant de la Ligne du Prêt	266 692 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,5 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,5 %			
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans			
Index	Livret A			
Marge fixe sur index	- 0,25 %			
Taux d'intérêt	0,5 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DR			
Taux de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes

10/22



G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PR0090-PR0066 V2.6.2, page 11/22
Contrat de prêt n° 75762 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

11/22



G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$
Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

▪ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

PR0050-PR0068 V2.6.2, page 12/22
Contrat de prêt n° 75762 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
12/22



GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptes publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

PR0090-PR0008 V2.6.2, page 13/22
Contrat de prêt n° 75762 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

13/22

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

14/22

GROUPE



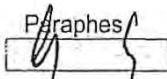

www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - o de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - o de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - o de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

PR0090-PR0063 V2.6.2 page 19/22
Central de prêt n° 73762 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE - 15/22


GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
 - informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
 - à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
 - respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
 - transmettre au Prêteur, deux mois avant la date de la deuxième échéance de chaque Ligne du Prêt PAM Sismo-Prêt et pour chaque immeuble réhabilité, l'attestation du contrôleur technique agréé par l'Etat justifiant de la réalisation effective des travaux dans le respect des règles parasismiques.
- A défaut de réception par le Prêteur de cette attestation dans les délais impartis, le taux de la Ligne du Prêt PAM Sismo-Prêt sera requalifié, dès la deuxième échéance, au taux d'une Ligne du Prêt PAM soit le taux du Livret A auquel s'applique une marge de 0,60 % (60 points de base). De plus, une indemnité forfaitaire égale à un semestre d'intérêt sera perçue sur la deuxième échéance.
- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	40,00
Collectivités locales	COMMUNE DE FORT-DE-FRANCE	60,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

PR0090-PR006A V2.62 Page 16/22
Contrat de prêt n° 73762 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes





www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

PRO000-PR0008-V2.6.2 - 25/05/17/22
Contrat de prêt n° 75762 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
[Signature]
FORT-DE-FRANCE - 17/22
[Signature]



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - o dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - o la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

PRO030-PR0068 V2.6.2 page 18/22
Contrat de prêt n° 75762 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

18/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

PR0090-PR0090 V2.6.2, page 19/22
Contrat de prêt n° 75763 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

19/22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site <https://www.prets.caissedesdepots.fr/> par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

20/22





www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

PRO090-PRO098 V2.6.2 page 21/22
Contrat de prêt n° 75162 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
[Signature]
[Signature]
21/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, **20 MARS 2018**

Pour l'Emprunteur,

Civilité : **M**

Nom / Prénom : **MOUPOUCHY Alain**

Qualité : **Directeur Général**

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, **12 mars 2018**

Pour la Caisse des Dépôts,

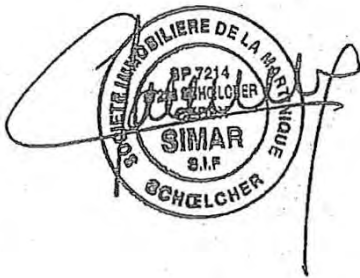
Civilité : **M.**

Nom / Prénom : **ROCHE Hubert**

Qualité : **Directeur Territorial**

Dûment habilité(e) aux présentes

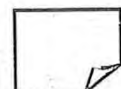
Cachet et Signature :



Cachet et Signature :

Hubert ROCHE
Directeur territorial

Paraphes



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Immobilière de la Martinique représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société Immobilière de la Martinique en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du 2018, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 40 % d'un montant total en capital de 266 692,00 € plus les intérêts, remboursable en 25 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer les travaux de confortement sismique résidence LES DAMES, quartier Floréal à Fort de France.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 40 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de DEUX CENT SOIXANTE SIX MILLE SIX CENT QUATRE VINGT DOUZE EUROS (266 692,00 €) destiné aux travaux de confortement sismique de la résidence LES DAMES, quartier Floréal à Fort de France.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° du 2018 :

Type du prêt	PAM (sismo-prêt)
Montant	266 692 €
Commission d'instruction	0 €
Durée de la période	Annuelle
Taux de période	0,5%
TEG de la ligne du prêt	0,5 %
Phase d'amortissement	
Durée	25 ans
Index	Livret A
Marge fixe sur index	-0,25%
Taux d'intérêt	0,5%
Périodicité	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR
Taux de progressivité des échéances	0%
Mode de calcul des intérêts	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30/360

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en son lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en son lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à , le

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180620-18-239-1-DE
Date de télétransmission : 06/08/2018
Date de réception préfecture : 06/08/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 6 AOUT 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-239-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 40 % D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 378 815,00 € DESTINÉ À LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE CONFORTEMENT SISMIQUE À LA RÉSIDENCE LES ZETAS TR2 – QUARTIER FLORÉAL À FORT-DE-FRANCE

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE (procuration à Georges CLEON), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande formulée par la Société Immobilière de la Martinique (SIMAR) et tendant à solliciter la garantie partielle d'un montant total de 1 378 815,00 €, pour la réalisation des travaux de confortement sismique à la résidence LES ZETAS TR2, quartier Floréal à Fort de France ;
Vu le contrat de prêt n°75748 en annexe signé entre la Société Immobilière de la Martinique et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 14 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 18 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de cinq cent cinquante un mille cinq cent vingt six euros (551 526,00 €) représentant 40% d'un emprunt d'un montant de 1 378 815,00 € souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°75748, destiné au confortement sismique de la résidence « Les Zetas » TR2, quartier Floréal - Ville de Fort de France .

ARTICLE 2 : La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document, nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 75748

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

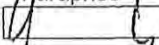
PRO090-PRO068 V2.6.2 page 1/22
Contrat de prêt n° 75748 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
1/22





www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE, SIREN n°: 303188528, sis(e) PETIT PARADIS
BP 7214 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE** » ou
« **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

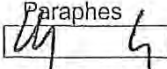
Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

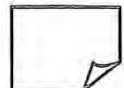
DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PROJON-PROJON V2.62, page 2/22
Contrat de prêt n° 75748 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

2/22





www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

PR0050-FR0068 V2.6.2, page 322
Contrat de prêt n° 75748 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

3/22





www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Confortement Sismique ZETAS TR2 Bât 3 à 6, Parc social public, Réhabilitation lourde / Restructuration de 341 logements situés Quartier FLOREAL 97200 FORT-DE-FRANCE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million trois-cent-soixante-dix-huit mille huit-cent-quinze euros (1 378 815,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PAM Sismo-prêt, d'un montant d'un million trois-cent-soixante-dix-huit mille huit-cent-quinze euros (1 378 815,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Reaphes

4/22



GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes « FRSWI1 Index » à « FRSWI50 Index » (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

5/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation » (PAM) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux dans les conditions prévues aux articles R. 313-23 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation Sismo-Prêt » (PAM Sismo-Prêt) est destiné au financement d'opérations de réhabilitation visant à prévenir les risques parasismiques supportés par des logements sociaux situés dans les territoires de Martinique, Guadeloupe et Saint-Martin, et ayant fait l'objet d'un avis technique du contrôleur technique agréé par l'Etat rendant l'opération éligible audit financement.

PROJEC-PROJES V2.62 - page 822
Contrat de prêt n° 75748 Emprunteur n° 00023074

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -

6/22



G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisibilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap EURIBOR » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes /
[Signature]
FORT-DE-FRANCE - 7/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- soit électroniquement via le site www.prets.caissedepots.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **07/06/2018** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedepots.fr

Paraphes

8/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.prets.caisseledesdepots.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

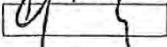

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PR0090-PR0063 V2.0.2 page 9/22
Contrat de prêt n° 75740 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caisseledesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE - 9/22




www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDG				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM			
Enveloppe	Sismo-prêt			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5235844			
Montant de la Ligne du Prêt	1 378 815 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,5 %			
TEC de la Ligne du Prêt	0,5 %			
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans			
Index	Livret A			
Marge fixe sur index	- 0,25 %			
Taux d'intérêt	0,5 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (Intérêts différés)			
Conditions de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DR			
Taux de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

10/22



GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PR009-PR008 V2.62 page 11/22
Contrat de prêt n° 75748 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

11/22



GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$
Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11. CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

« Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
Caisse des dépôts et consignations
Central de prêt n° 75746 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

12/22



GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

PR0090-PR0098 V2.02, page 13/22
Contrat de prêt n° 75746 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
13/22





www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

FORT-DE-FRANCE -
14/22





www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

15/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
 - informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
 - à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
 - respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
 - transmettre au Prêteur, deux mois avant la date de la deuxième échéance de chaque Ligne du Prêt PAM Sismo-Prêt et pour chaque immeuble réhabilité, l'attestation du contrôleur technique agréé par l'Etat justifiant de la réalisation effective des travaux dans le respect des règles parasismiques.
- A défaut de réception par le Prêteur de cette attestation dans les délais impartis, le taux de la Ligne du Prêt PAM Sismo-Prêt sera requalifié, dès la deuxième échéance, au taux d'une Ligne du Prêt PAM soit le taux du Livret A auquel s'applique une marge de 0,60 % (60 points de base). De plus, une indemnité forfaitaire égale à un semestre d'intérêt sera perçue sur la deuxième échéance.
- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE FORT-DE-FRANCE	60,00
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	40,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

PR0090-FR0068 V2 E2 - Page 16/22
Contrat de prêt n° 75748 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes





www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

PR0080-PR0068 V2 E2 - page 17/22
Contrat de prêt n° 75748 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

17/22



GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une Indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

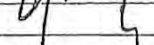
Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

PR0090-FR0069V2-5.2 Page 18/22
Contrat de prêt n° 15748 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

18/22





www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE - 19/22



GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site <https://www.prets.caissedesdepots.fr/> par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

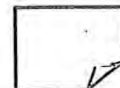
En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

20/22



GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

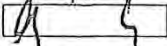
A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.



PR0090-PR0068 V2.612 - page 21/22
Contrat de prêt n° 75746 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
21/22





www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 26 MARS 2018

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M.

Nom / Prénom : MODNOUERY Alain

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Le, 16 mars 2018

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M.

Nom / Prénom : ROCHE Hubert

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Hubert ROCHE
Directeur territorial



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La **Collectivité Territoriale de Martinique**, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La **Société Immobilière de la Martinique** représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société Immobilière de la Martinique en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du 2018, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 40 % d'un montant total en capital de 1 378 815,00 € plus les intérêts, remboursable en 25 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer les travaux de confortement sismique résidence LES ZETAS TR2, quartier Floréal à Fort de France.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 40 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de UN MILLION TROIS CENT SOIXANTE DIX HUIT MILLE HUIT CENT QUINZE EUROS (1 378 815,00 €) destiné aux travaux de confortement sismique de la résidence LES ZETAS TR2, quartier Floréal à Fort de France.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° du 2018 :

Type du prêt	PAM (sismo-prêt)
Montant	1 378 815 €
Commission d'instruction	0 €
Durée de la période	Annuelle
Taux de période	0,5%
TEG de la ligne du prêt	0,5 %
Phase d'amortissement	
Durée	25 ans
Index	Livret A
Marge fixe sur index	-0,25%
Taux d'intérêt	0,5%
Périodicité	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR
Taux de progressivité des échéances	0%
Mode de calcul des intérêts	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30/360

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.
La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180620-18-240-1-DE
Date de télétransmission : 06/08/2018
Date de réception préfecture : 06/08/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :
- 6 AOUT 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-240-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 40 % D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 484 894,00 € DESTINÉ À LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE CONFORTEMENT SISMIQUE À LA RÉSIDENCE TRÉNELLE À FORT-DE-FRANCE

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE (procuration à Georges CLEON), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la demande formulée par la Société Immobilière de la Martinique (SIMAR) et tendant à solliciter la garantie partielle d'un montant total de 484 894,00 €, pour la réalisation des travaux de confortement sismique à la résidence TRENELLE à Fort de France ;

Vu le contrat de prêt n°75766 en annexe signé entre la Société Immobilière de la Martinique et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone : 0596.59.63.00 - Télécopie : 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 14 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 18 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de cent quatre-vingt-treize mille neuf cent cinquante sept euros soixante centimes (193 957,60 €) représentant 40% d'un emprunt d'un montant de 484 894,00 € souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°75766, destiné au confortement sismique de la résidence « Trénelle » - Ville de Fort-de-France .

ARTICLE 2 : La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document, nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 75766

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0090 V2.6.2, page 1/22
Contrat de prêt n° 75766 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

97264

Paraphes
FORT-DE-FRANCE - 1/22
6

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE, SIREN n°: 303188528, sis(e) PETIT PARADIS
BP 7214 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE** » ou
« l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PRO090-PRO098 V2.6.2 - page 2/22
Contrat de prêt n° 757765 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

7

2/22

7



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PR0090-PR0098 V2.6.2, page 3/22
Contrat de prêt n° 75968 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

FORT-DE-FRANCE

Paraphes
3/22
8

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Confortement Sismique TRENELLE à FORT DE FRANCE, Parc social public, Réhabilitation lourde / Restructuration de 100 logements situés Quartier Trenelle 97200 FORT-DE-FRANCE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quatre-cent-quatre-vingt-quatre mille huit-cent-quatre-vingt-quatorze euros (484 894,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PAM Sismo-prêt, d'un montant de quatre-cent-quatre-vingt-quatre mille huit-cent-quatre-vingt-quatorze euros (484 894,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

9

4/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

PRO090-PR0008 V2.62, page 5/22
Contrat de prêt n° 75768 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
10
5/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L' « **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L' « **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

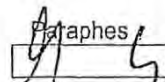
La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation** » (**PAM**) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux dans les conditions prévues aux articles R. 313-23 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

PRC000-PRO000 V2.6.2 page 022
Contrat de prêt n° 75765 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

6/22

11

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation Sismo-Prêt** » (PAM Sismo-Prêt) est destiné au financement d'opérations de réhabilitation visant à prévenir les risques parasismiques supportés par des logements sociaux situés dans les territoires de Martinique, Guadeloupe et Saint-Martin, et ayant fait l'objet d'un avis technique du contrôleur technique agréé par l'Etat rendant l'opération éligible audit financement.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

PR009D-PR0068 V2.62, page 7/22
Contrat de prêt n° 73766 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
FORT-DE-FRANCE -
7/22

12



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.prets.caissedesdepots.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **08/06/2018** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

PRODIGE-PRODIGE V2 6.2, page 8/22
Contrat de prêt n° 15166 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

FORT-DE-FRANCE -
8/22

Paraphes

13



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.prets.caissedepots.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PR0000-PR0000 V5.6.2 page 9/22
Contrat de prêt n° 15163 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
anilles-guyane@caissedepots.fr

Paraphes
14
9/22



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM			
Enveloppe	Sismo-prêt			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5232928			
Montant de la Ligne du Prêt	484 894 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,5 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,5 %			
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans			
Index	Livret A			
Marge fixe sur index	- 0,25 %			
Taux d'intérêt	0,5 %			
Periodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DR			
Taux de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Paraphes



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PROCES-VERBAL V2.5.2 - Page 11/22
Contrat de prêt n° 75766 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
16
11/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$
Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"} - 1}]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

PR0090-PR0088 V2.6.2 Page 12/22
Contrat de prêt n° 73186 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
12/22

17

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

PR009-PROCES V2.62, page 13/22
Contrat de prêt n° 75756 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
18
13/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

14/22

19



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

PR0090-FR0068 V2.62, page 15/22
Contrat de prêt n° 75763 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
20
15/22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FOND D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
 - informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
 - à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
 - respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
 - transmettre au Prêteur, deux mois avant la date de la deuxième échéance de chaque Ligne du Prêt PAM Sismo-Prêt et pour chaque immeuble réhabilité, l'attestation du contrôleur technique agréé par l'Etat justifiant de la réalisation effective des travaux dans le respect des règles parasismiques.
- A défaut de réception par le Prêteur de cette attestation dans les délais impartis, le taux de la Ligne du Prêt PAM Sismo-Prêt sera requalifié, dès la deuxième échéance, au taux d'une Ligne du Prêt PAM soit le taux du Livret A auquel s'applique une marge de 0,60 % (60 points de base). De plus, une indemnité forfaitaire égale à un semestre d'intérêt sera perçue sur la deuxième échéance.
- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	40,00
Collectivités locales	COMMUNE DE FORT-DE-FRANCE	60,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

PRO090-PRO099 V2.6.2, page 16/22
Contrat de prêt n° 75766 Emprunteur n° 00230774

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
16/22

21

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

PRO000-PRO006H V2.62 page 17/22
Contrat de prêt n° 75756 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
anillles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
22
17/22
FORT-DE-FRANCE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

PR0000-PR0068 V2.6.2, pages 18/22
Contrat de prêt n° 75766 Emprunteur n° 000330474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

23

18/22

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

PROCES-VERBAUX V2 E2 - 19/06 19/22
Contrat de prêt n° 75766 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
24
19/22

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site <https://www.prets.caisdesdepots.fr/> par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

20/22

25

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

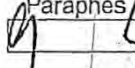
A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Antilles-Guyane



PR0090-PR0090 V2.6.2 page 21/22
Central de prêt n° 75760 Emprunteur n° 00030474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

26
21/22



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, **20 MARS 2018**

Pour l'Emprunteur,

Civilité : **M**

Nom / Prénom : **MOUNISCHY Alain**

Qualité : **Directeur Général**

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, **12 mars 2018**

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : **N.**

Nom / Prénom : **ROCHE Hubert**

Qualité : **Directeur Territorial**

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Cachet et Signature :

Hubert ROCHE
Directeur territorial

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Immobilière de la Martinique représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société Immobilière de la Martinique en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du 2018, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 40 % d'un montant total en capital de 484 894,00 € plus les intérêts, remboursable en 25 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer les travaux de confortement sismique résidence TRENELLE à Fort de France.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 40 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de QUATRE CENT QUATRE VINGT QUATRE MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT QUATORZE EUROS (484 894,00 €) destiné aux travaux de confortement sismique de la résidence TRENELLE à Fort de France.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° du 2018 :

Type du prêt	PAM (sismo-prêt)
Montant	484 894 €
Commission d'instruction	0 €
Durée de la période	Annuelle
Taux de période	0,5%
TEG de la ligne du prêt	0,5 %
Phase d'amortissement	
Durée	25 ans
Index	Livret A
Marge fixe sur index	-0,25%
Taux d'intérêt	0,5%
Périodicité	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR
Taux de progressivité des échéances	0%
Mode de calcul des intérêts	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30/360

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.
La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180620-18-241-1-DE
Date de télétransmission : 17/09/2018
Date de réception préfecture : 17/09/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 17 SEP. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-241-1

PORTANT VERSEMENT D'UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE AUX TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE LA RÉSIDENCE TARTENSON

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Georges CLEON), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L.200-1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Général de Martinique n° CP/376-15 du 07 mai 2015 portant confirmation de la prise en charge des travaux de mise à niveau des réseaux d'eaux pluviales et usées de la résidence TARTENSON et accord pour solde de tout compte d'une contribution financière au Syndicat des Copropriétaires de la résidence (SDC) Tartenson d'un montant de 129 648 € correspondant aux travaux de réfection des toitures et de l'étanchéité des murs ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu la lettre en date du 22 janvier 2018 du Syndicat des Copropriétaires de la résidence TARTENSON portant demande de prise en charge des devis de plusieurs entreprises sur les travaux réclamés et sollicitant le remboursement des frais engagés pour mettre aux normes les canalisations d'eau potable ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 14 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 18 juin 2018 ;
Considérant l'engagement de la Collectivité figurant aux actes notariés du 25 novembre 2005, portant réalisation au niveau des parties communes de la résidence TARTENSON des travaux de mise en conformité du circuit électrique et de mise à niveau des réseaux d'eau potable, d'eaux pluviales et usées ;
Considérant que les ventes d'appartement de la résidence ont été effectuées du 30 novembre 2005 au 23 juillet 2008 ;
Considérant que la résidence n'est plus la propriété de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la prise en charge financière par la Collectivité Territoriale de Martinique des opérations suivantes au profit du Syndicat des Copropriétaires de la résidence Morne TARTENSON d'un montant total de cinquante neuf mille six cent quarante quatre euros sept centimes (59 644,07 €) :

- frais de bureau d'études pour la mise à niveau des réseaux d'eaux pluviales et usées (7 161 €) ;
- mise en conformité du circuit électrique extérieur (52 483,07 €).

ARTICLE 2 : Est autorisée le remboursement de la somme de dix neuf mille onze euros quatre vingt douze centimes (19 011,92 €) correspondant aux frais engagés par le SDC TARTENSON pour mettre aux normes les canalisations d'eau potable de la Résidence TARTENSON.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la contribution mentionnée aux articles 1 et 2 sont précisées dans une convention financière.

ARTICLE 4 : La dépense correspondant aux frais des travaux d'eau potable est prélevée au chapitre 900 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

La dépense correspondant aux travaux d'assainissement et d'électricité est prélevée au chapitre 900 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention financière précitée et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage, et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





Code: Confinance

CONVENTION FINANCIERE ENTRE LA
COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET LE
SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE
MORNE TARTENSON
PORTANT VERSEMENT D'UNE CONTRIBUTION
FINANCIERE AUX TRAVAUX DE REHABILITATION DE
LA RESIDENCE

ENTRE LES SOUSSIGNES:

LA COLLECTIVITE DE MARTINIQUE, représentée par le Président du Conseil Exécutif de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE JEANNE, domicilié à l'Hôtel de la Collectivité- Rue Gaston Defferre -Cluny -97200 FORT DE FRANCE, dûment habilité à cet effet par délibération n°15-0003 du 18 décembre 2015 de l'Assemblée de Martinique

ci -après désignée « La Collectivité»

d'une Part

ET

LE Syndicat des Copropriétaires de la Résidence Morne Tartenson, représenté par son syndic, Mme _____, domicilié Rue du Temple, 97200 FORT DE FRANCE.

ci -après désigné « le SDC»

d'autre Part

.../...

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;

vu l'engagement du 25 novembre 2005 de la Collectivité figurant aux actes notariés, portant réalisation au niveau des parties communes de la résidence TARTENSON des travaux de mise en conformité du circuit électrique et de mise à niveau des réseaux d'eau potable, d'eaux pluviales et usées ;

- confirmation de la prise en charge des travaux de mise à niveau des réseaux d'eaux pluviales et usées de la résidence TARTENSON ;
- accord pour solde de tout compte d'une contribution financière au SDC Tartenson d'un montant de **129 648 €** correspondant aux travaux de réfection des toitures et de l'étanchéité des murs ;

Vu la lettre en date du 22 janvier 2018 du SDC TARTENSON sollicitant la prise en charge financière par la Collectivité des travaux réclamés ainsi que le remboursement des frais engagés pour mettre aux normes les canalisations d'eau potable ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 18- du
accordant une contribution financière au SDC TARTENSON ;

IL EST PRECISE EN PREAMBULE

Par délibération n° CP/1157-03 du 18 décembre 2003, la Commission Permanente de l'ex Conseil Général avait autorisé la cession « en l'état » des quatorze (14) logements de la Résidence « Tartenson », propriété de la Collectivité.

Les ventes ont été réalisées pour des logements en l'état du 30 novembre 2005 au 23 juillet 2008.

Par courrier en date du 23 mai 2011, le Syndicat des Copropriétaires de Tartenson interpellait la Collectivité sur l'état de la Résidence et sollicitait une subvention de 387. 000 euros permettant de couvrir « une partie des dépenses de réparations et de mises aux normes qui auraient dû être réalisés par le propriétaire, l'ex Conseil Général ».

Par courrier en date du 27 février 2015, le Syndicat des copropriétaires maintenait sa demande d'aide exceptionnelle formulée le 23 mai 2011, en raison des dommages occasionnés par l'inexécution des travaux pour lesquels la Collectivité s'était engagée, conformément à l'attestation du 25 novembre 2005 figurant aux actes notariés et portant réalisation au niveau des parties communes de la résidence TARTENSON des travaux de mise en conformité du circuit électrique et de mise à niveau des réseaux d'eau potable, d'eaux pluviales et usées .

Par délibération n° CP/376-15 du 7 mai 2015, la Commission Permanente de l'ex Conseil Général confirmait la prise en charge par la Collectivité des travaux à exécuter conformément à l'attestation précitée ;

Par lettre en date du 22 janvier 2018, le SDC TARTENSON a sollicité la prise en charge financière par la Collectivité des devis de bureaux d'étude concernant les travaux de réseaux d'eaux et un devis actualisé pour la mise en conformité d'électricité ; il a également demandé le remboursement des frais engagés par le syndic pour mettre aux normes les canalisations d'eau potable ;

Ceci exposé,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT

ARTICLE 1 : OBJET

La Collectivité verse au SDC TARTENSON qui accepte, une contribution financière de **SOIXANTE DIX HUIT MILLE SIX CENT CINQUANTE CINQ EUROS QUATRE VINGT DIX NEUF CENTS (78 655,99 €)** correspondant à sa participation pour les travaux de réhabilitation à la Résidence TARTENSON, se décomposant comme suit :

- mise en conformité du réseau électrique à la Résidence Tartenson ;
- frais de bureau d'étude pour la mise à niveau des réseaux d'eaux pluviales et usées ;
- remboursement des travaux de canalisation d'eau potable déjà effectués par le SDC ;

ARTICLE 2 : MODALITES DE VERSEMENT DE L'INDEMNITE

La Collectivité se libèrera de cette dépense comme suit par mandat administratif au nom du SDC TARTENSON :

- 90 % (70 790 euros) payable dès la signature de la convention par les deux parties ;
- le solde payable (10 %, soit 7 865, 99 euros) sur présentation des factures attestant de l'exécution des travaux .à hauteur des sommes déjà versées (soit 90 %).

Le SDC TARTENSON s'engage à présenter dans les six (06) mois à compter du versement du solde des 10 %, les factures correspondant à ces 10 %.

Il sera procédé à un contrôle des travaux afin de constater que les prestations ont été bien effectuées.

ARTICLE 3 : RENONCIATION

En contrepartie de ce règlement, le SDC renonce à tout surplus de réclamation et à tout recours contentieux s'agissant des travaux précités.

ARTICLE 4 : DUREE

La présente convention prend effet à compter de la signature des parties.

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet préalablement d'une concertation entre les parties, puis d'un avenant.

ARTICLE 5 : LITIGE

Tout litige qui résulterait des clauses de la présente fera l'objet d'une procédure de conciliation entre les parties.

Si elle n'aboutit pas, le conflit sera porté devant le Tribunal Administratif par la partie la plus diligente.

Tout désaccord persistant entre les parties sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention sera porté devant le tribunal compétent.

Fait en deux (02) exemplaires originaux

A FORT DE FRANCE, Le

M. Alfred MARIE JEANNE

Le Président du Conseil Exécutif

Mme

La Présidente du SDC
TARTENSON



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180620-18-242-1-DE
Date de télétransmission : 10/07/2018
Date de réception préfecture : 10/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 10 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-242-1

PORTANT AVENANT À LA CONVENTION FINANCIÈRE D'INDEMNISATION DE LA SCI CEJA DU COÛT DES TRAVAUX DE MISE AUX NORMES PMR ET D'AMÉNAGEMENT DES LOCAUX SIS AU 9 LOTISSEMENT BARDINET DILLON À FORT-DE-FRANCE

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Georges CLEON), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L.200-1 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu le bail conclu le 29 mai 2015 avec la SCI CEJA pour ses locaux sis 9 Lotissement Bardinet Dillon ;

Vu la convention financière du 17 juin 2016 portant indemnisation de la SCI CEJA pour des travaux de mises aux normes et d'aménagements des locaux ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 18 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la conclusion d'un avenant à la convention financière du 17 juin 2016 passée avec la SCI CEJA, pour le versement d'une indemnité complémentaire de dix mille cinq cent un euros soixante-douze centimes (10 501,72 €) correspondant au surcoût des travaux d'aménagement.

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est versée pour solde de tout compte en même temps que le solde de la convention initiale et dans les mêmes conditions.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer la convention financière précitée et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage, et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-242-1



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Fort-de-France, le

**AVENANT N° 1
À LA CONVENTION FINANCIÈRE PORTANT INDEMNISATION
DE LA SCI CEJA DU COÛT DES TRAVAUX DE CONFORMITÉ
DANS LES LOCAUX SIS AU 9 LOTISSEMENT BARDINET
DILLON À FORT-DE-FRANCE**

Code : SCICEJA-avenant1convfinancière

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique,

Sise Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, CS 30137- 97201 Fort-De-France CEDEX,

Représentée par son président, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité par délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,

Ci-après dénommée la « CTM »

D'une part,

ET

La SCI CEJA,

Dont le siège social est à route de Chateauboeuf lotissement Bardinet n° 9 - 97200 Fort-de-France, identifiée au SIREN sous le numéro 350 521 654,

Représentée par son Gérant, Monsieur

Ci-après dénommée la « SCI »

D'autre part,

PRÉALABLEMENT AUX PRÉSENTES IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-2 et L 7224.-14 ;

Vu la délibération n°15-0003 de l'Assemblée de Martinique adoptée en sa séance du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil exécutif et de son Président ;

Considérant le bail du 29 mai 2015 conclu avec la SCI CEJA pour ses locaux sis au 9 Lotissement Bardinet Dillon à Fort-de-France ;

Considérant la convention financière du 17 juin 2016 portant indemnisation de la SCI CEJA pour des travaux de mise aux normes et d'aménagement des locaux ;

Vu la délibération n° de l'Assemblée de Martinique adoptée en sa séance du 2018, autorisant le versement d'une indemnité complémentaire à la SCI CEJA ;

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT

Article 1

La CTM verse à la SCI qui accepte, une indemnité complémentaire de **Dix mille cinq cent un euros soixante-douze centimes** (10 501.72 €), correspondant au surcoût de la dépense générée par les travaux et les honoraires d'étude et de suivi des aménagements.

Article 2

La CTM se libèrera de cette dépense par mandat administratif au nom de la SCI, payé en même temps que le solde de la convention initiale et dans les mêmes conditions.

Article 3

Les autres clauses de la convention initiale demeurent inchangées.

Fait en deux (02) exemplaires originaux

Monsieur Alfred MARIE-JEANNE
Président de la CTM

Monsieur
Gérant de la SCI



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180621-18-243-1-DE
Date de télétransmission : 10/09/2018
Date de réception préfecture : 10/09/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N°18-243-1 **AFFICHAGE LE : 10 SEP. 2018**

**PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SARL DISTILLERIE LA FAVORITE –
RÉNOVATION DU SYSTÈME TRADITIONNEL DE PRODUCTION DE VAPEUR DE LA
DISTILLERIE FAVORITE (2017) - RMAR040217DA0970001 »**

L'An deux mille dix-huit, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS (procuration à Michelle BONNAIRE), Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE, (procuration à Georges CLEON), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Nadia LIMIER (procuration à Josiane PINVILLE), Fred LORDINOT (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Gilbert COUTURIER), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Nadine RENARD (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE, Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE)n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 30 décembre 2016 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale le 15 mai 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une aide FEADER d'un montant de quatre-vingt mille deux cent quatre-vingt-six euros onze centimes (80 286,11 €), soit 51,14 % du coût total éligible de l'opération de 157 005,00 €, à la « SARL DISTILLERIE LA FAVORITE – rénovation du Système traditionnel de production de vapeur de la distillerie Favorite (2017) - RMAR040217DA0970001 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180620-18-244-1-DE
Date de télétransmission : 11/07/2018
Date de réception préfecture : 11/07/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique
DÉLIBÉRATION N°18-244-1
AFFICHAGE LE : 11 JUIL. 2018

**PORTANT AUGMENTATION DE LA DOTATION FINANCIÈRE
DE LA SUBVENTION GLOBALE FSE AU TITRE DE L'AXE 3
"PROMOUVOIR L'INCLUSION SOCIALE ET COMBATTRE LA PAUVRETÉ"
DU PO FSE ETAT POUR LA PÉRIODE 2018-2020**

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Georges CLEON), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche,
Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil ;
Vu l'approbation du PO FSE par la Commission Européenne du 17 décembre 2014,
Vu le régime d'aide SIEG n° 2012/21/UE du 20 décembre 2011,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020,

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application,
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-418-1 du 16 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour l'exercice 2017,
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 18 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 19 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée Martinique,
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée l'augmentation de la dotation financière de la subvention globale FSE au titre de l'axe 3 "Promouvoir l'inclusion sociale et combattre la pauvreté" du PO FSE Etat pour la période 2018-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour engager la Collectivité Territoriale de Martinique et signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif :

- aux ajustements financiers de l'enveloppe FSE, notamment suite à l'examen de la réserve de performance en 2019,
- aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Deux autorisations d'engagement pluriannuelles (2018-2022) sont inscrites au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique :

- pour la part FSE, l'autorisation d'engagement s'élève à 44 286 541,13 € et est inscrite au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- pour la part territoriale, l'autorisation d'engagement s'élève à 4 836 374,29 € et est inscrite au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

La liquidation des parts FSE et territoriale est programmée à titre indicatif comme suit :

20 % en crédit de paiement 2018
20 % en crédit de paiement 2019
20 % en crédit de paiement 2020
20 % en crédit de paiement 2021
20 % en crédit de paiement 2022.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou son affichage, ainsi qu'à sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-20005507-20180620-18-245-1-DE
Date de télétransmission : 30/07/2018
Date de réception préfecture : 30/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-245-1

PORTANT REJET DE LA DEMANDE D'AIDE DE LA SARL BELLEVUE SAINTE-MARIE POUR LA PLANTATION DE VITROPLANTS BANANE SUR 33,19 HA DE 2017 À 2019 RMAR040117DA0970101»

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Georges CLEON), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDR FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 12 juillet 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale en date du 12 avril 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 18 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La demande d'aide présentée par la SARL BELLEVUE SAINTE-MARIE pour le projet relatif à la plantation de vitroplants banane sur 33,19 ha de 2017 à 2019 – RMAR040117DA0970101», est rejetée aux motifs suivants :

- Le projet ne répond pas aux conditions prévues dans le cadre de l'appel à projet FEADER, type d'opération 4.1.1. – « Modernisation des exploitations agricoles dans les filières canne et banane » n°1, validé en Conseil Exécutif du 26 octobre 2017.
- Le porteur de projet n'a pas fourni l'attestation des travaux à réaliser en 2017 et ceux à engager en 2018 et 2019, malgré les nombreuses sollicitations du service instructeur.
- Par ailleurs, les éléments financiers présentés dans ce dossier font apparaître une capacité financière négative ne permettant pas au demandeur de mener à bien les investissements prévus.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 14 abstentions, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180620-18-246-1-DE
Date de télétransmission : 30/07/2018
Date de réception préfecture : 30/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JUL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-246-1

PORTANT REJET DE LA DEMANDE D'AIDE DE LA «SA USINE DU MARIN POUR LE MAINTIEN DE L'ATELIER « ÉLEVAGE BOVIN" PAR L'OPTIMISATION D'ÉQUIPEMENT EN MATÉRIEL – RMAR040117DA0970006 »

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Georges CLEON), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDR FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 2 février 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale en date du 13 mars 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 18 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La demande d'aide présentée par la « SA USINE DU MARIN pour le projet relatif au maintien de l'atelier "élevage bovin" par l'optimisation d'équipement en matériel – RMAR040117DA0970006 », est rejetée aux motifs suivants : le projet présenté par la SA USINE DU MARIN ne répond pas aux objectifs prévus par la mesure 4.1.1 du PDRM 2014-2020. En effet, le porteur n'atteint pas le nombre minimum de 70 points requis et n'a pas fourni les documents demandés (inventaire du parc matériel, argumentaire détaillé du projet, attestation bancaire). »

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 14 abstentions, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 24 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-249-1

PORTANT FIXATION DU PRIX DE VENTE DU CAHIER DU PATRIMOINE N°31 INTITULÉ « LA MUSIQUE MARTINICAISE ET LA MODERNITÉ » ET DU CATALOGUE BENOIT JEANNETTE RÉALISÉ EN HOMMAGE AU PHOTOGRAPHE BENOIT JEANNETTE

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Georges CLEON), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;

Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 18 juin 2018;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT-DE-FRANCE
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Accusé de réception en préfecture
072000550700180620-18-249-1-DE
Date de télétransmission : 24/07/2018
Date de réception préfecture : 24/07/2018

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le prix de vente du cahier du patrimoine n°31 intitulé « La musique martiniquaise et la modernité » est fixé à trente euros (30 €).

ARTICLE 2 : Le prix de vente du catalogue « Benoît JEANNETTE » réalisé en hommage au photographe Benoît JEANNETTE, est fixé à vingt sept euros (27 €).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180620-18-250-1-DE
Date de télétransmission : 30/07/2018
Date de réception préfecture : 30/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-250-1

PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION DU CONSEIL REGIONAL DE MARTINIQUE N° 15-1895-1 DU 20 OCTOBRE 2015 PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION AU SYNDICAT POUR LA DÉFENSE DES ARTISTES MARTINICAIS POUR SA PARTICIPATION AU MUNDIAL MONTREAL AU CANADA AU MOIS DE NOVEMBRE 2015

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BATHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Georges CLEON), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;

Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 18 juin 2018;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est annulée la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-1895-1 du 20 octobre 2015 portant octroi d'une aide financière au Syndicat pour la défense des artistes martiniquais pour sa participation au « Mundial Montréal » au Canada au mois de novembre 2015.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique


Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180620-18-251-1-DE
Date de télétransmission : 27/07/2018
Date de réception préfecture : 27/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-251-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE D'AIDE AUX VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES GÉRÉ PAR LA CROIX ROUGE FRANCAISE, AU TITRE DE L'ANNÉE 2017

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Georges CLEON), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'action sociale et des familles ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 11 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 14 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une participation financière d'un montant de soixante mille euros (60 000,00 €) à la CROIX ROUGE FRANCAISE, au titre des dépenses de fonctionnement du Service d'Aide aux Victimes d'Agressions Sexuelles (S.A.V.A.S) au titre de l'exercice 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





CONVENTION N°

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

LA CROIX ROUGE FRANCAISE
Représentée par son Directeur Territorial Antilles

- ✓ **Vu** le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- ✓ **Vu** le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment son article 107 ;
- ✓ **Vu** l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne ;
- ✓ **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.7222 -6 et ses articles L.7211-1 à L.7331-3 et ses articles L.4141-1 à L.4142-4 ;
- ✓ **Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- ✓ **Vu** la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
- ✓ **Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- ✓ **Vu** la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses article 39 et suivants ;
- ✓ **Vu** l'ordonnance n° 2012-1397 du 12 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
- ✓ **Vu** le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides des personnes publiques ;
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;
- ✓ **Vu** la convention conclue entre la Croix-Rouge Française et l'Association pour l'Accompagnement, le Développement et la Promotion de l'Action Sociale en date du 23 décembre 2015 relative à la cession des éléments d'actifs affectés à l'activité portée par ladite association ;
- ✓ **Vu** la demande de la subvention de fonctionnement d'un montant de quatre-vingt mille euros (90 000 €) formulée par la Croix-Rouge Française en date du 19 Juillet 2017 pour la poursuite des activités du Service d'Aide aux Victimes d'Agressions Sexuelles et de Viol (S.A.V.A.S) ;
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique n° Portant attribution d'une subvention d'un montant de SOIXANTE MILLE (60 000 €) dans le cadre du fonctionnement du Service d'Aide aux victimes d'agressions sexuelles (S.A.V.A.S) géré par la CROIX ROUGE FRANCAISE au titre de l'année 2017 ;

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

Hôtel de la Collectivité Territoriale

Rue Gaston Defferre

97201 FORT DE France

Représentée par le Président du Conseil Exécutif **Alfred MARIE-JEANNE** dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'Assemblée en date du 18 décembre 2015

D'une part,

ET

LA CROIX ROUGE FRANCAISE

Gestionnaire du Service d'Aide aux Victimes d'Agressions Sexuelles et de Viol (S.A.V.A.S)

74, Chemin fruit à pain

Lotissement Long Pré

97232 LAMENTIN

Représentée par son Directeur territorial Antilles **Monsieur**

N° Sirene : 775.672.272

D'autre part,

PREAMBULE

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 réaffirme les compétences de la collectivité territoriale en matière de solidarité et de cohésion territoriale par le biais de l'action sociale avec l'aide sociale à l'enfance.

L'article L.221-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles stipule que pour l'accomplissement de ses missions et sans préjudice de ses responsabilités vis à vis des enfants qui lui sont confiés, le service de l'aide sociale à l'enfance peut faire appel à des organismes publics ou privés ou à des personnes physiques.

La Croix-Rouge Française intervient auprès des mineurs victimes d'agressions sexuelles, elle concoure ainsi à la protection de l'enfance.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de :

- définir les modalités de contribution de l'association à l'exécution d'un service d'intérêt général relatif à l'accompagnement et la prise en charge des mineurs victimes d'abus sexuels.
- fixer les modalités d'une compensation financière de l'association par la collectivité territoriale au titre du service public rendu.

ARTICLE 2 : OBLIGATION DE SERVICE PUBLIC

Le Service d'Aide aux Victimes d'Aggressions Sexuelles et de viols géré par la Croix-Rouge Française a pour objectif :

- de proposer aux victimes d'agressions sexuelles, une prise en charge globale et pluridisciplinaire se traduisant par un accueil individualisé, une écoute confidentielle, une information sur leurs droits, un soutien psychologie et un accompagnement social et administratif, notamment intégrant une démarche active de contact avec les victimes.
- d'accompagner gratuitement les personnes dans leurs démarches administratives et sociales en assurant un suivi prolongé tout au long de la procédure.

ARTICLE 3 : NATURE DES OBLIGATIONS DE SERVICE PUBLIC

L'association gestionnaire de la structure s'engage à respecter les différentes obligations de service public déclinées selon les principes suivants :

- permanence du service public ;
- uniformité de la couverture territoriale ;
- libre accès de tous les habitants du territoire ;
- garantie de service ;
- garantie des conditions d'un égal accès au service public de tous les habitants du territoire.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DES PARTIES

1/La Croix Rouge Française

La Croix-Rouge Française doit :

- Se conformer au formalisme et au processus de demandes d'aides de la collectivité ;
- Etre à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation de l'opération visée et de ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres acteurs, sociétés ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Communiquer à la collectivité territoriale au cours des 6 premiers mois de l'année écoulée n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la collectivité territoriale de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action territoriale ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation et le cas échéant, la participation financière de la collectivité territoriale ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la collectivité territoriale et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la collectivité territoriale ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

2/ La Collectivité Territoriale de Martinique

Dans ce cadre, la Collectivité Territoriale de Martinique contribue au fonctionnement du service d'Aide aux Victimes d'Aggressions Sexuelles et de viol (S.A.V.A.S) géré par la Croix-Rouge Française par l'attribution d'une subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée maximum d'un an et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la collectivité territoriale (décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par des personnes publiques).

ARTICLE 6 : MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la collectivité territoriale de Martinique s'engage à lui verser une subvention d'un montant total de **SOIXANTE MILLE EUROS (60 000 €)**, pour l'exercice 2017.

Lorsque l'exercice comptable du partenaire correspondant à l'année civile, le solde ne pourra être versé après le 31 décembre de l'année n. Par dérogation à ce principe, le report du versement du solde de la subvention pourra être accordé au partenaire durant le délai de prorogation de 6 mois, indiqué à l'article 5.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la collectivité territoriale pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

La participation financière accordée fera l'objet d'un versement sous la forme de quatre acomptes trimestriels d'un montant fixe de **QUINZE MILLE EUROS (15 000 €)**.

La contribution financière sera créditée au compte de la CROIX ROUGE FRANCAISE selon les procédures comptables en vigueur.

La dépense sera imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Si le partenaire vient à cesser son activité en cours d'action, plus aucun versement de la subvention ne pourra intervenir. De même, toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement à la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la collectivité territoriale, au plus 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que les annexes certifiés par le commissaire aux comptes ;
- le rapport du commissaire aux comptes (*si le partenaire a cette obligation ou si il a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes*) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la collectivité, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre à ses obligations.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité Territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la collectivité territoriale, qui ne saurait dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité territoriale de Martinique, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 8 : CONTROLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 9 : RESPECT DU CARACTERE D'INTERET GENERAL DES DEPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général territorial au travers de son action.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la collectivité territoriale pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la collectivité, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention ;

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 10 : LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Il fait figurer le logo-type sur les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « *avec le concours financier de* ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale doivent être confirmées par l'envoi de document ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la collectivité peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité Territoriale.

ARTICLE 11 – ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les pièces d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 12 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puisse conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 13 – LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le Tribunal Administratif de Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

(en 2 exemplaires originaux signés par les parties)

Le Président du Conseil Exécutif
de Martinique

Le Directeur de la Délégation Territoriale
Antilles de la Croix-Rouge Française



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180620-18-252-1-DE
Date de télétransmission : 02/08/2018
Date de réception préfecture : 02/08/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 2 AOUT 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-252-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT AU CENTRE HOSPITALIER DU SAINT-ESPRIT POUR LA MISE EN CONFORMITÉ ET L'AMÉNAGEMENT DE L'EHPAD « DOUCEUR D'ÂGE »

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Georges CLEON), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'action sociale et des familles ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement daté du 1^{er} janvier 1991 ;
Vu l'arrêté conjoint PCE/DGARS n°380 en date du 30 janvier 2017 de renouvellement de l'autorisation d'exercice de l'EHPAD « Douceur d'Âge » du Saint-Esprit ;
Vu la demande de subvention formulée par le Centre Hospitalier de la ville du Saint-Esprit, pour la réalisation des travaux de mise aux normes et d'aménagement l'EHPAD « Douceur d'Âge » dont il assure la gestion ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé, action de prévention, PMI, ASE le 11 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant de cent mille euros (100 000 €) au Centre Hospitalier de la Ville du Saint-Esprit, pour la réalisation des travaux de mise aux normes et d'aménagement de l'EHPAD « Douceur d'Age » dont il assure la gestion.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique


Claude LISE





REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

CONVENTION N°

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par son Président

Et

LE CENTRE HOSPITALIER DU SAINT-ESPRIT
gestionnaire
de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées
Dépendantes « DOUCEUR D'AGE »
Représenté par sa Directrice

- Vu le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, notamment son article 107 ;*
- Vu la Décision de la Commission 2005-842 CE du 28 novembre 2005 ;*
- Vu l'encadrement communautaire 2005/C/29704 du 28 novembre 2005 des aides d'Etat sous forme de compensations de service public ;*
- Vu le Règlement (UE) n°1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 7222-6, et ses articles L 7211-1 à L 7331-3, et ses articles L 4141-1 à L 4142-4 ;*
- Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration publique territoriale de la République ;*
- Vu la loi n°96-142 du 21 février 1996 relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales portant notamment sur le devoir de contrôle de la collectivité territoriale (article L.1611-4) ;*
- Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;*
- Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;*
- Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;*
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides des personnes publiques ;*
- Vu l'arrêté d'autorisation de création de l'établissement daté du 1^{er} janvier 1991;*
- Vu l'arrêté conjoint PCE/DGARS n°380 en date du 30 janvier 2017 de renouvellement de l'autorisation d'exercice de l'EHPAD « Douceur d'Age » du Saint-Esprit ;*
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;*
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° XXX du XXX 2018 portant attribution d'une subvention d'un montant XXX euros (XXXX €) au Centre Hospitalier de la ville du Saint-Esprit, pour la réalisation des travaux de mise aux normes et d'aménagement l'EHPAD « Douceur d'Age »;*
- Vu la demande de subvention formulée par formulée par le Centre Hospitalier de la ville du Saint-Esprit, pour la réalisation des travaux de mise aux normes et d'aménagement l'EHPAD « Douceur d'Age ».*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé
une convention

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique

Hôtel de la Collectivité Territoriale
Rue Gaston Defferre
97201 FORT DE FRANCE

Représentée par le Président du Conseil Exécutif **Alfred MARIE-JEANNE** dûment
habilité à l'effet des présentes par délibération de l'Assemblée n° 15-0003 en date
du 18 décembre 2015.

D'une part,

ET

Le Centre Hospitalier du Saint-Esprit

Gestionnaire de l'EHPAD « Douceur d'Age »

B.P. 176 - Route de Petit-Bourg
97270 SAINT-ESPRIT

Représentée par sa Directrice, **Madame**
N° Siret :

D'autre part,

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

Préambule

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 réaffirme les compétences sociales des conseils départementaux par la mise en œuvre de toute aide ou action relative à la prévention ou à la prise en charge des situations de fragilité, de développement social, l'accueil des jeunes enfants et l'autonomie des personnes.

Dans le cadre de sa compétence en matière de solidarité en faveur des personnes âgées, la Collectivité Territoriale de Martinique participe à l'amélioration des conditions de vie et de prise en charge des personnes accueillies en institution.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention d'investissement allouée au Centre Hospitalier de la ville du Saint-Esprit, pour la réalisation des travaux de mise aux normes et d'aménagement l'EHPAD « Douceur d'Age ».

Les opérations visées par cet accompagnement sont les suivantes :

- la mise aux normes techniques ;
- la mise en conformité des espaces de déambulation ;
- la mise en sécurité des chambres et des espaces dédiés aux résidents.

Le partenaire dispose des structures et du personnel suffisant à la réalisation des actions aidées.

Compte tenu de l'intérêt de ces actions, la Collectivité Territoriale de Martinique a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une aide financière d'un montant de **100 000 €**.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DES PARTIES

1/ Le Centre Hospitalier de la Ville du Saint-Esprit

doit :

- se conformer au formalisme et au processus de demandes d'aides de la collectivité ;
- utiliser la contribution uniquement pour la réalisation de l'opération visée et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres acteurs, sociétés ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- informer les services de la collectivité territoriale de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action territoriale ;
- faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation et le cas échéant, la participation financière de la collectivité territoriale ;
- faciliter le contrôle et l'évaluation, par la collectivité territoriale et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la collectivité territoriale ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

2/ La Collectivité Territoriale de Martinique

La Collectivité Territoriale de Martinique contribue à la réalisation des opérations de mise aux normes et d'aménagement de l'EHPAD « Douceur d'Age » par l'attribution d'une subvention au Centre Hospitalier de la ville du Saint-Esprit.

La Collectivité Territoriale de Martinique s'oblige à attribuer l'aide, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée maximale **de 3 ans** et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (*décret n°2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi n° 2001-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques*).

ARTICLE 4 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir les opérations d'investissement du partenaire mentionnée à l'article 1 et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à lui verser une subvention d'un montant total de **100 000 €** (*cent mille euros*).

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

La contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique sera versée selon les modalités suivantes :

- **Un acompte de 50 %** à la signature de la présente convention par les deux parties au vu des factures proforma ;
- **Le solde** à la demande du bénéficiaire et sur présentation des pièces justificatives.

Les pièces justificatives sont :

- les factures acquittées, certifiées par le trésorier ;
- les états récapitulatifs des investissements réalisés daté et certifié conforme par le trésorier.

La contribution financière sera créditée au compte de l'EHPAD « Douceur d'Age » selon les coordonnées bancaires en vigueur.

La dépense sera imputée au chapitre fonctionnel 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

La demande de paiement du solde et les pièces précitées doivent être déposées au plus tard, aux termes de la convention.

ARTICLE 5 - REDDITION DES COMPTES, CONTROLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, Centre Hospitalier de la ville du Saint-Esprit devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable, le compte administratif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre à ses obligations.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 - CONTROLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

Le compte-rendu financier, justifiant de l'utilisation de l'aide et distinct des comptes administratifs du partenaire, doit être fourni et contiendra l'analyse la plus détaillée de l'utilisation des deniers publics par le partenaire, rapportée à l'objet de la subvention.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

b) Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7- RESPECT DU CARACTERE D'INTERET GENERAL DES DEPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général territorial au travers de son action. A cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 - LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Il fait figurer le logo-type sur les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la collectivité territoriale doivent être confirmées par l'envoi de document ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la collectivité peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la collectivité territoriale.

ARTICLE 9 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les pièces d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 - AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puisse conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 11 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

(en 2 exemplaires originaux signés par les parties)

Le Président
du Conseil Exécutif de Martinique

La Directrice
du Centre Hospitalier de la ville du Saint-Esprit.
gestionnaire
de l'EHPAD « Douceur d'Age »



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180620-18-253-1-DE
Date de télétransmission : 27/07/2018
Date de réception préfecture : 27/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-253-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT À L'OFFICE DES MISSIONS D'ACTION SOCIALE ET DE SANTÉ DE LA VILLE DU LAMENTIN POUR LA MISE EN CONFORMITÉ ET L'ÉQUIPEMENT DE LA CUISINE DE L'EHPAD « RÉSIDENCE HENRI BOURGEOIS »

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Georges CLEON), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté préfectoral n°782205 en date du 14 avril 1978 accordant l'autorisation de création d'une maison de retraite de 80 places à la Ville du Lamentin ;

Vu l'arrêté conjoint n° 03-113 en date du 16 janvier 2003 du Préfet de la Martinique et du Président du Conseil Général de Martinique autorisant la maison de retraite de l'Office des Missions d'Action Sociale et de Santé de la Ville du Lamentin à accueillir des personnes âgées dépendantes ;

Vu la demande de subvention formulée par l'OMASS pour l'accompagnement du programme de rénovation, mise aux normes et équipement de la cuisine de l'EHPAD « Résidence Henri BOURGEOIS » ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 11 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale gérontologie personnes en situation de handicap le 14 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant de cinquante mille euros (50 000 €) à l'Office des Missions d'Action Sociale et de Santé de la Ville du Lamentin pour la réalisation du programme de rénovation, mise aux normes et équipement de la cuisine de l'EHPAD « Résidence Henri BOURGEOIS ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

CONVENTION N°

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par son Président

Et

L'OFFICE DES MISSIONS D'ACTION SOCIALE ET DE SANTE
DE LA VILLE DU LAMENTIN (OMASS)
gestionnaire
de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées
Dépendantes « RESIDENCE HENRI BOURGEOIS »
Représenté par sa Présidente

- Vu le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, notamment son article 107 ;*
- Vu la Décision de la Commission 2005-842 CE du 28 novembre 2005 ;*
- Vu l'encadrement communautaire 2005/C/29704 du 28 novembre 2005 des aides d'Etat sous forme de compensations de service public ;*
- Vu le Règlement (UE) n°1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 7222-6, et ses articles L 7211-1 à L 7331-3, et ses articles L 4141-1 à L 4142-4 ;*
- Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration publique territoriale de la République ;*
- Vu la loi n°96-142 du 21 février 1996 relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales portant notamment sur le devoir de contrôle de la collectivité territoriale (article L.1611-4) ;*
- Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;*
- Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;*
- Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;*
- Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides des personnes publiques ;*
- Vu l'arrêté préfectoral n°78-2205 en date du 14 avril 1978 accordant l'autorisation de création d'une maison de retraite de 80 places à la Ville du Lamentin ;*
- Vu l'arrêté conjoint n° 03-113 en date du 16 janvier 2003 du Préfet de la Martinique et du Président du Conseil Général autorisant la maison de retraite de l'Office des Missions d'Action Sociale et de Santé de la Ville du Lamentin à accueillir des personnes âgées dépendantes ;*
- Vu l'arrêté conjoint CTM/ARS n° 0391 en date du 30 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation de l'EHPAD « Résidence Henri BOURGEOIS » ;*
- Vu la demande de subvention formulée par l'OMASS pour l'accompagnement du programme de rénovation, mise aux normes et équipement de la cuisine de l'EHPAD « Résidence Henri BOURGEOIS » ;*
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;*
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° XXX du XXX 2018 portant attribution d'une subvention d'un montant XXX euros (XXXX €) à l'Office des Missions d'Action Sociale et de Santé de la Ville du Lamentin pour le financement partiel du programme de rénovation, mise aux normes et équipement de la cuisine de l'EHPAD « Résidence Henri BOURGEOIS » ;*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique

Hôtel de la Collectivité Territoriale

Rue Gaston Defferre

97201 FORT DE FRANCE

Représentée par le Président du Conseil Exécutif **Alfred MARIE-JEANNE** dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'Assemblée n° 15-0003 en date du 18 décembre 2015.

D'une part,

ET

L'Office des Missions d'Action Sociale et de Santé de la Ville du Lamentin

Gestionnaire de l'EHPAD « Résidence Henri BOURGEOIS »

13, rue Albert Camus

Place d'Armes 97232 LE LAMENTIN

Représenté par sa Présidente, **Madame**

N° Siret :

D'autre part,

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

Préambule

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 réaffirme les compétences sociales des conseils départementaux par la mise en œuvre de toute aide ou action relative à la prévention ou à la prise en charge des situations de fragilité, de développement social, l'accueil des jeunes enfants et l'autonomie des personnes.

Dans le cadre de sa compétence en matière de solidarité en faveur des personnes âgées, la Collectivité Territoriale de Martinique participe à l'amélioration des conditions de vie et de prise en charge des personnes accueillies en institution.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention d'investissement allouée à l'Office des Missions d'Action Sociale et de Santé de la Ville du Lamentin pour la réalisation du programme de rénovation, mise aux normes et équipement de la cuisine de l'EHPAD « Résidence Henri BOURGEOIS ».

Les opérations visées par cet accompagnement sont les suivantes :

- Travaux de rénovation de la cuisine ;
- Acquisition de matériels de cuisine et équipements divers ;
- Travaux, matériel et fourniture de climatisation ;

Le partenaire dispose des structures et du personnel suffisant à la réalisation des actions aidées.

Compte tenu de l'intérêt de ces actions, la Collectivité Territoriale de Martinique a décidé d'en faciliter la réalisation en lui allouant une aide financière d'un montant de 50 000 €.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DES PARTIES

1/ L'Office des Missions d'Action Sociale et de Santé de la Ville du Lamentin

L'association doit :

- se conformer au formalisme et au processus de demandes d'aides de la collectivité ;
- utiliser la contribution uniquement pour la réalisation de l'opération visée et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres acteurs, sociétés ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- informer les services de la collectivité territoriale de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action territoriale ;
- faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation et le cas échéant, la participation financière de la collectivité territoriale ;
- faciliter le contrôle et l'évaluation, par la collectivité territoriale et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la collectivité territoriale ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

2/ La Collectivité Territoriale de Martinique

La Collectivité Territoriale de Martinique contribue à la réalisation des opérations de rénovation, mise aux normes et équipement de la cuisine de l'EHPAD « Résidence Henri BOURGEOIS » par l'attribution d'une subvention à l'Office des Missions d'Action Sociale et de Santé de la Ville du Lamentin

La Collectivité Territoriale de Martinique s'oblige à attribuer l'aide, dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 3 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée maximale **de 3 ans** et prend effet à la date de sa notification au partenaire.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (*décret n°2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi n° 2001-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques*).

ARTICLE 4 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir les opérations d'investissement du partenaire mentionnée à l'article 1 et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à lui verser une subvention d'un montant total de **50 000 €** (*cinquante mille euros*).

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

La contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique sera versée selon les modalités suivantes :

- **Un acompte de 50 %** à la signature de la présente convention par les deux parties au vu des factures proforma ;
- **Le solde** à la demande du bénéficiaire et sur présentation des pièces justificatives.

Les pièces justificatives sont :

- les factures acquittées et certifiées par l'expert-comptable ;
- un état récapitulatif des investissements réalisés daté et certifié conforme par l'expert-comptable.

La contribution financière sera créditée au compte de l'EHPAD « Résidence Henri BOURGEOIS » selon les coordonnées bancaires en vigueur.

La dépense sera imputée au chapitre fonctionnel 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

La demande de paiement du solde et les pièces précitées doivent être déposées au plus tard, aux termes de la convention.

ARTICLE 5 - REDDITION DES COMPTES, CONTROLES FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, l'Office des Missions d'Action Sociale et de Santé de la Ville du Lamentin devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable, le compte administratif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre à ses obligations.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 6 - CONTROLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

Le compte-rendu financier, justifiant de l'utilisation de l'aide et distinct des comptes administratifs du partenaire, doit être fourni et contiendra l'analyse la plus détaillée de l'utilisation des deniers publics par le partenaire, rapportée à l'objet de la subvention.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

b) Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 7- RESPECT DU CARACTERE D'INTERET GENERAL DES DEPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général territorial au travers de son action. A cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 8 - LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Il fait figurer le logo-type sur les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention précédé de la mention « *avec le concours financier de* ».

Les mentions relatives au soutien financier de la collectivité territoriale doivent être confirmées par l'envoi de document ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la collectivité peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement qui devra être préalablement acceptée par les services de la collectivité territoriale.

ARTICLE 9 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les pièces d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 10 - AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puisse conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

ARTICLE 11 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

(en 2 exemplaires originaux signés par les parties)

Le Président
du Conseil Exécutif de Martinique

La Présidente
de l'Office des Missions d'Action Sociale
et de Santé de la Ville du Lamentin
gestionnaire
de l'EHPAD « Résidence Henri BOURGEOIS »



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180620-18-254-1-DE
Date de télétransmission : 27/07/2018
Date de réception préfecture : 27/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-254-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION CLOWNS DOKTE DANS LE CADRE D'UNE FORMATION QUALIFIANTE DE CLOWNS EN SECTEUR HOSPITALIER, AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Georges CLEON), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 11 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de dix mille euros (10 000,00 €) à l'association Clowns Doktè dans le cadre d'une formation qualifiante en secteur hospitalier, au titre de l'exercice 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

The image shows a handwritten signature in black ink over a circular official seal. The signature is written over the text 'Le Président de l'Assemblée de Martinique' and 'Claude LISE'. The seal features a central emblem with a landscape and a building, surrounded by the text 'Collectivité Territoriale de Martinique' and two small stars at the bottom.

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

Fort-de-France, le



CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif
Et

L'ASSOCIATION CLOWNS DOKTE

- ✓ **Vu** le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- ✓ **Vu** le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;
- ✓ **Vu** le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financières des aides octroyées par les personnes publiques,
- ✓ **Vu** la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
- ✓ **Vu** l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;
- ✓ **Vu** la demande de subvention en date du 12 octobre 2017 présentée par l'association Clowns Doktè;
- ✓ **Vu** la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 2018 portant attribution d'une subvention d'un montant de **trente et un mille sept cent euros (31.700,00 €)** à l'association Clowns Doktè dans le cadre d'une formation qualifiante de clowns en secteur hospitalier, au titre de l'exercice 2018.

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,

Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Defferre – 97201 FORT DE FRANCE

Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

L'ASSOCIATION CLOWNS DOKTE

Domiciliée 11 Lotissement Domaine du lagon Pointe Faula – 97280 LE VAUCLIN

Représentée par madame sa Présidente, dûment habilité (e) par le conseil d'administration de l'association,

Dénommée ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE :

L'association « Clowns Doktè » a pour objet de créer et de diffuser des spectacles dans les services des soins pour les personnes hospitalisées et leurs familles en relation avec le personnel soignant et de sensibiliser le grand public à la qualité de vie et à la bientraitance de la personne hospitalisée grâce à la présence de clowns professionnels formés.

L'association a pour but :

- Aider les enfants, les personnes et les familles à mieux supporter l'hospitalisation qu'elle qu'en soit la durée,
- Accompagner le travail du personnel hospitalier en lui permettant de trouver à l'intérieur de l'hôpital des moments de joie et de rêverie,
- Créer des manifestations et des jeux pour dédramatiser le séjour de l'enfant, de la personne à l'hôpital, et de l'aider à retrouver une joie de vivre,
- Participer à toutes opérations permettant de faire progresser la bientraitance des enfants, des personnes hors de l'hôpital et plus généralement des enfants et des personnes en situation de vulnérabilité.

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée à l'association Clowns Doktè dans le cadre d'une formation qualifiante de clowns en secteur hospitalier, au titre de l'exercice 2018.

Article 2 : Coût de la prise en charge du public concerné

Le budget de l'opération s'élève à 35.892,00 €.

Article 3 : Obligations des parties

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer à l'association Clowns Doktè, une subvention d'un montant de **trente et un mille sept cent euros (31.700,00 €)** dans le cadre d'une formation qualifiante de clowns en secteur hospitalier, au titre de l'exercice 2018.

La Collectivité Territoriale de Martinique s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée au chapitre fonctionnel 934, du budget de la Collectivité, sera versée à la notification de la convention et créditée au compte du partenaire selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du partenaire :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation, la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 4 : Modification de la convention :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

Article 5 : Durée de la convention - Résiliation :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an. Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle du partenaire s'avère significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

ARTICLE 6 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant de **trente et un mille sept cent euros (31.700,00 €)**.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- la Collectivité Territoriale de Martinique versera la subvention d'un montant de **trente et un mille sept cent euros (31.700,00 €)** en une seule fois.

ARTICLE 7 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 8 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établies.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 9 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 10 - LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire

**Le Président du Conseil exécutif
de Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180620-18-255-1-DE
Date de télétransmission : 02/08/2018
Date de réception préfecture : 02/08/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 2 AOUT 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-255-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION POUR L'INFORMATION ET LA PREVENTION DE LA DREPANOCYTOSE (APIPD)

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Georges CLEON), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé, action de prévention, PMI, ASE le 11 juin 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de vingt mille euros (20 000,00 €) à l'Association pour l'Information et la Prévention de la Drépanocytose (APIPD), dans le cadre de la semaine de sensibilisation et d'information sur la drépanocytose intitulée « la 3^{ème} édition de DREPACTION Martinique ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

Fort-de-France, le

CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

**L'ASSOCIATION POUR L'INFORMATION ET LA PREVENTION
DE LA DREPANOCYTOSE (APIPD)**

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- ✓ *Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la demande de subvention en date du 06 mars 2017 présentée par l'Association pour l'Information et la Prévention de la Drépanocytose (APIPD) ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 2017 portant attribution d'une subvention d'un montant de à l'Association pour l'Information et la Prévention de la Drépanocytose (APIPD), dans le cadre de la semaine de sensibilisation et d'information sur la Drépanocytose intitulée, « la 3ème édition de DEPRACTION Martinique », au titre de l'exercice 2017.*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,

Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Deferre – 97201 FORT DE FRANCE

Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

L'ASSOCIATION POUR L'INFORMATION ET LA PREVENTION DE LA DREPANOCYTOSE (APIPD)

Domiciliée MDCA, 20 rue Edouard Pailleron – 75013 PARIS

Représentée par Madame

Sa Présidente, dûment habilité (e) par le conseil

d'administration de l'association,

Dénommée ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE :

L'Association pour l'Information et la Prévention de la Drépanocytose (APIPD) a été créée le 28 novembre 1988, elle compte 7000 adhérents et sympathisants et 300 bénévoles sur le terrain en France et dans les DOM TOM, et elle a pour vocation principale de sensibiliser la population, mais surtout les jeunes en âge de procréer.

Cette pathologie génétique, très répandue sur le territoire de la Martinique n'est pas bien connue de nos concitoyens. Les chiffres les plus récents sont particulièrement alarmants : 2000 martiniquais sont touchés par ce fléau, près de 40.000 porteurs sains (transmetteurs) ont été recensés, 1 couple sur 60 a un risque de mettre au monde un enfant malade.

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée à l'Association pour l'Information et la Prévention de la Drépanocytose (APIPD), dans le cadre de la semaine de sensibilisation et d'information sur la drépanocytose intitulée « la 3^{ème} édition de DEPRACTION Martinique », au titre de l'exercice 2017.

Article 2 : Coût de la prise en charge du public concerné

Le budget de l'opération s'élève à 267.800,00 €.

Article 3 : Obligations des parties

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer à l'Association pour l'Information et la Prévention de la Drépanocytose (APIPD), une subvention de fonctionnement d'un montant de euros (€), dans le cadre de la semaine de sensibilisation et d'information sur la drépanocytose intitulée « la 3^{ème} édition de DEPRACTION Martinique », au titre de l'exercice 2017.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée au chapitre fonctionnel 934, du budget de la Collectivité, sera versée à la notification de la convention et créditée au compte du partenaire selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du partenaire :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;

- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 4 : Modification de la convention :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

Article 5 : Durée de la convention - Résiliation :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an à compter de sa date de signature.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique

(décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle du partenaire s'avère significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

ARTICLE 6 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de euros (€).

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- la Collectivité Territoriale de Martinique versera la subvention d'un montant de euros €) en une seule fois

ARTICLE 7- REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),

- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 8 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établies.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 9 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 10 - LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire
Cachet, date et signature

Le Président du Conseil exécutif
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180620-18-256-1-DE
Date de télétransmission : 02/08/2018
Date de réception préfecture : 02/08/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 2 AOUT 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-256-1

PORTANT FINANCEMENT POUR L'ANNEE 2016 DES SERVICES MANDATAIRES À LA PROTECTION DES MAJEURS – UDAF ET LA MYRIAM

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Georges CLEON), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 Février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 11 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le paiement de la quote-part de la Collectivité Territoriale de Martinique, dans le cadre du financement des services mandataires à la protection des majeurs, pour l'année 2016, s'élève à un montant total de quatre mille huit cent quatre-vingt-douze euros quatre-vingt-quatre centimes (4 892,84 €).

Ladite somme est répartie comme suit :

- UDAF : 2 946,87 €
- LA MYRIAM : 1 945,97 €.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180620-18-257-1-DE
Date de télétransmission : 06/08/2018
Date de réception préfecture : 06/08/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 6 AOUT 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-257-1

PORTANT MISE EN PLACE DE LA MESURE D'ACCOMPAGNEMENT EN ÉCONOMIE SOCIALE ET FAMILIALE (MAESF)

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Georges CLEON), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 11 juin 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 14 juin 2018 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-134-1 du 19 juillet 2016 portant appel à projets pour la réalisation dans le cadre de la protection de l'enfance de 60 mesures judiciaires de gestion du budget familial (MJGBF) et de 30 mesures d'accompagnement en économie sociale et familiale (AESF) est annulée .

ARTICLE 2 : Est autorisée la mise en oeuvre, dans le cadre des dispositifs de protection de l'enfance, des Mesures d'Accompagnement à la Gestion du Budget Familial (MAESF) et en recourant le cas échéant à des prestations assurées dans le cadre de la commande publique.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180620-18-258-1-DE
Date de télétransmission : 02/08/2018
Date de réception préfecture : 02/08/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 2 AOUT 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-258-1

PORTANT ATTRIBUTION DE PRIX AUX JEUNES LAURÉATS CONFIÉS À L'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE AU TITRE DES EXAMENS DE L'ANNÉE SCOLAIRE 2017/2018 ET ORGANISATION DE LA CÉRÉMONIE DE REMISE CORRESPONDANTE

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BATHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Georges CLEON), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 11 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est décidée l'attribution de prix aux jeunes confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance, lauréats aux examens de l'Éducation Nationale, au titre de l'année scolaire 2017/2018 et l'organisation de la cérémonie de remise correspondante.

ARTICLE 2 : Le prix alloué à chaque lauréat se détermine comme suit :

- un prix de cent soixante euros (160 €) au lauréat du Baccalauréat ou autre diplôme d'études supérieures,
- un prix de deux cents euros (200 €) au lauréat de la Licence ou du Master,
- un prix d'une valeur maximale de soixante-dix euros (70 €) au lauréat du Diplôme National du Brevet, du Certificat de Formation Générale, du CAP, du BEP ou tout autre diplôme de même niveau,
- un prix supplémentaire d'une valeur maximale de cinquante euros (50 €) pour les lauréats ayant obtenu une mention au Baccalauréat et aux autres diplômes d'études supérieures.

ARTICLE 3 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180620-18-259-1-DE
Date de télétransmission : 10/07/2018
Date de réception préfecture : 10/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 10 JUL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-259-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS (CAOM) 2018 ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'ÉTAT RELATIVE À LA MOBILISATION D'AIDES AUX POSTES EN FAVEUR DE L'INSERTION DES BÉNÉFICIAIRES DU RSA DANS LE SECTEUR NON MARCHAND

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Georges CLEON), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 19 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;



ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est approuvée la signature de la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens (CAOM) 2017 entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Etat relative à la mobilisation des aides aux postes en faveur de l'insertion des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans le secteur non marchand et dans le secteur de l'insertion par l'activité économique comme suit :

- Prescription et co-financement de 300 Parcours Emploi Compétences (PEC) dans le secteur non marchand au profit de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA),
- Co-financement de 500 Contrats à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) prescrits par Pôle Emploi dans les Ateliers et Chantiers d'Insertion, les Entreprises d'Insertion et les Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion au profit de bénéficiaires du RSA.

ARTICLE 2 : Pour chaque PEC et CDDI prescrit au regard de l'article 1, la participation forfaitaire de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) équivaut à une aide mensuelle versée pendant toute la durée d'emploi correspondant à 88% du montant forfaitaire du RSA.

ARTICLE 3 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre fonctionnel 934-4 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer :

- Avec l'Etat, la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens 2018 qui organise les modalités de mise en œuvre de cette programmation,
- Avec l'Agence de Services et de Paiements (ASP), toutes conventions lui confiant la gestion du versement aux employeurs de la participation financière de la Collectivité de Martinique au titre de la convention annuelle d'objectifs et de moyens 2018,
- Toutes autres pièces utiles à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté délibéré en Conseil Exécutif toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente délibération.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°18-259-1

1



**Convention annuelle d'objectifs et de moyens 2018
entre la Collectivité Territoriale de la Martinique et l'État
relative à la mobilisation d'aides aux postes en faveur de l'insertion des
bénéficiaires du RSA dans le secteur non marchand et dans le secteur de
l'activité économique**

- VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,
- VU l'ordonnance n° 2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les Départements d'Outre-Mer, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008,
- VU le décret n° 2009-1442 du 25 novembre 2009 relatif au Contrat Unique d'Insertion,
- VU le décret n° 2010-1729 du 30 décembre 2010 relatif au Contrat Unique d'Insertion dans les DOM, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon,
- VU la délibération n° 517-13 du 12 septembre 2013 de la Commission Permanente du Conseil général de la Martinique relative au cadre Départemental d'appui à l'Insertion par l'activité économique,
- VU la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 portant loi de finances et notamment son article 142
- VU les articles L. 5132-2 et suivants du code du travail,
- VU le décret n° 2014-197 du 21 février 2014 portant généralisation de l'aide au poste d'insertion et diverses mesures relatives à l'insertion par l'activité économique,
- VU le décret n° 2014-728 du 27 juin 2014 relatif aux modalités d'application de la participation financière des départements à l'aide au poste d'insertion en faveur des structures de l'insertion par l'activité économique,
- VU l'arrêté n°R02-2018-04-12-002 publié fixant le montant des aides de l'État pour les Parcours Emploi Compétences,
- VU la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
- VU la délibération n°16-144-1 des 19 et 20 juillet 2016 portant cadre d'Appui de la Collectivité Territoriale de Martinique aux Structures de l'Insertion par l'activité Économique,
- VU la délibération n° xxxxxx en date du xxxxxxxxx de l'Assemblée de Martinique autorisant Monsieur le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique à signer la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens

2018 relative à la mobilisation d'aides aux postes en faveur de l'insertion des bénéficiaires du RSA dans le secteur non marchand,

PRÉAMBULE

La présente Convention Annuelle d'Objectifs de Moyens (CAOM) 2018, relative aux dispositifs d'aides aux postes en faveur de l'insertion des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) du secteur non marchand, fixe les conditions d'engagement de la Collectivité Territoriale de Martinique et de l'État d'optimisation de leurs interventions financières. Ces dernières ont pour but de maintenir une offre d'insertion par l'emploi conforme aux besoins des bénéficiaires du RSA, du secteur non marchand au niveau des territoires, dans un contexte où les interventions publiques sont contraintes.

L'enjeu de cette convention est de promouvoir une politique cohérente et stable de nature à favoriser l'accès à un parcours d'insertion vers l'emploi durable et adapté aux besoins des bénéficiaires du RSA rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières.

L'État a pour objectif, dans le cadre de la politique nationale, de diminuer le chômage de longue durée et d'accroître les entrées en emploi des publics prioritaires visés par l'arrêté du Préfet de Martinique relatif à la prise en charge des contrats aidés en 2018.

La Collectivité Territoriale de Martinique pour sa part, s'engage à favoriser l'accès et le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA en apportant son soutien aux employeurs du secteur non marchand notamment dans le cadre de l'Économie Sociale et Solidaire en contribuant aux besoins collectifs insuffisamment ou non satisfaits.

PREMIÈRE PARTIE : DISPOSITIONS RELATIVES AU SECTEUR NON MARCHAND ET AUX PARCOURS EMPLOI COMPÉTENCES

Les présentes dispositions ont pour objet de fixer, pour l'année 2018, les objectifs quantitatifs de prescription et de co-financement des Parcours Emploi Compétences (PEC) basés sur le triptyque Emploi-Formation-Accompagnement pour des bénéficiaires du RSA.

Chapitre 1 : Modalités et objectifs en matière de prescription

1.1.1 Employeurs éligibles

Conformément à la réglementation en vigueur, seuls les employeurs du secteur non marchands sont éligibles aux PEC mis en œuvre dans le cadre de la présente convention.

La conclusion du PEC est conditionnée, d'une part, à la capacité de l'employeur à offrir des postes et un environnement de travail propices à un parcours d'insertion et, d'autre part, à l'engagement de l'employeur à mener des actions de formation, a minima pré-qualifiantes, des actions d'aide à l'insertion et/ou de mise en place de périodes de mises en situation en milieu professionnel (PMSMP).

1.1.2 Objectifs de prescription

La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) et l'État conviennent que **300** PEC, y compris les renouvellements, seront prescrits au profit de bénéficiaires du RSA dans le cadre de la présente convention. Cet objectif est susceptible d'évoluer par avenant au vu de l'avancement des prescriptions.

La décision de renouveler l'octroi à l'employeur d'une aide à l'insertion professionnelle n'est ni prioritaire, ni automatique. Elle est subordonnée aux résultats de l'examen de son utilité pour le bénéficiaire. Elle est prononcée sous réserve du respect de ses engagements par l'employeur.

1.1.3 Conditions de la prescription

En application de l'article L. 5134-19-1 du code du travail, le Président du Conseil Exécutif de la CTM assure la prescription des PEC couverts par la présente convention.

La CTM veillera à ce que :

- En amont du PEC, pendant et à sa sortie :
 - d'une part, que soit élaboré un diagnostic avec le BRSA pour définir un projet professionnel cohérent, les compétences à acquérir et les actions de formations correspondantes ;
 - d'autre part, que soit mis en œuvre l'entretien tripartite (au moment de la signature de la demande d'aide pour formaliser l'ensemble des engagements pris), le suivi effectif régulier pendant l'exécution du contrat et,
 - enfin, que l'entretien de sortie, 1 à 3 mois avant la fin du contrat, soit effectivement réalisé,
- L'employeur prenne obligatoirement des engagements qualitatifs importants relatifs notamment à l'intégration, le tutorat, l'accompagnement professionnel et s'engage sur les formations professionnalisantes correspondant au projet défini.

Cette prescription emporte décision d'attribution de l'aide à l'insertion professionnelle de l'État et de la CTM.

1.1.4 Durée hebdomadaire de travail prise en charge

La durée hebdomadaire de travail prise en charge au titre des PEC couverts par la présente convention est de **20 heures** sur une période de **10 mois**.

1.1.5 Montant des aides à l'insertion professionnelle versées à l'employeur

Pour chaque PEC conclu en application de la présente convention :

- La CTM s'engage à contribuer au financement de l'aide au poste par une participation mensuelle égale à **88%** du RSA socle applicable à une personne isolée sans activité. L'engagement financier total de la Collectivité Territoriale de Martinique est évalué à UN MILLION QUATRE CENT CINQUANTE QUATRE MILLE QUATRE CENT CINQUANTE-CINQ EUROS. **(1 454 455 €)**.

- L'État s'engage à financer l'aide au poste par une contribution mensuelle égale à **60%** du taux horaire brut du salaire minimum interprofessionnel de croissance. Cet engagement financier de l'État est évalué à UN MILLION CINQ CENT QUARANTE ET UN MILLE TROIS CENT QUATORZE EUROS **(1 541 314 €)**.

Le montant total des contributions versées par la CTM et l'Etat à l'employeur représente **75%** de la rémunération brute.

1.1.6 Versement de l'aide à l'insertion professionnelle

L'aide de l'État aux employeurs de salariés en PEC couverts par la présente convention est versée par l'Agence des Services et de Paiement (ASP).

Le paiement de la participation de la CTM est confié à l'ASP, en vertu de l'article R. 5134-40 du code du travail et d'une convention de gestion établie à cet effet entre le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Préfet de Martinique.

Chapitre 2 : Suivi des modalités d'accompagnement et de formation des salariés

La CTM s'assure que les employeurs des salariés en PEC couverts par la présente convention mettent en œuvre les dispositions prévues aux articles L. 5134-23-2, R. 5134-31, R. 5134-37 à R. 5134-39 du Code du Travail.

En outre, la CTM s'engage à porter une attention particulière au suivi par l'employeur de ses engagements. L'employeur devra, entre autre :

- Accompagner toute demande de renouvellement de la convention de PEC, d'un bilan
 - des actions de formation et d'accompagnement mises en œuvre à l'attention du salarié, et
 - de celles qu'il envisage de mettre en place durant la période de renouvellement ;
- Délivrer obligatoirement au salarié une attestation d'expérience professionnelle à l'échéance du contrat.

Chapitre 3 : Système d'information

L'annexe financière à la présente convention rédigée sur le formulaire CERFA PEC est transmise à l'ASP par l'État.

La CTM s'engage à tout mettre en œuvre pour :

- saisir sur l'outil EXTRANET mis à sa disposition par l'ASP, les numéros d'ordre des PEC, dans un **délai maximal de huit (8) jours** suivant la signature du Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique,
- transmettre les formulaires CERFA à l'ASP dans un **délai maximal de huit (8) jours** suivant leur signature.

L'ASP est chargée par la CTM et l'État de procéder à la saisie des informations portées sur les formulaires CERFA, en vue,

- d'une part, de fournir des statistiques sur les contrats et,
- d'autre part, de permettre le pilotage opérationnel et budgétaire des dispositifs, ainsi que leur évaluation dans le cadre de la présente convention.

L'ASP s'engage à transmettre trimestriellement à la CTM les données statistiques disponibles.

DEUXIÈME PARTIE : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE D'INSERTION (CDDI) DANS LE SECTEUR DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) et l'État affirment pour 2018 leur volonté commune de poursuivre et d'approfondir leur collaboration afin d'assurer la prise en charge des bénéficiaires du RSA mis en emploi sous Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) dans le secteur de l'insertion par l'activité économique.

Chapitre 1 : Modalités et objectifs de co-financement de contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI)

1.1 Employeurs et bénéficiaires éligibles

L'action de la CTM se concentre sur les bénéficiaires du RSA inscrits dans un parcours d'insertion, sous Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI), au sein de Structures d'Insertion par l'Activité Économique agréées par les services de l'État que sont :

- les Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI),
- les Entreprises d'Insertion (EI) et
- les Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI),

Conformément à l'article L. 5132-3-1 du code du travail, lorsque la structure d'accueil du parcours d'insertion est une EI, une ETTI ou un ACI, l'éligibilité des bénéficiaires du RSA est validée préalablement par Pôle emploi via un agrément, au vu notamment des éléments du diagnostic socioprofessionnel posé par le Contrat d'Engagement Réciproque (CER).

Lorsqu'il s'agit d'une Association Intermédiaire (AI), l'agrément préalable de Pôle emploi n'est pas requis pour les personnes embauchées mises à disposition hors entreprises.

1.2 Objectifs de cofinancement de Contrats à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI)

L'État et la CTM conviennent que **500** postes en Équivalent Temps Plein (ETP) en contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI) occupés par des bénéficiaires du RSA socle, y compris les renouvellements, seront cofinancés par la CTM dans le cadre de la présente convention.

1.3 Durée des parcours d'insertion sous CDDI

Le CDDI est signé pour une durée minimale de 4 mois (sauf pour les personnes ayant fait l'objet d'une condamnation et bénéficiant d'un aménagement de peine). Il est renouvelable dans la limite d'une durée totale de 24 mois.

Il peut toutefois être renouvelé au-delà de 2 ans dans les 2 cas suivants :

- pour permettre d'achever une action de formation professionnelle en cours de réalisation à l'échéance du contrat,
- ou pour favoriser l'insertion d'un salarié âgé d'au moins 50 ans ou d'une personne reconnue travailleur handicapé (la prolongation étant accordée par Pôle emploi après examen de la situation du salarié).

La durée hebdomadaire minimale de travail au titre des CDDI est fixée à 20 heures. Elle peut varier sur tout ou partie de la période couverte par le contrat, sans dépasser 35 heures.

Seules les associations intermédiaires qui ont conclu une convention de coopération avec Pôle Emploi peuvent effectuer des mises à disposition auprès des employeurs mentionnés à l'article L. 2211-1 dans les conditions mentionnées à l'article L 5132-9 du Code du Travail.

1.4 Montant de l'aide à l'insertion professionnelle

Pour chaque CDDI conclu en application de la présente convention, la CTM s'engage, **dans la limite de la durée contractuelle**, à contribuer au financement de l'aide au poste par une contribution mensuelle équivalente à **88%** du RSA socle applicable à une personne isolée sans activité. L'engagement financier total de la Collectivité Territoriale de Martinique est évalué à DEUX MILLIONS QUATRE CENT VINGT-QUATRE MILLE CENT EUROS (**2.424.100 €**).

La contribution de l'État à la mise en emploi des BRSA est évaluée à DEUX MILLIONS CINQ CENT SOIXANTE-HUIT MILLE HUIT CENT CINQUANTE-SIX EUROS ET SOIXANTE-SEPT CENTIMES (**2.568.856,67 €**).

1.5 Versement de l'aide

Le versement aux employeurs de la part de l'État est assuré par l'ASP.
Par convention et conformément aux articles R. 5134-40 et R. 5134-63 du code du travail, le Président du Conseil exécutif de la CTM délègue à l'ASP le paiement de la part CTM de l'aide au poste au titre des CDDI.

Chapitre 2 : Co-financement complémentaire des Structures d'Insertion par l'Activité Économique au titre du cadre d'appui territorial de l'Insertion par l'Activité Économique.

Le cadre d'appui aux Structures de l'Insertion par l'Activité Économique (SIAE) voté par la délibération 16-144-1 de l'Assemblée de Martinique du 25 août 2016 prévoit un

accompagnement financier supplémentaire des SIAE agréées qui emploient des BRSA.

Le document est joint en annexe à la présente convention.

TROISIÈME PARTIE : CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE

Chapitre 1 : Réajustement des objectifs et des montants financiers

La CTM et l'Etat conviennent :

- qu'un réajustement des objectifs d'entrées prévus à la présente convention peut avoir lieu par avenant en cours d'exécution sous réserve des crédits disponibles ;
- que les montants financiers inscrits sont actualisés afin d'intégrer les effets de la revalorisation du montant du revenu de solidarité active en cours exécution de la convention ;

Chapitre 2 : Pilotage de la convention

Le suivi et le pilotage de la mise en œuvre de la présente convention s'effectueront en partenariat par l'État et la CTM au sein d'un comité de pilotage co-présidé par le Président du Conseil Exécutif et le Préfet, ou leurs représentants. Ce comité de pilotage **se réunit au moins une fois par trimestre**. Il peut, en tant que de besoin, associer à ses travaux toute personne qualifiée dans le domaine de l'insertion sociale et professionnelle.

Chapitre 3 : Échange d'informations

La CTM et l'État s'engagent à s'échanger toutes informations permettant le suivi des prescriptions.

La forme des tableaux de bord et les modalités d'échange de données pourront être établies par le Service Public de l'Emploi Régional (SPER).

Chapitre 4 : Clause relative à la protection des données à caractère personnel

Les données contenues dans les supports et documents informatiques sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du Code Pénal).

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 06 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les cocontractants s'engagent à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et des échanges et notamment d'empêcher qu'ils ne soient déformés, endommagés ou communiqués à des personnes non autorisées.

Chapitre 5 : Durée de la convention

La présente Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens est conclue pour la période du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018. Elle peut être modifiée ou renouvelée par voie d'avenant.

Fait à Fort de France (en 4 exemplaires),

Le

Le

Le Préfet de Martinique

Le Président du Conseil Exécutif de
la Collectivité Territoriale de
Martinique

Franck ROBINE

Alfred MARIE-JEANNE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180620-18-260-1-DE
Date de télétransmission : 17/09/2018
Date de réception préfecture : 17/09/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 17 SEP. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-260-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MADIN'JEUNES AMBITION POUR LA CAMPAGNE « LA CARAVANE DE LA NON-VIOLENCE » AU TITRE DE L'ANNEE 2017

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Georges CLEON), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé, action de prévention, PMI, ASE le 11 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de cinq mille euros (5 000 €) à l'association MADIN'JEUNES AMBITION pour la campagne « La Caravane de la Non-Violence » au titre de l'année 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités de versement de la somme mentionnée à l'article 1 seront organisées par une convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique et l'Association MADIN'JEUNES AMBITION.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 29 voix pour 12 voix contre et 4 ne prenant pas part au vote, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180620-18-270-1-DE
Date de télétransmission : 18/07/2018
Date de réception préfecture : 18/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 18 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-270-1

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FORMATION DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM)

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Georges CLEON), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en oeuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est adopté le plan de formation du personnel de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM).

ARTICLE 2 : Un avis favorable est émis sur le financement prévisionnel des actions de formation du personnel à cofinancer dans le cadre du PO FEDER-FSE au titre de l'Axe 11 : Performance administrative - Mesure 11.1 : Augmenter le niveau de qualification des agents et des élus de la Collectivité Territoriale de Martinique pour la période de 2017- 2020.

Le plan de financement se présente comme suit :

Coût global :	1 570 000,00€
CTM :	439 600,00€
FSE :	1 130 400,00€.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à établir et à signer tous les documents relatifs à cette dépense.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

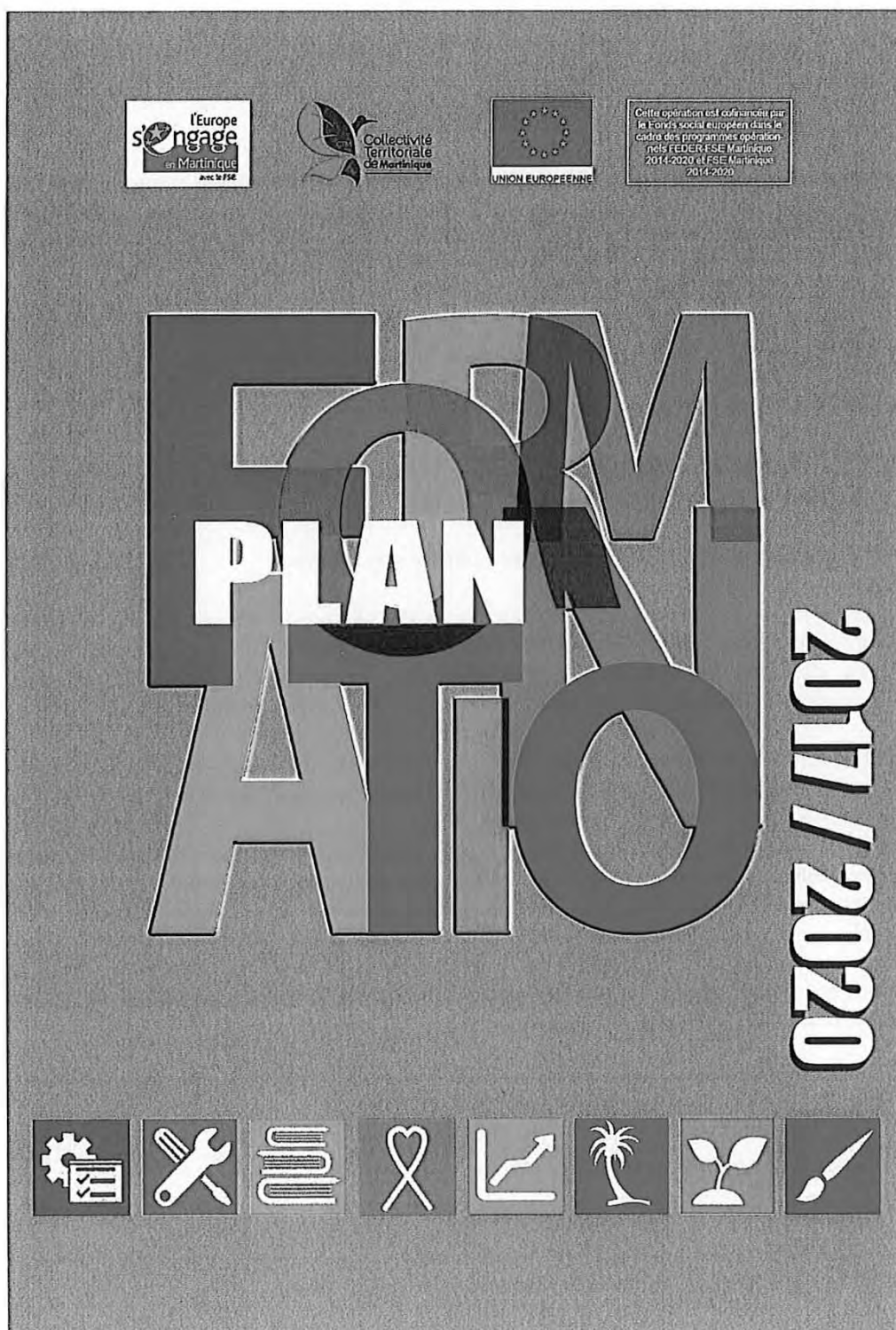
Claude LISE





Cette opération est cofinancée par le
Fonds social européen dans le cadre
des programmes opérationnels
FEDER-FSE Martinique 2014-2020 et
FSE Martinique 2014-2020

PLAN DE FORMATION CTM 2017 / 2020





Cette opération est cofinancée par le
Fonds social européen dans le cadre
des programmes opérationnels
FEDER-FSE Martinique 2014-2020 et
FSE Martinique 2014-2020

PLAN DE FORMATION CTM 2017 / 2020

PRÉAMBULE

La formation professionnelle tout au long de la vie des agents des collectivités territoriales a pour but de créer, d'actualiser et de renforcer leurs compétences afin d'assurer leur adaptation à l'évolution des structures administratives ainsi qu'à l'évolution technique, culturelle, économique et sociale de notre environnement. Elle est également un outil de promotion interne, de développement personnel et d'accompagnement des changements.

Le premier plan de formation de notre collectivité a pour objectifs prioritaires :

1. la mise en place d'une culture de gestion commune,
2. l'accompagnement des directions, services et agents au déploiement de l'organisation de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM),
3. l'actualisation et le renforcement des compétences métiers.

Ce plan de formation pluriannuel détermine ainsi les principales actions de formation qui seront mises en œuvre à l'attention du personnel de la CTM de 2017 à 2020, au titre de leur obligation de formations statutaires, des formations de perfectionnement, des préparations aux concours et examens professionnels de la fonction publique et de leur Compte Personnel de Formation (CPF).

Il constitue à la fois un outil de pilotage et de communication vers les services et les agents en présentant les principales thématiques et orientations en matière de formation.

Le plan de formation est la résultante d'une démarche collective qui a permis à la fois le recensement des besoins collectifs exprimés par les DGA et directeurs de la collectivité et des besoins individuels des agents identifiés à l'occasion des entretiens professionnels et des demandes formulées par le personnel.

Les actions de formation qui y sont répertoriées sont non exhaustives et susceptibles de modifications et d'adaptation à l'évolution des besoins.

Le plan de formation prévoit, dans le cadre des trois axes de formations prioritaires identifiés, des formations :

- liées à la mise en œuvre des projets de la collectivité,
- nécessaires à l'acquisition et à la mise à niveau de compétences générales,
- permettant le développement des compétences comportementales



Cette opération est cofinancée par le
Fonds social européen dans le cadre
des programmes opérationnels
FEDER-FSE Martinique 2014-2020 et
FSE Martinique 2014-2020

PLAN DE FORMATION CTM 2017 / 2020

- induites par les modifications législatives et réglementaires dans les domaines de compétence de la CTM.

Les réponses formation qui sont apportées sont :

- **Collectives** avec l'organisation de stages en INTRA ou en INTERNE pour des groupes d'agents partageant des besoins de compétences identiques. Ces stages sont financés et mis en œuvre par la collectivité soit en recourant à des prestataires externes (formations INTRA), soit en recourant aux compétences des agents de notre collectivité (formations INTERNE),

En raison des contraintes financières de notre Collectivité, et pour permettre au maximum d'agents concernés par les thématiques communes de suivre les actions, les formations collectives ont été privilégiées.

- **Individuelles** avec l'inscription d'un ou plusieurs agents à une action de formation proposée par des organismes de formation (formations INTER) ou à des journées professionnelles.

Le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) est un partenaire privilégié de la collectivité pour la réalisation des actions de formation à l'attention du personnel.

La collectivité lui verse en effet un pourcentage de sa masse salariale (0,9 % en 2017) ce qui lui ouvre à ce titre un certain nombre de possibilités.

A cet égard, l'inscription aux formations organisées par le CNFPT est privilégiée.

De même, la CTM sollicite chaque année auprès du CNFPT le financement d'actions de formation collectives (INTRA) sur la base de la cotisation qui lui est versée en complément des actions de formation réalisées sur le budget propre formation de la collectivité.

Enfin, dans le cadre de la maîtrise des coûts de formation, la CTM sollicite également le cofinancement européen des actions de formation mises en œuvre à l'attention de son personnel par le biais de l'axe 3 du FSE « Inclusion » et l'axe 11 « Performance administrative de la CTM », du programme opérationnel Fonds Social Européen (FSE) Martinique-État 2014/2020.



Cette opération est cofinancée par le
Fonds social européen dans le cadre
des programmes opérationnels
FEDER-FSE Martinique 2014-2020 et
FSE Martinique 2014-2020

PLAN DE FORMATION CTM 2017 / 2020

SOMMAIRE

PRÉAMBULE	
I / Les formations collectives (INTRA) prévues par la collectivité.....	
I / 1 – Compétences transverses : les fondamentaux de l'efficacité personnelle et du développement des compétences comportementales	
▪ <u>Accompagnement au changement</u>	
▪ <u>Mieux communiquer pour mieux travailler ensemble</u>	
▪ <u>Dépasser les situations difficiles : prévenir et gérer les situations conflictuelles</u>	
▪ <u>La gestion du stress</u>	
▪ <u>Maîtriser la prise de parole en public</u>	
▪ <u>Comment reconnaître ses potentiels pour les valoriser</u>	
▪ <u>Organisation du travail et gestion du temps : distinguer les urgences et les priorités</u>	
▪ <u>Conduire efficacement une réunion</u>	
▪ <u>Formation de formateur occasionnel</u>	
▪ <u>Les écrits professionnels : gagner en aisance et en efficacité</u>	
▪ <u>Remise à niveau des savoirs de base</u>	
▪ <u>Gérer sa fin de carrière, transmettre son expérience</u>	
▪ <u>Dossier retraite : connaître les droits et démarches pour préparer son départ à la retraite</u>	
▪ <u>Réussir son départ à la retraite : préparer sa nouvelle vie</u>	
▪ <u>Dispositif CLEA, socle de connaissances et de compétences professionnelles</u>	
I / 2 – Management	
▪ <u>Réussir sa prise de fonction de cadre de direction</u>	
▪ <u>Réussir sa prise de fonction d'encadrement de service et accompagner les prises de fonction dans son service</u>	
▪ <u>Culture managériale – séminaires à l'attention de l'encadrement</u>	
▪ <u>Les essentiels du manager</u>	
▪ <u>Manager des managers</u>	
▪ <u>Manager des personnes en situation de handicap</u>	
▪ <u>L'entretien professionnel</u>	
▪ <u>Collaborer efficacement dans les relations non hiérarchiques</u>	
▪ <u>Savoir déléguer et suivre des objectifs individuels et collectifs</u>	
▪ <u>Communiquer efficacement avec son équipe et sa hiérarchie</u>	
▪ <u>La gestion des situations complexes</u>	
▪ <u>Prévenir et gérer les risques psychosociaux dans son service</u>	
▪ <u>Manager la diversité dans son service</u>	
▪ <u>Conduite de projet</u>	
▪ <u>Les tableaux de bord : instruments de pilotage</u>	
▪ <u>Pour une gestion optimisée des ressources</u>	
I / 3 – Administration générale	
▪ <u>Formation sur l'évaluation des politiques publiques</u>	
▪ <u>Le sens et les valeurs du service public : redonner du sens au service public aujourd'hui – la place de la CTM dans cette mission</u>	
▪ <u>Territorialisation de l'action publique</u>	
▪ <u>Connaissance de l'environnement territorial</u>	



Cette opération est cofinancée par le
Fonds social européen dans le cadre
des programmes opérationnels
FEDER-FSE Martinique 2014-2020 et
FSE Martinique 2014-2020

PLAN DE FORMATION CTM 2017 / 2020

- Les bases du statut de la Fonction Publique Territoriale.....
- La conception et la rédaction des actes administratifs
- La gestion des carrières dans la fonction publique territoriale
- Les positions administratives.....
- La gestion des agents non titulaires
- L'indisponibilité physique du fonctionnaire et le principe de l'incapacité physique
- La gestion du dossier individuel de l'agent.....
- Traiter et gérer une procédure de reclassement
- Gérer la cessation définitive d'activité – les différentes procédures.....
- La mise en œuvre de la rémunération.....
- L'accompagnement individuel : techniques d'entretien et de conseil en développement de compétences et évolution professionnelle.....
- Répondre aux besoins collectifs de formation – Ingénierie de formation : de la rédaction des cahiers des charges à l'attribution du marché
- Mission et rôle du maître d'apprentissage.....
- Rôle et mission d'un secrétariat
- Technique de classement
- I / 4 – Informatique, systèmes d'information et bureautique.....
 - Conduite de projet informatique.....
 - Le cadre juridique de la sécurité informatique.....
 - Sécurité des systèmes d'information
 - Continuité informatique – Plan de reprise d'activité
 - Règlement européen sur la protection des données
 - Formations bureautiques – Passeport de Compétences Informatiques Européen (PCIE).....
 - ✓ Word niveaux débutant et faux débutant
 - ✓ Word niveau perfectionnement
 - ✓ Excel initiation.....
 - ✓ Excel perfectionnement.....
 - ✓ PowerPoint
 - ✓ Outlook, optimisation de la gestion de la messagerie.....
 - Formation de formateur en bureautique
 - Formation aux logiciels métiers.....
 - ACCESS.....
 - Business Object (BO).....
 - Certification de premier niveau ITIL (Foundation Certificate) Version 3.....
 - DAO : AUTOCAD 2007.....
 - COVADIS.....
 - AUTOPISTE
 - Sensibilisation à l'informatique
 - Utilisation d'Internet.....
 - Formation sur l'infrastructure logicielle du réseau d'information géographique de la Martinique (RIGMA)
- I / 5 – Communication institutionnelle.....
 - Community manager interne et externe.....
 - Stratégies de communication
 - Réussir ses photos
 - Montage et retouche photo



Cette opération est cofinancée par le
Fonds social européen dans le cadre
des programmes opérationnels
FEDER-FSE Martinique 2014-2020 et
FSE Martinique 2014-2020

PLAN DE FORMATION CTM 2017 / 2020

- Réaliser une vidéo.....
- Montage et retouche vidéo.....
- L'écrit en communication : l'art de trouver les bons mots.....
- Utiliser WORDPRESS de manière optimale
- Techniques de mise en page en communication
- I / 6 – Finances, comptabilité, affaires juridiques, achat public
- Loi de finances – séminaire annuel.....
- Le contrôle de gestion
- Les régies de recettes et d'avances
- Gestion active de dette et de trésorerie
- Négociation foncière et immobilière.....
- Les acquisitions forcées : droit de préemption et droit d'expropriation'
- Gestion financière du patrimoine foncier et immobilier.....
- Méthode d'évaluation du patrimoine foncier et immobilier
- Les fondamentaux de la gestion du foncier.....
- Mécenat-fundraising au sein des collectivités.....
- L'essentiel des marchés publics.....
- La gestion des accords-cadres
- La gestion financière et administrative des marchés publics de travaux.....
- Les marchés publics d'informatique.....
- Marchés publics : de la définition du besoin à l'exécution du marché
- Intégrer les clauses de développement durable dans la commande publique.....
- Litiges, contentieux et règlements amiables des marchés publics
- Actualité des marchés publics
- Sécuriser les avenants et modifications de marchés publics
- La gestion des achats, des stocks et des approvisionnements.....
- Le suivi et le contrôle financier des associations subventionnées
- Évaluer les actions subventionnées.....
- Maîtriser les enjeux juridiques du numérique en collectivités locales.....
- Tableau de bord de la gestion budgétaire et financière
- Élaborer et suivre le budget de son service.....
- L'analyse des comptes financiers des EPLE (Etablissements Publics Locaux d'Enseignement) ...
- I / 7 – Développement économique
- Économie et développement des territoires.....
- Développement économique local : stratégie et outils.....
- Évaluer les politiques publiques : méthodes et pratiques.....
- I / 8 – Solidarités
- Évaluation diagnostique en protection de l'enfance.....
- Cycle de formation aux problématiques du développement de la communication et du langage oral chez l'enfant.....
- Prévenir la radicalisation
- Accompagnement des familles en grandes difficultés
- Accueil dans le social
- L'élaboration de diagnostics de territoires.....
- Optimiser les entretiens d'accompagnement des personnes en parcours d'insertion



Cette opération est cofinancée par le
Fonds social européen dans le cadre
des programmes opérationnels
FEDER-FSE Martinique 2014-2020 et
FSE Martinique 2014-2020

PLAN DE FORMATION CTM 2017 / 2020

- Comprendre et mettre en œuvre la loi d'adaptation de la société au vieillissement (ASV) : quelles conséquences ?.....
- Les nouveaux enjeux des politiques sociales et médico-sociales.....
- Repérer la maltraitance des personnes âgées en établissement ou au domicile.....
- L'observation du bébé par les professionnels de la petite enfance.....
- Visites médiatisées parents/enfants.....
- Les écrits professionnels en travail social.....
- Le projet pour l'enfant.....
- Évaluation sociale et accompagnement des situations complexes.....
- Ateliers d'analyse des pratiques professionnelles des travailleurs sociaux et médico-sociaux...
- Atelier sur l'analyse des pratiques professionnelles des psychologues.....
- Le placement familial : dispositif institutionnel, enjeux cliniques et travail d'équipe.....
- Les fondamentaux du placement familial.....
- La procédure d'agrément et de contrôle des établissements d'accueil de jeunes enfants.....
- Le soutien à la parentalité et l'animation de groupe de paroles de parents.....
- Conduire un entretien d'évaluation auprès d'un enfant victime de maltraitance.....
- L'intervention sociale suite à une catastrophe.....
- Les tensions du travail social : entre usagers et institution : prendre de la distance pour mieux se positionner.....
- Stress et risques d'épuisement chez les travailleurs sociaux.....
- Séminaires de formation sur le handicap.....
- Séminaires de formation pour les agents en situation de handicap ou pas, sur les maladies invalidantes (diabète, hypertension, cancers, AVC,...).....
- Formation de tuteurs d'apprentis en situation de handicap et managers d'agents en situation de handicap.....
- Formation du personnel du Laboratoire territorial d'analyses (LTA) sur la mise en conformité du système d'assurance qualité.....
- I / 9 – Formation des assistants familiaux.....
- Formation initiale des assistants familiaux.....
- Formation continue des assistants familiaux.....
- Validation des Acquis de l'Expérience (VAE).....
- Formation aux gestes de premiers secours – PSC1.....
- Analyse des pratiques des assistants familiaux.....
- Développement personnel des assistants familiaux.....
- Accompagnement individuel et soutien psychologique des assistants familiaux.....
- I / 10 – Sécurité.....
- Sauveteur Secourisme du Travail : Formation initiale.....
- Sauveteur Secourisme du Travail : Formation continue.....
- Attestation de formation aux gestes et soins d'urgence.....
- Formation des membres du CHSCT.....
- Formation des membres du CT.....
- Formation continue des assistants de prévention.....
- Sécurité incendie, manipulation des extincteurs.....
- Prévention des risques liés aux travaux en hauteur.....
- Prévention des risques liés à l'activité physique (PRAP).....
- Le code de la route : remise à niveau.....



Cette opération est cofinancée par le
Fonds social européen dans le cadre
des programmes opérationnels
FEDER-FSE Martinique 2014-2020 et
FSE Martinique 2014-2020

PLAN DE FORMATION CTM 2017 / 2020

- Pouvoir regagner les rives en cas de chute accidentelle dans un cours d'eau
- Prévention et sensibilisation aux conduites addictives
- Prévention des risques liés à l'utilisation et au stockage des produits d'entretien
- I / 11 – Secteur technique
- Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (A.I.P.R)
- Diagnostic d'urgence des bâtiments
- Habilitation aux travaux d'ordre électrique pour électriciens et non électriciens
- Recyclage des Habilitations aux travaux d'ordre électrique pour électriciens et non électriciens
- Sécurité incendie dans les Établissements Recevant du Public (ERP)
- Accessibilité des bâtiments et de la voirie aux personnes en situation de handicap
- Eurocode 8
- Sécurité et protection de la santé sur les chantiers de bâtiments
- Prise en compte du risque amiante dans les bâtiments et les enrobés
- Méthodes d'essais de laboratoire suivant les normes françaises et européennes en vigueur
- Connaissance et entretien des ouvrages d'art
- Les fondamentaux du dimensionnement de chaussées
- Travaux d'entretien et de rénovation des chaussées
- Les enrobés bitumineux
- Certificat d'Aptitude à la Conduite En Sécurité (CACES) : Formation initiale et recyclage
- Sécurité des chantiers : signalisation permanente et temporaire sur la voirie
- Déplacements sur cordes
- Utilisation et entretien de la tronçonneuse
- Maintenance du matériel à moteur d'entretien d'espaces verts
- Élagage des petits arbres
- Les pratiques alternatives aux traitements phytosanitaires chimiques
- Formations sur la gestion des routes
- I / 12 – Éducation : Formations à l'attention des adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement
- Métiers de la Restauration – Parcours modulaire
- Hygiène en restauration collective
- Rôle et mission de l'agent de restauration
- Gestion des stocks en restauration collective
- Accueil physique et téléphonique
- Hygiène et entretien des locaux
- Entretien des espaces verts
- Prévention des risques liés à l'activité physique
- Habilitation aux travaux d'ordre électrique (personnel non électricien et électricien)
- Sauvetage Secourisme du Travail
- I / 13 – Europe
- Utilisation de l'application « Ma démarche FSE »
- Lutte contre la fraude aux intérêts de l'Union Européenne
- Les fondamentaux de la programmation FSE 2014-2020 – Initiation et Faux débutant.. I
- Le rôle et les missions du service instructeur FEDER – Initiation et perfectionnement... I
- Le rôle et les missions du service instructeur FSE – Initiation et perfectionnement



Cette opération est cofinancée par le
Fonds social européen dans le cadre
des programmes opérationnels
FEDER-FSE Martinique 2014-2020 et
FSE Martinique 2014-2020

PLAN DE FORMATION CTM 2017 / 2020

■	<u>Le rôle et les missions du service instructeur FEADER - Initiation</u>
■	<u>Encadrement communautaire des aides – Initiation et Faux débutant</u>
■	<u>Le contrôle interne</u>
■	<u>Les instruments financiers</u>
■	<u>Connaître l'environnement et les logiques des programmes communautaires</u>
■	<u>Maîtriser les contraintes communautaires en matière d'aide aux entreprises</u>
■	<u>De l'instruction à la certification des dépenses communautaires sur le PO 2014/2020</u>
I / 14 –	<u>Formation Professionnelle</u>
■	<u>Les enjeux de la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale</u>
■	<u>Les dispositifs de la formation professionnelle</u>
■	<u>Le contrôle financier des organismes de formation professionnelle</u>
■	<u>Intégrer le développement durable dans les politiques de formation professionnelle</u>
■	<u>Évaluer les politiques et dispositifs de formation professionnelle</u>
I / 15 –	<u>Culture</u>
■	<u>Guide conférencier</u>
■	<u>Inventaire – recensement des collections publiques marquage des collections et chantiers de collections</u>
■	<u>L'accrochage des œuvres dans un musée</u>
■	<u>Sûreté et vols dans les établissements culturels</u>
■	<u>Les Principes fondamentaux de la conservation préventive et méthodes en milieu tropical</u>
■	<u>La régie des œuvres : principes fondamentaux</u>
■	<u>La conservation : l'aménagement des locaux et le plan de sauvegarde</u>
■	<u>Conservation préventive et restauration des documents papiers</u>
■	<u>Conservation et restauration des textiles</u>
I / 16 –	<u>Formations linguistiques</u>
■	<u>Formation e-learning</u>
■	<u>Formation e-learning Learnperfect</u>
■	<u>Anglais coopération</u>
■	<u>Anglais sanitaire et social</u>
■	<u>Anglais pour les chauffeurs</u>
■	<u>Anglais juridique</u>
■	<u>Anglais informatique</u>
■	<u>Anglais protocole et relations publiques</u>
■	<u>Anglais développement durable</u>
■	<u>Anglais risques naturels</u>
■	<u>Anglais téléphonique</u>
■	<u>Anglais Accueil dans les services culturels</u>
■	<u>Préparation aux certifications linguistiques</u>
■	<u>Initiation à la conversation hispanophone</u>
■	<u>Créole</u>
■	<u>Initiation à la langue des signes</u>
II /	<u>Les préparations aux concours et examens professionnels territoriaux, accessibles au titre de la préparation aux concours et du Compte Personnel de Formation (CPF)</u>
III /	<u>Les formations catalogues proposées par le CNFPT accessibles au titre des formations statutaires obligatoires (Intégration et Professionnalisation), de la formation de perfectionnement et du Compte Personnel de Formation (CPF)</u>



Cette opération est cofinancée par le
Fonds social européen dans le cadre
des programmes opérationnels
FEDER-FSE Martinique 2014-2020 et
FSE Martinique 2014-2020

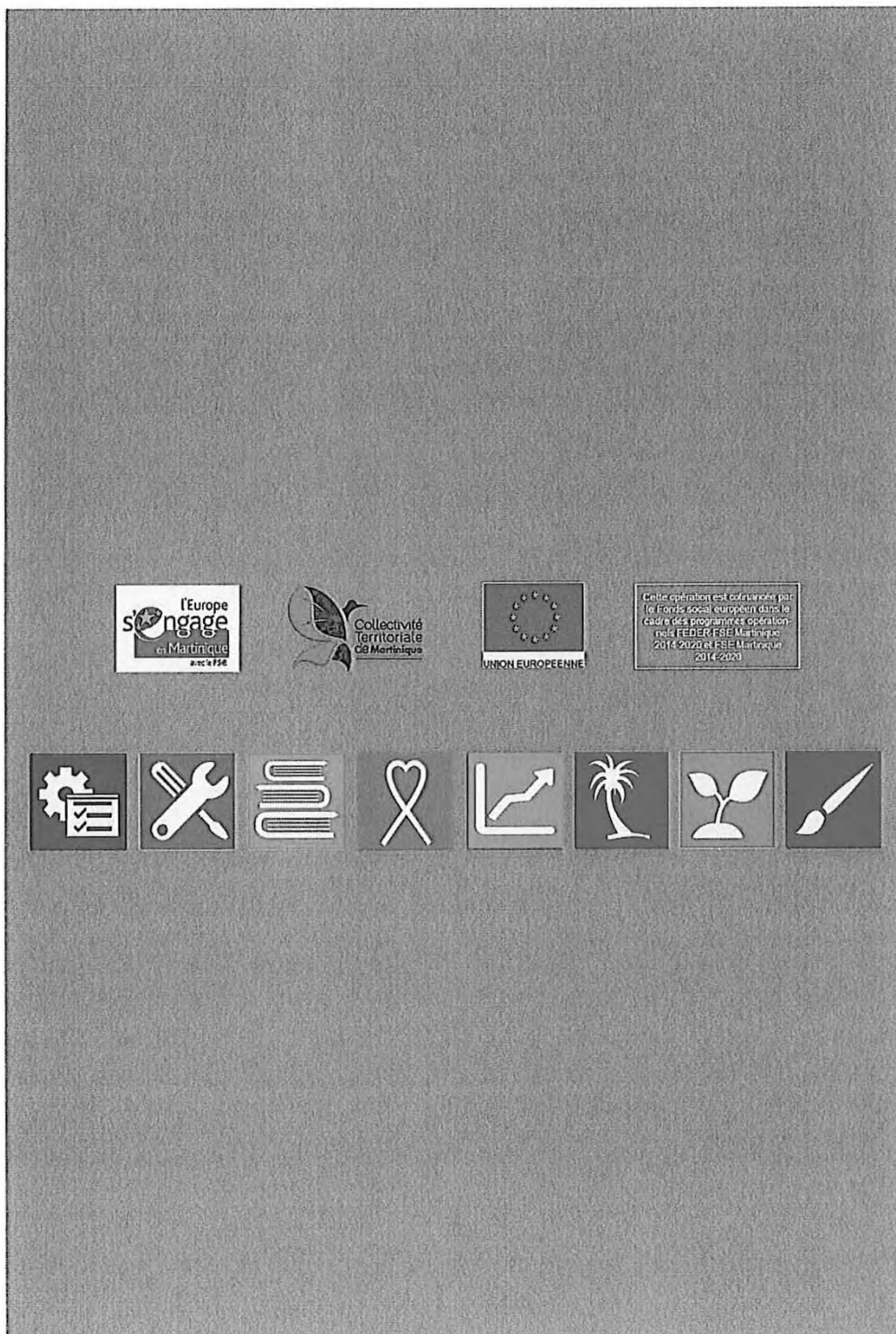
PLAN DE FORMATION CTM 2017 / 2020

IV – Les formations personnelles financées ou cofinancées par la collectivité au titre du Compte
Personnel de Formation (CPF) et de la formation personnelle.....



Cette opération est cofinancée par le
Fonds social européen dans le cadre
des programmes opérationnels
FEDER-FSE Martinique 2014-2020 et
FSE Martinique 2014-2020

PLAN DE FORMATION CTM 2017 / 2020





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180620-18-271-1-DE
Date de télétransmission : 27/07/2018
Date de réception préfecture : 27/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 JUL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-271-1

PORTANT PRESENTATION DU RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - EXERCICE 2017

L'An deux mille dix-huit, le vingt juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE (procuration à Georges CLEON), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE (procuration à Daniel ROBIN), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du rapport d'activité de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180621-18-272-1-DE
Date de télétransmission : 02/08/2018
Date de réception préfecture : 02/08/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 2 AOUT 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-272-1

PORTANT ADOPTION DU DISPOSITIF TERRITORIAL DES AIDES À L'INNOVATION

L'An deux mille dix-huit, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS (procuration à Michelle BONNAIRE), Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE, (procuration à Georges CLEON), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Nadia LIMIER (procuration à Josiane PINVILLE), Fred LORDINOT (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Gilbert COUTURIER), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Nadine RENARD (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE, Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ;
Vu le règlement (UE) n°651/2014 déclarant certaines catégories d'aides comptables avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;
Vu le régime cadre exempté de notification N° SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) ;
Vu le régime cadre exempté de notification N° SA.40390 relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2014-2020 ;
Vu le régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 18 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique adopte le dispositif d'aides à l'innovation décliné autour des axes suivants :

- Aide aux études de faisabilité
- Aide à la maturation de projets innovants
- Aide à l'expérimentation des projets innovants
- Aide à l'innovation en faveur des très petites entreprises (TPE) et petites et moyennes entreprises (PME)
- Aide à l'innovation de procédé et d'organisation.

ARTICLE 2 : Le dispositif mentionné à l'article 1 fait l'objet d'une mise en oeuvre dès que la présente délibération est exécutoire.

ARTICLE 3 : Le préambule, les fiches et les différents documents annexés à la présente délibération, précisent le contenu et définissent les modalités de mise en oeuvre.

ARTICLE 4 : Ce dispositif s'adapte automatiquement aux évolutions réglementaires communautaires et nationales.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération, et prendre, en Conseil Exécutif, toute décision relative à la mise en oeuvre du présent dispositif.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



DISPOSITIF TERRITORIAL DES AIDES A L'INNOVATION

Pour qualifier l'écosystème régional d'innovation à la Martinique et prendre en compte les caractéristiques et spécificités propres à la région, une définition de l'innovation a été retenue dans le cadre de la stratégie régionale d'innovation de 2012 :

« L'innovation martiniquaise est une démarche et sa mise en œuvre permettant à un projet, une méthode, un procédé, un produit nouveau ou sensiblement amélioré de contribuer à une offre différenciée pour, sur et en dehors du terroir insulaire. Cette différenciation doit reposer sur la constitution et l'exploitation d'avantages durables et visibles de nature technologique, économique, sociale ou culturelle. »

En ce sens pour traduire cette différenciation en terme de croissance et de compétitivité et tendre vers une véritable mutation économique, la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) a élaboré et mit en œuvre sa stratégie de spécialisation intelligente pour la recherche et l'innovation - S3. Le concept de « spécialisation intelligente » ou S3 (*Smart Specialization Strategy*) est un processus de sélection qui vise une priorisation et une concentration des ressources sur un nombre limité de domaines d'activités et secteurs technologiques où une région dispose d'un avantage comparatif. Celui-ci est susceptible de générer de nouvelles activités innovantes qui conféreront au territoire, à moyen-terme, un avantage concurrentiel dans l'économie mondiale.

Aussi, pour sa nouvelle politique territoriale de développement économique, la CTM par son Schéma Territorial de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (STDEII), donne une place centrale à l'innovation dans son objectif de mutation de son modèle économique.

Ce nouveau dispositif vise à stimuler la créativité et la capacité innovante des acteurs privés et publics, à accompagner les TPE-PME sur le chemin de la croissance, à impulser un dynamisme économique et de permettre l'émergence de nombreux avantages concurrentiels pour le territoire. L'accent sera également mis sur la recherche partenariale. De ce fait, toute initiative de transfert de technologie sera soutenue afin d'inciter l'interaction entre les différents acteurs.

Ce soutien se concrétise par un accompagnement spécifique aux projets d'innovation dans les différentes phases de vie du projet avant commercialisation du produit fini et/ou du service. Un accompagnement spécifique pour une construction efficace et efficiente du projet notamment dans les principales étapes phares permettra de répondre au mieux aux besoins des entreprises par un mode de financement adapté et étudié en fonction des risques et du degré de maturité du projet. L'offre se décline comme suit :

- le dispositif d'aides CTM en faveur des entreprises et laboratoires de recherche sous forme de subvention pour tout projet inférieur à 150 000€ ;

- un outil d'ingénierie financière pour l'innovation, le Fonds Territorial d'Innovation Martinique (FTIM), en partenariat avec Bpifrance, dont l'objectif est de financer, sous forme de subvention, d'avance récupérable ou de prêt à taux zéro pour l'Innovation (PTZI), tout projet ou programme de recherche, de développement et d'innovation (RDI) dont le coût total est inférieur à 300 000€ ;
- les fonds européens notamment le Feder pour tout projet entre 150 000€ et 2 000 000€.

L'articulation entre les financements précités doit conduire en fonction du montant des besoins du projet à une meilleure flexibilité financière et cashflow recherchés par les entreprises et ainsi réduire les freins à l'innovation.

Afin d'aider les entreprises à innover, à devenir plus compétitives pour faire face à la concurrence internationale, les projets identifiés en phase de faisabilité, en phase de développement et en phase de pré-lancement ou de pré-industrialisation, seront accompagnés dans leur démarche d'innovation.

Ainsi, pour faire valoir une innovation d'excellence au territoire martiniquais, la priorité principale porte sur la qualité des projets. En effet, les projets d'innovation relèvent le plus souvent d'une logique de rattrapage technologique. La stratégie du STDEII, en ce sens, est de faire émerger une économie nouvelle par le biais **d'innovations de rupture** et par conséquent la création d'une économie durable et de nouveaux marchés de niches.

D'où l'importance de **l'aide aux études de faisabilité** pour assurer à l'entreprise une période de préparation optimale de son projet. La structuration et formalisation du projet permet d'assurer une véritable réflexion sur des questions fondamentales que doivent se poser tout porteur de projet avant la phase de réalisation. Cette étape est parfois jugée longue et coûteuse par les entreprises qui s'abstiennent de la faire par souci d'économie d'argent et/ou de temps. La CTM souhaite soutenir les entreprises durant cette phase d'étude afin de leur permettre d'analyser les risques liés au projet et veiller à une utilisation plus rationnelle des ressources de l'entreprise et de l'aide publique à solliciter en vue du projet final.

La phase de recherche et de développement (R&D) est une étape essentielle avant celle de mise sur le marché, mise en production ou de déploiement. Face au tissu économique composé principalement de TPE-PME ayant de très faibles capacités à réaliser de la R&D, la Collectivité propose **l'aide à la maturation de projets**, pour inciter et booster ces entreprises à plus de croissance. Elle consiste à soutenir les entreprises menant des projets d'innovation identifiés dans les domaines de spécialisation de la S3, comportant des travaux de recherche industrielle ayant pour finalité la mise au point de produits, procédés ou services nouveaux innovants présentant des perspectives concrètes d'industrialisation et de commercialisation.

L'aide à l'expérimentation de projets innovants vient renforcer le soutien de la Collectivité auprès des entreprises et laboratoires de recherche pour leur développement expérimental. Il s'agit d'aider les porteurs de projets d'innovation à réaliser leur prototypage et tests afin

de conforter la faisabilité technique et répondre aux normes réglementaires de leurs projets en partenariat avec des experts dans les domaines de compétence concernés.

L'objectif de ces aides est d'avant tout d'établir ou améliorer la mise en réseau des acteurs et encourager les interactions entre les communautés de chercheurs et d'industriels.

Les entreprises ayant un projet innovant avec un niveau de maturation avéré, en phase de pré-lancement ou préindustriel, seront accompagnées dans leurs besoins de personnel hautement qualifiés en R&D et la protection intellectuelle pour leurs projets. **L'aide à l'innovation en faveur des TPE et PME** répond à cet objectif.

Pour permettre aux entreprises d'aller à l'international et conquérir des parts de marché, la modernisation du modèle productif martiniquais se révèle comme un réel enjeu. Ainsi pour lancer un nouveau produit, service ou technologie, l'entreprise doit innover en procédé (nouvelles techniques/modes de production ou de vente). Ce qui est source pour l'entreprise d'une « rente de monopole temporaire » et donc de profits. L'entreprise innovante serait la seule à fournir le produit et peut donc fixer son prix en fonction de la demande. **L'aide à l'innovation de procédé** répond aux besoins des entreprises qui désirent élargir ou renouveler la gamme de produits, conquérir de nouveaux marchés et surtout être plus compétitives.

L'entreprise qui innove en produit par le biais de nouveaux procédés, doit également innover l'organisation de sa structure pour optimiser l'efficacité de son personnel et de sa productivité. Une mise au point ou adaptation de l'organisation du travail permet à l'entreprise en faveur de son personnel à faire face aux changements environnementaux, à l'utilisation de nouvelles technologies et à cette course vive de la concurrence (nouveaux besoins d'encadrement, de formation, de culture organisationnelle, de créativité et d'engagement du personnel et autres...). **L'aide à l'innovation d'organisation** vient donc renforcer l'accompagnement de la CTM dans ce défi de croissance des entreprises.

En résumé, pour conserver ou renforcer leur compétitivité, les acteurs privés et publics n'ont plus d'autre choix que... d'innover. Ce nouveau dispositif traduit, de ce fait, la volonté de la Collectivité Territoriale de Martinique de converger vers une terre d'innovation valorisant ses atouts concurrentiels, son terroir, savoir-faire dans les domaines de spécialisation de la S3.

Le nouveau dispositif est composé comme suit :

I – LES AIDES

Mesures/Définitions générales applicables à l'ensemble des aides, sauf cas particuliers précisés

1. Aide aux études de faisabilité
2. Aide à la maturation des projets innovants
3. Aide à l'expérimentation des projets innovants
4. Aide à l'innovation en faveur des TPE-PME
5. Aide en faveur de l'innovation de procédé et d'organisation

II – LES ANNEXES (partie intégrante du dispositif)

- Annexe 1 : Définition des Entreprises bénéficiaires
- Annexe 2 : Définition des micros, petites et moyennes entreprises
- Annexe 3 : Définition et obligation pour la mise en œuvre d'une collaboration effective
- Annexe 4 : Détermination des secteurs éligibles
- Annexe 5 : Procédure, modalités de versements et obligations de suivi / CTM
- Annexe 6 : Procédure, modalités de versements et obligations de suivi / FTI-BPI
- Annexe 7 : Les bases juridiques

MESURES / DEFINITIONS GENERALES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES AIDES SAUF CAS PARTICULIERS PRECIS

- Les aides versées sont sous forme de subvention avec un principe de non récurrence.
- Pour les projets RDI, les aides peuvent être versées sous forme d'avance récupérable (AR) ou sous forme de prêt à taux zéro d'innovation (PTZI).
- Les aides du présent dispositif sont non cumulables avec une autre aide de la Collectivité portant sur la même assiette de dépenses éligibles et/ou le même projet.
- La subvention accordée est acceptée par le bénéficiaire avec la mise en place d'un suivi et d'un contrôle de l'entreprise ou du projet réalisé.
- Une avance remboursable correspond à une aide financière attribuée à une PME/TPE afin de contribuer au financement d'un projet en recherche et développement.
Dans la majorité des cas, cette avance s'assimile à un prêt à taux 0, dont le montant maximal ne peut excéder le montant des fonds propres de l'entreprise.
- Dans le plan de financement devra obligatoirement figurer un apport privé provenant soit de ressources personnelles ou de financement extérieur (prêt bancaire, prêt d'honneur, ...). Il devra être d'au moins 30% des dépenses éligibles, pour les demandes portées par les TPE/PME en phase de développement hors collaboration et 20 % au moins dans le cas d'une collaboration.
- Le Prêt à Taux Zéro pour l'Innovation (PTZI) étant un prêt remboursable quelle que soit l'issue du projet, il est recommandé de financer sous cette forme des projets de RDI au stade du développement avec une bonne visibilité sur la commercialisation prochaine.
Seuls les TPE ET PME ayant plus de trois d'existence et présentant une situation financière saine sont éligibles à ce financement.
- Les projets, en phase de développement ou de maturité avancés, intégreront les questions de normalisation et de réglementation (labellisation, norme, licence, ...) et feront la preuve de leur modèle économique, pour prétendre à l'obtention de la subvention de la CTM.
- Les entreprises en franchise nationales et internationales sont inéligibles au présent dispositif.

- Immobilisations corporelles : Travaux de bâtiment, équipements et machines, travaux pris en compte pour leur valeur HT. Sont exclus : les véhicules, utilitaires, camions, pick-up, engins de chantiers, tracto-pelle, etc. De façon générale, nous préconisons le leasing comme mode de financement des véhicules de tourisme ou professionnels.
- Immobilisations incorporelles : actifs relatifs à la réalisation de l'opération, notamment consistant en un transfert de technologie par l'acquisition de droits de brevets, de licences, de savoir-faire ou de connaissances techniques non brevetées, liés à l'investissement.

Aide aux études de faisabilité

CONTEXTE :

- Fragilité du tissu économique, composé principalement de petits établissements (TPE-PME, induit de très faibles capacités à réaliser des activités de recherche et de développement (R&D))
- Faiblesse des fonds propres et sous-capitalisation des entreprises
- Faible interaction entre les entreprises et les centres de recherche
- Absence de préparation ou faible structuration du projet ayant des conséquences directes dans la phase de réalisation du projet

OBJECTIFS :

- Pallier le manque d'études préalables pour un projet de recherche industrielle ou de développement expérimental innovant
- Evaluer les capacités à réaliser le projet et vérifier la pérennité de l'entreprise à long terme
- Accompagner l'entreprise dans sa démarche d'innovation
- Définir les phases techniques du projet et partenariat de recherche d'excellence
- Orienter la recherche de financement (perspectives financières à long terme...)
- Veiller à une utilisation plus rationnelle des ressources
- Améliorer les conditions de travail et optimiser la performance sociale des entreprises

BENEFICIAIRES :

- Entreprises : cf. Annexe 1
- Startups
- Les établissements de recherche et d'enseignement supérieur, les centres techniques, les organismes de recherche privés ou publics établis à la Martinique

Sont exclues les entreprises en difficulté.

SECTEURS ELIGIBLES

Secteurs éligibles : cf. Annexe 4

ACTIONS ELIGIBLES/ DEPENSES ELIGIBLES / TAUX D'INTERVENTION

Toute étude préalable à un projet ou programme de R&D ayant pour objectif d'évaluer et d'analyser la faisabilité du projet ou programme.

Ce type d'étude doit notamment permettre d'identifier les forces et les faiblesses du projet notamment les risques technologiques, les avantages d'un produit ou service face

aux offres concurrentes. Elle précise les ressources nécessaires pour mener à bien ce projet et évalue, en définitive, ses chances de succès.
Les conclusions de l'étude doivent permettre de prendre une décision sur le lancement d'un projet ou programme de R&D.

2 niveaux d'intervention :

Intervention CTM

➤ **Dépenses éligibles**

- les frais liés à l'achat d'informations spécialisées, pertinentes et nécessaires à la réalisation du projet
- le conseil pour l'acquisition, la protection et l'échange de droit de propriété industrielle et pour les accords d'octroi de licence...
- design et conception (designer, concepteur, ergonomes, centre de co-conception...)
- expertise technique
- audit environnemental
- préparation et accompagnement en vue d'une certification (qualité, environnementale, etc...) nationale, européenne ou internationale
- conseil en stratégie
- diagnostic d'actions d'innovation sociale
- accompagnement à la mise en œuvre d'une démarche de responsabilité sociétale visant la performance globale des entreprises
- élaboration d'un business plan
- études de marché
- veille stratégique et intelligence économique

Les frais de mission inhérents à la réalisation de ces prestations sont plafonnés à **10%** de la subvention.

Seront exclues : les activités internes à l'entreprise comme suit :

les prestations courantes d'ingénierie et d'architectes, la recherche de fonds publics et de partenaires, les démarches et prestations comptables, juridiques ou fiscales relevant du fonctionnement courant de l'entreprise, les prestations de formation, la publicité, l'édition de supports de communication, la réalisation ou la refonte de site web vitrine, les prestations de création graphique, le packaging.

➤ **Taux d'intervention**

TPE : 70% du coût HT des dépenses éligibles,

PME : 60% du coût HT des dépenses éligibles,

Laboratoire de recherche : 50% du coût HT des dépenses éligibles,

Subvention plafonnée à 30 000 € par étude, par entreprise et par an avec un seuil maximum de l'assiette éligible de 50 000€.

En cas de complément d'étude sollicité sur un même projet, le plafond d'aide est limité à 15 000€.

Intervention FTIM-BPI

➤ **Dépenses éligibles**

- Etudes d'évaluation et d'analyse du potentiel d'un projet mettant en exergue les perspectives et les risques du projet et précisant les ressources nécessaires pour le mener à bien.
- Conception et définition du projet, planification, validation de la faisabilité technico-économique, veille, étude de positionnement stratégique, démarche design, recrutement de cadres de R&D...

➤ **Taux d'intervention**

TPE : 70% du coût HT des dépenses éligibles,

PME : 60% du coût HT des dépenses éligibles,

Participation au financement sous forme de subvention ou avance à taux zéro remboursable (AR) sous condition de succès, plafonnée entre 30 000€ et 100 000€ par étude et par entreprise, avec un seuil de l'assiette assiette éligible compris entre 50 000€ et 200 000€.

PARTICULARITES

- Les 2 niveaux d'intervention ne sont pas cumulables
- Aides non cumulables avec l'axe 1 du FEDER
- Aide non cumuleable avec une autre aide de la Collectivité portant sur la même assiette éligible et/ou sur le même projet
- Effet incitatif : La demande est recevable jusqu'à 2 ans après la première immatriculation de l'entreprise
- Le dépôt de dossier doit être réalisé avant le commencement de l'étude
- Le dispositif s'adresse aux entreprises et laboratoires de recherche ayant leur siège en Martinique
- Mise en concurrence d'au moins deux cabinets sauf en cas de prestations spécifiques et techniques pour lesquelles il n'existe pas plusieurs prestataires
- Le consultant retenu doit justifier de réelles compétences pour assurer la prestation et exercer ses activités depuis au moins deux ans (sociétés de conseil, ingénieurs-conseils, experts indépendants, ...)
- **BASE JURIDIQUE : Annexe**
Alinéas : A9-3

EVALUATION

- Nombre d'études de faisabilité financées par an
- Nombre d'entreprises aidées par an

Aide à la maturation de projets innovants

CONTEXTE :

- Fragilité du tissu économique local
- Effet de spécialisation sectorielle : des activités innovantes intensives dans le secteur de l'agro-transformation, de l'industrie (hors industrie agro-alimentaire) et les technologies de l'information et de la communication
- Faiblesse des investissements privés des entreprises en R&D
- Manque de fonds propres des entreprises pour financer leur budget R&D
- Frilosité des banques pour financer les projets innovants
- Absence ou faible interaction entre la communauté scientifique et les entreprises

OBJECTIFS :

- Soutenir et accompagner les entreprises dans leur phase de développement ayant pour finalité une industrialisation des travaux en région et ayant un impact sur l'emploi
- Encourager et renforcer les efforts R&D des entreprises à la Martinique, en soutenant les équipes scientifiques et programmes de recherche
- Favoriser la compétitivité des entreprises
- Stimuler les collaborations et le transfert de technologies entre les acteurs de la recherche et les entreprises, en soutenant les projets collaboratifs de R&D et d'innovation

BENEFICIAIRES :

- Entreprises : cf. Annexe 1
- Startups
- Etablissements de recherche et d'enseignement supérieur, les centres techniques, les organismes de recherche privés ou publics établis à la Martinique
- Clusters

Sont exclues les entreprises en difficulté.

SECTEURS ELIGIBLES

Secteurs éligibles : cf. Annexe 4

CRITERES DE SELECTION

- le caractère innovant du projet
- la pertinence du projet scientifique
- la faisabilité économique
- la faisabilité du projet au regard des capacités humaines et matérielles des équipes de recherche concernées
- les potentialités d'industrialisation et de commercialisation du projet sur des marchés nouveaux

- l'existence de collaboration avec les acteurs locaux et partenaires ;
- les perspectives d'applicabilité économique (plan de valorisation économique des résultats)
- la dimension régionale du projet (intérêt stratégique ou structurant pour le secteur ou filière concerné)
- la dimension caribéenne et internationale du projet

ACTIONS ELIGIBLES :

Tout projet de recherche, développement et innovation (RDI), s'identifiant à la **recherche industrielle**, vise à acquérir de nouvelles connaissances et aptitudes non encore exploitables commercialement en vue de mettre au point de nouveaux produits, procédés ou services, ou encore d'entraîner une amélioration notable de produits, procédés ou services existants. L'objectif est de parvenir à un produit industrialisable, ou à l'amélioration importante de technologie de production industrielle.

DEPENSES ELIGIBLES / TAUX D'INTERVENTION :

2 niveaux d'intervention :

Intervention CTM

Ce dispositif se décompose en 2 volets, selon l'approche collaborative ou non donnée au projet RDI :

- Volet 1 -

➤ Recherche industrielle non partenariale : aide à la maturation de projets individuels pour les TPE-PME et laboratoires de recherche

Cette mesure permet à l'entreprise ou au laboratoire de recherche de réaliser de façon individuelle son projet de recherche industrielle innovant.

➤ Dépenses éligibles

- Frais de personnel :

Les coûts de personnel liés à la réalisation du programme R&D ou projet de recherche (chercheurs, ingénieurs, techniciens et autres personnels de soutien en lien direct avec le projet) :

- les dépenses de **personnel temporaire** notamment les stagiaires, post-docs, doctorants, CDD et intérim employés spécifiquement pour le projet et qui ne sont pas en remplacement du personnel permanent ou temporaire.

➤ Taux d'intervention

100% du montant des frais retenus en salaire brut, au prorata du temps de travail effectif dûment justifié.

Sont exclus : les dépenses de **personnel permanent** de la structure affecté à des tâches administratives, de secrétariat, de comptabilité, de maintenance, d'achat, de documentation et autre...dans la mesure où ce personnel n'a pas un rôle direct, majeur et déterminant dans la réalisation du projet RDI.

➤ **Dépenses éligibles**

- Achat ou amortissements d'équipements, instruments, machines, outillages, installations
- les matériaux, fournitures et autres consommables
- les frais de sous-traitance
- les frais liés à l'obtention, à la validation et à la défense des brevets ou licence

➤ **Dépenses éligibles**

- Frais d'assistance à la réalisation du projet
Les coûts des études préparatoires et les coûts des services de conseil liés au projet peuvent être pris en considération.

➤ **Taux d'intervention**

50% du montant des frais, subvention plafonnée à 5000 €.

➤ **Dépenses éligibles**

- Frais de montage et de suivi du projet

➤ **Taux d'intervention**

35% du coût de la prestation, subvention plafonnée à 2 000 €.

➤ **Dépenses éligibles**

- Les frais généraux de gestion ou frais de structure

➤ **Taux d'intervention**

5% du coût total éligible.

➤ **Taux d'intervention**

<i>Taux maximum</i>	TPE	PME	Laboratoire de recherche
Aide à la maturation de projets individuels	70%	60%	50%

TPE/PME : Subvention plafonnée à 50 000€, par entreprise et par projet avec un seuil maximum de l'assiette éligible de 150 000€ et dans la limite du cumul d'aides publiques autorisé.

LABORATOIRE : Subvention plafonnée à 75 000€, par laboratoire et par projet avec un seuil maximum de l'assiette éligible maximale de 150 000€ et dans la limite du cumul d'aides publiques autorisé.

- Volet 2 -

➤ **Recherche industrielle partenariale : aide à la maturation de projets collaboratifs**

L'aide à la maturation de projets collaboratifs vise à favoriser les projets entre laboratoires de recherche et entreprises au niveau national, européen et international et à permettre le développement d'un ou de nouveaux produits ou services innovants.

L'objectif est de transformer ces travaux collaboratifs de R&D en des produits, procédés et services d'excellence qui seront mis sur le marché à terme.

➤ **Critères d'éligibilité pour tout projet collaboratif :**

- Être formellement collaboratif, au regard de la définition de la Commission Européenne, en rassemblant au moins une entreprise et un acteur public ou privé de recherche
- Être piloté par une entreprise réalisant des travaux de R&D à la Martinique (en cas de collaboration entre plusieurs entreprises : une société doit être désignée chef de file du projet, à savoir celle qui en a l'initiative)
- Dans le cas d'une coopération internationale, une collaboration associant une PME martiniquaise, une entreprise étrangère et/ou un ou des laboratoires ou organismes publics de recherche, est admissible
- Avoir pour objet le développement d'un ou plusieurs produits, procédés ou services, non disponibles sur le marché et à fort contenu innovant
- Avoir un impact économique important et des retombées prévisionnelles pour la Martinique en termes de valeur ajoutée, d'emplois, d'investissement et de structuration d'une filière

➤ **Dépenses éligibles**

- **Frais de personnel :**

Les coûts de personnel liés à la réalisation du programme R&D ou projet de recherche (chercheurs, ingénieurs, techniciens et autres personnels de soutien en lien direct avec le projet) :

- les dépenses de **personnel temporaire** notamment les stagiaires, post-docs, doctorants, CDD et intérim employés spécifiquement pour le projet et qui ne sont pas en remplacement du personnel permanent ou temporaire.

➤ **Taux d'intervention**

100% du montant des frais retenus en salaire brut, au prorata du temps de travail effectif dûment justifié.

Sont exclus : les dépenses de **personnel permanent** de la structure affecté à des tâches administratives, de secrétariat, de comptabilité, de maintenance, d'achat, de documentation et autre...dans la mesure où ce personnel n'a pas un rôle direct, majeur et déterminant dans la réalisation du projet RDI.

➤ **Dépenses éligibles**

- Achat ou amortissements d'équipements, instruments, machines, outillages, installations
- les matériaux, fournitures et autres consommables

- les frais de sous-traitance à des laboratoires publics ou privés
- les frais liés à l'obtention, à la validation et à la défense des brevets ou licence

➤ **Dépenses éligibles**

- Frais d'assistance à la réalisation du projet
Les coûts des études préparatoires et les coûts des services de conseil liés au projet peuvent être pris en considération.

➤ **Taux d'intervention**

50% du montant des frais, subvention plafonnée à 5000 €.

➤ **Dépenses éligibles**

- Frais de montage et de suivi du projet

➤ **Taux d'intervention**

35% du coût de la prestation, subvention plafonnée à 2 000 €.

➤ **Dépenses éligibles**

- Les frais généraux de gestion ou frais de structure

➤ **Taux d'intervention**

5% du coût total éligible.

➤ **Taux d'intervention**

<i>Taux maximum</i>	TPE	PME	Laboratoire de recherche
Aide à la maturation de projets collaboratifs	80%	75%	65%

TPE/PME : Subvention plafonnée à 50 000€, par entreprise et par projet avec un seuil maximum de l'assiette éligible de 150 000€ et dans la limite du cumul d'aides publiques autorisé.

LABORATOIRE : Subvention plafonnée à 75 000€, par laboratoire et par projet avec un seuil maximum de l'assiette éligible maximale de 150 000€ et dans la limite du cumul d'aides publiques autorisé.

Intervention FTIM-BPI

➤ **Dépenses éligibles**

- frais des personnels dédiés au projet
- prestations externes, petits matériels et consommables, matières premières, frais liés à la propriété intellectuelle
- coûts d'amortissement des instruments et du matériel récupérables mobilisés pour

le projet

- investissement du matériel non récupérable

➤ Taux d'intervention

Participation au financement par projet et par entreprise avec un seuil de l'assiette éligible compris entre 100 000€ et 300 000€, selon les modalités suivantes :

Type de financement en faveur des TPE/PME	Plafond d'intervention de l'aide	Taux
Subvention	50 000€-100 000€	50%
AR	50 000€-100 000€	60%
PTZI	50 000€-150 000€	60%

PARTICULARITES

- Les aides relevant du FTIM-BPI sont non cumulables avec d'autres aides publiques portant sur les mêmes dépenses éligibles
- Les dossiers devront s'identifier et répondre à la définition de la Commission Européenne du projet collaboratif suivante:

Le projet repose sur une collaboration effective soit :

- entre des entreprises parmi lesquelles figure au moins une PME, ou est mené dans au moins deux États membres, ou dans un État membre et une partie contractante à l'accord sur l'EEE, et aucune entreprise ne supporte seule plus de 70 % des coûts admissibles, (coopération nationale ou internationale) ou
- entre une entreprise et un ou plusieurs organismes de recherche et de diffusion des connaissances, et ce ou ces derniers supportent au moins 10 % des coûts admissibles et ont le droit de publier librement les résultats de leurs propres recherches menées dans le cadre du projet (le contrat de partenariat devra permettre de vérifier clairement ce point) ;

Les résultats du projet sont largement diffusés au moyen de conférences, de publications, de dépôts en libre accès ou de logiciels gratuits ou libres.

- Les laboratoires de recherche ou entreprises étrangères peuvent être partenaires mais ne pourront pas bénéficier d'aide financière dans ce cadre

BASE JURIDIQUE : Annexe 9

Alinéas : A9-3

EVALUATION

- Nombre de projets soutenus par an relevant de la recherche industrielle
- Nombre d'emplois en R&D créés et/ou maintenus
- Nombre de collaboration réalisée avec au moins une entreprise ou entre un organisme de recherche et une entreprise par an

Aide à l'expérimentation des projets innovants

CONTEXTE :

- Fragilité du tissu économique local
- Effet de spécialisation sectorielle : des activités innovantes intensives dans le secteur de l'agro-transformation, de l'industrie (hors industrie agro-alimentaire) et les technologies de l'information et de la communication
- Faiblesse des investissements privés des entreprises en R&D
- Manque de fonds propres des entreprises pour financer leur budget R&D
- Frilosité des banques pour financer les projets innovants
- Absence ou faible interaction entre la communauté scientifique et les entreprises

OBJECTIFS :

- Soutenir et accompagner les entreprises dans leur phase de développement ayant pour finalité une industrialisation des travaux en région et ayant un impact sur l'emploi
- Encourager et renforcer les efforts R&D des entreprises à la Martinique, en soutenant les équipes scientifiques et programmes de recherche
- Favoriser la compétitivité des entreprises
- Soutenir les partenariats scientifiques dans le cadre de projets d'innovation

BENEFICIAIRES :

- Entreprises : cf. Annexe 1
- Startups
- Les établissements de recherche et d'enseignement supérieur, les centres techniques, les organismes de recherche privés ou publics établis à la Martinique

SECTEURS ELIGIBLES

Secteurs éligibles : cf. Annexe 4

CRITERES DE SELECTION

- le caractère innovant du projet
- la pertinence du projet scientifique et le réalisme de sa planification
- la qualité et faisabilité du projet au regard de la méthodologie envisagée, des capacités humaines et matérielles des équipes de recherche qui seront mis en œuvre et l'adéquation avec les objectifs visés
- la méthodologie expérimentale
- les retombées économiques en terme d'emplois, de création de valeur, marché, activité et environnement
- les perspectives de valorisation économique industrielle et commerciale des résultats
- la dimension régionale du projet (intérêt stratégique ou structurant pour le secteur ou filière concerné)

Le porteur de projet devra collaborer avec un évaluateur (laboratoire de recherche, consultant externe...) afin de valider l'efficacité du produit ou du service, l'utilité, la fiabilité technique (sécurité, résistance...), les améliorations techniques et vérification de l'obtention des normes réglementaires.

ACTIONS ELIGIBLES :

Tout projet de recherche, développement et innovation (RDI), collaboratif ou non s'identifiant au **développement expérimental**, vise à parvenir au produit en passant par différents prototypes d'essai qui permettent de tester les différentes hypothèses techniques.

Il consiste en l'acquisition, l'association, la mise en forme et l'utilisation de connaissances et d'aptitudes scientifiques, technologiques, commerciales et autres pertinentes en vue de développer des produits, des procédés ou des services nouveaux ou améliorés ne pouvant pas être utilisés à des fins commerciales avant l'échéance du projet (y compris la création de prototypes, la démonstration, l'élaboration de projets pilotes, les essais et la validation de produits, de procédés ou de services nouveaux ou améliorés).

Sont exclus : les modifications de routine ou périodiques apportées à des produits, lignes de production, procédés de fabrication et services existants et à d'autres opérations en cours, même si ces modifications peuvent représenter des améliorations.

DEPENSES ELIGIBLES / TAUX D'INTERVENTION :

2 niveaux d'intervention :

Intervention CTM

➤ Dépenses éligibles

▪ Frais de personnel :

Les coûts de personnel liés à la réalisation du programme R&D ou projet de recherche (chercheurs, ingénieurs, techniciens et autres personnels de soutien en lien direct avec le projet) :

- les dépenses de **personnel temporaire** notamment les stagiaires, post-docs, doctorants, CDD et intérim employés spécifiquement pour le projet et qui ne sont pas en remplacement du personnel permanent ou temporaire.

➤ Taux d'intervention

100% du montant des frais retenus en salaire brut, au prorata du temps de travail effectif dûment justifié.

Sont exclus : les dépenses de **personnel permanent** de la structure affecté à des tâches administratives, de secrétariat, de comptabilité, de maintenance, d'achat, de documentation et autre...dans la mesure où ce personnel n'a pas un rôle direct, majeur et déterminant dans la réalisation du projet RDI.

➤ **Dépenses éligibles**

- Achat ou amortissements d'équipements, instruments, machines, outillages, installations pour l'expérimentation
- les matériaux et fournitures pour la réalisation d'un prototype
- les frais de sous-traitance du laboratoire de recherche
- les frais liés à l'obtention, à la validation et à la défense des brevets ou licence
- les frais liés à la prestation de l'évaluateur

➤ **Dépenses éligibles**

- Frais d'assistance à la réalisation du projet
Les coûts des études préparatoires et les coûts des services de conseil liés au projet peuvent être pris en considération. (Travaux préparatoires liés à l'investissement).

➤ **Taux d'intervention**

50% du montant des frais, subvention plafonnée à 5000 €.

➤ **Dépenses éligibles**

- Frais de montage et de suivi du projet

➤ **Taux d'intervention**

35% du coût de la prestation, subvention plafonnée à 2 000 €.

➤ **Dépenses éligibles**

- Les frais généraux de gestion ou frais de structure

➤ **Taux d'intervention**

5% du coût total éligible.

➤ **Taux d'intervention**

	TPE	PME	Laboratoire
Développement expérimental (non partenarial)	45%	35%	25%
Développement expérimental (partenarial)	+15pts	+ 15pts	15pts

TPE/PME : Subvention plafonnée à 50 000€, par entreprise et par projet avec un seuil maximum de l'assiette éligible maximale de 150 000€ et dans la limite du cumul d'aides publiques autorisé.

LABORATOIRE : Subvention plafonnée à 100 000€, par laboratoire et par projet avec un seuil maximum de l'assiette éligible maximale de 150 000€ et dans la limite du cumul d'aides publiques autorisé.

Intervention FTIM-BPI

➤ Dépenses éligibles

- frais des personnels dédiés au projet
- prestations externes, petits matériels et consommables, matières premières, frais liés à la propriété intellectuelle
- coûts d'amortissement des instruments et du matériel récupérables mobilisés pour le projet
- investissement du matériel non récupérable

➤ Taux d'intervention

Participation au financement par projet et par entreprise avec un seuil de l'assiette éligible compris entre 100 000€ et 300 000€.

Type de financement en faveur des TPE/PME	Plafond d'intervention de l'aide	Taux
Subvention	50 000€-100 000€	50%
AR	50 000€-100 000€	60%
PTZI	50 000€-150 000€	60%

PARTICULARITES

- Les aides relevant du FTIM-BPI sont non cumulables avec d'autres aides publiques portant sur les mêmes dépenses éligibles
- Au terme de l'expérimentation, l'évaluateur produit un rapport détaillé du projet.

BASE JURIDIQUE : Annexe 9

Alinéas : A9-3

EVALUATION

- Nombre de projets soutenus par an relevant du développement expérimental
- Nombre d'emplois en R&D créés et/ou maintenus

Aide à l'innovation en faveur des TPE et PME

CONTEXTE :

- Renouvellement progressif du tissu d'entreprises
- Manque de compétitivité des entreprises
- Manque d'informations sur les marchés
- Manque de personnel qualifié
- Coût excessif de l'innovation
- Manque de moyens financiers des entreprises
- Marché dominé par les entreprises établies
- Difficulté à trouver des partenaires de coopération pour l'innovation

OBJECTIFS :

- Encourager l'effort R&D des entreprises
- Stimuler l'innovation au sein des TPE et PME et les accompagner dans leur démarche stratégique
- Accompagner les projets innovants structurants visant des retombées économiques et technologiques directes et de la structuration durable de filières
- Renforcer les coopérations et les partenariats
- Valoriser les résultats de la recherche
- Création d'emplois hautement qualifiés
- Financer la croissance des entreprises innovantes

BENEFICIAIRES :

Entreprises : cf. Annexe 1

- TPE
- PME
- Startups
- Clusters

SECTEURS ELIGIBLES

Secteurs éligibles : cf. Annexe 4

CRITERES DE SELECTION

- le caractère innovant du projet
- les risques technologiques qui permettent de démontrer le caractère R&D du projet
- Les projets devront s'intégrer dans l'un des domaines d'activité stratégique retenus dans le cadre de la S3 et être susceptibles de créer de nouveaux marchés ou marchés de niches dans ces domaines de spécialisation
- le développement de la recherche et les retombées économiques pour la Martinique en termes de valeur ajoutée endogène, de création d'emplois (à l'exception de la recherche fondamentale)

- la création et maintien d'emplois pérennes, directs et induits
- les projets permettant d'associer les acteurs locaux du secteur

ACTIONS ELIGIBLES

Tout projet d'innovation technologique ou non technologique au stade de préindustriel ayant des perspectives concrètes et durables de commercialisation et de création d'emplois.

DEPENSES ELIGIBLES / TAUX D'INTERVENTION :

➤ Dépenses éligibles

- les coûts liés aux services de conseil et d'appui en matière d'innovation

➤ Taux d'intervention

50% du coût de la prestation, subvention plafonnée à 5 000 €.

➤ Dépenses éligibles

- les coûts temporaires de détachement de personnel hautement qualifié en adéquation avec le programme de recherche :

Salaires bruts supportés par l'entreprise pendant 3 ans.

La période de détachement est sans limitation de durée, avec un maximum de 3 ans.

Ce personnel effectue des tâches de recherche, de développement et d'innovation dans le cadre d'une fonction nouvellement créée dans l'entreprise bénéficiaire, sans remplacer d'autres membres du personnel.

➤ Dépenses éligibles

- les coûts liés à l'obtention, à la validation et à la défense des brevets et autres actifs incorporels

➤ Taux d'intervention

50 % des dépenses éligibles, subvention plafonnée à 75 000 € par entreprise et par projet avec un seuil de l'assiette éligible de 150 000€

PARTICULARITES/CONDITIONS

- Aides non cumulable avec d'autres aides publiques portant sur les mêmes dépenses éligibles et/ou sur le même projet.
- **BASE JURIDIQUE : Annexe 9**
Alinéas : A9-3

EVALUATION

- Nombre de projets innovants soutenus par an
- Nombre d'entreprises ayant bénéficiées de cette aide pour lancer des produits, biens ou services nouveaux sur le marché

Aide en faveur de l'innovation de procédé et d'organisation

CONTEXTE :

- Manque de compétitivité des entreprises
- Obsolescence des systèmes de production des entreprises
- Besoin de mutation des systèmes de gestion et de management des entreprises
- Coût excessif de l'innovation
- Manque de fonds propres des entreprises
- Projets d'innovation qui relèvent le plus souvent d'une logique de rattrapage technologique

OBJECTIFS :

- Favoriser l'innovation au sein des entreprises et leur permettre d'accéder à de nouvelles perspectives de développement
- Accroître le rythme de renouvellement du tissu d'entreprises en soutenant les innovations de procédé, d'organisation et managériales
- Faire émerger de nouveaux produits, services et technologies sur les marchés de niche ou marchés porteurs en particulier dans les domaines d'activité stratégiques de la S3
- Inciter les entreprises à converger vers de nouveaux modèles économiques pour proposer des innovations de rupture
- Augmenter la valeur ajoutée produite par l'entreprise

BENEFICIAIRES :

- TPE
- PME
- Cluster et grappe d'entreprises.
- Les grandes entreprises sous condition d'une coopération avec au moins une PME
Pour cette collaboration, les PME supportent au moins 30% des coûts totaux admissibles et 70% par la grande entreprise.

SECTEURS ELIGIBLES

Secteurs éligibles : cf. Annexe 4

CRITERES DE SELECTION

- le caractère innovant du projet
- la valorisation des résultats de la recherche
- la cohérence du projet avec les orientations stratégiques régionales prévues dans la S3, en particulier avec l'un des domaines d'activités stratégiques la S3 (DAS)
- le projet est susceptible d'avoir un impact favorable sur l'économie (création et/ou maintien d'emplois, ...)
- la qualité, la faisabilité technologique et la pertinence du projet
- l'innovation doit présenter une nouveauté ou l'amélioration sensible relevée dans

le secteur d'activité concerné

- l'innovation d'organisation doit être liée à l'utilisation et l'exploitation de Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)
- le projet ou programme doit être dirigé par un chef de projet identifié et qualifié
- le projet ou programme doit déboucher sur la mise au point d'une norme, d'un modèle, d'une méthode ou d'une notion économique

ACTIONS ELIGIBLES

- **innovation d'organisation** correspond à la mise en œuvre d'une méthode organisationnelle nouvelle ou sensiblement améliorée, qui n'était pas déjà utilisée dans l'entreprise, dans les pratiques, sur le lieu de travail avec les acteurs tant internes qu'externes à l'entreprise ou encore dans les relations extérieures.

L'innovation d'organisation doit impliquer une utilisation des TIC et peut concerner différents aspects de la gestion des ressources humaines comme l'affectation des travailleurs, leur administration, leur mobilité, leur communication interne et externe ou encore la formation...

Sont exclus :

les changements s'appuyant sur des méthodes organisationnelles déjà en usage dans l'entreprise, les changements dans la stratégie de gestion, les fusions et les acquisitions, la cessation de l'utilisation d'un procédé, le simple remplacement ou l'extension de l'équipement, les changements découlant uniquement de variations du prix des facteurs, la production personnalisée, l'adaptation aux marchés locaux, les modifications régulières ou saisonnières et autres changements cycliques, ainsi que le commerce de produits nouveaux ou sensiblement améliorés.

- **innovation de procédé** est la mise en œuvre d'une méthode de production ou de distribution nouvelle ou sensiblement améliorée avec des changements significatifs, ayant pour objectif d'augmenter la valeur ajoutée produite par l'entreprise (accroissement des moyens de production grâce à des systèmes de production ou logistique, technique et/ou logiciel qui n'étaient pas utilisés dans l'entreprise).

Sont exclus :

les changements ou améliorations mineurs, les accroissements et capacités de production ou de service obtenus par la jonction de systèmes de fabrication ou de systèmes logistiques qui sont très analogues à ceux déjà en usage, la cessation de l'utilisation d'un procédé, le simple remplacement ou l'extension de l'équipement, les changements découlant uniquement de variation du prix des facteurs, la production personnalisée, l'adaptation aux marchés locaux, les modifications saisonnières, régulières et autres changements cycliques et le commerce de produits nouveaux ou sensiblement modifiés.

DEPENSES - TAUX D'INTERVENTION

➤ **Dépenses éligibles**

- Frais de personnel :

Les coûts de personnel liés à la réalisation du projet (chercheurs, ingénieurs, techniciens et autres personnels de soutien en lien direct avec le projet) :

- les dépenses de **personnel temporaire** notamment les stagiaires, post-docs, doctorants, CDD et intérim employés spécifiquement pour le projet et qui ne sont pas en remplacement du personnel permanent ou temporaire.

➤ **Taux d'intervention**

TPE –PME : 50% du montant des dépenses éligibles retenues en salaire brut, au prorata du temps de travail effectif dûment justifié.

Grande Entreprise : 15% du montant des dépenses éligibles retenues en salaire brut, au prorata du temps de travail effectif dûment justifié.

Sont exclus : les dépenses de **personnel permanent** de la structure affecté à des tâches administratives, de secrétariat, de comptabilité, de maintenance, d'achat, de documentation et autre...dans la mesure où ce personnel n'a pas un rôle direct, majeur et déterminant dans la réalisation du projet.

➤ **Dépenses éligibles**

- les coûts de la recherche contractuelle, des connaissances et les frais liés à l'obtention, à la validation et à la défense des brevets ou licence auprès de sources extérieures dans des conditions de pleine concurrence
- les coûts des instruments, équipements, machines, outillages, installations dans la mesure où et aussi longtemps qu'ils sont utilisés pour le projet.

➤ **Taux d'intervention**

TPE-PME : 50 % des dépenses éligibles, subvention plafonnée à 75 000 € par entreprise et par projet avec un seuil de l'assiette éligible de 150 000€.

Grande Entreprise : 15 % des dépenses éligibles, subvention plafonnée à 75 000 € par entreprise et par projet avec un seuil de l'assiette éligible de 150 000€.

➤ **Dépenses éligibles**

- les frais généraux additionnels et les autres frais d'exploitation, supportés directement du fait du projet

➤ **Taux d'intervention**

5% du coût total éligible, subvention plafonnée à 7 500 €.

PARTICULARITES / PRECISIONS

BASE JURIDIQUE : Annexe 9

Alinéas : A9-3

- Cette aide est non cumulable avec une autre aide de la Collectivité portant sur la même assiette éligible et/ou sur le même projet
- Une grande entreprise peut réaliser son projet en coopération avec une ou plusieurs PME qui ne supporte(ent) que 30 % des dépenses admissibles du projet.

EVALUATION

- Nombre de projets relevant d'innovation de procédé par an
- Nombre de projets relevant d'innovation d'organisation par an
- Nombre d'entreprises bénéficiaires de cette aide

Annexe A1

Définition des Entreprises bénéficiaires

Toutes les entreprises, quelle que soit leur forme juridique (entreprises individuelles, sociétés de personnes et de capitaux, *associations ayant un but économique, coopératives et groupements d'entreprises*) remplissant les conditions suivantes :

- Justifier d'une situation financière saine (ne pas correspondre à la notion communautaire d'entreprises en difficulté)
- Etre en règle vis à vis de ses obligations fiscales et sociales
- Répondre à la définition communautaire de la PME
- Développer tout ou partie de ses activités sur le territoire martiniquais

Annexe A2

Définition des micros, petites et moyennes entreprises

Une entreprise de taille moyenne est une entreprise qui répond à l'ensemble des critères suivants :

- Elle occupe moins de 250 personnes,
- Son chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 50 M€ et/ou le total de son bilan annuel n'excède pas 43 M€.

Une petite entreprise de taille moyenne est une entreprise qui répond à l'ensemble des critères suivants :

- Elle occupe moins de 50 personnes,
- Son chiffre d'affaires annuel et/ou le total de son bilan annuel n'excède pas 10 M€.

Une micro-entreprise est une entreprise qui répond à l'ensemble des critères suivants :

- Elle occupe moins de 10 personnes,
- Son chiffre d'affaires annuel et/ou le total de son bilan annuel n'excède pas 2 M€.

Ces critères doivent s'appliquer à l'entreprise dans son ensemble (y compris aux filiales établies dans d'autres Etats membres et à l'extérieur de l'Union européenne). Le règlement définit ce qu'il convient d'entendre par entreprise autonome, entreprise partenaire et entreprise liée, afin d'évaluer la position économique réelle de la PME considérée.

(Source : Guide des règles communautaires applicables aux aides d'Etat en faveur des PME)

Annexe A3

Définition et obligations pour la mise en œuvre d'une collaboration effective

Une collaboration effective existe entre une entreprise et un ou plusieurs organismes de recherche et de diffusion des connaissances lorsque :

- les acteurs participent conjointement à la conception du projet
- contribuent ensemble à la mise en œuvre
- partagent les risques et les résultats

Les laboratoires de recherche supportent au moins 10 % des coûts admissibles et ont le droit de publier les résultats de leurs propres recherches.

Les résultats du projet peuvent être largement diffusés au moyen de conférences, de publications, de dépôts en libre accès ou de logiciels gratuits ou libres.

Pour ce faire, les partenaires devront conclure, sous l'égide du coordinateur du projet, un accord/ convention de partenariat (accord de consortium s'il y a plusieurs partenaires RDI) précisant :

- la répartition des tâches, des moyens humains et financiers et des livrables ;
- le partage des droits de propriété intellectuelle des résultats obtenus dans le cadre du projet ;
- le régime de publication / diffusion des résultats ;
- la valorisation des résultats du projet.

Annexe A4

Détermination des secteurs d'activités éligibles (DAS S3)

Les Domaines d'activité stratégique (DAS) sont des thématiques régionales de spécialisation retenues dans le cadre de la S3 Martinique, sur lesquelles doivent être concentrés les financements de la Collectivité, du FEDER et des partenaires publics-privés.

Les projets devront s'intégrer dans l'un des domaines d'activités stratégique (DAS) suivants :

- **Valorisation économique de produits issus des ressources endogènes et filières intégrées locales :**

le développement et le renforcement des filières intégrées fondées sur la biodiversité ; les projets relevant de l'agro et bio-industries ; l'agro-technologie ; l'agro-transformation, l'agro-alimentaire et terroir ; les produits et services issus de la pharmacopée et ressources naturelles locales pour les secteurs de la cosmétique et de la santé ; les technologies et process agro-alimentaire ; l'agro-ressources ; la chimie/phytochimie ; les techniques d'extraction et nouvelles pratiques ; les biomolécules ; le biomédical...

- **Valorisation économique de l'expertise issue de la gestion et la prévention de risques majeurs :**

la création et le développement d'applications et de technologies pour l'analyse, le contrôle et la prévention des risques majeurs ; l'adaptation des produits, des services et infrastructures face aux éléments naturels (exemples : capteur, outil d'aide à la décision, formation, dispositif d'alerte, logiciel) ; système constructif innovant ; Eco3-construction ; les projets permettant de limiter un risque sanitaire ou permettant d'apporter une réponse adaptée du système de santé ; les projets pour la prévention des risques technologiques...

- **Edition de services, applications numériques et logicielles :**

la création d'offres et de services dématérialisés notamment les logiciels ; les applications numériques dédiées en lien avec les secteurs de la santé, du tourisme ; les projets innovants nécessitant des technologies et approches nouvelles, liés à l'éducation numérique, à l'ingénierie des connaissances, à l'image, son et interactivité, au patrimoine numérique, services et usages...

▪ **Méthodes et outils de régulation des relations sociales :**

les projets relevant de l'innovation sociale et sociétale (l'innovation sociale se caractérise par une réponse nouvelle et ingénieuse aux besoins sociaux contemporains. Elle peut prendre la forme d'un produit, d'un service, une organisation ou encore un modèle économique développé pour atteindre un objectif social) ; les projets permettant de favoriser l'inclusion sociale et la solidarité, le dialogue social et la solidarité ; les nouvelles pratiques et techniques pour l'amélioration des conditions de travail...

▪ **Economie du vieillissement :**

le développement de nouveaux produits et services innovants ou l'amélioration des produits ou services existants à destination des seniors ou de leurs aidants (secteurs liés à l'activité, le capital santé, les lieux de vie, la mobilité de seniors, les relations sociales, les services de proximité...

▪ **Energies renouvelables :**

le développement de projets dans le domaine des filières renouvelables (photovoltaïque, solaire thermique, éolien, énergies marines, géothermie...) et l'exploitation de nouvelles sources renouvelables permettant de lutter contre les effets de serre et les rejets de CO² et de faciliter la gestion raisonnée des ressources locales...

➤ **Secteurs exclus :**

- Sidérurgie
- Mine de charbon
- Construction navale
- Fibres synthétiques
- Transport et infrastructures correspondantes
- Production et à la distribution d'énergie et des infrastructures énergétiques
- Production, transformation et commercialisation de produits agricoles (annexe 1 du TFUE)
- Pêche et aquaculture relevant du règlement UE n°1379/2013
- Production et distribution d'énergie
- Services financiers, d'assurance
- Professions réglementées
- Activités commerciales de grande distribution
- Activités immobilières

Annexe A5

Procédure, modalités de versement et obligations de suivi CTM

1 – Procédure

La demande d'aide adressée au Président du Conseil exécutif, doit être transmise avant toute mise en œuvre de l'opération pour laquelle l'aide est sollicitée. (sauf disposition contraire).

L'entreprise devra, en outre, communiquer un dossier de présentation du projet respectant le canevas d'instruction en vigueur (dossier type téléchargeable sur le site www.collectivitedemartinique.mq), en même temps que son courrier de demande en un exemplaire papier et en version numérique à l'adresse mail : definiov@collectivitedemartinique.mq

Une aide ne pourra être accordée au titre du présent régime que si le bénéficiaire a présenté une demande à cet effet et si la CTM a ensuite confirmé par écrit que, sous réserve de vérification plus détaillées, le projet en principe remplissait les conditions d'admissibilité fixées par le dispositif.

L'intervention de la collectivité s'effectuera à l'analyse des éléments suivants :

1. L'adéquation homme/projet
2. La viabilité du modèle économique proposé
3. La capacité financière du promoteur à boucler son plan de financement
4. L'opportunité de l'intervention de la Collectivité (secteur, ancrage territorial...)
5. Afin d'éviter l'effet d'aubaine l'aide ne pourra pas avoir **pour objectif d'inciter les futurs bénéficiaires à réaliser ou engager un projet qu'ils auraient de toute façon mis en œuvre sans l'avantage public, compte tenu de leur capacité financière**
6. Les aides sont non cumulables avec une autre aide de la Collectivité portant sur la même assiette de dépenses éligibles et/ou le même projet
7. Toute aide accordée doit être au préalable liquidée avant le dépôt d'une nouvelle demande
8. Une avance remboursable ne peut être transformée en subvention
9. Des garanties ou suretés seront exigées en cas d'attribution d'une avance remboursable

2 – Modalités de versement

Les modalités de versement seront définies dans une convention de développement conclue entre l'entreprise et la CTM (possibilité de convention tripartite ou quadripartite).

3 – Obligation de suivi

Le bénéficiaire s'engage à :

- Assurer la publicité du financement CTM ;
- Maintenir l'investissement en Martinique pour une période minimum de 3 ans après son achèvement ;

- Se conformer aux modalités de suivi définies dans la convention de développement territorial ;
- Informer la CTM de tout changement d'adresse, d'activité, statut juridique, évolution du plan de financement, etc... ; jusqu'aux 3 ans suivant la liquidation de l'aide financière de la CTM.

Annexe 6

Procédure, modalités de versement et obligations de suivi

Fonds Territorial d'Innovation Martinique - FTIM

Le Fonds Territorial d'Innovation Martinique (FTIM) est un outil financier venant répondre à une défaillance du marché en matière d'aides à l'innovation et ainsi qu'à l'absence d'offre de « prêt » territorial en matière de RDI.

Le FTIM est un outil d'intervention sur les premiers besoins de l'entreprise via des interventions remboursables et des subventions. Le circuit classique de la subvention n'est plus adapté aux besoins et à l'évolution des entreprises, notamment pour l'innovation.

La finalité du FTIM est de permettre :

- une avance en trésorerie (avances remboursables et prêts à taux zéro) ;
- une souplesse des contrôles (bénéficiaires/ opérations) ;
- une simplification de l'instruction (Partage BPI/CTM) ;
- une flexibilité pour des besoins complémentaires distincts des dépenses supportées par les prêts d'honneur ou les dispositifs de renforcement des FP ou QFP.

1 – Procédure

La demande d'aide émane de la TPE-PME sur un projet clairement identifié. Le dossier de demande s'accompagne d'une lettre d'intention adressée au Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le dossier doit notamment comporter tous les éléments et informations utiles à la connaissance de l'entreprise ou du laboratoire et du projet, ainsi que l'ensemble des pièces justificatives obligatoires.

Le projet ne doit pas être démarré avant et au moment du dépôt de la demande.

Les dossiers de demande sont déposés prioritairement auprès de Bpifrance Financement ou auprès de la Collectivité Territoriale de Martinique (transmission de tous les dossiers à Bpifrance) en un exemplaire papier et par voie numérique aux adresses mails suivantes :

BPI martinique@bpifrance.fr

CTM definнов@collectivitedemartinique.mq

L'instruction des dossiers sera réalisée par Bpifrance Financement.

Les critères retenus pour l'analyse des dossiers en vue de leur sélection, sont en particulier les suivants :

- la viabilité du modèle économique proposé ;
- l'opportunité de l'intervention de la Collectivité (secteur, ancrage territorial, retombées économiques, emploi...) ;
- le niveau du risque ;
- les caractéristiques et état d'avancement du projet ;
- le degré de rupture en termes d'innovation (technologique ou non) ;
- la faisabilité technique et/ou scientifique ;
- la capacité du porteur à mener à bien le projet (fonds propres et quasi fonds propres...).

Au regard de ces critères, la Bpifrance Financement proposera à l'entreprise la solution de financement (subvention, Avance remboursable et Prêt à taux zéro pour l'Innovation) la plus adaptée à répondre à ses besoins.

Clauses particulières :

- Les aides sont non cumulables avec une autre aide de la Collectivité portant sur la même assiette de dépenses éligibles et/ou le même projet.
- Les financements du FTIM ne sont pas cumulables avec le FEDER.
- Toute aide accordée doit être au préalable liquidée avant le dépôt d'une nouvelle demande.
- Une avance remboursable ou un PTZI ne peut être transformé en subvention.
- Des objectifs et conditions particulières seront exigés en cas d'attribution d'une avance remboursable.

2 – Modalités de versement

Les modalités de versement seront définies dans le cadre d'un contrat d'aide en avance remboursable ou PTZI ou une convention de financement sera conclue entre l'entreprise et la Bpifrance Financement.

3 – Obligation de suivi

Le bénéficiaire s'engage à :

- Assurer la publicité du financement BPI-CTM ;
- Maintenir l'investissement en Martinique pour une période minimum de 2 ans après son achèvement ;
- Se conformer aux modalités de suivi définies dans le contrat d'aide ou convention de Bpifrance Financement ;
- Informer la Bpifrance Financement et la CTM de tout changement d'adresse, d'activité, statut juridique, évolution du plan de financement, etc... ;

Annexe A7

Les bases juridiques

A9-1 : Règlement (UE) n°651/2014 déclarant certaines catégories d'aides comptables avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité

A9-2 : Régime cadre exempté de notification N° SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR)

A9-3 : Régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180621-18-272-2-DE
Date de télétransmission : 03/08/2018
Date de réception préfecture : 03/08/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 3 AOUT 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-272-2

PORTANT DISPOSITIF TERRITORIAL DES AIDES À L'INNOVATION CRÉATION DU FONDS TERRITORIAL D'INNOVATION DE MARTINIQUE (FTIM)

L'An deux mille dix-huit, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS (procuration à Michelle BONNAIRE), Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE, (procuration à Georges CLEON), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Nadia LIMIER (procuration à Josiane PINVILLE), Fred LORDINOT (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Gilbert COUTURIER), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Nadine RENARD (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE, Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ;
Vu le règlement (UE) n°651/2014 déclarant certaines catégories d'aides comptables avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;
Vu le régime cadre exempté de notification N° SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) ;
Vu le régime cadre exempté de notification N° SA.40390 relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2014-2020 ;
Vu le régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1603-1 du 14 novembre 2014 portant approbation de la convention de partenariat entre la Région Martinique et la Banque Publique d'Investissement France (Bpifrance) ayant pour but de renforcer la dynamique du développement

économique du territoire afin d'assurer une efficacité renforcée et une meilleure cohérence dans les interventions à destination des entreprises régionales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 18 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer une convention avec la Banque Publique d'Investissement France (Bpifrance), pour la création du « Fonds Territorial d'Innovation Martinique » (FTIM) visant à encourager et dynamiser la capacité innovatrice des entreprises engagées dans une démarche de recherche, de développement et d'innovation pour favoriser leur croissance et leur compétitivité.

ARTICLE 2 : Une dotation d'un million cinq cent mille euros (1 500 000 €) est accordée à la Banque Publique d'Investissement France (Bpifrance), au titre de la contribution territoriale pour la réalisation de son action de financement sous la forme d'octroi de subvention, d'avance remboursable (AR) et de prêt à taux zéro pour l'Innovation (PTZI).

ARTICLE 3 : Les actions financées par la Collectivité Territoriale de Martinique et les modalités de versement de la dotation allouée sont définies par la convention de création d'un fonds pour l'innovation en Martinique.

ARTICLE 4 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180621-18-273-1-DE
Date de télétransmission : 25/07/2018
Date de réception préfecture : 25/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 25 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-273-1

PORTANT CRÉATION D'UN FONDS DE FONDS JEREMIE DESTINÉ À METTRE EN OEUVRE LES INSTRUMENTS FINANCIERS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU TITRE DU PO FEDER 2014-2020

L'An deux mille dix-huit, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS (procuration à Michelle BONNAIRE), Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE, (procuration à Georges CLEON), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Nadia LIMIER (procuration à Josiane PINVILLE), Fred LORDINOT (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Gilbert COUTURIER), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Nadine RENARD (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE, Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement n°575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement ;

Vu les lignes directrices financement des risques 2014/C 19/04 du 22 janvier 2014 visant à promouvoir les investissements en faveur du financement des risques ;

Vu le règlement Général d'Exemption par Catégorie 651/2014 du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité ;

Vu le régime exempté SA 40390 sur l'accès des petites et moyennes entreprises (PME) au financement ;

Vu le règlement de minimis 1407/2013 du 18 décembre 2013 ;

Vu le règlement portant dispositions communes (UE) n°1303/2013 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu la communication n°2016/C 262/01 du 19 juillet 2016 de la Commission relative à la notion d' « aide d'Etat » visée à l'article 107, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne ;
Vu la communication n° 2016/C 276/01 du 29 juillet 2016 de la Commission « Guide d'orientation à l'intention des États membres relatif à la sélection des organismes chargés de la mise en oeuvre des instruments financiers ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire , et fiscalité le 12 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 18 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le projet de création d'un fonds de participation de type JEREMIE et la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) au financement de l'instrument financier voué à mettre en oeuvre les instruments de capital-risque, de garanties et de prêts dédiés aux entreprises sur la période du PO 2014-2020.

ARTICLE 2 : L'Assemblée de Martinique autorise la Collectivité Territoriale de Martinique à demander le co-financement de cet instrument d'ingénierie financière par les crédits FEDER de la Subvention globale FEDER gérée par la Collectivité dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER (2014-2020).

ARTICLE 3 : Par dérogation aux dispositions de l'article 2 de la délibération n° 16-128-1 du 19 juillet 2016 portant définition du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion des FO FEDER-FSE, FEAMP et FEADER, mandat est donné au Président du Conseil Exécutif pour se prononcer en Conseil Exécutif, sur toutes demandes d'aide relevant de l'axe 3-2 du PO FEDER-FSE ayant pour objet la participation au financement d'outils d'ingénierie financière portés par la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toutes les mesures utiles, signer toutes les pièces, actes et autres documents nécessaires à la création et au fonctionnement du fonds de participation JEREMIE, notamment en matière de sélection d'un gestionnaire agréé et en vue de la signature d'une convention de financement entre les parties.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180621-18-274-1_subst-
DE
Date de télétransmission : 20/08/2018
Date de réception préfecture : 20/08/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 20 AOÛT 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-274-1

PORTANT ADOPTION DU RÈGLEMENT TERRITORIAL DU DISPOSITIF DES BOURSES D'ÉTUDES PARAMÉDICALES, DE SAGES-FEMMES ET DE FORMATIONS EN TRAVAIL SOCIAL

L'An deux mille dix-huit, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS (procuration à Michelle BONNAIRE), Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BATHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE, (procuration à Georges CLEON), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Nadia LIMIER (procuration à Josiane PINVILLE), Fred LORDINOT (procuration à Jenny DULYS- PETIT), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Gilbert COUTURIER), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Nadine RENARD (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE, Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 06-1465-1, portant modalités d'attribution des bourses sanitaires et sociales ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°13-1876-1 portant approbation de la grille des taux et du barème des bourses des secteurs sanitaire et social à compter de la rentrée 2013-2014 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-69-1 portant reconduction et définition des mesures d'application des bourses aux élèves et étudiants du secteur social, paramédical et de sages-femmes ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 11 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission formation et apprentissage le 14 juin 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur, et recherche innovation le 18 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le règlement territorial du dispositif de bourses d'études paramédicales, de sages-femmes et de formations en travail social, tel qu'annexé à la présente délibération est adopté.

ARTICLE 2 : Le présent règlement est applicable aux demandes de bourses formulées à compter de la rentrée universitaire de septembre 2018.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application et la mise en œuvre du présent dispositif.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure tendant à adapter ou préciser les modalités de mise en œuvre de ce règlement.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

The image shows a handwritten signature in black ink over a circular official seal. The seal features a central emblem with a sun, a building, and a ship, surrounded by the text 'Collectivité Territoriale de Martinique' and two stars.

**REGLEMENT TERRITORIAL DES BOURSES D'ETUDES PARAMEDICALES,
DE SAGES-FEMMES ET DE FORMATIONS EN TRAVAIL SOCIAL**

Préambule

En application des articles L451-3 du code de l'action sociale et des familles et L4383-8 et L4383-4 du code de la santé publique, la Collectivité territoriale est compétente pour attribuer des aides aux étudiants inscrits dans les établissements de formation agréés, dans le domaine de la santé et du travail social.

Les décrets n° 2005-418 du 3 mai 2005 relatif aux formations sanitaires, et n° 2005-426 du 4 mai 2005 relatif aux formations sociales fixent les règles minimales de taux et de barème.

Les articles D451-7 du Code de l'Action Sociale et des familles, D4151-18 et D4383-1 du Code de la Santé Publique, issus du décret n° 2008-854 du 27 août 2008 relatif aux règles minimales de taux et de barème, fixent les conditions de l'indépendance financière de l'étudiant

ARTICLE 1. OBJET

Le présent règlement a pour objet de préciser les conditions et modalités d'attribution des bourses d'études territoriales pour les élèves et étudiants inscrits dans les instituts de formations paramédicales, de sages-femmes, et de formations en travail social agréés par la Collectivité Territoriale et situés sur le territoire de la Martinique

ARTICLE 2. DEFINITION DE LA BOURSE

La bourse sur critères sociaux, apportée par la Collectivité territoriale, est une aide financière destinée à améliorer les conditions d'études et à contribuer à la réussite des étudiants en formation sanitaire ou sociale.

Elle ne constitue pas un revenu, mais une aide complémentaire à celle de la famille.

A ce titre, elle ne peut se substituer à l'obligation alimentaire telle que définie par les dispositions des articles 203 et 371-2 du Code Civil qui imposent aux parents d'assurer l'entretien de leurs enfants, même majeurs, tant que ces derniers ne sont pas en mesure de subvenir à leurs propres besoins

ARTICLE 3. LES FORMATIONS OUVRANT DROIT A UNE BOURSE

3-1 Formations dans le secteur sanitaire

Les formations suivantes, autorisées par la Collectivité Territoriale de Martinique, au titre de la loi du 5 mars 2014, ouvrent droit à une bourse pour les étudiant(e)s en formation initiale :

- ◇ Diplôme d'Etat infirmier
- ◇ Diplôme d'Etat masseur-kinésithérapeute
- ◇ Diplôme d'Etat sage-femme.

3-2 Formations dans le secteur social

Les formations suivantes, lorsqu'elles sont dispensées par un organisme agréé au titre de la loi du 5 mars 2014 et du décret n° 2017-537 du 13 avril 2017 relatif à l'agrément des établissements de formation pour dispenser une formation préparant à un diplôme de travail social pour les étudiant(e)s en formation initiale :

- ◇ Diplôme d'Etat assistant de service social
- ◇ Diplôme d'Etat d'Accompagnant Educatif et Social
- ◇ Diplôme d'Etat Educateur de jeunes enfants
- ◇ Diplôme d'Etat Educateur spécialisé
- ◇ Diplôme d'Etat Moniteur éducateur
- ◇ Diplôme d'Etat Technicien de l'intervention sociale et familiale
- ◇ Auxiliaire de Gériatrie
- ◇ Licence professionnelle management et coordination des structures d'aides à la personne âgée

L'Assemblée Territoriale donne délégation au Président du Conseil Exécutif pour modifier la liste des formations ci-dessus dans les cas suivants :

- ◆ La publication de nouveaux diplômes,
- ◆ Le changement ou la modification de certains diplômes
- ◆ L'émergence de certaines formations sur le territoire régional
- ◆ La prise en compte de nouveaux besoins du territoire en matière de formation

ARTICLE 4. PUBLIC BENEFICIAIRE

Pour bénéficier d'une bourse, l'étudiant doit satisfaire aux conditions de formations, et de ressources définies dans l'annexe du présent règlement.

Aucune condition d'âge n'est opposable à l'élève ou l'étudiant lors de sa demande.

L'étudiant de nationalité française ou ressortissant d'un État membre de l'Union européenne autre que la France est éligible.

Sont exclus du bénéfice des bourses territoriales des secteurs sanitaire et social, même si les intéressés justifient par ailleurs des critères ouvrant droit à une bourse :

Les fonctionnaires stagiaires ou titulaires des trois fonctions publiques, les salariés, les demandeurs d'emploi bénéficiaires d'une rémunération de la formation professionnelle, les bénéficiaires d'une autre bourse sur critères sociaux, les bénéficiaires d'une pension de retraite.

ARTICLE 5. MONTANT ET MODALITES DE CALCUL DES BOURSES

5 -1 Montant de la bourse et plafonds de ressources

Les montants de bourse annuels sont fixés par échelon en fonction des plafonds minimaux annuels de ressources en euros et du nombre de points de charge. L'annexe fixe les plafonds minimaux de ressources annuels en euros ainsi que le montant des échelons de bourses annuels.

ECHELON DES BOURSES	TAUX ANNUELS (en euros)
Echelon 0	300
Echelon 1	1606
Echelon 2	2419
Echelon 3	3100
Echelon 4	3779
Echelon 5	4339

Le montant des droits d'inscription est inclus dans le montant de la bourse. Les montants des bourses sont susceptibles d'être réévalués sur décision de la CTM.

5-2. Les modalités de calcul des bourses

La bourse est calculée en fonction des ressources.

Les ressources prises en compte pour le calcul du droit à la bourse sont les revenus imposables figurant sur l'avis d'imposition N-1 de l'étudiant s'il est indépendant financier * ou de sa famille s'il lui est rattaché fiscalement. Cet avis d'imposition sera le seul retenu pour l'année scolaire considérée.

➤ * L'INDÉPENDANCE FINANCIÈRE

Est considéré financièrement indépendant :

➤ *l'étudiant âgé de 26 ans ou plus au 31 décembre de l'année fiscale N-1 (âge retenu par la Direction des Finances Publiques au-delà duquel il est obligatoire de faire une déclaration fiscale séparée, même si l'on est étudiant),*

➤ *L'étudiant si celui-ci a un ou plusieurs enfants à charge, et est fiscalement indépendant*

Pour être reconnu étudiant indépendant financièrement, les étudiants âgés de moins de 26 ans doivent justifier, des trois conditions cumulatives, suivantes :

◆ *Le demandeur doit avoir établi pour l'année de référence (N-1) une déclaration fiscale distincte de celle de ses parents ;*

◆ *Le demandeur doit justifier, à la date de la demande, d'un domicile à son nom;*

◆ *Le demandeur doit disposer de ressources égales ou supérieures à 50% du SMIC net s'il vit seul, ou à 90% du SMIC net s'il vit en couple.*

La valeur du SMIC prise en compte est celle en vigueur au 1er janvier de l'année au cours de laquelle la demande de bourse est effectuée.

ARTICLE 6. LA DEMANDE DE BOURSE

6.1 La procédure de dépôt

L'étudiant qui souhaite déposer une demande de bourse doit le retirer auprès de son établissement de formation d'accueil.

Il dépose ou envoie ses pièces justificatives (annexe 5) à ce dernier qui se charge de les transmettre aux services de la CTM dans les délais fixés.

L'établissement certifie l'inscription de l'étudiant dans la formation au titre de laquelle il sollicite la bourse.

Quiconque aura fourni sciemment des renseignements inexacts ou frauduleux dans la déclaration de demande d'aide territoriale en vue d'obtenir un paiement ou un

avantage quelconque indu, est passible des sanctions prévues par la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968 article 22.

6.2. Dates d'ouverture et de clôture

Les dates d'ouverture et de clôture des demandes de bourses sont fixées chaque année par la Collectivité.

Les établissements de formation agréés ou autorisés par la région sont chargés d'en informer les élèves par tous moyens de communication (affichage, mail, courrier ...).

Le non-respect des dates limites de dépôt des demandes entraîne le rejet de la demande de bourse sauf circonstance exceptionnelle appréciée par le Président de l'exécutif de la Collectivité Territoriale ou son représentant.

6.3 La Procédure d'instruction

L'instruction de la bourse est réalisée par la CTM au regard des textes en vigueur et règles préalablement définies par l'Assemblée Plénière, notamment dans le présent règlement.

Tout dossier incomplet sera retourné à l'étudiant avec la liste des pièces complémentaires à fournir.

6.4 . Examen des dossiers de bourses

Suite à l'instruction, les dossiers complets sont soumis à la Commission des Aides aux Etudiants (CAE).

La commission est chargée d'examiner les demandes de bourses en fonction des points de charges et du revenu imposable.

Les membres sont tenus à la confidentialité des informations mentionnées dans les dossiers des débats et des délibérations de la commission.

ARTICLE 7. LA DECISION

Le président de l'exécutif de la CTM prend un arrêté fixant la liste des élèves bénéficiaires, assortie pour chacun de l'échelon et du montant annuel de la bourse accordée.

ARTICLE 8. LA NOTIFICATION

La décision d'attribution ou de rejet est notifiée par la Collectivité aux intéressés. En cas de rejet d'une demande de bourse, le motif figure dans la notification.

ARTICLE 9. LES RECOURS

La notification de la décision mentionne les voies de recours. Le recours gracieux doit obligatoirement être introduit par écrit dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification de la décision à l'intéressé.

ARTICLE 10. LE PAIEMENT

Le versement de la bourse est effectué en 2 fois.

Pour les formations de courte durée, la bourse peut être versée en 1 seule fois.

ARTICLE 11. REGLES DE CUMUL

La bourse sur critères sociaux peut être cumulée avec le RSA, l'ASS.

Elle n'est pas cumulable avec toutes autres aides au financement des formations et études supérieures ainsi qu'avec les rémunérations perçues par l'étudiant pendant sa formation.

ARTICLE 12- SUIVI ET CONTROLES

Les services de la CTM procèdent au contrôle des déclarations faites par les bénéficiaires. Toute dissimulation, fausse déclaration, fausse inscription ou manquement volontaire de la part du bénéficiaire entraînera automatiquement, d'une part l'annulation du prêt ou des aides et d'autre part, le remboursement et le recouvrement immédiats, par toutes les voies de droit, des sommes dues.

Le versement d'une bourse est soumis aux obligations d'assiduité aux cours, stages et examens.

Dès le dépôt de sa demande, l'étudiant s'engage à suivre à plein temps les cours, travaux pratiques, stages et à se présenter aux examens et concours, épreuves correspondant aux diplômes préparés.

L'étudiant est tenu d'informer la Collectivité Territoriale de Martinique de tout arrêt ou suspension de formation.

Les responsables des instituts de formations sanitaires et sociales conformément aux référentiels de chaque formation opèrent les contrôles afférents à l'assiduité aux cours et à la présence aux examens des étudiants. Dès qu'ils ont connaissance de toute absence injustifiée, arrêt, exclusion et demande de suspension, et en précisant la nature du motif (personnel, médical), les instituts de formation doivent en informer immédiatement la CTM.

Une attestation de fin d'études ou de stage, dûment complétée et visée par l'établissement d'accueil, confirmant la présence de l'étudiant et précisant les dates de début et de fin de la période d'études, de cycle, ou de stage, sera transmise par mail ou par courrier. Cette attestation sera délivrée par l'établissement sur son papier à entête.

En cas de non transmission de cette attestation, le remboursement de l'aide de la CTM pourra être demandé. En cas de réduction de la durée du stage, susceptible de modifier le montant de l'aide, le remboursement total ou partiel pourra être demandé.

A son retour, l'étudiant est invité à renseigner un carnet de voyage pour les stages ou un mini-questionnaire pour sondage de fin d'études à des fins statistiques, dont la saisie sera à effectuer directement sur le site internet.

Par ailleurs, pour permettre le calcul d'indicateurs d'insertion professionnelle, l'étudiant diplômé s'engage à fournir par courrier dans les six mois de la fin de ses études des informations relatives à sa situation : embauche, poursuite d'études ou non emploi.

ARTICLE 13- COMMUNICATION DES CHANGEMENTS DE SITUATION

Le bénéficiaire de la bourse prévue au présent règlement devra obligatoirement informer dans les plus brefs délais la CTM de toute modification de sa situation et notamment :

- tous autres changements relatifs aux renseignements fournis préalablement lors de sa demande d'aide. Les dérogations seront examinées par la Commission d'Aides aux Etudiants qui proposera le maintien ou la suppression de la bourse accordée.
- changement d'adresse survenu en cours d'études, changement de discipline ou d'établissement, changement d'adresse des répondants

ARTICLE 14- CLOTURE DU DOSSIER

Est réputé clos tout dossier débuté non validé ou non complété à l'issu d'un délai d'un mois suivant toute demande de documents sollicités par les services de la CTM en application du présent règlement.

Le bénéficiaire sera alors informé de la clôture de son dossier par courrier ou par mail.

ARTICLE 15- EVALUATION DU DISPOSITIF

Ce règlement sera évalué en fin d'année universitaire afin de procéder aux améliorations et adaptations réglementaires de rigueur

ARTICLE 16- PRISE D'EFFET

La présente délibération remplace :

1. la délibération n° 06-1465-1, portant modalités d'attribution des bourses sanitaires et sociales
2. La délibération n°13-1876-1 portant approbation de la grille des taux et du barème des bourses des secteurs sanitaire et social à compter de la rentrée 2013-2014

3. La délibération n° 16-69-1 portant reconduction et définition des mesures d'application des bourses aux élèves et étudiants du secteur social, paramédical et de Sages-femmes.

ANNEXES RELATIVES AUX BOURSES SANITAIRES ET SOCIALES

ECHELON DES BOURSES	TAUX ANNUELS (en euros)
Echelon 0	300
Echelon 1	1606
Echelon 2	2419
Echelon 3	3100
Echelon 4	3779
Echelon 5	4339

Le montant de la bourse est recalculé d'après les taux annuels pour les cycles courts :

- ◆ de 16 à 19 semaines : 1/3 de la bourse,
- ◆ de 20 à 27 semaines : 2/3 de la bourse,
- ◆ à partir de 28 semaines : bourse complète

Exonérations

L'échelon 0 correspond au remboursement des droits d'inscription payés par l'étudiant et ouvre droit à l'exonération de la cotisation vie étudiante.

Tous les étudiants boursiers sont exonérés de la cotisation sociale en application de l'arrêté du 4 mars 2004 fixant les modalités d'exonération de la cotisation étudiante d'assurance maladie pour les étudiants boursiers

Tableau de correspondance revenu brut global (en €) par rapport aux points de charge

Points de charge	Montant des plafonds de ressources annuelles (en euros)					
	Echelon 0	Echelon 1	Echelon 2	Echelon 3	Echelon 4	Echelon 5
0	25 016	20 013	16 175	14 288	12 425	10 613
1	27 798	22 238	17 963	15 875	13 813	11 775
2	30 594	24 475	19 763	17 475	15 200	12 938
3	33 375	26 700	21 563	19 050	16 575	14 125
4	36 141	28 913	23 363	20 638	17 950	15 300
5	38 923	31 138	25 150	22 225	19 338	16 463
6	41 688	33 350	26 950	23 813	20 725	17 638
7	44 454	35 563	28 750	25 413	22 113	18 813
8	47 235	37 788	30 538	27 000	23 488	20 000
9	50 016	40 013	32 338	28 588	24 875	21 175
10	52 798	42 238	34 138	30 188	26 250	22 363
11	55 579	44 463	35 925	31 788	27 638	23 538
12	58 344	46 675	37 725	33 375	29 013	24 713
13	61 141	48 913	39 525	34 963	30 400	25 888
14	63 923	51 138	41 325	36 550	31 788	27 063
15	66 704	53 363	43 125	38 150	33 175	28 250
16	69 485	55 588	44 925	39 738	34 563	29 425
17	72 266	57 813	46 725	41 325	35 950	30 613

Tableau des points de charge

CHARGES DE L'ETUDIANT	Points
L'élève est pupille de l'Etat ou bénéficiaire d'une protection particulière	1
L'élève est atteint d'une incapacité permanente et a besoin d'une tierce personne	2
L'élève est atteint d'une incapacité permanente et n'est pas pris en charge à 100% en internat	100 % en internat 2
L'élève a fiscalement à charge des enfants non- inscrits dans l'enseignement supérieur	1 x nombre d'enfants
L'élève a fiscalement à charge des enfants inscrits dans l'enseignement supérieur	3 x nombre d'enfants
L'élève est marié ou a conclu un pacte civil de solidarité et les revenus du conjoint	ou du partenaire sont pris en compte 1
Le centre de formation auprès duquel l'élève est inscrit est éloigné du domicile	de 30 à 250 km 2
Le centre de formation auprès duquel l'élève est inscrit est éloigné du domicile	de plus de 250 km 3
Les parents de l'élève ont fiscalement à charge des enfants inscrits dans l'enseignement supérieur (excepté l'élève demandant une bourse)	3x nombre d'enfants
Les parents de l'élève ont fiscalement à charge des enfants non-inscrits dans l'enseignement Supérieur (excepté l'élève demandant une bourse)	1 x nombre d'enfants
Le père ou la mère élève seul(e) son (ou ses) enfant(s)	1

Les points de charges

Ils se réfèrent au handicap dont l'étudiant peut être atteint, à ses propres charges familiales ou à celles de sa famille, aux mesures de protection particulière dont il peut bénéficier ainsi que la distance qui sépare le domicile du centre de formation.

Pour le calcul des points de charge relatifs à la distance, il sera pris comme référence, la distance kilométrique séparant son lieu de formation de l'adresse du foyer fiscal retenu pour le calcul des droits.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180621-18-275-1-DE
Date de télétransmission : 06/08/2018
Date de réception préfecture : 06/08/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 6 AOUT 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-275-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AUX SOCIÉTÉS D'AMÉNAGEMENT FONCIER ET D'ÉTABLISSEMENT RURAL (SAFER)

L'An deux mille dix-huit, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS (procuration à Michelle BONNAIRE), Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE, (procuration à Georges CLEON), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Nadia LIMIER (procuration à Josiane PINVILLE), Fred LORDINOT (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Gilbert COUTURIER), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Nadine RENARD (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE, Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 16 mai 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 18 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la parution au Journal Officiel du 8 février 2018 du décret n°2018-77 du 7 février 2018, relatif aux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER).

Celui-ci tend à prendre en compte une réalité d'organisation administrative des territoires hexagonaux concernés.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180621-18-276-1-DE
Date de télétransmission : 03/08/2018
Date de réception préfecture : 03/08/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **3 AOUT 2018**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-276-1

PORTANT APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION VISANT LE RÉAMÉNAGEMENT DU CARREFOUR MANGOT VULCIN AU LAMENTIN (RN1-RD3) POUR LE PASSAGE DU TRANSPORT COLLECTIF EN SITE PROPRE (TCSP) DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-huit, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS (procuration à Michelle BONNAIRE), Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE, (procuration à Georges CLEON), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Nadia LIMIER (procuration à Josiane PINVILLE), Fred LORDINOT (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Gilbert COUTURIER), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Nadine RENARD (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE, Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
- Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;
- Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
- Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 15 juin 2018 ;
- Vu l'avis émis par la commission transport le 18 juin 2018 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est décidée, en cofinancement avec l'Union Européenne (FEDER), la réalisation des études et des travaux relatifs au réaménagement du Carrefour Mangot-Vulcin au Lamentin (RN1-RD3) pour le passage du transport collectif en site propre (TCSP) de Martinique sur l'axe « Pôle d'échange de Mahaut vers la Ville de Trinité (Desmarinières), via la Ville du Robert », d'un montant de 30 507 500 € HT soit 33 100 637,50 € TTC.

ARTICLE 2 : La base éligible finançable par l'Union Européenne est de 30 507 500 € HT.

Le Plan de financement prévisionnel est le suivant

Co financeurs	Montant en € HT	%
UE FEDER (7.2.1)	8 000 000	26,22%
CTM (autofinancement)	22 507 500	73,78%
TOTAL € HT	30 507 500,00	100%

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée aux chapitres 900 et 902 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute autre personne habilitée, pour signer la convention financière et les actes administratifs (exemples : les éléments de remontées de dépenses dont demande de paiement, rapport d'exécution, avenants techniques, temporels et financiers, ...) avec l'Autorité de Gestion des Fonds Européens (UE/FEDER).

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180621-18-277-1-DE
Date de télétransmission : 27/07/2018
Date de réception préfecture : 27/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 27 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-277-1

PORTANT PRESENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES

L'An deux mille dix-huit, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS (procuration à Michelle BONNAIRE), Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE, (procuration à Georges CLEON), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Nadia LIMIER (procuration à Josiane PINVILLE), Fred LORDINOT (procuration à Jenny DULYS- PETIT), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Gilbert COUTURIER), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Nadine RENARD (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE, Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 05 janvier 2016, donnant délégation générale de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif de Martinique, aux fins de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte du compte-rendu de l'exercice de la délégation de Monsieur le Président du Conseil Exécutif en matière de marchés publics et d'accords-cadres portant sur la période du 06 Avril au 14 Mai 2018.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180621-18-278-1-DE
Date de télétransmission : 19/07/2018
Date de réception préfecture : 19/07/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 19 JUIL. 2018

DÉLIBÉRATION N°18-278-1

PORTANT VALIDATION DU DISPOSITIF CADRE D'ORGANISATION DU TROPHÉE YVON LUTBERT

L'An deux mille dix-huit, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS (procuration à Michelle BONNAIRE), Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE, (procuration à Georges CLEON), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Nadia LIMIER (procuration à Josiane PINVILLE), Fred LORDINOT (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Gilbert COUTURIER), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Nadine RENARD (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE, Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 18 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;



ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Il est décidé de mettre en place un dispositif cadre pour l'organisation du « Trophée Yvon LUTBERT ».

Le dispositif se décline comme suit :

- Une subvention d'un montant total de quinze mille euros (15 000 €) est attribuée et répartie comme suit, entre les clubs participants au trophée Yvon LUTBERT :
 - 6 000 € au vainqueur du trophée,
 - 4 000 € au finaliste,
 - 2 500 € à chaque demi-finaliste.
- La somme est versée en une seule fois à chaque club, dès transmission par la Ligue de Football de Martinique du nom et du classement des récipiendaires.
- Sont concernés :
 - Le club champion de la Régionale 1,
 - Le club champion de la Régionale 2,
 - Le club champion de la Régionale 3,
 - Le club vainqueur de la coupe de Martinique,
 - A défaut, si l'un des clubs champions de Régionale 1, Régionale 2 et Régionale 3 est également vainqueur de la coupe de Martinique, le vice-champion de la Régionale 1 est qualifié d'office pour disputer le « Trophée Yvon Lutbert.

ARTICLE 2 : Ce dispositif est applicable à compter de l'année 2018.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-20005507-20180621-18-279-1-DE
Date de télétransmission : 19/07/2018
Date de réception préfecture : 19/07/2018

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 19 JUIL. 2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°18-279-1

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA FÉDÉRATION DES YOLES RONDES DE MARTINIQUE POUR L'ORGANISATION DU TOUR DES YOLES RONDES EDITION 2018

L'An deux mille dix-huit, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS (procuration à Michelle BONNAIRE), Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE, (procuration à Georges CLEON), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Nadia LIMIER (procuration à Josiane PINVILLE), Fred LORDINOT (procuration à Jenny DULYS- PETIT), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Gilbert COUTURIER), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Nadine RENARD (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE, Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 18 juin 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de trois cent mille euros (300 000 €) à la Fédération des Yoles Rondes de la Martinique pour l'organisation du Tour de Martinique des Yoles Rondes, édition 2018.

Cette somme sera répartie de la manière suivante :

- 220 000 € pour l'organisation du Tour des Yoles Rondes 2018,
- 30 000 € pour les récompenses des équipages,
- 50 000 € pour la communication.

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180621-18-280-1-DE
Date de télétransmission : 10/07/2018
Date de réception préfecture : 10/07/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE Collectivité Territoriale de Martinique AFFICHAGE LE : 10 JUIL. 2018

DÉLIBÉRATION N°18-280-1

MOTION POUR LA SAUVEGARDE DES FONDS POSÉI

L'An deux mille dix-huit, le vingt-et-un juin, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Lucie LEBRAVE, Claude LISE, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Louise TELLE, Marie-Frantz TINOT.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Christiane BAURAS (procuration à Michelle BONNAIRE), Kora BERNABE, (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Lucien ADENET), Joachim BOUQUETY (procuration à Richard BARTHELERY), Catherine CONCONNE (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Charles JOSEPH-ANGELIQUE, (procuration à Georges CLEON), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Francine CARIUS), Nadia LIMIER (procuration à Josiane PINVILLE), Fred LORDINOT (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Denis LOUIS-REGIS (procuration à Gilbert COUTURIER), Charles-André MENCE (procuration à Félix CATHERINE), Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Nadine RENARD (procuration à Clément CHARPENTIER-TITY), Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Patricia TELLE, Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), Sandra VALENTIN (procuration à Lucie LEBRAVE), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Les élus de l'Assemblée de Martinique, réunis en séance plénière ce jeudi 21 juin sous la présidence de Claude Lise,

Considérant l'importance essentielle à tous égards de notre agriculture et les impératifs de développement durable de ce secteur,

Considérant les enjeux fondamentaux que porte notre agriculture en termes aussi bien d'alimentation de notre population que de revenus pour les professionnels concernés et tous les acteurs du monde rural,

Considérant les difficultés et aléas multiples auxquels notre agriculture est exposée notamment aux plans des risques climatiques et des problématiques concurrentielles par rapport aux pays tiers,

Considérant qu'en réponse aux nécessités de soutien approprié de l'agriculture des Régions ultrapériphériques (RUP), l'Union Européenne a mis en place, à la demande de leurs représentants, en 1989 puis précisé et renforcé en 2013, le Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité (POSEI) qui leur est exclusivement dédié, Programme doté pour la période 2014-2020 de 653 000 040€ dont 278 410 000€ pour les RUP françaises,

Considérant que ce POSEI est une déclinaison de la Politique Agricole Commune (PAC) pour les RUP, avec pour base l'Article 349 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, qui prévoit formellement l'adaptation des politiques communes de l'Europe aux conditions particulières des RUP,

Considérant que, dans ces conditions, le POSEI doit être particulièrement préservé au regard de son importance indiscutable pour l'ensemble de notre agriculture,

Considérant les efforts entrepris par notre Collectivité spécialement en faveur de la diversification agricole qui justifie le renforcement des moyens mobilisables en la matière,

Considérant la déclaration du Président de la Commission Européenne, M. Jean-Claude JUNKER, lors de son déplacement conjoint avec le Président de la République en Guyane en octobre dernier, assurant « nous allons poursuivre les programmes POSEI pour l'agriculture. Je ne compte pas les réduire »,

Considérant la proposition de règlement en date du 1er juin 2018 formulée par la Commission Européenne pour la modification des règlements relatifs à l'organisation commune des marchés de produits agricoles, qui prévoit une baisse de 3,9% des enveloppes POSEI, à partir de 2021,

Demandent très fermement que l'annonce du maintien des dotations POSEI par le Président JUNKER en octobre dernier en Guyane soit strictement respectée pour permettre à notre agriculture de disposer d'une ressource absolument indispensable au moment où notre Collectivité se mobilise de manière renforcée en faveur de ce secteur.

Invitent très vivement les représentants des régions ultrapériphériques au Parlement Européen à tout mettre en oeuvre pour sauvegarder les dotations POSEI et assurer ainsi à notre agriculture une ressource irremplaçable.

Demandent au Président de la République de bien veiller à la stabilité des dotations POSEI destinées aux RUP au moment où les besoins de notre agriculture rencontrent déjà des difficultés récurrentes en termes de financements nationaux.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 20 et 21 juin 2018.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





ARRÊTÉS

~ ~ ~ ~ ~

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE
DE MARTINIQUE



République Française
Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20180625-2018-PAM-07-AR
Date de télétransmission : 26/06/2018
Date de réception préfecture : 26/06/2018

ARRETE N° 2018 PAM - 07 du 25 JUIN 2018

Portant désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de la Commission Consultative d'Élaboration et de Suivi (CCES) du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM)

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) ;

Vu le décret n°2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets ;

Vu la délibération du Conseil Régional n°15-1946-1 du 30 octobre 2015 portant lancement de l'élaboration du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique du 18 décembre 2015, procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-163-1 du 5 juin 2018 approuvant la création de la CCES et donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour désigner les représentants de la Collectivité à la Commission Consultative d'Élaboration et de Suivi (CCES) du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de la Commission Consultative d'Élaboration et de Suivi (CCES) du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets de Martinique (PPGDM), les conseillers suivants :

- En qualité de titulaire : Monsieur Charles JOSEPH-ANGELIQUE
- En qualité de suppléant : Monsieur Jean-Claude DUVERGER

Article 2 : Le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique et notifié aux intéressés.

Le Président de l'Assemblée de Martinique